

LE DANGER D'UN CHAOS FINANCIER GÉNÉRALISÉ

LEMONDE

1 lemagne: 7 DM stalle: 6 500 livrs landsurg: 160 FL land

Publication mensuelle - 15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex

Comment les sondages nous trompent

Per PATRICK CHAMPAGNE

JUILLET 1995

(Pages 18 et 19.)

Le Japon en panne

Par IGNACIO RAMONET

iNI l'âge d'or. Fini le mythe de l'excellence. Quelque chose est pourri dans l'archipel nippon. Plusieurs piliers sur lesquels reposait son exceptionnelle réussite se sont sérieusement fissurés ces derniers temps, ébranlant tout l'édifice du succès. Celui-ci menace de s'effondrer. Une situation alarmante. Car ce qui se produira dans les prochaines semaines au Japon, superpuissance économique, aura des répercussions sur l'économie mondiale tout entière.

Déjà, le tremblement de terre de Kobé, en janvier demier, avait révélé l'incroyable aboulie de l'exécutif nippon. A cette formidable - et tragique déronte de l'administration sont venus s'ajouter, en mars, après les attentats au sarin dans le metro de Tokyo, deux eutres inquiétantes constatations. D'abord, que, de tous les pays développés, le Japon est celui où les secres ont trouvé le terreau le plus fertile pour s'enraciner. Enfin, que « le pays le plus sir du monde » ne disposait pas de services de securit population contre les délires meurtriets du terrorisme moderne.

Toutes ces constatations ont plongé les citoyens dans l'inquiétude. La presse ne cesse de se faire l'écho de leurs angoisses. D'autant plus vives que cette déception à l'égard du modèle de société se produit au moment où le pays s'apprête à célébrer, le 15 août prochain, le cinquantenaire de la défaite de 1945 sans vouloir assumer pleinement ses responsabilités historiques dans la guerre. Enfin, cette déception coıncide avec une crise économique sans précédent, et un redoutable bras de fer commercial avec les Etats-Unis. .

Le marasme que l'ensemble du monde développé connaît de manière larvée depuis une vingtaine d'années n'avait pratiquement pas affecté l'archi-pel. La crise le frappe à présent avec d'autant plus de force qu'elle résulte de quatre chocs successifs : l'éclatement de la bulle financière et immobilière en 1990 ; la crise bancaire ; la forte hausse du yen depuis 1993, et l'instabilité politique née de la multiplication des affaires de corruption et de l'usure d'un système triangulaire longtemps fondé sur le parti dominant (Parti libéraldémocrate, anjourd'hui miné par les luttes de factions), l'administration et le

patronat (1). La croissance, qui fut pendant des décennies de 4 % à 5 % par an, n'a progressé que de 1,1 % en 1992 ; elle a été nulle en 1993 et n'a atteint que 0,6 % en 1994. Les faillites se sont multipliées et

le chômage, longtemps camouflé, est en franche angmentation. Quatre vigonrenx plans de relance pour un montant de 450 milliards de dollars ne sont pas parvenus à sortir le pays de la

La emséquence le plus grave de l'éclate-ment de la bulle financière née de l'emphorie des années 80 et de la spéculation effrénée est le fragilisation du sys-

tème bancaire. Les onze plus grandes banques ont vu leurs résultats baisser l'an dernier de 90 %... Pour le première fois depuis la seconde guerre mondiale, un établissement – la Sumitomo Bank, première du Japon et du monde - e annoncé des pertes au cours de l'année fiscale 1994-1995 (environ 3 milliards de dollars). Et deux autres, dans une atmosphère de scandale politique, ont faillite - la Tokyo Kyowa Credit Association et l'Anzen Credit Bank, révélant ainsi l'ampleur des dettes irrécupérables. La masse de celles-ci est évaluée à 460 milliards de dollars!

Le système bancaire paraît chancelant. Et sa fragilité est encore aggravée par la chute de la Bourse de Tokyo, car les banques représentent environ le tiers de l'indice Nikkei. Or celui-ci a perdu, depuis le début de cette année, 26 % l Rien n'illustre mieux l'effondrement de l'activité de la Bourse de Tokyo que l'annonce, en février dernier, par la principale maison de titres, Nomura, des premières pertes de son histoire (environ 200 millions de dollars). C'est tout le système financier qui est pris dans une spirale infernale (2). Car la Bourse n'a aucune chance de se relever tant que la monnaie, le yen (dont le taux d'escompte reste le plus faible du monde, 1 %), continuera de s'apprécier par rapport an dollar.

N dollar valait 125 yens an début de l'année 1993, et 84 yens aujourd'hm. Or le seuil de rentabilité de la plupart des industries exportatrices se situe à 90 yens pour 1 dollar. An tanx actuel, le produit intérieur brut du Japon équivant à celui des Etats-Unis (6 700 milliards de dollars), ce qui est absurde. Cela érode la compétitivité nippone dans tous les secteurs manufacturiers et fait que les salaires dans l'archipel sont parmi les plus élevés du monde (3).



OKAMOTO TARO. - « La loi de la jungle » (1950)

Pour déjouer la hausse du yen, Tokyo pourrait accélérer la délocalisation massive de ses industries manufacturières. Perspective qui ne réjouit pas les pays de la région Asie-Pacifique ni l'Amé-rique. Si les Etats-Unis et l'Allemagne. par exemple, ont délocalisé 28 % et 25 % respectivement de leur production industrielle. l'archipel - contrairement à ce qu'on pense souvent - n'en a délocalisé que 8 %. Se marge est done colossale. Et les conséquences pour l'emploi seraient dramatiques.

AR ailleurs, le Japon est la caisse d'épargne de la planète, qui manque de liquidités. En 1993, par exemple, l'épargne nippone s'élevait à 819 milliards de dollars, soit 56 % du total de celle des pays de l'OCDE... Et jusqu'à présent une part de cette épargne ainsi que de l'énorme excédent du commerce extérieur (145 milliards de dollars prévus cette année) était investi, sous forme directe on indirecte, dans l'économie mondiale. Acmellement, pour soutenir la Bourse, Tokyo vend massivement les valeurs étrangères qu'il détient, notamment des bons du Trésor américain (4). An cours du scul mois de mars demier, il a rapa-trié pour 13 milliards de dollars d'obligations, contribuant ainsi à affaiblir le dollar, à renforcer le yen, à relancer la spirale de la baisse de la Bourse, de l'affaiblissement des banques, etc.

Un krach des banques nippones, dans un système bancaire mondial extrêmement fragile, pourrait tout simplement faire voler en éclats l'architecture financière internationale. Et provoquer un effondrement de l'économie du monde.

### (1) Le Monde, 29 mars 1995 et 12 mai 1995. (2) The Wall Street Journal Europe, 16 mai 1995.

#### (3) Financial Times. 17 mai 1995.(4) The Economist, 17 juin 1995.

#### PETITES GUERRES DANS LES BALKANS

### La faillite des élites nationales

Entre les milices serbes bosniaques et la communauté internationale, une nouvelle fois, en Bosnie, la « crise des otages » n'aura abouti qu'à un compromis incertain. La libération des « casques bleus » a certes été obtenue, mais à quelles conditions? Contre quelles promesses? L'absence de réelle stratégie européenne ne saurait être masquée par la création d'une Force de réaction rapide, à l'initiative notamment de la France, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, et que l'Allemagne vient de rejoindre. Les chancelleries s'empêtrent et la faillite des dirigeants occidentaux consterne alors que la guerre continue, que l'infâme siège de Sarajevo se poursuit. Et qu'un nouveau rapport des Nations unies confirme l'écrasante culpabilité des milices serbes dans les atrocités commises en Bosnie.

Mais les premiers responsables de cette interminable tragédie sont tous les diriants nationalistes de l'ancienne Yougoslavie qui avaient promis le « paradis de l'indépendance » à leurs peuples et ne leur ont opporté, en définitive, que du sang. de la sueur et des larmes.

#### Par BOZIDAR JAKSIC \*

Les mouvements nationaux se réveillent comme Belles au bois dormant et meurent en monstres de Frankenstein. » Cette effrayante métaphore trouve actuellement sa plus dramatique illustration sur le sol balkanique, où les citoyens de l'ex-Yougoslavie payent le prix fort des politiques catastrophiques de leurs élites nationales.

Les conséquences de la guerre commencée' l'été 1991 en Slavénie evant de s'étendre à la Croatie puis à la Busnie-Herzégovine - ne se comptabilisent pas facilement. Il y a, bien évidemment, le nombre de morts et de blessés, les dizaines de milliers de réfugiés et de personnes déplacées; il y a aussi les destructions de villes et de villages, de manuments historiques d'une valeur inestimable, de l'appareil industriel et des infrastructures. En un court laps de temps, une grande partie de la population de toutes les Républiques s'est radicalement appanyrie et la classe moyenne a disparu. La plus grande par-tie de la populatinn – plus de 90 % – lutte pour sa survie. Des centaines de milliers de réfugiés chassés de leurs

\* Directeur de l'Institut de philosophie et de théorie sociale de l'université de Belgrade.

maisons et dispersés en Croatie, en Serbie, en Bosnie-Herzégovine, pèsent sur les conditions de vie déjà misérables

Au sommet de cette échelle déformée, un très petit nombre de profiteurs de guerre – aussi bien en Serbie et en Croatie qu'en Bosnie - se sont enrichis de manière insolente et dominent une structure sociale devenne annuique. Cette minee cnuche associée anx membres des élites nationalistes dispase non sealement de l'entlère richesse nationale, mais aussi des vies de citoyens dépossédés et impuissants à se révulter parce que soumis aux manipulations les plus démagogiques. A cet égard, les médias locaux jouent souvent un rôle néfaste de « bnurrage de crâne ». Les jeunes, et parmi eux les plus capables et les mieux formés, fuient la Serbie, le Muntenegro, la Croatie nu la Busnie pour échapper an service militaire en aux conséquences de la guerre. Le paradis promis par les bystériques du nationalisme s'est transformé en enfer quatidien. Les sociétés des nouveaux États nés de l'implosion

(Lire la suite page 4.)



### CENTRE D'ETUDES **DIPLOMATIQUES** ET STRATEGIQUES

CYCLE D'ENSEIGNEMENT DIPLOMATIQUE SUPERIEUR

Réservé aux diplometes, eux fonctionneires internationeux, aux membres du coros consulaire et eux cadres supérieurs.

Cycle de conférences, de séminaires et de voyages d'études sanctionné per un Diplôme d'Études Diplomatiques Supérieures de 3° cycle

3º CYCLES SPECIALISES EN ETUDES STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEFENSE ET EN AFFAIRES INTERNATIONALES

Renseignements: à l'ÉCOLE DES HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES Établissement libre d'enseignement supérieur fondé en 1899

54, avenue Marceeu, 75008 PARIS . Tél. : (1) 47-20-57-47

### DANS CE NUMÉRO: En un cours miné

« Fini is mythe de l'excellence, écrit Ignacin Ramonet (...) ; ce qui se produira les prochaines semaines au Japon, superpuissance économique, aura des répercussions sur l'économie mondiala tout entière. »

#### VIOLENCES SOCIALES

Les mutations intervenues eu cours des demières années ont abouti à ce dangereux paradoxa : le marché, tant loué pour ses effets régulateurs, devient incontrôleble et se dissout dans le chaos (pages 22 à 24). Ignorant les feux rouges et les signes évidents de feillites, les gouvernements s'en tiennent cependant è ce cours miné, sans souci de justice sociale, que ce soit, par



axemple, eu Vietnem (pages 16 et 17) ou dans un Venezuela livré à la vinlence

Que, dans ce chaos, continuant de se charchar les nations, rian de plus naturel ; meis, souvent, cette recherche se traduit par de sanglentes pulsions nationalistes à la manière de l'ancienne Yougoslavic (pages 1, 4 et 5). Des résistances se font jour : celle de la culture à Porto Rico (page 20) et, non sans ambiguité et incertitude, au Quièbec (pages 6 à 8). Celles eussi, à une échelle presque secrète, de ces groupes qui, au Nord comme au Sud, refusent les lois du productivisme, dans l'egriculture notamment (page 12).

Difficiles résistances à l'heure des gigentesques manœuvres da firmes géantes, celles du pétrole en particulier, dans le Caucase (pages 14 et 15), ou celles de l'audiovisuel - à preuve le phénomène Berlusconi en Italie (page 3) -, celles aussi des manipulations d'opinions en parmenence sondées (pages 18 et 19). Et pourtant, constater, fût-ce avec compassion, des faillites ne saurait remplacer le nécessaire mobilisation contre ces catastrophes qui ne devraient pas être assimilées è un inexorable destin (page 32).

Lire le sommaire détaillé page 32.

### Bréviaire de la corruption

'ASCENSION et la chute du maire de Grennble, Alam Carignon : plus encore que l'aventure d'un homme pur produit des années « fric et frime ». c'est tout un système de mise en coupe réglée d'une grande ville qui est ici minu tieusement démonté et analysé. Uo travail de bénédictin, édifiant et passionnant, réa-lisé par deux Grenoblois : l'un universitaire, conseiller municipal écologiste, l'autre journaliste (I).

Tout y passe : grands chantiers urbains : travanx publics d'aménagement et d'entretien ; construction, gestion de loge-ments sociaux, de bâtiments et terrains municiosux, de locaux commercianx: concessions d'exploitation et fournitures de services en tous genres... tout est bon pour satisfaire l'appétit gargantuesque des grands groupes et entreprises privés, des cabinets de notables locaux avides de marchés juteux et de rentes de situation confortablement garanties par des réseaux d'ententes et de cartels. Le ticket d'entrée aux affaires municipales? Le financement du maire et du parti qui le comaque - en l'occurrence le RPR - par des contributions directes, des commissions occultes tarifées ou des prises co charge de dépenses personnelles, à grand renfort de fausses factures. Une contribution somme toute modique qui représente un faible pourcentage des profits escomptés et réalisés. Le but est de pérenniser le pouvoir de l'équipe en place, dont no attend qu'elle renvoie l'ascenseur, systématiquement. Avec pour conséquence la politisation des cadres municipaux, le développement des pratiques de clientélisme, de pantouflage

Au-delà des péripéties d'un homme et d'une ville, l'enquête met en évidence les facteurs d'extension et de modernisation des techniques de corruption, en France, au cours de la période récente.

Tout d'abord, la décentralisation du pouvoir an profit des collectivités locales s'est réalisée sans mise en place de procé-

M. Denis Dambré, étudiant burki-

nabé en France, tient à réagir à la

lettre de l'abbé Nicolas Bado (courrier

des lecteurs, avril 1995) qui s'indignait

de la discrimination en vigueur, selon

lui, au sein de l'Église catholique du

Burkina-Faso, notamment en pays

En préteodaot qu'an décès de

Mgr Bayala, prédécesseur gurunsi de

l'évêque actuel - qui est mossi -, e les

fidèles mossis respiraient, soulagés de

l'humiliation d'avoir vécu sous un évêque

gurunsi », l'abbé Bayala tente de déplacer

sur le terrain ethnique une déception per-

Commentant l'article de Philippe

Baqué sur le « nouvel enlisement des

espoirs de paix dans le conflit touareg au Mali » (avril 1995), M. Bernard

Juchs, médecin, membre d'Aide médi-

cale internationale, de retour d'une

mission dans cette région, estime qu'il

. D'abord pris dans l'engrenage de la

surenchère belliciste, mus les camps

afficbent maintenant une vojonté de règle-

ment pacifique des conflits. Le Mouve-

ment populaire de l'Azawad (MPA), dont

les combattants sont toujours intégrés à

l'armée, a fini de régler ses différends avec l'Armée de libération révolution-

naire de l'Azawad (ARLA), et assure

avec les forces gonvernementales la sécurité dans la 8 région (Kidal). Le

convient de dédramatiser :

gurunsi

dures de contrôle démocratique efficaces. Associée au maintien du cumul des mandats et fonctions, qui permit au maire de Grenoble d'être aussi président du conseil général de l'Isère et, à deux reprises, ministre, elle confère une irrésistible illusion de puissance et d'impunité.

Ensuite, l'idéologie libérale, justifiant la privatisation de tous les services publics municipaux rentables, an nom d'une efficacité généralement démentie par les faits. a légitimé les pratiques les plus contes-

E NFIN, la manipulation médiatique et la communication mensongère permettent, avec la bienveillante neutralité sinon la servile complicité des supports locaux, de mettre en speciacle la personnalisation du pouvoir et la fiction d'une gestion monicipale pour tous, exercée dans la clarté. Dans le même temps où l'oo poursuit, par exemple, une rigoureuse politique de ségrégation sociale et spatiale dans l'attribution des logements, regrou-pant les familles les plus défavorisées dans des quartiers où la ville o'investit

Il aura fallu l'intervention de la justice et la révélation d'un « pacte de corruption » passé avec la Lyonnaise des eaux la goutte qui fit déborder le vase - pour qu'Alain Carignon soit contraint à la démission, mis en examen ainsi qu'me vingtaine d'édiles et de notables, incarcéré pendant plusieurs mois, avec quelques complices, dont le trésorier RPR du département, maire de L'Alpe-d'Huez.

Remarquable anthologie des techniques les plus récentes. Le Système Carignon peut être considéré comme le parfait bréviaire de la corruption municipale. Seule lacune: le livre s'achève sans que l'on sache qui ira en enfer ou an paradis.

(1) Raymond Avrillier et Philippe Descamps, Le Système Carignon, La Découverte, Paris, 1995, 369 pages, 145 F.

l'actuel évêque. La supériorité numérique

des Mossis dans le diocèse de Kondongou

- comme d'ailleurs sur l'ensemble du ter-

veau ; s'ils faisaient preuve de racisme et

de sectarisme à l'égard des Gurunsis,

Mgr Bayala, qui n'est pas de leur ethnie, o'aurait pas dirigé le diocèse peudant dix-sept ans. Belle démonstration qu'à la

racine des conflits ethniques, en Afrique,

se trouvent bien souvent des ambitions

personnelles inassouvies. Et que dire

aussi de l'immaturité de l'Eglise afri-

Pront populaire de libération de l'Azawad

(FPLA), faction tamashèque majoritaire

dans la 7º région (Gao), a mené des négo-

ciations de paix avec le Ganda Koy, avec

le soutien de la société civile touareg et

Les actes de banditisme se raréfient, les

moyens de communication reprennent de

la vigueur, des marchés s'ouvrent de pou-

veau à la fais aux populations sédentaires

snoghals et nomades tamasbèques.

L'Aide médicale internationale (AMI),

qui avait du suspendre sa mission l'an

dernier en raison des troubles armés, est

de retour à Kidal depuis le mois de juin.

Ce climat de détente devrait faciliter le

financement d'actions de développement

par les bailleurs de fonds, encore bien

des représentants gouvernementanx.

ritoire burkinabé - o'est pas un fait pou-

Conflits ethniques et pyromanie

Retour au calme au Mali?

#### en langues étrangères du « Monde diplomatique »

Italie. Le journal est traduit, publié et diffusé en supplément mensuel par le quotidien romain il Manifesto (via Tomacelli 146, Rome 00186), dont la diffusion moyenne est de 100 000 exemplaires.

Les éditions

LECTEURS

Allemagne. Le journal est traduit, publié es diffusé en supplément measuel par le quotidien berlinois Die Tageszeitung (Kochstrasse 18, 10969 Berlin), dont la diffusion moyenne est de 70 000 exemplaires.

Suisse. L'bebdomadaire WochenZeisung (Luisenstrasse 7, Poetfach 8031 Zurich), diffuse en supplément mensuel notre journal en langue allemande à quelque 20 000 exem-

en arabe est publiée en Tunisie (Impact, Le Méridien, bureau 344, 50, avenue Habib-Bourguiba, Tunis 1000). Elle tire à environ 50 000 exemplaires. Grèce. Il existe en outre une édition en

Monde arabe. Une édition trimestrielle

langue grecque de notre trimestriel Manière de voir (Editions Dromeas Epe, Ch. Tri-koupi 106, Athènes 11472), diffusée à quelque 10 000 exemplaires.

Au total, la diffusion du Monde diplomatique (230 000 exemplaires en français) et de ses différentes éditions étrangères est donc d'environ 470 000 exemplaires.

PRÉCISIONS. • A la suite de l'article d'Yves Eudes, «L'odyssée des pirates dans la jungle Internet », paro dans notre numéro de juin, des lecteurs out souhaité juindre l'auteur par courrier électronique. Voici son adresse : Immag@dialup, francenet, fr

 Dans l'article de Carmen Bader et Sylvie Coma. « Guerre du vide aux confins sud du Soudan » paru en juin, le nombre de morts provoquées par les douze années de conflit est de 1 million.

Dans l'article de Max Dorra, «Le théorème de la mélancolie», il fallait lire: « Xavier Bichat ouvre un corps en

#### LE MONDE DIPLOMATIQUE

Foodateur : Hubert BEUVE-MERY Fondateur: Hubert BELVE-MERY
Directeur: Ignacio RAMONET
Réducteur en chet: 'Abrin GRESH
Réducteur en chet: 'Abrin GRESH
Réducteur: Christian DE BRIE,
Bernard CASSEN, Iscques DECORNOY,
Serge HALIMI
Secrétanist de réduction
et concepton artistique: Solange BRAND
Documentation: Maria EERARDI
Secrétanist: Joseline CAPRON,
Monique SALOME

Anciens directeurs : François Homi (1954-1972) Claude Julien (1973-1990) RÉDACTION 15, rue Falguière 75501 PARIS CEDEX 15 Tél.: 40-65-29-16. Télécopie : 40-65-29-77

Publicue : Le Monde Publique S.A. 133. avenue des Campa-Elysées
75409 Paris Cedex 08
Responsable: Natacha HERCEGOVA
751. 4443-77-30
Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration. Le Monde diplomatique est imprimé sur papier recyclé.

Essais nucléaires et prolifération COURRIER DES

Réagissant à l'annunce de la reprise par la France des essais nucléaires dans le Pacifique, le Dr Jean-Marie Volet, du département des études françaises de l'université de l'Australie-Occidentale, nous écrit : La décision de la France de reprendre

ses essais nucléaires dans le Pacifique a provoqué un émoi considérable en Australie. Du chômeur au premier ministre en passant par les leaders du monde économique, il ne semble pas y avoir un seul Australien qui ne se soit senti directement concerné par cette décision. Dans un pays où le flegme et la tolérance font figure de vertus nationales, des inconnus ont mis le feo au consulat de France de Perth. le maire de Brisbane a déchiré publiquement le traité d'amitié qui liait sa ville et celle de Nice alors que, mille kilomètres plus an sud, un homme d'affaires vidait symboliquement le contenu d'une caisse de Moêt-et-Chandon dans la baie de Sydney. Les associations de consommateurs appellent an boycottage de tout ce qui porte le label « Made in France », et les supermarchés commencent à retirer les produits français de leurs rayons. Tont ce remueménage doit être pris très au sérieux. Il marque une dégradation rapide des relations franco-australiennes et signale an président français qu'il fait fausse route. Il est vrai que ni an Rwanda, ni an Maghreb, ni en Bosnie, le gouvernement de

l'Hexagnne n'a été très perspicace lorsqu'il s'est agi d'interpréter les signes avant-coureurs d'une catastrophe imminente. Ici, on le sait et c'est sans doute pourquoi la population est prête à réagir avec l'énergie du désespoir à la politique nucléaire forcenée entreprise par le président Chirac.

D'autre part, M. René-Marcel Sauvé, de Toronto, réagit à la publication de la liste des pays qui n'auraient pas d'armes nucléaires basées sur leur terri-toire (publiée dans Le Monde diplomatique d'avril 1995), liste qui inchirait-le

Cette information est discutable, Dans la région de la base militaire de Bayotville, dans le Saguenav, à l'est du Québec, il existe de non reuses preuves de la présence d'armes nucléaires américaines stockées dans de profondes casemates enfouies à proximité de la piste aménagée pour recevoir les B-52 de l'armée de l'air des États-Unis. Les renseignements qui circulent parmi la populatioo locale concordent à dire que la base de Bagotville devrait servir à prendre la relève de celle de Plattsburg an nord de l'État de New York, à proximité du lac Champlain. Située sur la côte Est, cette demière était particulièrement volnérable aux armes lancées depuis les bases soviétiques en Carélie.

#### « Le théorème de la mélancolie »

A la suite de l'article de Max Dorra Le théorème de la mélancolie » (Le Monde diplomatique, juin 1995), nous avons reçu une lettre du docteur Etienne Roueff, d'Annecy-le-Vieux:

Psychiatre en province, à l'instar de beaucoup de mes collègues je constate que la « crise », le chômage, la précarité ou l'insécurité de l'emploi, en un mot, la peur même de le perdre, où de ne pas en trouver, ou de ne pas pouvoir en changer, et même l'obligation conséquente d'accepter des conditions de travail invraisemblables sont l'expression du « nouvel » esclavage, de la soumission à la divinité païème, le veau d'or, pourtant refusée par Moise il y a tant d'années...

Comment redonner sens à une histoire individuelle, quand tout embryou de signification restituée au Sujet a tontes les chances d'avorter rapidement face au Moloch de la réalité sociale en pleine régression? Répondre à cette question de « l'impossible de vivre » - titre des journées de l'Association française des psychiatres d'exercice privé en 1993 - ne devrait pas être uniquement la tâche curative des psychiatres et de leur patients, mais celle d'un groupe plus large (...).

#### Abolition de l'esclavage

M= Tania Vieillot, de Grenoble. s'étonne que la presse n'ait pas évo-qué l'anniversaire de l'abolition de l'esclavage et de la traite négrière dans les colonies françaises :

Connaissez-vous la date du décret de l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises, actuellement départements d'outre-mer ? Répondre négativement o'aurait rien de surprenant : au cours des dernières années, elle o'a pas été sonvent mentionnée dans les journaux (...). Le 29 avril 1848, date du décret abolitionniste, reste une date

importante pour les Antillais (ils le

passé lourd et chargé d'émotion (...).

Comment un continent a-t-il pu commettre l'irréparable? Comment un autre continent a-t-il pu être dominé d'abord en vue de l'exploitation de ses ressortissants puis de l'exploitation de ses richesses? Ce sont des questions élucidées par l'histoire et l'étude des faits sociaux. Mais les peuples issus de cette tragédie humaine ne se satisfont pas des réponses. Ces peuples se sont construits sans passé, sans repère puisque la traite négrière les a changés en « autre chose » (...).

Grâce à vous, lecteurs solidaires, nous avons pu abonner depuis janvier 1994, 348 centres de lecture collective, dont 153 en Afrique et au Proche-Orient, 65 en Amérique latine, 91 en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union sovietique et 39 en Asie.

Dans les pays du fiers-monde, comme en Europe de l'Est et dans l'ancienne Union soviétique, les difficultés économiques et, souvent, la non-conventibilité des monnales, interdisent l'accès à l'information et aux journaux étrangers. La circulotion des idées, la réflexion sur la démocratie et la justice sociale, les échanges d'expérience sont ninsi freinés. L'absence de moyens est particultèrement criante dans les centres de récture collective : bibliothéques, universités, instituts de recherche, groupements associatifs

Pour aider ces organismes à recevoir « Le Monde diplomatique », participez au fonds « Lecteurs solidaires »

RMATION Nom: Prénom: Adresse : Ville: Je verse par : 🗆 chèque bancaire 🗆 chèque postal la somme de : □ 320 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient. □ 375 F pour un abonnement en Amérique latine ou en Asie. ou de 🗆 50 F

destinés au fonds commun « Lecteurs solidaires »

### **UNIVERSITÉ PARIS-8**

### Département de science politique **DEA Institutions et dynamiques** socio-politiques dans l'Europe de l'Ouest

Étude du droit communautaire, de le crise des partis politiques, des problèmes du travail, des rapports entre supranationalité et Etats nationaux, entre Europe et

Retrait das dossiers début septembre, avec présentation d'un projet de recherche.

Secrétariet du département de science politique, salle C 234, université Paris-VIII, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis. Tél.: 49-40-66-31.

#### **DROITS** de l'Homme

Le Centre d'études et débats internationaux propose des cours par correspondance des Droits de l'Homme

Renseignements et inscriptions: CEDI, 72, rue du Faubourg-St-Honoré

75008 Paris (France) Contact uniquement par correspondance

matters & comme

A Commence of the Commence of

APPROXIMATE AND A SECOND

Paris James

law room The the wife

Cally and the second

The state of the s

Service of the servic

Bedyn - My

The same of the sa

Service Comments

 $\Lambda(M)_{P_{k,\Delta_{\Delta}(1)}}$ 

tar or the same

The grant of the same

-----

 $\operatorname{Fig.}_{\overline{X}^{1}, \overline{Y}^{1}, \overline{Y}^$ 

Street, and

\$ .....

65 C 2 1/2

 $\sum_{i,j\in [r]} p_i$ 

Ratio

A transfer of the same

Charles and the second

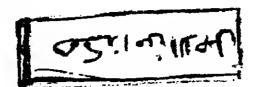
Contract of the contract of th

Marie San Control of the Control of

Her ---

37.50

1.0



### POLITIQUE ET TÉLÉVISION

IONDE DIPLOMATIQUE SAMULLET 1995 - 3

# L'Italie, laboratoire de M. Berluscon

NE vraie surprise. Les résultats des douze référendums du 11 juin dernier en Italie ont étonné les observateurs. Alors que M. Silvio Berlusconi, fort con empire multimédia Fininvest, semblait au bord de la roche Tarpéienne et de l'échec, le revoilà gravissant les marches du Capitole en triomphateur. Décidément, l'Italie n'a pas fini d'étonner. Mais, à y regarder de plus près, la péninsule joue, surtout en matière de médias et de politique, son rôle traditionnel de laboratoire pour l'ensemble des démocraties occidentales.

#### PAR PIERRE MUSSO et GUY PINEAU \*

Si la participatioo moyenne aux douze scrutius italiens du 11 juin dernier fut de 57 %, les référendums qui ont le plus mobilisé, avec 66 % et 58 % de participation, concernaient directe-ment l'avenir de M. Berlusconi. Le pre-mier visait à abolir la règle permettant à une personne privée d'être propriétaire de plus d'une chaîne de télévision, alors que M. Berlusconi en possédait trois depuis 1984, Italia Uno, Canale 5 et Retequatiro. Le second avait pour objectif de supprimer l'autorisation accordée à une régie publicitaire de travailler avec plus de deux chaînes nationales, alors que l'agence Publitalia, pivot du groupe Fininvest, gérait les recettes publicitaires de nombreux diffuseurs privés. L'ensemble des trois chaînes et de la régie fait partie d'une même société holding, Médiaset, que M. Berinsconi menaçait, à la veille des élections, de céder à M. Rupert Murdoch, figure symbolique du capitalisme mondial dans la communication (1). Une autre question portait sur l'abolition des règles qui autorisent l'interruption des films et spectacles télévi-suels par des spots publicitaires.

4 prolifération

Message de les les perspicace mage de les catastrophe immi-And all of Call rais going

the property of the second sec entreuring and a reagn es a poundie par le pré.

M. Frne-Marcel Sauvé, publication de la de la direction de la direction par

A Monde diploma-

en en discussive par discussive Days

A care of the case multium de Bagot-

de mombreu es prenes de

A Tri among d'arrives mucleaires méti-A Professional Character professional anen-

et a control de la pine et a pine et

After the second of Elate Unit, les ren-

and the second second partial la popu-

the store of the s

beim Ge Germitaille derrait servir à

with the first of the calle de Plansburg

to New York, 4 proxi

Talle Silver sur Silver sur la cone

den and Service start particulièrence

and the second second lancers depuis les

and the second section of the second

the state of the s

and the combret de

margan magazine och bil man att Suget a tostes les

American face as

Mariana, de la mariate en pleine

werter and the array coment in tiche con-

the state of the s

240 months and a second control that

nt.nent a-1-11 7

Comments

the par erre domine

intation de st

The intation de

des quechons

ci l'etode des

ciples iens de

ci le « satisfont

ciples se sont

pauples se som

e dus repère

were superdirected, nord avons pu

175 JAB centres de lecture

Proche Orient. 65
de l'Est et dans
de l'Est et dans

to the second of the Monde diplomatique.

separate postal in someth

was an air-grade the Cal Proving Oracle

: OC 1

15 de l'Hamme

spath de l'Hornine

t air British ichiga da Cl. Bar.

a st debats international

per correspondence

ments of inscriptions:

recurred their correspond

A Paris (France)

Francis Familiary solidaires

شترى

le l'esclavage

the second second second second

et de lear patents. 🥻

and the second s

" best and the arm on Carelie.

e la mélancolie »

A ces trois questions, les Italiens ont répondu « non » (2) comme les y invitaient M. Beriusconi, ses chaînes à coups de spots publicitaires et ses stars à coups de déclarations ou de protestations (3). A ces référendums décisifs pour l'avenir du Cavaliere, s'est ajouté le vote des Italiens en faveur d'une privatisation de la télévision publique, la

concurrente de toojours do groupe Fininvest. Comment expliquer un tel Serait-ce encore un de ces amuse-

RAI (Radio Audizioce Italiana),

ments dont les Italiens ont le secret? N'avait-on pas assisté l'année dernière, aux législatives de mars, à la victoire du Pôle des libertés (4) – qui regroupait, sous la houleue de Forza Italia, le parti de M. Silvio Berlusconi, le bonillant Umberto Bossi de la Ligue du Nord et l'inquiétant séducteur Gianfranco Fini, dirigeant de l'Alliance nationale issue du Mouvement social italien (MSI) fas-ciste -, puis à l'échec de cette majorité en décembre 1994, après oeuf mois à peine d'exercice du pouvoir ? Bedus-coni o'aura-t-il été qu'un accident ?

Une autre explicatioo considérerait que le Cavaliere, grand communicateur, est fort habile pour conquérir le pouvoir, mais peu expérimenté pour l'exercer. N'avait-il pas confondu le conseil des ministres et le conseil d'administration de la Fininvest ? Il est vrai que nombre de ses fidèles siégeaient au gouverne-ment de Rome, après avoir participé à la direction de l'empire milanais (5). Parce qu'il était un professionnel du rêve et de la séduction, M. Berluscoci devenait un apprenti sorcier de la politique. Au début de l'année 1994, il avait su, en lançant Forza Italia, faire rêver les Italiens avec la promesse d'un million d'emplois nouveaux, et surtout, par sa « traversée de l'écran », il avait transformé le mythe en réalité.

ment un marché. Pour promouvoir le produit « Italie » suprès des électeurs-clients, il substitue à la forme parti la forme entreprise avec ses équipes de vente organisées en commandos commercianx, suivant les techniques éprouvées de son agence Publitalia.

Dans une conjoncture de crise de la représentation politique, le Cavaliere mobilise à son profit deux traits profonds de l'identité italienne, la quête de l'unité nationale et la valorisation de l'entreprise. Il a ainsi construit un nouveau patriotisme melant jusqu'à les ire la nation et l'entrer ce discours est bat sur cette incarnation de l'entreprise, le self made man, auquel peuvent s'identifier une majorité d'Îtaliens chez qui l'esprit d'entreprise est vivace dans un pays à Etat faible et qui compte quatre millions d'entreprises. « Durant toutes ces années, dit M. Berlusconi, j'ai toujours eu pour objectif d'être un peu le missionnaire de l'entre-

Il o'aurait pas suffi à «Sua Emittenza » de porter l'image de l'entreprise pour conquérir l'opinion. Son expérience d'entrepreneur lui a permis de combiner la sphère symbolique et la sphère marchande : la télévisioo où s'échange le temps des téléspectateurs contre des programmes et des spots, et la grande distribution où se vendent les produits promus sur les écrans. Il a intégré ces deix activités dans son groupe. devenant propriétaire des chaînes de magasins Standa. C'est cette fusion de la promotion des marchandises et de leurs images telévisuelles qui lui avait permis de rafler la majorité du marché publicitaire des médias.

Transposée dans le champ politique, cette démarche rend possible la prise en tenaille de la représentation politique en crise, entre l'économique et le symbolique que M. Berlusconi incarne dans son activité et son corps de manager gagnant bronzé, souriant, riche, élégant... L'homme d'affaires illustre un nouveau mode de production du symbolique, moins par l'Etat et ses partis que par l'industrie de l'imaginaire et du plai-

sir populaire. Ainsi a-t-il cherché à purifier la politique antérieure, en symbolisant l'ordre, le neuf et la propreté, jusqu'à l'obsession de l'impeccable. Cette volonté de purification de la politique accompagne la formation d'un groupe multimédia puissant, le troisième en Europe, le neuvième dans le monde, que tonte la classe politique italienne est désormais conduite à soutenir dans la guerre économique mondiale de la communicatioo. Ainsi M. Walter Veltroni, tion à base nationale tend à fonctionner

n'est peut-être qu'une forme adaptée du modèle dominant en Amérique du Nord, que le philosophe Italien Antonio Gramsci appelait . l'américanisme . (16), c'est-à-dire la production directe d'une idéologie par et dans l'entreprise (sur le modèle du taylorisme pour l'entreprise fordiste).

Dans les années 70 et 80, M. Berlusconi avait introduit en Europe (et en France, en 1986, avec La 5 i) l'américanisation de la programmation télévi-suelle pour se lancer à l'assaut de la télévision publique. Vingt ans plus tard,

l'Etat Italien. Hollywood, haot lieu de l'industrialisation de l'imaginaire, n'a pas sculement exporté ses programmes, rains sur la réalisé sociale » (17).

(1) Avant les élections, M. Rupert Murdoch était censé racheter 51 % du capital de Mediaset, mais cette hypothèse a dispart du projet « Wave » de restructuration du capital de cette société. M. Berhiscoui tonserverait directement environ 35 % du capital, ses fidèles et le personnel bénéficieratient de 7 % à \$ %, 30 % seraient mis en Bourse et 30 % environ seraient vendus à un groupe d'actionnaires stables paum lesquels Time-Warner, M. Léo Kirch et le prince saoudien Al Wanlid Ben Talal (actionnaire de Disneyland-Paris). Tel est l'état de la négeciation selon La Repubblica du 19 juin 1995. M. Berhoscoul veut régler la question de la propriété de la télévision avant les élections législatives, qui pourraient se dérouler à l'automne.

(2) 57 % de « non » au premier référendum.

(2) 57 % de « non » au premier référendum, 56,4 % au deuxième et 55,7 % au troisième.

20,4 % au deutueme et 25,7 % au trosteme.

(3) Ainsi vit-en le 31 mai dernier le journaliste Equilio Fede interrompre le journal télévisé de Retequatro pour protester contre les attaques dont son patron était l'objet en déclarant aux télespectateurs : « Ca suffa les autres nouvelles, je ne les lis pas. Eteignes, les lumières en régie »...

(4) le 27 28 mm 1004 le 1614 possibilité 43 8 G.

teignez les lumières en régie »...

(4) Les 27-28 mars 1994, le Pôle totalisait 42,8 % des suffrages (Forza Italia obtenait 21 %, l'Aliance nationale, 13.4 % et la Ligue du Nord, 8,4 %), la PDS rassemblait 20,4 % des voix. Refondation communiste, 6 %, le Parti socialiste, 2.2 % et le Parti populaire italien (ex. DC), 11.1 %. Ce fut un bouleversement complet de la donne politique italienne, par rupport aux élections législatives du 7 avril 1992 où la Démocratic chrétienne avait obtenu 29.5 % des suffrages, le PDS l'Partidu democratico di sinistra, ex-communiste) et Refondation communiste (ex.-PCI) respectivement 16,1 % et 5,6 %; emfin le Parti socialiste avait 13,6 % des suffrages.

frages.

(5) Ainsi M. Giuliano Ferrara, animateur populaire sur les chaînes de M. Berfusconi, devient ministre des relations avec le Parlement, porteparole du gouvernement, M. Cesare Previri, avocat du groupe, devient ministre de le défense, et M. Gianni Letta, ex vice-président de la Fininvest, sous-secrétaire de la présidence.

Sous-socretaire de la présidence.

161 Peu après la victoire de M. Berlusconi aux législatives, M. Lament Fubius qualifia le phénomène de • 164-populisme •, à la « une » du Monde (31 mars 1994). Alain Duhamel théorisa sur la • 164-cratie » dans Liberation (1° avril 1994) et l'Evénement du jeudi fit su couverture sur le • 164-fascione ».

breux autres articles.

(7) Seules trois régions ont voté contre le Cava-

il tend aussi à imposer un mode de fabrication de l'imaginaire collectif. C'est pourquoi le phénomène berlusconien est potentiellement généralisable. Comme l'écrit Alberto Abruzzese, « les hollywoodiens (...) veulent gouverner la chose publique, ils veulent être souve-

c'est par l'américanisme qu'il conquiert

Pour entrer en politique, faudra-t-il désormais « sortir de l'écran » ?

liere: la Toscane, qui a voté « oui » à la fimitation des concessions à 55,1 %, l'Emilie-Romagne à 56,4 % et le Trenin-Haut Adige à 54,7 %. En revanche, ce sout la Sicile (71 % de « oui »), les Pouilles (66,6 % de « oui ») et la Calabre (65,3 % de « oui ») qui out le plus fortement soutenu Berlusconi. Voir les résultats régionaux dans le Corriere de la viel 13 huj 1905. della sera, 13 juin 1995.

(8) La Repubblica, 13 juin 1995.

(9) Dans L'Italie, échecs et réussite d'une Répu-blique, Marie-Hélène Caspar, Mariella Colin, Janine Menet-Genty et Daniela Rechenmenn décrivent certains de ces » pouvoirs occultes », à la Maña, la Camorra et la Ndrangheta, Editions Minerve, Paris, 1994.

Minerve, Paris, 1994.

(10) Comme le rapporte le journaliste Guido Moltero citnut l'évêque d'Ivrea, la démarche de M. Silvio Berbusconi se situr dans le droit fil du programme de la loge P2, qui « prômait la dissolution des partis et la constitution de deux pôles organisés sous forme de cluis, à base territoriale ou sectorielle. Et elle visait clairement à obtenir le monopole de l'information et le contrôle des banques, l'instauration de système électoral uninominal à un tour, et d'une république présidentielle, ainsi que le contrôle de la magistrature par le pouvoir politique ». Cf. Le Monde diplomatique, l'èvrier 1995.

(11) 3 200 milliards de lires, officiellement, mais sans doute ( 000 milliards de lires de plus, soit entre 13 et 17 milliards de francs.

(12) Thèse fortement développée par Maurizio Lazzarato dans l'article « Berlusconi, l'entrepre-neur politique » de la revue Futur antérieur, L'Har-mattan, Peris, 1994, nº 23-24.

[13] Benetton, Canal Plus on Microsoft sont aussi des exemples de ce nouveau type d'entreprise. (14) Voir le livre récent de Giuseppe Fiori. Il Ven-ditore. Storia di Silvio Berlusconi e della Fininvest, Garzanti, Milan, 1995.

(15) Interview à la Repubblica, 23 mars 1995. (16) Voir une analyse approfondie de ceue thèse dans l'article de Pierre Musso « Pour une lecture néo-granacienne du phénomène Berlusconi » dans le revue Fatur ontérieur, op. clt.

(17) Alberto Abruzzese dans Elogio del tempo movo. Perchè Berlusconi ha vinto. p. 66, Editions Costa et Nolan, Gènes, mai 1994.

### Le mois prochain dans Le Monde diplomatique

Edgar Morin : « Mère Méditerranée ». - Paul Virilio : « Risques d'accidents sur les autoroutes de l'information ». - Marc Augé : « Un ethnologue à la plaga ». - François Maspero : « Frontières et haines dana les Balkans ». - Eduardo Galeano : « Le défi du Chiapas » - Amnon Kapéliouk : « Grandeur et décadence des kibboutz israéliens ». - Alain Gresh: « Arabie saoudite, les atouts chancalants da la monarchie ». -Armand Mattelart: « Las nouveaux scenarios de la communication mondiala ». - François Brune : « Violence da l'idéologie publicitaire ». - Bernard Cassen: « Valaurs occidentalas contra valaurs orientales ». - Yves Eudes: « MTV, musique, télévision et profits planétaires ». -Emmanuel Souchier et Carlos Pardo : « Les Guignois da l'info, anetomie d'un succès ». - Denis Duclos : « Alerte : nouveaux risques majeurs ». - Ignacio Ramonet : « Cronstadt, fin de révolte ». Et de nom-

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL A NE PAS MANQUER

(En vente le 🏲 août, 20 F, dans tous les kiosques.)

### Rires, bavardages et bonheur

N EST-CE pas la peur de perdre la machine à rêves et à divertissements, ce jouet ou cette confidente qu'est la télévision commerciale berlusconienne, qui a conduit les Italiens à voter une fois encore en sa faveur ce 11 juin? La télévision commerciale avait été construite pendant les « années de plomb » du terrorisme rouge et noir, quand les familles sortaient peu et observaient, inquiètes, leur petit écran. Déjà le patron de Canale 5 leur faisait oublier le quotidien. Il a structuré l'imaginaire collectif des Italiens grâce à une rélévision commerciale faite de rires, de bavardages et d'images confortant une certaine idée du bonheur quotidien. Une référence majeure en période de boulimie consumériste et de perte des valeurs traditionnelles catholiques et communistes.

Si M. Berlinsconi a su faire rêver et conquérir le pouvoir, c'est, pour la plupart des observateurs, parce qu'il posséderait trois grands réseaux nationaux de télévision qui forment, informent et produisent l'imaginaire social. Car qui contrôlerait le quatrième pouvoir tiendrait les trois autres. Cette analyse du phénomène Berlusconi par la propriété de la télévision est réductrice. Elle s'appuie sur la théorie fonctionnaliste des « effets » des médias qui a deux présupposés: la propriété de médias vant définition de leurs contenus, et les médias forment les choix et les comportements des poblics. Dans cette approche, la télévision est transformée en simple objet de manipulation, alors qu'elle est d'abord un lien social.

En France, les premiers commentaires venus des dirigeants politiques ou des « politologues » n'ont pas échappé à ce modèle (6). Certes, on ne peut nier que la promotion directe de M. Berlusconi par ses chaînes, ses spots et ses stars fut essentielle dans les campagnes électorales. On pourrait même trouver une « preuve » de cette influence directe dans le vote défavorable à « Sna Emittenza » du Trentin-Haut Adige (7), qui est une région aux vallées encaissées dans lesquelles la télévision beriusconienne n'est pas on peu reçue (8).

Mais c'est moins la possession de la télévision que l'importation, dans le champ de la représentation politique, des techniques de mise en scène de la télévision commerciale généraliste qui crée la force de « Sua Emittenza ». Dans le vide et la crise de la représentation politique italienne, M. Berlusconi peut proposer une symbolique neuve faite de

Chercheurs en communication, commeurs de L'Italie et sa iélévision, INA-Champ Vallon, Paris, 1990.

rêves et de shows des stars du petit écran ou du sport, contre les figures traditionnelles des institutions, partis, syndicats... Il poursuit sur la scène politique le travail de l'industrie du divertissement et traduit l'imaginaire télévisuel en poli-

Une antre explication serait fournie par l'instrumentalisation de M. Berlnsconi lui-même, qui serzit moins un manipulateur d'opinion, que l'homme de « pouvoirs occultes » (9) dont l'Italie est friande: mafia, loge P2 (10), forces économiques on politiques avançant masquées, etc. Antant d'hypothèses qui, même partiellement vérifiées, oc rendent pas compte de la complexité du

Certains ont pu voir aussi dans la stratégie du Cavaliere une sorte de fuite en avant pour sauver son groupe, face au surendettement (11) et aux affaires soulevées par l'enquête « Mani pulite » qui les menacait, lmi et son entourage. Comme si la politique était une façon directe de préserver des intérêts économiques, sans médiations ni contradictions. Toutes ces interprétations sont insuffisantes, car elles s'appuient sur l'a priori d'une manipulation, écartant l'originalité du phénomène Berlusconi.

Le patron de Fininvest contribue à l'invection d'un nouveac modèle d'entreprise, post-fordiste (12), l'entreprise de communication et de réseau pilotée par l'aval et le désir du consommateur. Cette entreprise caractérise une nouvelle phase du développement du capitalisme. Elle bâtit son activité moins sur la production de produits que sur la distribution de services, contribuant à structurer les goûts et les comporte-

ments du consommateur final (13). La stratégie de Fininvest est orientée par ce contact direct avec le consommateur-épargnant, qui est aussi téléspectateur-citoyen. Le groupe présente une offre intégrée de produits et de services pour les diverses activités du clientcitoyen. La vie quotidienne de la famille italienne est balisée par un continuum de services offerts aussi bien sur les rayons des magasins Standa de M. Berlusconi que sur ses chaînes de télévision. Forza Italia ne fut qu'un prolongement de cette offre integrée: ponrquoi ne pas satisfaire aussi l'électeur et lui vendre un parti politique (14) ?

Certes l'entrée d'un entrepreneur en politique o'est pas nouvelle. Les frères Agnelli s'y étaient déjà essayés, mais avec une entreprise de type fordiste, alors que M. Berlusconi a su utiliser le modèle de l'entreprise de communication. Il constitue un réseau politique, comme il aurait quadrillé commerciale

numéro deux du Parti de la gauche démocratique (PDS, ancien parti communiste), est-il oblige de reconnaître, insistant sur le retard technologique de l'Italie, que e le marn'existe pas \* (15). Le chantage préélec-

M. Silvio Berlusconi, figure symbo-

dans la plupart des pays occidentaux.

ché capitalistique de l'information toral du contrôle par M. Rupert Mur-doch du groupe Fininvest ne jouait-il pas sur ce registre de la défense du · champion national »? Cette nouvelle sorte de consensus patriotique pour soutenir les grands groupes de communica-

lique neuve pour la vieille Europe latine,

(Suite de la première page.)

de l'encienne Yougoslavie sont autistes, xénupbobes, saturées de baine et d'animosité envers l'autre. Elles se retrouvent invalides, privées de leur jeunesse et de l'indispensable sagesse pour gérer les affaires publiques.

C'est un euphémisme d'affirmer que ls politique nationale serbe de cette dernière décennie est paradoxale: pour s'assurer que tous les Serbes puissent vivre au sein d'un seul État la « Grande Serbie » -, les nationalistes ont pris une part active dans ls désintégration politique de la Fédération - la Yougoslevie - dans laquelle vivaient déjà tous les Serbes. « Les territoires serbes sont là où se trouvent les tombes serbes », claironnent ces maximalistes. Il y a de plus en plus de tombes serbes et de moins en moins de territoires et d'bommes...

La communauté internationale et une partie de l'npininn publique en Serbie même ont, à juste titre. condamné cette valonte bégémonique. Mais les sanctions imposées par les Nations unies ont plus affecté la population qu'elles n'ont eu d'effet sur les dirigeants. L'activité écnnomique s'est considérablement ralentie, et les gens vivent désurmais dans des conditions inimeginebles pour un Européen moyen. Les centaines de milliers de

réfugiés serbes venus de Croatie et de Busnie partagent le même sort. Quant à la vie dans les territoires en guerre de Busnie et de Croatie, elle est évidemment encore plus difficile et tragique.

La politique de « purification eth-nique » a d'abord frappé les Musul-mans bosniaques qui, pendant des siècles, evaient vécu en bonne entente avec les Serbes. A supposer même que ls peur d'un nouvesu génocide à l'encontre des Serbes, semblable é celui qu'ils unt subi durant la seconde guerre mondiale, ait été réelle, elle ne justifie en aucune manière les persécutions etbniques. De nombreux Serbes qui vivaient dans les réginns soumises au dirigeant serbe de Bosnie. M. Radovan Karadzic, ont eux-mêmes préféré partir plutôt que de vivre sous le règne des milices.

Militairement, la situation est eussi paradoxale. Le rapport des forces initial, favorable aux Serbes tant du point de vue de la quantité de l'armement que du potentiel combattant, e suscité à l'sncontre de la partie serbe des accusations unanimes. Si un idéologne nationaliste a pu regretter que « les Serbes perdaient dans la paix ce qu'ils avaient gogné dans la guerre », dans la situatinn actuelle ils perdent sur les deux tableaux è la fois

Les artificiers de la purification ethnique

L A politique nationale menée en Croatie, un État syant proclamé son indépendance en octobre 1991, n ecbappe pas non plus aux paradoxes balkaniques. Une Croatie dans « ses frontières historiques » - jusqu'à la rivière Drina et à la ville de Zemun, proche de Belgrade – et une domina-tion sur les citoyens non croates du pays - nn comptait 12,2 % de Serbes et près de 10 % d'autres nationalités sur les 4,8 millions d'habitants recensés à la veille de le guerre -, tels étaient les mots d'ordre nationalistes. Ils se sont traduits par d'innombrables pertes bumaines et des souffrances pour tous, Croates et Serbes des villes (Vukovar et s'est acbevé le 19 novembre 1991) et

des villages détruits, principalement en Slavonie, des milliers de morts, des dizaines de milliers de blessés, des centaines de milliers de réfugiés... Le gonvernement de Zagreb a perdu le contrôle d'un quart des territoires de l'ancienne République – en Slavonie et en Krajina, aux mains des milices serbes - ; la circulation routière entre la côte dalmate et Zagreb e été rendue très incertaine ; le secteur de l'économie le plus prometteur, le tourisme, a subi d'énormes pertes.

Certaines concbes de la population qui soutenaient la politique du président crnate Franjo Tudjman

barcèlement de la presse indépendante et un contrôle sur les grands médias de masse. Les persécutions dont funt l'ubjet les Serbes de la ville de Gospic et les Musulmans bosniaques de Bosnie centrale (tenue par les Croates) montrent cumbien est rapidement franchie la frontière qui mène en crime. La destruction du vieux pont de Mostar, joyan de l'architecture ottomane et. à ce titre, patrimnine de l'bumanité, montre è elle seule, par se valeur eymbolique, la dimension de

cette fulie meurtrière. Paradoxe encore, le credo politique de la Croatie était sa Intte contre le centralisme yougoslave. Parvenus au pouvoir et une fois l'indépendance obtenue, les nationalistes instaurent un ordre étroitement centralisé. Cels ne va d'ailleurs pas sans tensions en Istrie, tensions qui ne tarderont sûrement pas é se manifester en Dalmatie et en Slavonie.

En résumé, les élites netionales serbe et croate, ces jumeaux siamois de la bombe à retardement balkanique, protagonistes de la « balkanisation ». auront fait le preuve d'un manque extraordinaire de maturité politique.

Ce sont les Musulmans bosniagnes qui en subissent les canséquences les plus tragiques et qui, à juste titre, suscitent l'émotion et les sentiments de solidarité du monde entier. Ils sont les principales victimes de la politique criminelle de « purification etb-nique ». Les bombardements et le siège de Sarajevo par les Serbes, les destructions de Mostar par les. Croates, celles des monuments culturels islamiques (la mosquée Aladza de la ville de Foca, la mosquée Ferhadija de Banja Luka) témoignent de la brutalité des milices et des forces militaires. Si l'on connaît l'ampleur de l'exode des Musulmans bosniaques de Bosnie-Herzégovine vers les sutres régions de l'ex-Yougoslavie et vers les pays européens, il demeure difficile d'estimer le nombre des réfugiés musulmans à l'intérieur même de la

Mais les dirigeants politiques musnimans de Bosnie n'ont pas non plus réussi à éviter les paradoxes balune partie des Musulmans dans la région de Bihac. La pupulatinn civile a fait les frais des espoirs mis par le président bosniaque Alije Izetbegovic dans une intervention militaire de la communauté internationale.

Bien que cela ne diminue en rien la responsabilité des politiques serbe et croste en Bosnie, les dirigeants musulmans sont sussi pour quelque chose dans la tragédie actuelle. La volonté affichée de créer un État de citoyens en Busnie s'est heurtée é la politique de certains secteurs du Parti d'action démocratique (SDA) de M. Izetbegoqu'il serait devenu assez fort, détruire le ponvoir non islamique?

Si le Yougoslavie n'a pas réussi à être un « État de citoyens », comment imaginer que la Bosnie puisse l'être ? Les nationalistes musulmans ont doublement perdn : ils n'ont pas vaincu les Serbes et ils n'ont pas réussi à sta-biliser leur alliance avec les Croates, malgre la création de la fédération croato-musulmane en mars 1994. Ce qui ne serait pas tragique s'ils n'svaient exposé leur propre peuple aux pires souffrances.

#### D'autres foyers de conflits

O N comprend que la Macédoine ait tout fait pour acquérir son indé-pendance sans conflit et pour obtenir rapidement la protection des États-Unis qui y ont envoyé, en soût 1993, plusieurs ceutaines d'observateurs pour surveiller les frontières. Malgré cela, elle vit également une situation paradoxale. L'un de ses voisins, la Bulgarie, reconnaît son État, mais ne considère pas les Macédoniens comme une nation à part entière. Inversement le Serbie, autre vnisin, reconnaît la nationalité macédonienne mais, non l'État indépendant, Son troisième voisin, la Grèce, conteste jusqu'à son nom et lui impose, depuis le mois de février 1994, un injuste blocus commercial, tandis que le quatrième, l'Albanie, qui compte une importante minorité nationale en Macédoine, considère de plus en plus la rive ouest du Vardar comme sa frontière naturelle. De sorte que la Macédoine représente l'un des plus sérieux foyers potentiels de conflits dans les Balkans.

La minorité albanaise était la plus nombreuse de l'ancien espace yougoslave à ne pas disposer d'État; elle représente plus de 80 % des 2 millions d'habitants du Kosovo. Les Albanais luttent pour que snient prises en

tionnelle de 1989, imposée par Belgrade, qui a réduit l'autonomie de la province au sein de la République serbe. Alors qu'ils ont réussi à donner nn large écbo à leurs revendications, les dirigeants locaux ont adopté une tactique politique qui ne satisfait pas leur principal porte-parole, M. Ibrahim Rugovs: par leur complet refus de reconnaître les institutions serbes, ils renforcent le régime de M. Slobodan Milosevic.

En effet, en n'acceptant pas de prendre part aux élections législatives prendre part aux elections législatives de décembre 1994 en Serbie, ils ont permis à M. Milosevic, dont le parti n'a pointant obtemi que la moitié de 250 sièges en jeu, de dominer le jeu politique, D'autre part, par la répres-sion systématique qu'il effectue au Kosnyo, le régime de M. Milosevic nourrit le mouvement national albanais et renforce les tendances extrémistes en son sein. La paix ne pouvant être maintenue encore pour très longtemps par ces moyens, le Kosovo demeure un autre important foyer de

Dans ce contexte d'affrontements larvés et de guerre ouverte, deux scénarios out souvent été envisagés : la communanté internationale renforce sa militaire sur tontes les parties en . . . .

Law tangence a

Contraction

Visite Company

F 1.

Provide the state of the state

All Control of the Control

#### ritaire, caractérisée notamment par un s'appnyer sur les Croates dans leur depuis la décisinn de réforme constitu-Mobilisation du monde musulman

**PAUL** BALTA \* ES Bosnieques sont les Palastiniens de l'Europe. » Cstta appréciation, portes é le mi-1992, par Qadhsye Dswliys (revus publiće au Pakistan qui exprime lea vues des Frères musulmans arabes), résums la trouble et le désarroi da l'apinian publique dans le mande musulman face é l'interminable cunflit en Busnia. Al Chark al Awsat (1), un quotidisn arabe publié é Londres, évoquait mêma un « hulocauste ». En saptembre, dens le même journel, l'islamiste égyptien Fathi Houldi déconssillait l'snvoi da moudjahidins Icomme ce fut ls caa an Afghanistan), car iss Occidentaux « las utiliseront comme épouvantails »

antre 1000 et 5000, selon les sources, venus da divers psys musulmana. On e du mal à prendre le mesure da l'effet désastreux, sur les apinions publiques du monda mueul-

pour limiter laur eide. Il y en eure quend mêma

\* Journaliste, auteur notamment, de L'Islam, Mara-bout-Le Monde éditions, Paris, 1995.

men des hésitationa, voire de l'impuissance, des Occidentaux face au cunflit bosniaque. Certes, les réactions n'ant pas été immédiates : la Yauguslavis était, dans la conscience collective, ls pays ayant jnué un rôle important dans le tenue de la conféranca de Bendung (1955), le berceau du non-alignement, l'amis qui fournissait des armss aux peuples luttant pour Isur indépandance. Personns n'eveit prêté d'attentinn, à l'époque, é l'actinn ds M. Alija Izetbagovic, le futur président de la Buanie, et è son Manifeste islamiqua (1970). Il faudra attandre le 16 septembre 1992 pour que Al Hayat (quotidien arsbe de Londrea, contrôlé par les Saoudisns) en publia un résume substantiel.

Quand, eu printemps 1992, commance la guerre en Bosnis-Harzégnvine eccompagnée de « l'épuratinn ethnique », pauples et dirigeants arebes, sauf rarissimes exceptions, découvrant avec perplexité le Croatis et le Bosnie nu vivant ces « étranges Musulmans »: peau blancha, yeux bleus, femmes non voilées, bref des Slavas dont l'islem est plus cultural qua religisux. Très vita cepandent, la presss met l'accent sur la dimension tragique de

Juumalistes et écrivaina ns se contentent pas de fairs la parellèle avec la tragédis palestinianne, mais établissent d'eutres comperaisons évocatrices. Ainsi, dens un articls commandé par le New Statesmen (2), un intellectuel musulman, M. Akbar Ahmed, dresse un parallèle entre Sarajevo assiégée en 1992 et « la chuta de Grenade, an 1492 » ; depuis, l'image e fait fortune dans nombre de quotidisns. Tous les commentateurs ne cessent de souligner la pulitique du « daux poids, deux mesures » de l'ONU st da » l'Eurape des droits de l'homme » face à M. Saddam Hussein et è M. Redoven Karedzic. Qadsya Dawliya, è la mi-1992, regrette qus « l'Occident ne se mobilise pas comme il l'avait fait lors de la guerre du Golfe », tandis qu'An Nahar (Bsyrnuth, 2 juin 1995) écrit, après la prise en otage ds 400 » casques blaus » : « Cette stratégis de défi à la communauté internationale, concrétisée par les « bouclisrs humains », repose sur le cynisme at le conviction que l'Occident est incapable de e'engagar dane cette guerre. »

Le mensual Al Aalem (prochs ds l'Iren et paraissant é Londres) critique « l'absence d'uns position musulmane efficace » (3). Mais, au niveau pnpuleire, fleurissent en terre d'Islem, an Europe, au Canada, aux Etats-Unis, associatinns et organisetinns qui font da la solidarité avec la Bosnie una

prinrité ebsolua. Dès lars, plusisurs États, en particulier la Turquis, l'Iren et l'Arabie saoudite, vont rivaliser dena la enutien aux Musulmane bosniaques.

En Arabis saoudite, lors

d'au moins une des trais prièrse quotidiennes retransmises à la télévisinn é partir de La Mecque ou de Médina, les imams dénoncent dans leurs prēchas la crusuté das Serbes (voire des Croates) et eppelisnt è la solidarité des crovents. Das articles brodent périodiquement sur ca théme. « Cette tragédia e remené une nation à l'islam », écriveit le Saudi Gazette 141. « Dieu e peutêtre voulu ce dreme afin que les musulmans bosniaques retrouvent laur foi et laur idantité perdues», ajnutait ce quotidlan, qui, é l'instar de ses confrères en langua erebe, evençait dae prsuves: «La Bosnie compte aujourd'hui B00 mosquées et lieux de priére contre 30 evant la guerre », qus i que 60 000 élàves fréquentent plue de 300 écoles musulmenes « où ils apprennent la Coran; la science et l'histoire ». Et d'ejouter : sn 1993, « 800 Bosniaques, chiffre sans précédant, ont fait le pèlennage à la Mecque ». Ils ont été sncore plus num-

breux an 1994 et 1995. Ces arguments sont utilisés pour mobiliser les fidèles. Dès 1994, à l'occasion du remsdan, la Chambre de commerce de Ryad avait organisé une Samaina bosnlaque », largamant couvarte par les médias. Ella comportait notamment une exposition sur « le génocida et les horreurs commis par les Sarbes » et fut l'occasion d'une souscriptinn destinée è recusillir 100 millions de ryals (environ 130 millions de france). De son côté, la roi Fahd avait fait don è la Bosnie da « 50 millions de ryals et de 50 000 examplaires du Coran » (Al Riyad, Al Yamama et trus les autres quotidiens asoudians, 8 au 10 février 1994).

Les médias arabes dévaloppent régulièrement un thème que la prince Turki, directeur des affaires occidentales au ministère saoudlen des affaires étrangéres, exposait en ces termes : « Les Serbes ont pria la terre eux Musulmans. Soit on peut arrêter la guarre et faire prévaloir la droit, soit il faut lsver l'embargo sur les srmes et permettre ainsi sux Bosniaques de se défendre face sux agresseurs (5). »

Les récents débuires des « casques blsus » ont été ebondamment commentés par des journeux de toutes tendances. Al Ahali, un hebdomadaire de gaucha égyptien, écrivait ls 30 mei : « Les Européens ne veulent pas que la Bosnie devienne pour eux la bourbier qu'a été le Vietnam pour les États-Unie |...). De Gaulle evsit qualifié l'ONU de « machin ». Chirac souffre, dès le début de son septennat, de l'échec onusien an Bosnie. C'est une épreuve de force at un test pour l'avenir ds

Sous la titrs « Les Serbes de Bosnis jouent avec la sécurité de l'Europe », l'hebdomadaire Al Wasat Isaoudien, Londres) écrit: « Tout Indiqua que le remplacement de Karadzic est le seule solution après le grande humiliation subie par la communauté internationals. » Et, dans un erticle intitulé « La petit Hitlsr », Al Ittlhad, d'Abou Dhabi (6), note que « Radovan Karadzic défis tout le monde », et pose daux questions: « Folle d'un homms que même les Russes, alliés traditionnsis des Serbes, n'hésitent plue é qualifier de « patit Hitlar » ? Qu calcul froid evant la reconnaissance attendua des frontiéres de la Bosnie-Harzégovine per Belgrade ? » Quoi qu'il sn soit, les opinione du monds musulmen n'oubileront pes de sitôt le pessivité occidentala en Buenie.

(1) Al Chark al Awsat, 13 août 1992.
12) New Statesman, Londres, 20 novembre 1992.
13) Al Aalem, 8 août 1992.
(4) Saudi Gazette, 7 février 1994.
(5) Arabies, Paris, n° 88, avril 1994.
(6) Al Imbad, 4 Juin 1995.

Enfin "l'écologie profonde", "the deep ecology" en France! René GARRIGUES

Par

LA VIERGE AUX CERISES

Le premier roman d'amour écologiste, mais aussi la seconde Recherche du temps perdu du siècle, ainsi que les Nouveaux essais de théodicée et gynodicée. Editinn princeps, tirée é cinquante exemplaires. Trus les exemplaires envoyés

par l'auteur seront dédicacés. Du même auteur, la lutte contre l'anthropocentrisme e'édifie au fil des ouvrages

suivants:

- Lecons de philosophie pour une révolution culturelle (1981).

- Essai pour fonder une morale et une politique sur la poétique de J. S. Bach et Brueghel l'Ancien; tome 1 : La poétique, 1re partie : J. S. Bach et Brueghel l'Ancien (1983)-

- Même titre; tome I, 2e partie: Kant, Thom, Heidegger (1984). - Même titre ; tome II : Morale et politique ; 1re partie : La Richesse (1987).

Tous ces ouvrages sont publiés en 21 x 29,7 cm et illustrés en quadrichromle, notamment La Vierge aux certses (457 pages, ISBN 2-9509385-0-4) qui comporte en couverture la reproduction du merveilleux tableau de Quentin Metsys, La Vierge aux cerises, Anvers 1510.

Pour obtenir ces ouvrages, envoyer commande et chèque é l'auteur : René Garrigues, 81170 Milhars, France. Prix (frais d'envoi compris en Pacpost et recommandé. SIRET et facture sur demande) :

La Vienne aux cerises : 500 F. Chacun des quatre autres ouvrages : 160 F.

Une oeuvre capitale à découvrir!

★ Odile Jacob, Paris, 1995, 337 pages,

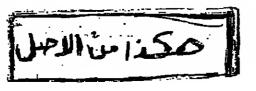
Les minorités n'ons pas bonne presse chez les juristes français, volontiers prosternés devant la triade Etat-peuple-nation, indivisible-ment conjoints. La Multination les irritera parfois, les surprendra souvent... et les enrichira Car l'imption de l'« autre Europe », que per-some n'attendait, il y a moins de dix ans, nous contraint à nous familiariser avec d'autres modèles, et à commencer à réinterpréter les nôtres. L'anteur dégage les traditions histo-riques qui expliquem la diversité passée et actuelle des modèles de l'Etat, et nous actuelle des modeles de l'etat, el nous convainc de la force organisatrice du droit au sein de la dislocation du fait. On redécouvre ainsi l'actualité des théories élaborées au début du siècle, comme l'autonomie personnelle du

LA MULTINATION. L'avenir des minorités en

Europa centrale et orientale. - Stéphane Pierré-

juriste autrichien Karl Renner. Mais l'Est n'est pas le seul concerné. A l'Ouest, l'Etat n'est plus le seul attributaire des compétences réglementant nos institutions. l'immigration met à mal la cohésion de la nation. Il faut donc confirmer l'Etat et la nation, mais réinterpréter leurs rapports, en admettant que l'État-nation à la française n'est plus adapté à tous les cas de figure européens, où l'Etat multinational peut se révéler celoi de

NORBERT ROULAND.





Ξί

· Service

No other

--

-

#4 · · ·

-

r - 1800

\*\*\*

hep;

\*\*\*

total - Non

Strain Strain Control

A section 1

🚁 t 🦠 💰

Carlotte State State State

page of the

### nationales



MICA POPOVIC. - « La cène en l'absence du sauveur » (1978)

conflit pour parvenir à une solution négociée, au besoin en utilisant la force ; les militaires des Nations unies se retirent de Bosnie et de Croatie, et laissent les belligérants en découdre. Ce second scénario aboutirait fatalement à une « afghanisation » (on une « somalisation ») des Balkans et à l'abandon des peuples de la région à leur destin de mutuelle extermination.

Il est possible d'envisager également un troisième scénario, la poursuite de la situation actuelle. La communauté internationale manque en effet de volonté et de détermination, elle demeure divisée et n'arrive donc pas à exercer une pression suffisante pour obtenir la paix.

Reste le principal paradoxe balkanique qui demeure inexpliqué: les régimes autocratiques de la première et de la deuxième Yougoslavie (1) susci-taient, à juste titre, le mécontentement de certains groupes socianx et nationaux. Lorsqu'on écoute les accusations que se portent mutuellement les nationalistes, on admet que personne n'était satisfait et que tout le monde voulait la désagrégation de la fédéra-tion. Mais si la Yougoslavie était une entité tellement artificielle, pourquoi e'est-elle défaite avec autant de pertes humaines et de destructions? N'et-elle pas démontré, par là-même, la force et la profoodeur de la cohésion et des liens qui unissaient les peuples et les citoyens yoogoslaves ?

#### Entre guerre et vie commune

C EUX qui ont œuvré à sa destruc-tion - les élites nationales et politiques de tous les peuples de l'ex-You-goslavie - voulaient rompre tous les ponts. Ils voulaient, par les mons-trucuses purifications ethniques, par la haine semée entre gens simples - hier jana d'anéantir dans l'esprit de le détruit le vieux poot de Mostar et un dront la Roumanie et la Turquie

encore bons voisins -, ruiner tout espoir de vie commune. Il leur fallait baptiser dans le sang l'indépendance oatiooale! Comme s'ils n'evaieot socuoe confiance eo leurs propres peuples ; craignant que, entre guerre et vie commune, les citoyens ne choisissent cette dernière l

Ce paradoxe de la destruction dra-matique de la Yougoslavie est éclairé par l'exemple de la Slovénic. Le séparatisme de ses dirigeants n'e pas suffi à lui seul à provoquer l'éclatement de la Yongoslavie. Ce n'est que lorsque les dirigeants serbes renoncerent à l'option yougoslave que la voie de la désagrégation fut ooverte. Mais alors, cette guerre d'opérette slovène, qui a duré quelques jours durant l'été 1991 et a coûté la vie à une dizaine de jeunes Slovèces et d'eppelés originaires d'antres régions yougoslaves, était-elle vraiment occessaire? Elle a, en

population toote velléité d'union avec les aotres peuples de l'ancienne You-goslavie. Soixante-dix ans de vie commune oot nécessairement créé de forts mécanismes d'intégration, l'énergie destructrice employée à les défaire devait dooc être proportionnelle.

Avec une totale certitude, il est possible d'affirmer que tous les peuples de la région seront perdants. Le crime e éponsé toutes les formes de monstruo-sité auxquelles répugne le moode civi-lisé, provoquant des sentimeots de honte chez les habitants des Balkans. Les incendies de Vakovar, de Sarajevo et de Mostar, des villages de Slevonie, de Bosnie et de Lika donnent un sens sinistre eux « objectifs natiooaux » poursuivis par les oaticoalistes et soolignent leur responsabilité historique. Les fiammes qui ont coosumé le Bibliothèque oationale de Sarajevo, le mosquée Aladza de Foca, le monastère orthodoxe de Zitomislic, qui oot

grand combre d'églises catholiques et orthodoxes dans les villages de Slavo-nic oe s'éteindroot pas de sitôt. Pour pouvoir toot simplement vivre sur les territoires des Balkans, il est indispeosable d'arrêter la guerre puis de punir les coupables. En fait, les racines de la \* troisième guerre balkanique \* (2) se trouveot dans l'idée que « la vie commune est impossible ». La senle réponse humaine consiste à affirmer qu'il n'y a pas d'avenir sans vie

**BOZIDAR JAKSIC,** 

(1) La première Yougoslavie est née en 1918 avec la création du Royaome des Serbes, des Slovènes et des Croates et est morte en 1941 avec l'occupation du pays par les troupes nazies. La deuxième Yougoslavie est née en 1945 sous l'égide de Tim et des partisans ; elle est morte en 1991-1992.

(2) La première guerre balkanique opposa, en 1912-1913, la Serbie, la Bulgarie, la Grèce et le Montenegro à la Turquie. La deuxième guerre fue déclenchée en 1913 par la Bulgarie coutre ses anciens alliés serbes et grees, auxquels se join-

#### Au Festival de Cannes

### Déranger les ombres figées de l'histoire

MAX TESSIER \* OLITIQUE et création cinématogrephique ne font pes toujours bon ménege, l'une prenant souvent le pas eur l'eutre, comme ca fut le cas dans l'eprès-mai 1968, où le « tout-politique » e impi-

toyablement phagocyté un ert qui ne s'eccommode pes forcément de n'importe qual élément repporté. Même si le contexta e changé, et si le film d'auteur e globalement évolué vers un statu quo « psychologique » et (trop ?) subjectif, les deux sœurs ennemies création et politique continuent pourtant de fournir eux artistes dignes de ce nom les farments d'une réflexion eur les repports parfoie pervers entre cinéma, politique et mémoire du passé. Quatre films de premier plan présentés cette

année eu Festivel de Cannes attestent d'un singuiler renouvellement des thames anciene: Land snd Freedom | Terre et liberté), du Britannique Ken Loach, Good Men, Good Woman | Haenan Haouiw), du Teïwanais Hou Hsiao Hsian, Le Regard d'Ulysse, du Grec Theo Angelopoulos, et, bien entendu, Underground, d'Emir Kusturica, Bosnlaque né à Sarajevo. Tous proposent un dialogue entre présent et passé, mais l'abordent de menière très diverse, et même opposée. Tous questionnant l'histoire, le politique et l'imaginalre poétique. Le plus ostensiblement offensif, Land and Free-

dom, de Ken Loach Icinéaste qui n'est pas précisément connu pour ses positions « thatchériennes »), évoque, à partir de la mort d'un militant britannique fournissant à sa fille l'occasion de feuilleter ses archives personnelles, les désillusions des membres ectifs du POUM (Parti ouvrier unifié marxiste) eu cours de la guerra civile espagnole (1936-1939). Dana une mise an scène solide, sans fioritures, où eltement scènes de bravoure sur le terrain et uns attention égale eux destine individuels, Ken Loach prend nettement parti pour les positions révolutionneires de l'extrême geuche trotskiste, favorable à le redistribution immédiate des terres aux paysans, sur le modèle soviétique, et montre comment l'URSS de Staline, soucieuse de respectabilité internationale, liquida en Espagne les demiers militants internationaux du POUM, avec la complicité effective du Parti communiste local - ce qui e évidemment velu eu film de très vives protestations dudit parti, et celles de M. Santiago Carrillo, ancien dingeant du PCE ayant combattu durant ce conflit.

\* Critique de cinéma, auteur notamment d'Images du cinéma japonais (Henri Veyrier, Paris, 1990) et de Cinéma japonais au présent (L'Herminier, Paris, 1984).

En fait, Ken Loach, sans doute le dernier cinéaste brandissant « l'agit-prop » culturalle, révàla au grend jour, grâce à le lumière crue du cinéma, ce qui était connu depuis des années. Mais le parti pris de provocation délibérée du film, brûlot lencé dens un paysage cinémetogrephique assez dépolitisé, ne pouvait que susciter, sciemment, la polémique. Le jury de Cannes l'e sanctionné en l'ignorent purement et simplement.

Beaucoup plus subtil et feutré est le beeu film de Hou Haiso Hsien, Good Man, Good Women, dont Is structure complexe à plusieurs niveaux en a dérouté plus d'un. Ca réalisateur évoque également l'engagement politique et physique d'un couple de Teïwaneis, qui, evec quelquas cemerades, gagnerent la China continentele dens les ennées 40, pour lutter au sein de l'ermée révolutionnaire contre l'envahisseur nippon, et furent ensuite errêtée à leur retour à Taïwan, sous l'accusation de « aubversion communiste » par les autorités nationellstes.

Pourtant, loin d'eborder directement ce thème, a priori procha da celui du film de Ken Loach, Hou Invente son propre temps, confient è une actrice modeme (Annie Shizuka-Itoh, d'origine japoneise le soin d'évoquer le passé de son personnaga à trevere les images en noir et blanc du film en gestation qui se crée sous nos yeux. Ells-même étant persécutée par un inconnu qui lui téléphone et lui transmet par fax des feuilles du journal intime qu'il lui e volé... Les repports complexes, fascinents, entre l'actrica, son emant et le personnage du film Javec qui elle se confond) tissent le trame d'un eubtil entrelecs entre passé, présent, mémoire et imeginaire dont il faut se penétrer lentement pour en goûter le richesse intime - comme pour La Cité des douleurs et Le Maître de marionnettes, les deux films précédents de sa « trilogie ».

Si les films de Hou Hsieo Hsien sont une revisitation méticuleuse du passé de Taïwan, ceux de Theo Angelopoulos s'epperentent davantage è un itinéraire initiatique qui dérange les ombres figées de l'histoire. Le Regerd d'Ulysse n'écheppe pas à cette règle ; il mêle en un long at einueux voyege à travere les Baikans la recherche des origines du cinéme, en son centeneire, et le regard impuissant du cinéaste sur les guerres fratricides qui n'en finissent pas d'embraser le région, avec, comme point de chute incontoumeble, Sarajevo, ville martyre. « Notre siècle commance et se termine à Sarajevo », dit Angelopoulos, qui cite à l'eppui le poète T. S. Eliot : « Quand le début et la fin se confondent, l'histoire ne nous a rien appris. » Se basant très librement sur la fabuleuse Odyssée d'Ulysse, Angelopoulos - et ses coscénaristes Tonino Guerra et Petros Markaris - réinventent le récit d'Homère, à

pertir du personnage mi-récl-mi-imegineire du cinéaste grec « A », exilé aux Etats-Unie, et de retour en Grèce pour y traquer les bobines perdues du premier film toumé à travers les Balkans par les frères Menekia en 1905. Reconstituent leur périple, en passant par l'Albenic, le Mecédoine, la Roumenie et l'ex-Yougoslavie, « A » (incamé per l'acteur américain Hervey Keitel, remerqueble) finit par retrouver les trois bobines du négatif mythique, qui seront enfin développées par le gerdlen de le pellicule... mais que l'on ne verra jamais.

L'innocence du regard primitif est-elle à jameis perdue ?, s'interroge Angelopouloe, qui navigue avec une eublime lenteur eur le fleuve de l'histoire, sur lequel il croise une multitude de symboles, dont le plue étonnant est sans doute cette image d'une Immense statua couchée et tronquée da Lénine qui descend le Denube jusqu'à eon embouchure. Les eutres rencontres de « A », dont plusieurs fammes Incamées par le même ectrice (le roumeina Maie Mergenstem, révélée par Le Chêna, de Lucien Pintiliel, sont autant da jelons d'une extreordinaire métaphore de l'histoire da l'unité brisée des Bel-

kens, devent lequelle le cinéaste (celui du film at Angelopoulos ne faisant évidammant gu'uni avoue son impuiseence politique - meis pes celle d'un créeteur qui peeufine son esthétique trèe éleborée du désespoir.

Fece à ce « long fleuve tranquille », Emir Kusturica, génie brouilion élevé eu sérail, retrace evec Undarground, dans un tourbillon baroque et musical, l'histoire de «son paye, le Yougoslevia »

- « II était une fois un pays », prévient le soustitre - vu à travers

une camére Drise

de folie, avec une

énergie jamais démentie. Du bombardement eccidentel du zoo de Belgrede en 1941 è la Itrop) longue séquence du meriege dens les souterreine qui répond eu titre du film et à l'epocalyptique irruption finale dans une Sarsjevo plus détruite qu'en vérité, Kusturica, peintre ivre d'imeges, brosse le destin de personnages (Msrko, Blecky, Iven) eussi symboliques que ceux imeginés par son « frère ennemi » grec Angelopoulos, meis evec plus de cheir. Lorsque le cinéaste bosnisque oublie un peu le grand cirque Kusturica » et ses flonflone et qu'il se leisse rettraper per l'histoire elle-même, il noue emporte littérelement, le puissance des images leiesant le specteteur ebasourdi, etterré, émer-

Meis ce au détriment d'une vision « politique » qui demeure plue qu'ambigüe, et où tout le monde est renvoyé dos à dos. La critique n'a pas manqué de lui en faire grief à Cannes, où son cinéme des tripes, trempant dans le sang et le délire, e erraché l'adhésion du jury et du public, reléguant ls superbe et sereine réflexion de Theo Angelopoulos à la seconde place. L'histoire bégeie une fois encore.

### DEA « Connaissance des sociétés anglophones »

(Histoire, sociologie, économie, cultures)

DEA double sceeu université Paris-VIII (responsable : M. Goldring), et univer sité Paris-XII (responsable : C. Collomp).

Ce DEA e'edresse eux étudients englicistes ou eméricanistes, issus des départements d'englais, einsi qu'eux étudients des départements de LEA, d'histoire, de géographie, de sciences politiques, d'économie et de sociologie.

Thèmes et domaines de recherches

Impérialismes, nstionelismes, minorités, mouvements socieux, mouvement ouvrier, femmes, citoyenneté, État-providence, histoire économique, politique

Grande-Bretagne, Irlande, Etats-Unis, Iles Caraïbes, Austrelie, Nouvelle-Zélande, Inde, Afrique eustrele.

Dépôt des dossiers : au plus tard le 14 octobre 1995

Université Paris-VIII, secrétariat d'anglais, 2, rue de la Liberté, 93526 Saint-Denis-cedex TEL: 49-40-68-72, ou secrétariat DEA, 15, rue Catulienne, 93200 Saint-Denis, 48-20-45-41.

Université de Paris-XII, département d'engleis, avenue du Général-de-Gautle, 94010 Créteil-Cedex - Tél. : 45-17-11-82.

Vainqueur, mais de peu, aux élections de septembre 1994 à la tête du Perti québecois (PQ), M. Jacques Parizeau s'était engagé à organiser un référendum sur l'accession de la Belle Province à la souveraineté. Promesse tenue : eprès bien des hésitations, largemants dues à des sondages en demi-teinte, le premier ministre a finalement décidá que les électeurs seraiant appelés aux urnes au milieu de l'eutomne prochain (1). Le pari n'est cependant paa gagné d'avance, compte tenu de l'hostilité des fédéralistes, qui se reconnaissent dans le Parti libéral, et de celle de la grande majorité des englophones et des allophones (ceux qui n'ont ni l'anglais ni le français comma langue maternella), représentant respectivement 9 % et 8 % des 7,2 millions d'habitants du Québec. Chacun a encore en mémoire le désaveu qua ses concitoyens avaient infligé, en mai 1980, au plus illustra des « souverainistes », René Lévesque, lorsqu'ils avaient rejeté, à une majorité da 60 %, sa proposition de constituer un État indépendant du Canada.

Quinze ans plus tard, la donna s'est modifiée : la Fédération a déjà renoncé è certaines de ses prérogatives en adhérent à l'Association de libre-échange nordaméricain (Alena), aux côtés des Etats-Unis et du Mexique, et l'exemple de l'Union européenne est là pour montrer que des Etats pourtant séparés par des rivalités séculaires pauvent néanmoins parvenir à un haut degré d'intégration économique et politique. Et le « divorce de velours » entre la Tchéquie et la Slovaquia constitue un précédent de nature à calmer les appréhensions.

M. Parizeau a d'eilleurs quelque peu modifié la projet initiel du PQ en proposant qu'un Québec souverain - le concept d'indépendance est jugé surenné puisse être associé au Canada, non seulement sur le plan économique (en particulier par une monnale unique, le dollar canadien), mais aussi sur le plan politique avec des institutions communes, s'apparentant au conseil des ministres et au Parlement européens. La défense, la gestion de la monnaie, les questions commerciales internationales, etc., relèveraient de ces institutions. Point de rupture donc, maia la volonté d'affirmer, dans le cadre d'un Etat, una idantité culturelle qui a pour vecteur la langua française. Et à ceux qui s'interrogent sur la viabilité d'un Québec souvarain, M. Parizeau et ses amis répondant qu'il ne sera rien de moins que la vingtième puissance économique du monde...

(1) Lire le dossier réuni par Jacques Palard. • Québec : vers la souveraineté ? », Problèmes économiques

Par notre

envoyé spécial **ALAIN BIHR \*** URIEUSE atmosphère que celle qui règne au Québec. Voici une province qui est à la veille d'un référendum décisif pour son avenir, puisque l'enjen en est le recouvrement de sa pleine et entière « souveraineté », sa sortie de la fédération canadienne et son accession au statut d'Etat indépendant.

Une indépendance que le « peuple qué-

bécois », au dire des « souverainistes »,

attendrait depuis plus de deux siècles.

Et pourtant, lorsqu'on interroge les Québécois sur la cause qui leur est chère, on est frappé par le peu de passion qu'ils y mettent, comme si l'affaire était déjà réglée nu, finalement, de peu d'importance. De leur aveu même, on est loin des débats passionnés et des déclarations enflammées qui avaient marqué la campagne référendaire de 1980. Si passion il y a encore, elle serait aujourd'hui plutôt du côté des « fédéralistes » (les partisans du maintien du Québec dans la fédération canadienne) prédisant l'apocalypse au cas où le Québec acquerrait sa souveraineté. Plus curieux même, l'engagement « sonverainiste » n'exclnt pas, chez certains du moins, prudence et réserve, voire un scepticisme affiché.

A les en croire, les « sonverainistes » auraient pourtant de bonnes raisons de chercher à se séparer du restant du

\* Auteur, notamment, de Déchiffrer les iné-galités (en collaboration avec Roland Pfeffer-korn), Syros, Paris, 1995.

Canada, Il ne s'agit pas senlement d'effacer la longue suite de revers et d'humiliations que la Belle Province aurait subis depuis la funeste défaite des plaines d'Abraham (cf page 7, l'encadré chronologique). Car la mémoire historique est étonnamment vivante nu sein de cette province dont la devise, inscrite sur toutes les plaques minéralogiques, est « Je me souviens ». La conviction prévant, chez les souverainistes, que, en dépit des ouvertures affichées dans le cadre de la politique de « multiculturalisme » lancée par l'ancien premier ministre fédéral Pierre-Eliott Trudean entre 1968 et 1984, le Ouébec ne s'est jamais vu véritablement reconnaître sa spécificité

ocioculturelle, et encore

au pluriel ..

Dès lors, s'insalle une mentalité d'assiégés, qu'elle illustre à sa manière en résumant ainsi l'histoire : « Nous avons commencé par être les Cana-diens avant de n'être plus que des Canadiens français. Aujourd'hui nous voici simplement Québécois. Si nous ne réalisons pas la souveraineté, nous risquons de n'être plus demain que des Québécois francophones. » Mentalité que le statut de minorité de fait de ces derniers, au sein d'une Amérique du Nord très majoritairement anglophone. ne peut évidemment que renforcer.

existence en tant que « peuple » ou « nation ». Selon M. Louise Harel,

ministre québécois de l'emploi, le

grand échec du fédéralisme aura été

d'«écrire la nation au singulier et non

Si la revendication « souverainiste » s'alimente ainsi à un lourd contentieux

économiques actuels. Les griefs dont elle se nourrit sur ce terrain sont multiples, alimentant la conviction de l'impossibilité du Québec d'assurer son essor dans le cadre fédéral actuel. Sur ce point, M. Gérald Larose, président de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), favorable à la ceuse « souverainiste », reprend presque mot pour mot les propos tenus par M™ Harel.

C'est d'abord l'accusatinn portée contre Ottawa d'avoir, au cours de ces décennies écoulées, considérablement affaihli le tissu industriel québécois par toute une série de mesures néfastes. profitables aux autres provinces : développement du raffinage et de la pétrochimie en Ontario, transformant le hrut extrait dans le Nord canadien, alors que périclitaient les raffineries québécoises traitant le brut vénézuélien ; construction de la canalisation du Saint-Laurent qui, permettant aux navires de fort tonnage de remonter jusqu'aux Grands Lacs, a précipité le déclin de Montréal, jusqu'alors l'un des plus grands ports fluviaux du monde; fermeture des chantiers navals dans cette même ville, tandis que d'autres s'ouvraient dans l'Ouest grâce aux subsides fédéraux. Bref, le Québec se perçoit comme le laissé-pour-compte de la fédération

L'administration fédérale est également accusée d'entraver les politiques et les projets de développement des gouvernements quéhécois, par la concurrence qu'elle exerce à l'égard de l'administration provinciale, concurrence qui est source de rednublements

comme le dit M= Francine Lalonde, député dn Bloc québécois à la Chambre des communes à Ottawa, « la souveraineté du Québec est indispensable pour que le Canada et le Québec cessent de se nuire mutuellement ».

Bien plus, ce qui est fustigé, c'est l'intrusion de plus en plus fréquente des instances fédérales dans les affaires provinciales, rendue possible hier par la capacité du fédéral à dépenser », et nécessaire anjourd'hm par la gestion d'une dette publique qui dépasse désor-mais les 600 milliards de dollars canadiens (1).

S'exprime anssi la crainte qu'inspire toute l'évalution du fédéralisme canadien : alors que le gouvernement actuel du Québec s'engage dans une politique de décentralisation, destinée à renforcer le pouvoir des quatorze régions québécoises, le Canada renforce sa tendance, vieille de plusieurs décennies, à la centralisatinn. C'est là la condition du maintien de l'unité d'un pays qui, comme l'a dit l'ancien premier ministre canadien Wilfrid Laurier, « a trop de géographie et pas assez d'histoire »; qui doit résister aux visées hégémoniques de son surpuissant voisin du Sud (2) et qui doit, bon an mal an, intégrer un grand nombre d'immigrants, condition de son expansion démographique. Cette crainte semble d'ailleurs partagée, au moins en partie, par d'autres milieux politiques provin-ciaux, en particulier dans l'Ouest canadien (Alberta et surtout Colombie-Britannique), eux aussi alertés par le renforcement des pouvoirs d'Ottawa.

#### Les acquis de la « révolution tranquille »

E N dernier lieu, la cause « sonverai-niste » se justifie par la volonté de préserver les acquis de la « révolution tranquille », du compromis socialdémocrate à la mode québécoise. Un argument que privilégie Mª Francine Lalonde, qui dispose d'un poste d'observation de choix au Parlement fédéral pour dénoncer la politique condnite par le gouvernement de M. Jean Chrétien, premier ministre fédéral, tout entière inspirée par le dogme néolibéral, qui ne rêve que de conpes claires dans les dépenses publiques et notamment dans les programmes sociaux. Mm Lalonde s'inquiète de la montée des courants de la droite radicale nord-américaine, comme en témoigne la victoire du Parti progressiste conservateur aux élections provinciales de l'Ontario en juin dernier, et que seule la souveraineté québécoise permettrait, selon elle, de conte-

Dans ces conditions, la cause « sonverainiste » semble entendue et devrait facilement l'emporter lors du référendum prévu cet automne. D'autant plus que les chances de réussir l'indépendance du Québec semblent, à première vue, meilleures qu'en 1980.

Depuis cette date, la composition sociale de la population francophone québécoise s'est modifiée. M= Lalonde insiste, en particulier, sur l'émergence

d'une bourgeoisie québécoise francophone. Une frange de celle-ci, qui a connu son essor dans la foulée de la « révolution tranquille », apparaît impatiente de prendre en main la tota-lité des rênes du pouvoir, prétendant qu'elle aurait les moyens de négocier un (nonveau) compromis social avec les syndicats. De plus, on a assisté au gonflement des couches moyennes salariées, moins dans les entreprises et dans l'appareil d'Etat, qui ont beaucoup licencié an cours de ces dernières années, que dans le réseau très dense et très actif des mouvements « communautaires » (associatifs), qui aspirent à jouer un rôle politique à la mesure de leurs fonctions socio-économignes. Ainsi se dessineraient les contours d'un « bloc national » québécois.

Par ailleurs, depuis 1980, les Québécois ont arraché certains acquis institutionnels, en particulier pour leur langue et leur culture. La fameuse loi 101 a rendu l'usage du français obligatoire dans l'afficbage public sur tout le territoire du Québec, tandis que la politique fédérale de hilinguisme, pourtant sonvent critiquée par les Québécois, a garanti formellement la possibilité à tout Canadien francophone vivant hors du Québec d'utiliser sa langue dans ses rapports avec l'administration fédérale. Comme le dit Mª Louise Harel, \* si, en 1980, il s'agissait pour nous avant tout

simplement d'être nous-mêmes ».

Cependant, derrière cet optimisme de commande, surtout à l'égard de l'interlocuteur étranger, on devine l'existence de problèmes pendants, problèmes d'autant plus sérieux que, pour certains, ils sont niés on du moins singulièrement minimisés.

Ainsi, la plupart des « souverainistes » commencent-ils seulement à envisager ce que seraient, demain, les rapports entre un Québec indépendant et le reste du Canada, comme si le prohlème concernait surtout ce dernier. Pourtant, dans tout divorce, fût-il à l'amiable, il faut bien se partager le patrimoine, actif et passif, et notamment la dette publique. Si on ajoute qu'un Québec souverain conserverait le dollar canadien, cela impliquerait nécessairement la poursuite d'une coopération étroite en matière de politique monétaire mais aussi budgétaire entre Québec et Ottawa. De quoi largement restreindre la marge de manœuvre d'un futur Etat indépendant.

Ces contraintes politico-financières n'en font pas moins déjà ressentir leurs effets. Elles ne sont sans doute pas étrangères à la reprise, au début du mois de mai, par M. Jacques Parizeau, premier ministre québécois et chef de file du Parti québécois (PQ), de l'ancienne formule de « souveraineté-association » de M. René Lévesque, jetant ainsi le trouble et l'inquiétude parmi les « souverainistes » les plus radicaux.

D'nne manière plus générale, le camp « souverainiste » semble sousestimer les contraintes que ferait peser sur un Québec indépendant la transnationalisation de l'économie. La confiance règne en son sein quant à la capacité du pays à tirer son épingle du jeu dans l'arène mondiale, dès lors qu'il sera libéré du fardeau fédéral qui l'entrave actuellement. Car, au Québec comme ailleurs, on semble être convaincu qu'en matière d'Etat « small is efficient », que la transnationalisation de l'économia requiert des structures politiques « légères », capables de répondre rapidement aux sollicitations mais aussi aux menaces d'un environnement international fluctuant et incer-

Cette même confiance a conduit les Québécois, dans leur majorité, au rebours du restant du Canada, à accueillir favorablement la conclusion de l'Alena (Accord de libre-échange nordaméricain), dont ils attendent un développement des échanges avec la partie orientale des Etats-Unis (la Nouvelle-Angleterre), vers laquelle est déjà tournée l'économie québécoise. Croire que le Québec parviendra à traiter plus facilement nyec le grand voisin du Sud plntôt qu'avec le restant du Canada apparaît comme une illusion engendrée par la profondeur historique du contentieux canado-québécois. C'est ouhlier également l'attitude constante des Etats-Unis

(1) Un dollar canadien vant environ 3.60 francs

(2) Cf. Jean-Michel Lacroix, « Les tribulations du marché unique nord-américain ». Le Monde diplomatique, mars 1993.

### Les combats militants d'octobre 1970

**CARLOS PARDO \*** 

est rere qu'un peuple, comme c'est la cas pour les Québécois, ait à se prononcer à deux reprises aur aon autodétermination. Si la mobilisation na semble pas générale à qualques moia d'un éventuel second référendum aur la souvereinaté. l'ombre du Front da libération du Québec (FLQ) plane pourtant sur la Bella Province. A l'occasinn des Randez-voua du cinéma québécois (1), daux filma unt relancé la débat an faisant ressurgir la passé indépendantiste et les événements tregiques d'octobre 1970.

La Liberté en colère, remarquabla documentaire da Jean Daniel Lafond, réunit les deux dirigaanta mythiquaa du FLQ, Pierre Vallières et Charles Gagnon. Le second film est une fiction. Octobre, de Piarre Falardaau, retrace l'anlèvement et la mort. en octobre 1970, du ministre du travail et da l'immigration, Pierra Lapprte. Entre ces deux filma, un lien, un homme : Frencis Simard, l'un des quatre ravisseurs du ministra. Frencis Simard est, en effet, à l'origine des deux projets. C'est lui qui a auggére à Lafond l'idée da réunir Piarre Vallières at Charles Gagnon, plus de vingt ana après laur rupture. Et c'est à travers da longues conversations antre Piarre Falardeau et Frencis Simard qua sont nés Pour en finir avec octobre, la livre témnignaga écrit par Frencis Simard à sa sortia de prison an 1981 et, parellèlement, la scénario da Piarre Falardaau.

La Liberté en colère revendique son carectère pédagogique. Dans un cours universitaire, un professeur, Robert Comeau, ancian militant da l'ombra,

· lournalisse et cinéaste.

présenta à da jaunes étudiants l'histoire du mouvement indápandantiste des années 60. Pierre Vellières et Charles Gagnon viennant ensuite dábattre avec ce public quelque pau désorianté. La réflexion se poursuit, pour l'essential, dana le chalet avant servi da refuga lorsque les daux hommes étaiant recherchés an 1966.

Qua sont devenua noa combats d'autrefoia Est-on condamnés à euivre la discours ambiant et à ebandonnar la lutte ? Pour Piarre Vallières, « il existe aujourd'hui plus de raisons de se révolter que par le passé ». Il faut denoncer la cynisma qui nous fait accepter la corruption politiqua ou la tragédia bosniaque. « Le marché et la profit sont devenus les seula enjeux du jnur, ajoute-t-il. Le discours dominant est un modèle inhumain ». Contrairement à Charles Gagnon constatant, désabusé, l'échec de sea angegamants, Piarra Vallièrea veut encore croira è la révolution, mais ses discoure restent thánniques. Et, vingt-cinq ana après l'assassinet da Pierre Laporte, Charles Vallières prend à parti Frencia Simard, refusant d'accepter que la mouvement Indépendantiste alt pu mettre à mort un homme sana avoir été l'objet d'una menipulation da la part du gnuvernament. Frencis Simard, pourtant prolixe an temps normal, na perviant pas à réfuter la thèse da Piarre Vallières. Il se mure dans un silence désespéré et il na sere dès lors plus questinn da ce drema traumatisant qui, dana un pramiar temps, a sonné la glas du FLQ, puia entraîné la défaite des indépendantistes an 1980. A cet instant, la film rate ann nbjectif an laissant certainament la jaune spectateur dens la finu d'una histoire déjà refoulée par toute una génération.

Piarre Falardeau, lui, assume la tregiqua d'notobre 1970. « Nécessaire et injustifiable » nous préviant-il an citant Albert Camua an axergue à son ramarquable film. Quinze annnées da luttes, da rafua, da polámiquea, de lattraa (anonymaa) d'insultes, de cenaure, pour menar à bian ce projet. « Finalement, ça a joué en faveur du scénann, avoue-t-il. Avec le temps il s'est amélioré : d'une thèse politique au départ, Octobre est devenu un film aimpla et populaire ». En a'inspirent du récit da Francia Simard, Pierre Falardeau adopte donc la point da vue de ces quatre jeunes hommes issus da miliaux nuvriers qui constituàrent la cellula Chéniar. Un nau à la manière da Truman Capote, lorsqu'il écrit De sang froid, Piarre Falardeau colle au réel avec una riguaur axemplaire. Pas de reconstitution de l'époque, mais plutôt una reconstitution des

faits, una traduction de l'esprit felouista. En introduction à son rácit. Frencia Simard notait : « Raconter Octobre, ja na sais pas ai je vais en être cepable. Y a les mots à trouver dans ma tête. Ya ce qui s'est passé à sortir de mon ventre (2). » Le véritabla engagement politiqua est avant tout una affaire da personnes, « da tripes ». Pierre Falardeau l'a compria et, sans le manichaisma qua l'on pourreit creindre d'un film militant, recentra son aujet sur les cinq êtres humaina enfermés dana la maison de la rua Armstrong. L'action du film débute la vaille de l'anievamant da Piarre Laporte, la 9 octobre 1970. Ella s'achèva avec la mort du ministre, une semaine plue tard, alors qua la gouvernamant a refusé da négocier et déclanché répression et arrestationa. Una semaine d'espoirs, d'attente, da doutes, da conflits relationnels, da solitude. « Octobre est pour mni un film d'aujourd'hui, déclare Pierra Falerdeau. Lorsque j'ai découvert La Boétie et que je l'ai cité dans Le Tamps des bouffons (3), no m'a reproché de

ne parlar que du passé. Mais il suffit de lire Le Dis-

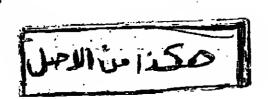
cours eur la aervitude volontaire pour voir combien il est actuel. Les intellectuels québécoia na font pas leur boulot. Moi qui suis plutôt timide, je me retrouve souvent à la radio, é la télévision, é écrire des articles pour faire part de mon indignation. C'est épuisant. » La sincérité et la persévérance da Plerre Falardeau ont étá récompanséaa par le public - Octobre est le grend auccès québécoia da 1994 – et par la jury des rendez-vous qui lui a octroyé le Grand Prix da la manifestation.

On retrouvara d'aillaure Piarre Falardeau dana une série da films courts favorebles à l'indépandance. Ce projet lancé l'hiver dernier par Denis Chouinard et sa aociété de production, la Coop Vidéo, regroupere une centaina de « spots » de trente secondes destinés à être diffusés sur una même banda « de main à la main, par tous les moyena possibles », sur le modèle du Temps des bouffons. L'objectif est de faire sortir du débat de chiffres la questinn de la souveraineté du Québec, de donner la parola è ces artistes trop ailenciaux (4). Gageona qua de tals films sortiront le cinéma qué-bécois de la léthargia institutionnella et lui redonneront la vitalité qui était la sianne il y a quelques

(1) La manifestation s'est tenue dans un premier temps à Mon-tréal du 2 au 11 février, puis du 14 au 19 à Québec, du 21 au 25 à Hull, enfin à Vancouver du 2 au 8 mars.

(2) Pour en finir avec Octobre, 1982, éditions Stanké, (3) Pamphlet brillant coutre la bourgeoisie canadienne deux cents ans après la conquête fête encore l'esprit colonia britannique, ce coun-métrage est diffué « sauvagement » en actes vidéo revendues à la sortie des cinémas, dans les ce dans la rue, etc.

(4) Cf. Sylviane Tramier, « Les artistes hors du débat », Le Monde diplomotique, septembre 1994.







tradiction

4 532 TO THE EVER

· 15

≃ 233

دا نت: ...

de .

-. **4:3**0

7.2

-: Tars

- ....

2

1 de 16

E. 15

19

.: **K** 

:: Z51b

A Contract of

A SHOP SHOW

Ber maken

Mr. Mr. Seni

Profession !

10 To 150

PRATTO THE

....

.. ښخامخه:

(m)424-121-14

F+ A !

Mary at the

District Section

There ...

------ 31.

a Minister .

\* to \$10.71

-

And the state of the same

Migrato cti

April 1 de la como

وأواه والمستهارسين

Maria Santa

Wagen Live

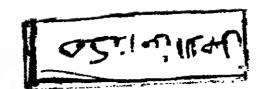
Carry March

1500 1

\*\*\*\*

e. · ·

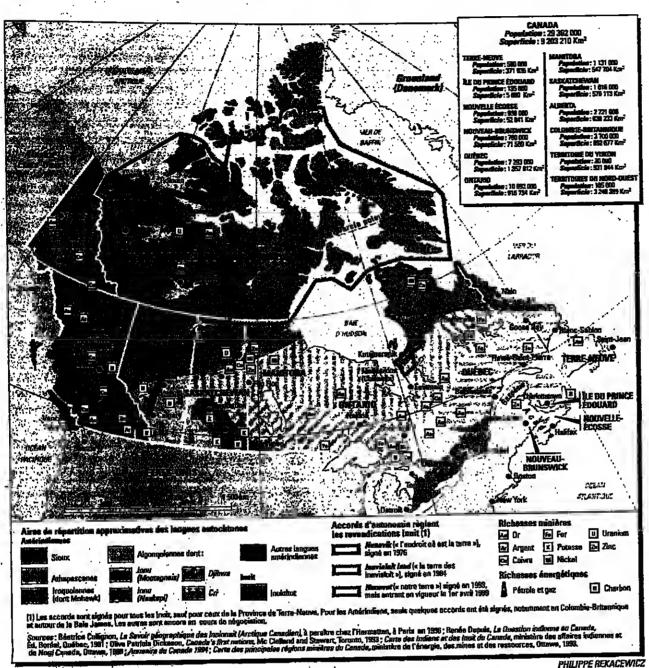
12 100



LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1995 - 7

### LA BELLE PROVINCE AVEC LE CANADA

## du mouvement nationaliste québécois



UNE FÉDÉRATION TENTÉE PAR LE « DIVORCE DE VELOURS »

anxquels leur surpuissance a toujnurs permis de soumettre tout accord poli-tique ou économique à leurs seuls intéreis nationaux. Si, face au « lion » américain, le Canada et le Mexique n'apparaissent guère que comme des « agneaux », un Québec indépendant risque, pour sa part, de ne faire figure que d'agnelet...

De même, il n'est pas certain que la vaste décentralisation, en partie déjà entamée, destinée à remettre aux quatorze régions québécoises les moyens de mener des politiques de développement local, prodoise les effets bénéfiques attendus en matière de revitalisation du tissu économique et de lutte contre le chômage, et cola en dépit de la richesse des expériences de « développement économique communautaire » an Québec. Car, dans un contexte de désengagement du pouvoir central et de transnationalisation de l'économie, ces

politiques risquent, an Québec comme ailleurs, essentiellement d'aggraver les

inégalités de développement (3). Et pourtant, rien n'est plus urgent que cette revitalisation du tissu économique et la lutte contre le chômage. Celui-ci affecte 13 % de la population active cu moyenne, mais atteint 35 % dans certaines régions. Le Québec compte ainsi plus de 800 000 assistés sociaux, soit 11 % d'une population d'à peine 7,2 millions d'habitants, le muntant de l'aide qui leur est alloué n'étant que de 440 dollars par mois pour un céliba-

de rénovation du système scolaire et, plus généralement, de réduction des inégalités qui se sont accrues, au Québec comme ailleurs, au cours des dernières années. Ces attentes ont eu l'occasion de s'exprimer avec détermination dans les différentes « tables rondes sur l'avenir du Québec », organisées par le gnnvernement dans chaque région à la fin de l'année dernière et au début de cette année, et auxquelles ont été eonviés tous les organismes de la société civile et, an-delà, tous les citoyens. Attentes qui ont eu l'air de surprendre et d'embarrasser les

M. Gérald Larose reconnaît le « déficit social » qui rend, par moments, difficiles et ambigus les rapports entre sa cnnfédératino et le gnuvernement qu'elle soutient dans sa cause « souverainiste » mais qu'elle critique pour les insuffisances de sa pulitique. Il reconnaît que le seul bénéfice, pour le mouvement syndical, de l'accession du Québec à l'indépendance pourrait être de permettre de poser enfin clairement la « question sociale », occultée par la « question nationale ». « Il n'y n jamais eu, fait-il remarquer, de pratique pali-tique de gauche de masse au Québec ». la ganche s'étant toujours organisée sous la bannière « souverainiste », en y perdant une partie de son âme.

C'est précisément à cet ambitieux projet - faire naître une gauche québéeoise - que s'est attelée la jeune équipe qui anime la revue Virtualités (4), doot l'andience s'affirme au fil des ouméros. Selon son rédacteur en ehef. Daniel Lapres, qui se définit comme « souverainiste mais non nationaliste », le PQ est dépourvu de tout projet de société mobilisateur: il ne comprend pas que l'enjeu n'est pas seulement de fonder un « Etat sonverain », mais bien de créer les conditions d'une « société souversine » maîtrisant les conditions socio-éconnmiques de son propre développement. Daniel Lapres s'atrend à voir le PQ, au lendemain du référendum et quels qu'en soient les résultats, se rallier au néolibéralisme, comme il l'a déjà fait entre 1982 et 1985, ce qui a largement contribué à lui faire perdre le pouvoir. Déjà, certaines dispositions prises on reconduites par le gouvernement actuel (concernant notamment la gestion de l'aide sociale et les connes claires récemment annoncées dans les services publics de santé) lui paraissent oréfigurer cette inflexion.

Dernier champ avengle de l'indépendantisme, les problèmes que soulève la présence au Québec des minorités non francophones issues de l'immigration.

Il est vrai que la polioque fédérale d'immigration fait peser une menace potentielle sur l'indépendance du Québec. Longtemps élevée, la fécoudité québéenise est anjourd'hui la plus faihle do Canada (l'indicateur conjoncturel de fécondité est tombé à 1,8) et l'essentiel de la croissance démographique est désormais assurée par l'immigratino. Or les immigrants s'intéressent fort peo au conflit eonstirutionnel entre le Québec et le Canada, dont les racines historiques leur échappent, et ils partagent en majnrité le loyalisme traditionnel des migrants à l'égard de l'Etat (en l'occurrence canadien) qui les a accueillis. Ajnutons qu'ils supportent mai l'obligation qui leur est faite par la loi 101 d'être scolarisés en français jusqu'à la fin de leurs études secondaires . Pour la plupart, ils s'empressent d'abaodnooer cette langue pour l'anglais, qui leur nuvre les portes du restant de l'Amérique du Nord.

Le spectre de devenir progressivement minoritaires dans leur propre pays commence à hanter certains Québécois, surtout à Montréal, dont 20 % de la population est composée d'immigrés (untamment Haitiens, Latino-Américains, Asiatiques), s'ajoutant aux 20 % d'anginphones. Déjà, des vnix se sont fait entendre pour que la participatinn au référendum sur la souveraineté soit réservée aux seuls Québécois de

La situation se complique encore avec la présence des minorités autochtones (Amérindiens et Inuits) (lire, page 8, l'article de Philippe Bovet). On a assisté ces dernières années à la mnotée de revendications autnoomistes de la part de certaines d'entre elles. Et ces revendications pourraient devenir plus pressantes encore dans un Québec souverain ; d'autant qu'elles ont été aiguisées par les accords de Charlottetown qui prévoyaieot, ontammeot, de reconnaître aux minorités autochtooes une certaine aumonmie administrative, concurrente de celle des provinces (5).

Ainsi M. Bernard Cleary, originaire

de la commooauté de Mashteuiash (Pointe Bleue), dans le numéro d'octobre 1994 di magazine Convergence, souhaite-t-il que la future Constitutinn québécnise recnnaisse « un droit inhérent à un gouvernement autonome. responsable envers ses citoyens, pour les nations autochtones du Québec. Il restera par la suite à concrétiser ce droit à l'autonomie gouvernementale, avec ussise territuriole, duns des ententes évolutives entre les parties concernées (6) ». Mais il n'est pas sûr que les milieux « snuverainistes » soient prêts à entendre cette revendicatino formulée pourtant par les premiers occupants du pays...

#### Reconnaître et garantir les droits des minorités

CERTES, pour l'instant, aucune menace sériense sur les droits des anglophones, allophones ou autochtones n'est perceptible. Le « nationalisme québécois » n'a rien à voir avec une quelconque volonté d'oppression de ces minorités ; la culture démocratique, avec ce qu'elle implique de garantie des droits de la personne et de respect des droits de la minorité, le marque profondément. Ainsi, M. Fernand Dumont, une des grandes figures intellectuelles locales, affirme, dans son dernier nuvrage, qo'il n'y a pas de « nation québécoise » mais « différentes nations » vivant au Québec et que l'enjeu de l'accession à la souveraineté est non pas d'édifier un Etat-natinn mais une « communauté politique » autonome au sein de laquelle ces différentes nations annaient toutes droit de cité (7). Conception assez largement partagée par nos interlocuteurs, qui définissent spontanément comme Québécois toute personne vivant au Québec.

Et pourtant... Voici que, brusquement, dans la conversation, il est question des « vrais Québécois » ; ou que, en traver-sant les quartiers abritant les différentes minorités immigrées, M. René Dore, animateur au Centre de formation populaire, évoque la montée des « sentiments racistes » à leur égard dans une partie de la communanté francophone. Que penser dn bimensuel L'Aut' Inurnal (8), très hu dans certains milieux « souverainistes », qui a créé un prix Jean-Baptiste-Cugnet (du nom du « triste indi-vidu » qui a permis aux troupes britanniques de surprendre et de défaire les troupes françaises de Muntcalm devant Québec), destiné à fustiger chaque mois une personnalité francophone qui se serait montrée opposée à la cause indépendantiste?

Quand on lui demande quel a été l'apport essentiel du mouvement syndical à la cause « souverainiste », M. Larose répond qu'il aura permis d'éviter que celle-ci ne dérape vers une « conception ethnique de la nation » ; et, lorsqu'il s'agit de définir quelles seront demain ses attentes et ses exigences à l'égard d'un gouvernement québécois disposant d'une pleine souveraineté, il place au premier rang de celles-ci la reconnaissance et la garantie des droits des minorités anglophones, allophones et autochtones. Comme s'il convenait d'être, malgré tout, particulièrement vigilant à ce sujet.

(3) Cf. Alain Bihr, « Le mirage des politiques de développement local ». Le Monde Diplomatique, novembre 1992.
(4) Revue Virtualités, 853, rue Sherbrooke Est, Montréal, HZL IK6.

(5) Cf. Pulvio Caccia, « Vers la balkanisation tranquille du Canada ». Le Monde diplomatique, octobre 1992. aque, octobre 1992.

(6) Convergences, octobre 1994, CP7, Succ.

« C », Montréal, H2L 417. (7) Fernand Dumont, Raisons communes, Boréal, Montréal, 1995. (8) L'Aut'Journal, 3575, boulevard Saint-Laurent, Moutréal, H2X ZT7.



1759 : Prise de Québec par les Britanniques (défaite dite « des plaines d'Abraham »). 1763 : Par le maité de Paris, la France cède la « Nouvelle France » (le Québec et la Louisiane)

à la Grande-Bretagne.

à la Grande-Bretagne.

1837-1838: Berasement de la « révolte des patriotes » québécois.

1837-1838: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, dont le 1867: Le Canada devient un condominant : création de la fédération canadienne, de la fédération canadienne de la fédération canad ec devient l'une des dix provinces constitutives.

Ouébec devient l'une des dix provinces constitutives.

1942-1944: Canadiens anglais et Canadiens français se divisent sur la question de la participation à la seconde goetre mondiale.

Années 60: La « révolution tranquille »; sous la conduite du Parti libéral, réalisation de réformes politiques (émancipation à l'égard de la tutelle de la puissante Egiise catholique, développement des institutions de l'Enst-providence, etc.).

1968: Création du Parti québécois (PQ) « souverainiste ». 1970 : « Crise d'octobre » : actions terroristes du Front de libération du Québec ; la province

est mise en état de siège (lire ci-contre l'article de Carlos Pardo). 1976 : Le PQ, emmené par René Lévesque, gagne les élections provinciales.

1980 : Le projet de « souveraineté essociation » proposé par René Lévesque est rejeté par

50 % des electeurs.
1982 : Le premier ministre fédéral, M. Pierre-Eliott Trudeau, amende la Constitution canadienne, qui se trouve modifiée par l'adjonction d'une Charte des droits et libertés. Le Parlement québécols refuse de ratifier cette nouvelle Constitution. Ottawa passe outre. 1985 : Le PQ perd le pouvoir au niveau provincial. 1987 : Accords du lac Meech; destinés à modifier la Constitution canadieune dans un sens

favorable à certaines des revendications « souverainistes ». Ces accords doivent cepennavorante a cerumites des revenoncamons « souverainneres ». Ces accords dant être ratifiés dans un délai de trois ans par l'ensemble des provinces. 1988 : Conclusion d'un accord de libre-échange entre le Canada et les Etats-Unis.

1990 : Les accords du lac Meech ne sont pas ratifiés par deux des provinces; échec de la

réforme constitutionnelle. Création du Bloc québécois (BQ), destiné à faire avancer la cause « souverainiste » au sein des matientions fédérales.

1991: Nouvelle tentative de réforme de la Constitution (accords de Charlottenwa). 1992 : Soumis à référendum, les accords de Charlottetown sont refusés par une majorité de Canadiens; les Québécols votent contre à 55,4 %. 1992 : Conclusion de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain) entre le Canada, les

1992 : Conclusion de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain) entre le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.
1993 : Le BQ emporte 54 des 75 sièges réservés an Québec au sein du Parlement fédéral. Il devient l'opposition officielle au gouvernement fédéral.
Septembre 1994 : Le PQ remporte les élections provinciales et revient au pouvoir, après septembre 1994 : Le PQ remporte les élections provinciales et revient au pouvoir, après avoir promis l'organisation d'un nouveau référendum sur la « souveraineté » dans la courant de 1995.

CHRONOLOGIE

taire, soit à peine les deux tiers du revenu minimum d'insertion en France. Dans les couches et les mouvements populaires québécois règne donc une forte attente, notamment en matière de lutte contre le chômage et l'exclusion, de sauvegarde de la protection sociale,

autorités...

#### DES MINORITÉS QUÉBÉCOISES QUI RÉCLAMENT LEURS DROITS

## Que faire des « premières nations »?

ANS la perspective du référendum sur la souveraineté du Québec, les relations entre Blancs et autochtones canadiens - les « premières nations » - sont toujours marquées par des tensions, en particulier dans les grands centres urbains. Les autochtones de la province contestent vigoureusement tout projet de partition du Canada qui se ferait sans leur accord.

#### Par notre envoyé spécial PHILIPPE BOVET \*

Jusqu'en juillet 1990, le village d'Oka, simé à 30 kilomètres à l'ouest de Montréal, n'était connu que pour les fromages et les pâtés de son abbaye trappiste. Désireuse d'agrandir snn ter-rain de golf, cette municipalité de 1 800 habitants décida d'exproprier quelques Amérindiens mohawks vivant à la périphérie du village. Pour faire entendre leurs droits, ces derniers bloquèrent la route 344 qui dessert Oka, ainsi que le pont Mercier, une des artères menant au cœur de Montréal, et paralysèrent la vie de la grande cité. Le conflit dura soixante-dix-huit jours et mobilisa plus de 3 000 militaires canadiens. A Oka même, on en arriva à l'affrontement armé, qui fit un mort, un policier.

Même si le projet d'agrandissement du terrain de gulf d'Oka a été aban-donné, les Mohawks font encore l'objet de la vindicte populaire. Vivant à cheval entre les provinces canadiennes de l'Ontario et du Québec, et l'Etat de New-York, ces Amérindiens sont implantés au cœur d'nne des régions les plus riches de l'Amérique du Nord (1). Ils n'hésitent pas à profiter des écarts de taxation pour acheter ici et revendre là. Notamment les cigarettes, achetées aux Etats-Unis et revendues au Canada, presque moitié mnins cher que le prix

normal, jusqu'à ee que, en février 1994, Ottawa décide une forte baisse de la fiscalité sur le tabac, sapant ainsi les bases économiques de la contrebande.

M. Paul Charest, professeur d'ethnologie à l'université Laval de Québec, commente ainsi la situation : « Jamais un traité signé entre Blancs et Amérin-diens n'a été respecté par les Blancs. Certains Mohawks considèrent donc que la frontière entre les Etats-Unis et le Canada est une simple affaire de Blancs et font leur commerce sans s'en

Mal connns, les autochtones dn Canada (voir corie page 7) sont hien souvent réduits au seul rôle d'assistés sociaux; souvent traités d'« olcooliques », de « paresseux » et de « profiteurs », vivant au crochet de l'Etat. Les Amérindiens ne paient ni taxes ni impôts? Faux! Sur les réserves, les antochtones ne paient ni leur logement ni leur électricité ? Faux ! (2). M. Paul Charest ajoute : « Tant que les Amérin-diens ont aidé les Blancs à découvrir le pays, ils ont été des amis. Aujourd'hui, aux portes des métropoles, ils dérangent. On les préfère en bons sauvages vivant de chasse et de pêche dans le Grand Nord. »



UNIVERSITÉ PIERRE MENDÈS-FRANCE FACULTE DE DROIT DE GRENOBLE

DEA Histoire, Droit, Droits de l'homme

droits da l'homme, ce diplôme valoriae des acquis tant universitaires que

**DOMINANTE HISTORIQUE** 

**DOMINANTE JURIDIQUE** 

LE TRONC COMMUN

présenta les principes jundiques, politiques et économiques fondamentaux

Durée des études : un an ou deux ana avec sessions groupées pour les pro-

Dossiar de préinscription jusqu'eu 20 juillet 1995

Renseignaments: B.P. 47 - 38040 Grenobla Cedex 9 - Tél.: 76-82-55-05.

Conditions d'accès : maîtrise en droit ou titre et traveux équivalants.

• Formation à la recherche en science aociele débouchant aur les car-

• Préparation complémantaire aux concours de la fonction publiqua.

• Formation à l'enseignement des droits de l'homma et da l'éduca-

Spécialisation dans les procédures de protection des droits da

Il comprend un tronc commun et deux mentiona:

nares da l'enseignament aupérieur ;

Début des enseignements : octobre 1995.

Saul troisièma cycla françaia pluridisciplinaire dans la domaine des

D ANS la réserve montagnaise de Betsiamites, à 700 kilomètres au nord de Quéhec, 2 300 antochtones vivent en bordure du Saint-Laurent. D'un côté, le bouillonnement du fleuve, large d'une trentaine de kilomètres ; de l'autre les mystères d'une forêt - striée de pylones electriques. « Nous avons vécu une vie de dépossessions, explique Mª Marcelline Kanapé, chef du conseil de bande (3) de Betsiamites, car les barroges, les ravages de l'industrie minière, les pluies acides, les coupes à blanc de l'industrie papetière... ont mis à mal notre culture millénaire. » Mal-gré cela, la chef du conseil de bande s'étonne que la compagnie nationale d'électricité Hydro-Québec (4) puisse eneore avnir l'idée de vouloir freiner la repousse des arbres, sous les lignes à haute tension, en effectuant, par avion, des épandages de produits chimiques. Sur cette réserve, qui s'étend sur 255 kilomètres carrés, on pratique toujours la cueillette et la chasse. Les produits chimiques n'auraient aucun mal à remonter la chaîne alimentaire humaine. Mais que pèsent les réti-cences de quelques chasseurs-cneilleurs, face aux arguments d'ingénieurs qui ne rêvent que d'exporter du courant électrique vers les Etats-Unis?

La nationale 138 longe la côte nord dn fleuve Saint-Laurent et prend fin à Havre-Saint-Pierre, ville portuaire et minière à 400 kilomètres en aval de Betsiamites. An-delà, des bonts de routes non reliés entre eux, et entrecou-

\* Journaliste, Paris.

professionnala.

tion civiqua:

l'homma.

fessionnels.

pés de forêts, remontent vers le Labra-dor. 100 kilomètres ici. 50 kilomètres par là. Un projet, estimé à 2 milliards de dollars canadiens (5), vise à raccorder ces parcelles de macadam entre elles pour relier directement Montréal au Labrador, Les partisans de cette idée tique. Rêvant d'un evenir qui ne serait pas qu'automohile, les Innus se sont promis de mettre un tel plan en échec. « Le monde moderne a été complètement occidentalisé, explique M= Lyla Andrew, chargée des affaires sociales au sein de la communauté innue (6) de Sheshatshit. Un Blanc peut se sentir chez lui dans toutes les capitales du monde. Pas un Innu. Sa patrie, ce sont ses forêts. » Cette population amérindienne proteste régulièrement contre les vois à basse altitude (30 mètres) pratiqués à partir de la base aérienne de Goose Bay par les avions à réaction allemands, britanniques et néerlandais de l'OTAN. Chaque année, près de dix mille sorties aériennes sont effectuées, chaque vol ayant une durée de 60 à 90 minutes. Mme Lyla Andrew ajoute : \* Blancs et Innus ne parlent pas de la même chose. L'OTAN ne voit, dans le Labrador, qu'un immense espace à peine peuplé. Evoquer des nuisances à lang terme est impossible puisque les Blancs qui viennent travailler sur la base ne restent que quelques années, puis repartent gagner leur vie oilleurs. >

De tels ennflits de cohabitation se retronvent ailleurs au Canada. Néanmoins, ils sont d'autant plus para-



LA RENCONTRE DE JACQUES CARTIER ET DES AUTOCHTONES SUR LE FLEUVE SAINT-LAURENT EN 1535 (Tableau de Jean Antoine Théodore Gudin, 1847)

doxaux au Québec (7), province reconnue depuis 1969 dans son particularisme culturel et linguistique, que celle-ci admet mal que, sur ses terres, d'autres cultures aient des prétentions similaires. Le Canada est, en fait, constitué de trois groupes de popula-tions: des autochtones, qui vivent sur l'ensemble du territoire; des francophones, essentiellement installés au Québec : des non-autochtones et des non-francophones que l'on retrouve dans les autres provinces : « Ce sont les trois drapeaux du vaisseau canadien », explique M. Rémi Savard, anthropologue à l'université de Montréal, qui ajoute : « Si le troisième drapeau aspire à un gouvernement central de plus en plus fort, les deux premiers montrent une insatisfaction séculaire exaspérée devant le peu d'espace politique que leur réservent encore les institutions

canadiennes (8). \* Pourquoi le Québec n'a-t-il pas développé nne politique des minorités? Réponse de M. Rémi Savard : « La rencontre, sur ce même territoire, des deux petits drapeaux insatisfaits de la quincaillerie politique du pays, fait que, au lieu de se renforcer par une alliance, ils se perçoivent souvent comme des concurrents. Cette concurrence n'est possible qu'au Québec. Ces difficultés rongent les institutions canadiennes dans leur ensemble. Cette maladie se nomme l'incopacité d'imaginer des structures politiques faisant place au pluralisme. > Et notre auteur d'enfoncer le clou : « Le Québec est devenu la partie la plus à vif d'un pays inapte à concevoir le pluralisme (9). »

En octobre 1993, le mensuel amérieain National Geogrophic émettait quelques doutes sur la politique d'Hydro-Québec à l'égard du groupe amérindien Cri : « Tout se passe dans une région si éloignée et si peu peuplée que c'est à peine si Hydro-Québec ressent lo nécessité de consulter la population autochtone, persuadé que

celle-ci considérera le projet comme un triomphe de la technologie et non comme un danger pour son mode de vie. » La réaction de M. Christos Sirros, alors ministre québécois aux affaires autochtones, fut très claire: « Les Cris doivent cesser de nuire à l'image du Québec (10) ». Deux ans aoparavant, l'éditorialiste anglophone Peter Newman avait écrit, à propos de revendications québécoises au sein de la confédération : « Et si l'on compensait financièrement les francophones en leur demandant de renoncer à leur culture québécoise? Langue, nourri-ture et loisirs compris (11). » Avec le même plaisir de renverser les points de vue. M. Roméo Saganash, chef des Cris, ironisait récemment : « Le premier ministre du Québec, Jacques Parizeau, s'est rendu en Europe paur promouvoir ses projets. Nous pouvons faire de même (12). »

M. Winston White est un Inuit né sur

la Terre de Baffin (Territoires du Nord-Ouest). En âge d'être scolarisé, il fut envoyé en pensionnat à Terre-Neuve, 2 200 kilomètres plus an sud, un trajet effectué en bateau : « Je ne rentrais chez mol qu'en été. J'étais déchiré entre deux cultures, n'appartenant pas à celle des Blancs et ne comprenant plus la mienne. » Aujourd'hui, à cinquante-trois ans, il perfectionne son muktituk (langue des Inuits). Présentateur de programmes en anglais de Radio Canada Nord, il animera bientôt des émissions dans sa langue maternelle. L'itinéraire professionnel de M. White n'est que le reflet de la création du Nunavut, qui, le 1<sup>er</sup> avril 1999, deviendra le trolsième territoire du Canada (13). A cette date, une super-ficie de 2 200 000 kilomètres carrés sera détachée des actuels Territoires du Nord-Ouest et administrée par les autochtones. En innktituk, Nunavut signific « notre terre » (14).

Venezuel

#### Kefus du séparatisme

POUR la première fois au Canada, une région parlera essentiellement au nom d'un groupe autochtone (15). Le gouvernement fédéral gagnera ainsi des points sur l'échiquier des relations publiques », estime André Légaré dans une étude consacrée aux Inuits, car « l'échec de précédentes conférences, mais aussi le conflit avec les Amérindiens d'Oka ont persuadé plusieurs dirigeants canadiens qu'ils devaient améliorer leurs relations avec les premières nations (16). . Les discussions menant à la création du Nunavut ont duré dix-huit ans... M. John Amagoalik, l'un des principanx négociateurs inuits, admet que « même si nous n'approuvons pas leurs méthodes ni l'emplai des armes, nous devons aux Mohawks d'avoir réveillé les Canadiens. » A propos de la question québécoise, M. Amagoalik ajoute: «Si la

majorité du sud du Québec déclarait unilatéralement l'indépendance sans le consentement des autochtones du nord. il pourrait y avoir des problèmes », rejoignant en cela M. Ghislain Picard, grand chef de l'assemblée des premières nations du Québec et du Labrador: « Les autochtones combattront toute tentative de séparer le Québec du Canada. \*

(1) 60 % de la population canadienne vit le long de l'axe économique du Saint-Laurent, appelé le « corridor », une zone économique allant de Montréal à Torouto et Windsor (le pendant cana-dien de Detroit). On estime qu'elle génère environ 55 % du produit national brut canadien.

(2) Extrait du magazine Rencontre, trimestriel édité par le secréturiat aux affaires antochtones du Québec. Ao printemps 1994, come publication consacra six pages à un « Vrai ou Faux » sur les Amérindiens, avec huit affirmations tirées des conversations de tous les jours et... buit fa

(3) Les francophones d'Amérique du Nord désigneet, par « bande », une communauté

(4) Hydro-Québec appartient à 100 % à la pro-vince du Québec. Cette société a conçu les bur-rages de la baie James, l'un des plus importants

(5) Un dollar canadien vaut, en juin 1995 3,60 frances français.

(6) Les Innus, encore appelés Montagnais Naskapi, sout des Amérindiens vivant au Labrado et au nord Québec; ne pas confondre avec le Inuits. La communauté de Sheshashit, située 50 kilomètres au nord de Goose-Bay, compte offi ciellement 387 membres.

(7) Le Canada compte 26,9 millions tants, dont 7,2 millions an Québec.

(8) Culture, magazine de la sociantiropologie, 1992, vol. XII. (9) Ibid.

(10) Le Devoir, Montréal, 3 novembre 1995. (II) Maclean's, Toronto, 16 septembre 1991. (12) Globe and Mail, Toronto, 3 février 1995.

(13) La confédération canadienne est composée de dix provinces et de deux territoires (le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest). (14) Lire Ignacio Ramonet, « Sculpter l'ide nuit », *Le Monde diplomatique*, juillet 1989.

115) Lire Pulvio Caccia, « Vers la balkanisatio tranquille du Canada », Le Monde diplome sique, octobre 1992. (16) « Projet Nunavut, Silan des revend

ites, vol. 17, nº 2, 1993, université Laval de teur, Montréal, 1993.

### Des mythes à l'histoire

A question des autochtones - officiellement désignés comme les « premières nations » - perturbe la conception d'un Canada constitué de « deux peuples fondateurs » : les Français et les Anglais. Les francophones les seuls à soutenir massivement cette thèse - font valoir que les Amérindiens ne représentent que 56 000 des 7,2 millions d'habitants de la Belle Province, mais que, loin de constituer une minorité brimée, ils formeraient plutôt, si l'on en croit le journaliste québécois François Dallaire (1), une « aristocratie terrienne » jouissant de nombreux privilèges, notamment fiscaux. Et ce an seul motif que leurs ancêtres sont arrivés en terre d'Amérique avant les autres immi-

Cette posidou « polidquement incorrecte » n'est pas celle d'Olive Patricia Dickason qui montre comment les Euronéens ont élaboré un mythe du « sauvage > (2) sans rapport avec la réalité, mais qui devait tout à leur propre condi-

Marcel Fournier traite une question largement méconnne : la persistance d'un important flux migratoire de la France vers le Québec pendant le siècle qui a suivi la Conquète (3) et qui explique l'ancrage des traditions françaises dans la province. Un phénomène qui n'a pas empêché la naissance d'un fort sentiment nationaliste dont Gilles Gougeon avait, il y a deux ans, explnré la complexité au cours d'entretiens avec sept universitaires québécois (4). A lire pour comprendre certains des enjeux du prochain référendum.

(I) François Dallaire, Mon sauvage au Cane da, L'Harmattan, Paris, 1995, 156 pages, 85 F.

(2) Olive Parricia Dickason. Le Mythe du souvage, Philippe Lebaud, Paris, 1995, 300 pages, 138 F. (3) Marcel Fournier, Les Français au Qu. 1765-1865. Les éditions du Septentrion, S. (Québec), 390 pages, 30 dollars.

(4) Gilles Gougeon, Histoire du nationalisme uébécois. Entrevues avec sept spécialistes. VLB

TAT pétrolier, naguère envié pour ses richesses et sa stabilité politique, le Venezuela s'enfonce depuis six ans dans le marasme et les crises de tous ordres : révolte de la faim férocement réprimée, tentatives de coup d'Etat militaire, destitution du chef de l'Etat accusé de corruption, banqueroute bancaire, etc. Le nouveau président, M. Rafael Caldera, cas unique en Amérique du Sud, refuse d'appliquer les consignes du Fonds monétaire international. Il affronte la colère des financiers, et doit faire face à un mécontentement social de plus en plus violent.

#### Par notre envoyé spécial IGNACIO RAMONET

Cagoulés, armés, trois délinquants font brutalement irruption dans une villa d'un quartier résidentiel de Caracas où deux familles se reçoivent et dînent tranquillement. Ils raftent tous les objets de valeur, saccagent la maison, s'achament sur les signes de richesse. Puis violent toutes les femmes, des petites filles aux grands-mères. Enfin, ils violent anssi les deux pères de famille.

Repris par les stations de radio, amplifié par la télévision, ce fait divers frappe d'housent les esprits. Il vient s'ajouter à l'effroyable saga de l'insécurité véné-zuélienne. « Dans leur malheur, ces victimes ont eu de la chance, estime Tulio Hernandez, sociologue. C'est un miracle si elles n'ont pas été tuées. Car le pays connaît une sorte de guerre sociale. Il y a plus de morts par semaine ici qu'en Bosnie. Et la violence a atteint un tel degré de folie que les délinquants ne se contentent plus de voler. Ils cherchent à humilier, à faire mal, à tuer. Chaque mois, des dizaines d'adolescents sont assassinés par d'autres jeunes qui veulent leur voler leurs baskets. Mourir pour une paire de chaussures est devenu

Une véritable psychose de peur hante Caracas. Entretenue par les médias qui racontent en détail les agressions, surtout les plus meuraières, celles des fins de semaine (cotre vingt et cinquante morts). Ils comparent la violence d'ici avec celles d'autres villes latino-américaines réputées pour leur insécurité: Rio de

Janeiro, Bogota, Cali (1). e La violence, expliquent Carmen sociologues, s'exprime désormais dans une incroyable atmosphère de rancœur, d'absence de pitié. On frappe pour le plaisir de frapper, on tue pour le plaisir de tuer ; sans tenir nullement compte de la valeur de la vie. On s'acharne, on se saoule de cruanté. Dans un état de haine proche du délire ; et qui traduit l'état de décomposition d'une société sans valeurs. Les exemples de cette haine sont légion. Récemment, un jeune âgé de dix-sept ans a été traîné sur 800 mètres, à 3 heures du main, par ses agresseurs qui le battaient, lui avaient brisé la mâchoire, cassé les poignets, ouvert les veines, avant de lui tirer une balle dans la tête et le laisser mort au milieu d'une

Longtemps circonscrite aux quartiers penvres, et endémique dans les « ranchos » (bidonvilles) qui cement Caracas, cette violence n'inquiétait pas trop les médias ni les classes aisées. Mais depuis environ deux ans, dit une journaliste, « la violence déborde sur les quartiers résidentiels et n'épargne plus per-

En une semaine, fin mai, plusieurs personnalités - dont un très célèbre joueur de base-ball (Gustavo Polidor). un chirurgien et un avocat - ont été essinées à leur porte, sons les yeux de leur famille, par des délinquants cherchant à voler leur voiture. L'impact de ces meurtres e été énorme. L'impression de vivre assiégé s'est intensifiée chez les classes moyennes ou aisées. Impression renforcée par les caractéristiques urbaines de Caracas: la ville et ses beaux quartiers out été bâtis au fond d'une vallée dont les flancs sont recouverts, jusqu'an sommet des monts enviroumants, par des « ranchos » où habitent les pauvres. 72 % de la population y vit. - Protégé par des vigiles armés, un habitant des quartiers résidentiels sent littéralement au-dessus de lui le regard des pauvres ; il s'imagine être guetté comme



DEPUIS l'explosion de violence du 27 février 1989, quand les habitants des « ranchos » se déversèrent sur la ville, saccageant tout sur leur passage, lors d'une « révolte de la faim » brutalement réprimée par l'armée qui fit plus de 400 morts, la peur et l'angoisse des nantis n'ont cessé de croître.

La presse répète des conseils à l'adresse des lecteurs (des possédants) pour qu'ils se protègent contre la délinquance; des rubriques régulières sont consacrées à l'antodéfense, au maniement des armes (lire l'encadré cidessous); les centres privés d'entraînement au tir se sont multipliés. On estime que plus de 10 % de la population de Caracas est armée.

L'insécurité est partout. Une cin-quantaine de chanffeurs d'autobus de la capitale ont été tués depuis le début de l'année. A l'intérieur du pays, des pirates de la route » tendent des embuscades aux camions, volent les chargements, assassinent les conducteurs. Les prisons, militarisées, sont surpeuplées et sont considérées comme de véritables enfers. L'an dernier, quelque 600 détenns y ont été més (3).

Cette atmosphère de violence est le

« Ne soyez pas

la prochaine victime »

ANS une rubrique régulière, publiée chaque lundi, et intitulée « Ne soyez pas le prochaine victime », voici, à titre d'exemple, ca qu'on peut lire dans un grand et prestigieux quotidien de Caracas :

« Evitez de fournir de l'information à des inconnue. Souvenez-vous que le

délinquant a besoin d'un minimum d'Informations pour plenifier et commettre ses crimes. Ayez toujours un strict contrôle sur les employés qui entrent dans

ses crimes. Ayez toujours un suict controle sur les employes qui entrent dans votre résidence pour effectuer n'importe quelle tâche. Lorsque vous engagerez du personnel domestique, choisissez du personnel vénézuélien; s'il est

du personnel domestique, choisissez du personnel vénézuéllen; s'il est étranger, vérifiez qu'll a des papiers en règle, einon voue eugmentez vos risques. Si vous le faites à travers d'une agence d'intérim, cherchez une egence risques qui offre des références et qui assume la responsabilité les données. Qu'elle vous adresse. Exigez la carte d'identité. Notez-la. Vérifiez les données. Effectuez une fouille discrète et périodique dans la chembre ou dépendences effectuez une fouille discrète et périodique dans la chembre ou dépendences de service. Utilisez les mécanismes de la contre-intelligence. Dites que vous ellez sortir pour plusieurs heures, et revenez au bout de trente minutes. Faites envir que vous partez en week-end, et puis restez à la maison. Souvenez-vous

ellez sorur pour plusieurs neures, et revenez au out de pette influtes. Falles savoir que vous partez en week-end, et puis restez à la maison. Souvenez-vous que vous avez chez vous une personne que vous ne connaissez presque pas. Qui e des vertus, des défauts, et des besoins. Ne laissez pas an évidence des

» Le délinquent cherche toujours la victime le plus facile... Si vous prenez d'élémentaires mesures de précaution, probablement il modifiera son inten-tion et cherchera une victime plus propice. »

principal reproche formulé contre le gouvernement du président social-chrérien Rafael Caldera. Celui-ci, abandonné par son parti, Copei, et soutenu, entre autres, par le Mouvement vers le socialisme (MAS) et le petit Parti communiste, e remporté de justesse l'élection de décembre 1993. M. Caldera est arrivé au pouvoir dans des circonstances mouvementées après la destitution, par la Cour suprême, de son prédécesseur social-démocrate M. Carlos Andrés Perez, accusé de détournement de fonds (4).

Le président Caldera e hérité d'un pays fortement endetté (35 milliards de dollars) qui, en plus des émeutes populaires de février 1989, a connu deux coups d'Etat militaires en 1992 et 1993, et semble accablé par toutes les crises sociale, politique, économique et morale. Bien que l'homèteté et l'intégrité du président demeurent reconnues et respectées - ce qui est un atout considérable dans un pays rongé par la cor-ruption -, l'état de grâce de M. Caldera semble toucher à sa fin.

Dès son accession au pouvoir, en février 1994, il dut affronter une crise financière d'une ampleur exception-

#### CULTURES MAFIEUSES: L'EXEMPLE COLOM-BIEN. - Philippe Burin des Roziers \* Stock, collection « Au vif », Paris, 1995,

400 pages, 130 F.

La mafia en Colombie n'appartient pas qu'à la page des faits divers. Le rapport du pays à ses trafiquants est complexe : criminels redoutés, les trafiquents sont aussi souvent des bienfaiteurs, et ont eu un rôle social et politique non negligeable. Pour les étudier, Philippe Burin des Roziers ne s'est pas intéressé qu'an trop fameux cartel de Medellin. Il replace celui-ci dans une suite d'activités commerciales illé-rales mi démand dans la commerciales illégales qui démarrent dans les années 60 avec les chercheurs d'émerandes du Boyaca pour conti-mer par la colture de la marijuana dans le désert de la Guajira au début des années 70 et se poursuivre avec le commerce discret du cartel de Cali, dont le chef a été incarcéré début juin 1995. Ce faisant, l'auteur suit la montée de la violence, le culte grandissant de parrains mythiques, l'acceptation soumise puis la révolte de la société civile et des institutions. Il dégage les principaux traits d'une « culture ». Stonnamment documenté, le livre grouille

d'anecdotes et de portraits. HUBERT PROLONGEAU.



JACOBO BORGES. - « Algo va a pasar » (1978)

nelle. Le krach de l'une des plus puis-santes banques privées — kil Banco Latino — entraîna la débacle d'une douzaine d'antres établissements bancaires, qui provoqua, à son tour, la faillite en cascade d'une soixantaine d'entreprises filiales. A travers le pays, des centaines de succursales ont du fermer; du jour an lendemain, des milliers de cadres et de salariés se sont retrouvés à la rue. Simultanément, la monnaie nationale, le bolivar, s'effondrait (un dollar vaut officiellement 170 bolivars; an marché noir, il en vaut 230).

M. Caldera, partisan d'un rôle impor-tant de l'État dans le secteur économique, choisit de venir en aide à ces banques, avant de les faire racheter par (dont une partie a été détournée par les anciens propriétaires, en fuite aux États-Unis) a considérablement gonflé le volume de la masse monétaire en circulation. Et aggravé l'inflation.

En même temps, les bruits de bottes se poursuivaient dans les casernes et les rumeurs de golpe s'amplifiaient. D'autant que M. Caldera evait décidé de libérer le colonel Hugo Chavez, anteur d'une tentative de coup d'État en 1992, et devenu, à la tête du Mouvement bolivarien de libération nationale, une sorte de héros populaire, adoré dans les « ranchos » (5).

Ne disposant pas de majorité à l'Assemblée nationale (dominée par deux partis: Copei, démocrate-chrétien, et Action démocratique, socialdémocrate), le président Caldera a décidé, en juin 1994, de suspendre plu-sieurs articles de la Constitution. Certains le soupçonnent de préparer un « coup d'État légal » à la manière de M. Alberto Pujimori an Péron. « Ceux qui m'accusent d'avoir une telle intention, nous dit-il, me connaissent mal. Toute ma vie j'ai lutté contre les régimes autoritaires; j'ai déjà été président de 1969 à 1974, et mon bilan est là. Si, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, j'ai décidé de me lancer de nouveau dans la bataille politique, c'est pour protéger et défendre la démocratie qui risquait de sombrer sous le poids de la corruption. Et pas dans un autre but. Cela dit, un journaliste a fait récem-ment un sondage et demandé ce que les gens pensaient d'un éventuel "coup à la Fujimori". Eh bien, près de 70 % y étaient favorables... »

provoqua le mécontentement de la population et les graves émeutes. D'autant que l'anstérité réclamée sux parvres ne semblait pas partagée par bon nombre de dirigeants (les trois der-

Au cœur de la crise, il y a la récession

économique. Reposant essentiellement sur le pétrole, dont le Venezuela

(membre fondateur de l'OPEP) est l'un

des principaux exportateurs et tire 70 % de la valeur de ses ventes à l'étranger,

l'économie a été frappée de plein fouet

par le baisse des prix après 1983. Comme d'autres grands États pétroliers

- Mexique, Nigeria, Algérie -, qui

avaient fondé leur développement sur

les revenus d'un brut vendu au prix fort

après la hausse de 1973, le Venezuela e

été surpris par l'effondrement des prix.

Il e dû revoir à la baisse tous ses pro-

grammes, dans le plus grande précipita-tion. Le pays e été contraint, à la hâte,

de changer de modèle, avec tous les

teur étatique, hypertrophié, s'est re-

trouvé paralysé, et l'architecture d'un

Erat-providence relativement généreux

a commencé à être démantelée des

1989, par M. Carlos Andrés Perez. Cela

niers présidents font actuellement l'objet de poursuites judiciaires, accusés de détournements de fonds ou de corruption). « Le Venezuela a encaissé, de 1973 à

(1) Cali, en Colombie, est considérée comme la ville la plus violente d'Amérique latine : le nombre annuel d'assassinats, par cent mille habitants, s'y élève à 131,1 (Venezuela : 18,35 ; Chili : 2,2), El Nacional, Caracas, 5 juin 1995.
(2) Cf. La Violencia en Venezuela, ouvrage collectif, Monte Avila Editores, Caracas, 1994.
(3) El Pats, Madrid, 25 décembre 1994.

1983, grâce à la vente de son pétrole,

(3) El País, Madrid, 25 décembre 1994.
(4) Cf. Luis Ricardo Davila, L'Imaginaire politique vérténélien, L'Harmattan, Paris, 1995; lire taussi Ignacio Ramonet, « Derniers caratvals », Le Monde diplomatique, novembre 1992.
(5) En décembre 1994, le colonel Hugo Chavez a été reen, avec tous les honneurs, à La Havane par M. Fidel Castro, ce qui a fortement irrité la chancellerie vénézuélienne.

environ 240 milliards de dollars, soit l'équivalent de dix fois le plan Mar-shall..., observe M. Arturo Uslar Pietri, grand écrivain (6) et autorité morale unanimement respectée. Pour l'essen-nel, cet argent a été dilapidé. Consacré, dans le meilleur des cas, à des travaux effectués dans le plus grand désordre. Un atroce gâchis. Aujourd'hui, après la débàcle du gouvernement Perez, nous sommes à la veille d'une nouvelle frus-tration. Rafael Caldera est honnète, et à cet égard le changement moral est formidable. Mais son populisme l'entraîne vers la spirale de l'inflation. Celle-ci s'élève, pour les douze derniers mois, à 71 %. Trop d'argent cir. cule. Les prix vont continuer de grimper. Et le contrôle des changes et des prix n'arrange rien. Au contraire. »

Le contrôle des changes, rétorque M. Caldera, est indispensable. Et je ne le supprimerai pas malgré les pressions qu'exerce sur moi le Fonds monétaire international. C'est le garrot qui per-met de mettre fin à l'hémorragie de nos réserves en devises et à la fuite des capitaux. Quant au contrôle des prix sur les produits de première nécessité, je le maintiendrai également. Cela est indispensable pour préserver le pou-voir d'achat des citoyens les plus modestes. Je préfère la défense des travailleurs et la justice sociale aux indices macroéconomiques. Je m'oppose radicalement au nouveau totalitarisme économique des partisans de la pensée unique qui veulent imposer à tous les pays les mêmes normes pour satisfaire les intérêts des grands marchės financiers. 🖈

Au sommet d'une montagne, dans sa superbe résidence du quartier El Paraiso (le paradis), qui lui sert de prison, M. Carlos Andrés Perez pense que M. Caldera « ne peut pas réussir ». Toujours enssi brillant, l'ancien président — qui efficare con incommend sident - qui affirme son innocence (« l'histoire m'absoudra ») et semble convaincu qu'il sera acquitté (7) — suit evec pessimisme l'évolution politique. Il décrit une situation fort sombre : « Le déficit fiscal est trop grand. La crois-sance a été négative l'an dernier; et elle le sera encore cette année. Il faudrait augmenter le prix de l'essence qui est l'un des plus bas du monde. Mais M. Caldera n'en a pas le courage l qu'il redoute une explosion sociale. Le taux de chômage atteint 20 % de la population active; et 48 % des actifs travaillent au noir. 78 % des familles vivent en dessous du seuil de pauvreté : el 40 % dans la misère. Au moindre faux pas, ce sera la révolte. Le pays est au bord de la guerre sociale. Comme en témoigne l'exceptionnelle montée de la délinguance (8). »

Dehors, l'air est comme transparent La douceur est extrême. Du fond de la vallée montent, assourdis, les bruits de la ville. Cette nuit, une quinzaine de

(6) Lire Arturo Uslar Pietri, « Le Visage de la mort », nouvelle, Le Monde diplomatique, février 1995.

1995.

(7) Pour se faire une idée des charges pesant sur M. Perez et des arguments en su défense, lire : Carlos Andrés Perez, Escritos sin pasion y sin odio, Centauro, Caracas, 1994 : El Auto de detencion al ex-presidente de Venezuela Carlos Andrés Pérez, ouvrage collectif, Centauro, Caracas, 1994 : et Carlos Andrés Perez ante la Corte de justicia, ouvrage collectif, Centauro, Caracas, 1995.

(81 Les chiffres cités par M. Perez corres-pondent à ceux, officiels, publiés par la Confédé-ration des travnilleurs du Venezuela (CTV), principal syndicat du pays.

#### Revue Coton et Développement Sommaire du n° 14

Cameraun:

«privatisatian» de la Sadécaton ?

■ Caisse Française de Dévelappement : vingt ans de sautien aux filières cotonnières

■ Dossier : la soie

■ Le caton au Turkménistan

■ La photo satellite et ses applications

Conjoncture

■ Faits et Chiffres

COTON ET DEVELOPPEMENT 15, rue de Monceau = "5008 Paris = Tel : 12 99 55 21 = F.o. : 45 59 50 13

1.70

S (C3)

. . . . . . .

100

-

#### PAR-DELÀ LES DIVISIONS POLITIQUES

# Porto Rico, ou l'insoumission culturelle

A culture a le cuir solide, l'espace nord-américain le confirme, si besoin est. Le rouleau compresseur subit des ratés, au Canada, mais aussi dans le Chiapas mexicain comme à Porto Rico. L'île, colonisée et insoumise, refuse obstinément son intégration dans les Etats-Unis, en dépit de liens sans doute indissolubles. Les annexionnistes eux-mêmes ont dû se faire une raison: la culture portoricaine demeure bien vivante, même si de nombreux diplômés doivent immigrer.

Par notre envoyée spéciale FRANÇOISE BARTHÉLÉMY \*

Pépiement d'écoliers qui courent sous une courte averse tropicale avant que revienne. écrasant, le soleil des Caraîbes. Conduite par deux instituteurs, la petite troupe grimpe le long de la rue du Christ et s'engouffre dans le Musée Pablo-Casals, place San José, en plein cœur du vieux San Juan. Résonne aux oreilles la langue espagnole, que « portoricanisent » (1), notamment en prononçant à leur manière les mots anglais, ces enfants aux visages extra-ordinairement divers : traits indigènes, européens, africains, asiatiques, parfois mêlés les uns aux autres en de subtils degrés.

« Il est perdu, aujourd'hui, l'homme politique qui ne comprend pas à quel point notre propre culture est profondément enracinée. Moi, je suis indépendantiste depuis toujours. Lorsque le gouverneur, Pedro Rosello, pourtant en faveur de l'annexion aux Etats-Unis, a fait appet à mes services, j'ai accepté son offre. Cela m'a valu des critiques de tous bords. Acharnées, Mais il faut rompre les schémas anciens, Le monde a tellement changé ces derniers temps. Et nous, nous n'avons pas bougé à la vitesse nécessaire. » Petite, nerveuse, universitaire et auteur d'un doctorat sur l'hebdomadaire Claridad, Max Awilda

Palau a dirigé au cours des deux dernières années l'Institut de culture portoricaine (ICP), fondé cu 1955. De cette institution plus puissante qu'un ministère dépendent les Archives nationales, l'école des arts plastiques, la bibliothèque générale, divers offices d'architecture, les zones historiques et les monuments, d'importantes publications et quatre-vingt-quatre centres culturels répartis sur la minuscule île surpeuplée, où vivent 3,6 millions environ de Portoricains; 3 autres millions se trouvent, pour la plupart, dans les grandes villes de la côte est des États-Unis,

C'est à cette communanté divisée, mais communanté quand même, que pensait la doctora Palau au moment d'élaborer ses projets. Son souci premier ? « Forger une « génération de la relève » qui, au XXI siècle, assurera la continuité d'une culture riche de ses étrivalns, poètes, musiciens, danseurs, ortisans, peintres, sculpteurs, et sauro transmettre les enseignements d'une histoire plusieurs fois centenaire. » Une entreprise qu'elle entendait mener sans rien renier de ses opinions, dans un pays dont le statut bizarte d'Etat libre associé (ELA) aux États-Unis signifie qu'il est, foudamentalemeot, « à leur merci » (2).

#### Pour la « lengua patria »

UE le gouverneur, formé à l'université Yale, ait choisi pour diriger l'ICP ooc personnalité connue pour ses idées indépendantistes – pour la destituer finalement en mai 1995 – a représenté une minirévolution chez un people où trois camps se déchireut : la frange, très minoritaire, mais peuplée de ooms prestigieux, du Parti indépendantiste portoricain (PIP) ; la masse des partisans de l'ELA rassemblés so sein du Parti populaire démocratique (PPD) ; enfin celle des partisans du rattachement pur et simple aux États-Unis en tant que 51º État de l'Union, lesquels appartiennent au Parti néoprogressiste (PNP), actuellement au pouvoir.

Au lendemain de leur imposante victoire aux élections générales 
\* Auteur d'*Un continent en quête d'unité*. Éditions ouvrières, Paris, 1991.

de oovembre 1992, les annexionnistes se scotent le veot en poupe. Au point de revenir sur la décision qu'avait prisc l'ancien gouverneur Rafael Colon (3) de reconnaître l'espagnol comme seule langue officielle, et de vouloir imposer, à sa place, l'anglais. Mal leur en prend. Le 24 janvier 1993, un raz-de-marée déferle dans les rues de la capitale, à Pooce, Mayagüez, etc. Intellectuels, artistes, dirigeants politiques, syndicalistes, militants d'organisations sociales, prêtres, professeurs, étudiants, sportifs, ménsgères, se réunissent par dizaines de milliers pour clamer baut et fort leur amour de la lengua patria. Parmi ces patriotes. oombreux sont les sympathisants du PNP. Impossible, dooc, pour ses respousables d'ignorer le scotiment national qui demeure vigoureux dans une population divisée entre son attache-

ment à un certain confort - dû à des

aides fédérales massives, avec tous leurs effets pervers -, et la volonté de conserver une identité. Celle-ci s'est exprimée lors de la dernière consultation (14 novembre 1993) que le PNP peusait pouvoir remporter baut la main. Or 48,4 % des votants, contre 46,2 %, choisirent de maintenir la formule de l'État libre associé en vigueur depuis 1952.

« Outre qu'ils ont marqué un coup d'orrêt pour un mouvement jusqu'alors convaincu de son irrésistible ascension, ces résultats montrent clairement qu'on assiste à une sorte de match nul, arbitré par les indépendantistes et leurs 4,4% des voix. Aussi devrons-nous, de plus en plus, que celo plaise ou non, résoudre nos problèmes par la voie du consensus», estime M. José Luis Mcndez, professeur à l'université de Porto Rico.

De ses bureaux de doyen du département de sciences sociales, on aperçoit de hauts manguiers, des flamboyants flenris, des palmicrs royaux, des vagrumos sux feuilles vertes d'un côté ct argenté de l'autre. « Presque tout le monde ici veut maintenir des liens avec les Étots-Unis. Mais les avis divergent sur le type de liens. Le plus frappant à ce sujet, c'est l'évolution des annexionnistes. Naguère, le PNP méprisait les fondements hispaniques - entre autres - de la culture portori-caine. Dans les années 70, le gouverneur Carlos Romero (4) s'exclamait avec ironie: «La culture? Quelle culture? > Progressivement, cette mentalité a changé. Car la grosse clientèle électorale du PNP, ce sont les couches les plus défavorisées. Ces gens-là, très dépendants de l'aide fédérale, notamment des bons d'alimentation, se déclarent pour le rattachement aux États-Unis, mais ils ne parlent pas, ou à peine, l'anglais, que seule maîtrise l'élite cultivée ayant étudié dans les écoles privées et vécu en Amérique. D'où des contradictions Irréductibles... Les annexionnistes ont le dos au mur. Maintenant, phénomène

#### Points de repère

- Superficie : 8 959 km²
   Conitale : San Iven
- Capitale : San Juan
   Population : 3 621 000 (estimation à la
- mi-1993)

   Espérance de vie : 71 ans (hommes),
  78 ans (frances) (1992)
- 78 ans (femmes) (1992)

   Population active: 1 201 000 (estimation 1992)
- Taux de chômage : 16,6 % (1992)
   Produit national brut : 7,215 milliards de dollars (1993)
- Produit national brut par habitant:
  1 992 dollars (1993)
- Nombre d'automobiles en circulation pour 1000 habitants : 369 (1990)
- Nombre de téléviseurs pour 1000 habitants : 265 (1990)

  Source : South America, Central America.

Source: South America, Central America and the Caribbean 1995, Europa Publications, Londres, décembre 1994. nouveau, ils soutiennent que Porto Rico doit garder sa langue, sa personnalité propre, son ensemble de valeurs, situation dont ne jouit aucun Etat de l'Union. Cela irait totalement contre le credo américain tradition-

Chaque année, dans le village côtier de Loyza, peuplé jadis d'esclaves noirs, les habitants célèbrent le 25 juillet les fêtes de l'apôtre saint Jacques. Joutes musicales, bruyants défilés de voitures, processions évocatrices d'un camaval. Les principanx acteurs en sont les vejigantes. Le visage recoovert d'un masque anx couleurs vives taillé dans l'écorce de noix de coco, vêtues de larges tuniques à manches larges qui les font ressembler à des chauves-souris, ces figures grotesques dansent sur le roulement des tambours de la bomba et de la plena. Elles représentent, dit la légende, le Diable, mais aussi les Meures principales de la plena en le production de la legende, le Diable, mais aussi les

Maures qui combattirent en Espagne.

« Leurs cornes, leurs yeux, tous ces éléments viennent de lo religion yoruba. Saint Jacques est le patron de Loyza, mais du secteur aisé mediania alta. De leur côté, les plus pauvres soutiennent saint Patrick », souligne avec

un somire Norma Salazar, créatrice de masques et artiste à multiples faceues. Fière de ses racines africaines, cette grande femme chante admirablement la poesia negrista de Luis Palez Matos, parmi d'autres auteurs.

Elle consacre une bonne partie de son temps à animer des ateliers de formation fréquentés par les gosses des quartiers difficiles, les caserios, où souvent la vente de la drogue constitue le seul moyen de subsistance. « Le système scolaire se montre des plus défaillants. Énormément d'élèves ne finissent même pas le cycle primaire. La principale cause est qu'il n'existe pas, pour eux, ou très peu de débouchés. Ici nous avons un taux de chômage de près de 45 %... En même temps, Porto Rico est le pays d'Amérique qui forme, propor-tionnellement, le plus de diplômés. La plupart d'entre eux, comme les jeunes sans diplômes, sont contraints d'émigrer », fait remarquer, amer, M. Juan Angel. Agé de quarante-deux ans, il enseigne la chimie et la physique dans un lycée de Mayaguez et pense que rien ne changera tant qu'on « sèmero la peur, les peurs », parmi ses compatriotes.

#### Un extérieur clinquant

OUAND il avait prêté serment comme gouverneur de l'île, en jauvier 1993, le pédiatre Pedro Rosello s'était engagé à vaincre la délinquance, à créer des emplois et à vendre les entreprises d'Etat oou rentables. Or les rues sont plus violentes que jamais, et le programme de privatisations n'a rien donné. Mais c'est tout l'avenir économique et social qui est menacé par la révision, déjà entamée, de la « sectioo 936 » du code fédéral américain. Celle-ci, naguère, exonérait d'impôts les profits réalisés par les filiales d'entreprises américaines installées dans l'île. Aujourd'hui, dans une Chambre des représentants dominée par la majorité conservatrice des républicains, oo entend bien supprimer gra-doellement cette possibilité d'exonérations (5). Placées dans l'incertitude, tentées de s'installer ailleurs - par exemple en République dominicaine ment plus bas -, les compagnies manu-facturières (textile, produits pharmacentiques, électroniques, etc.) cherchent des implantations où clles jouiront de meilleures conditions. Des milliers d'emplois sont ainsi supprimés, et le phéoorhène risque de s'accé-

Reste le tourisme, secteur sur lequel le gouvernement mise gros. L'île, et surtont la capitale, équipée en vastes chaînes hôtelières, en casinos luxueux, en gigantesques centres commerciaux, reçoit bou an mal an quelque trois millions de visiteurs. Mais est-ce raisonnable de tabler sur une industric fragile et volatile par nature, et qui souffre de l'inefficacité des services? En ce moment, alors que sévit une terrible sécheresse, l'eau est rationnée.

« Notre modèle de développement est clinquant à l'extérieur et plein de misère au dedans », estime le Révérend Moisés Rosa Ramos, pasteur du district populaire de Rio Piedras, engagé dans de multiples actions de solidarité à l'égard des exclus, comme le sont aussi combre de prêtres catholiques. « Les besoins spirituels de la population n'ont pas été assez pris en compte par l'Eglise, qui n'a pas su descendre jusqu'aux petites gens en leur apportant le message de l'Evan-gile. D'où l'effarante prolifération des sectes de tout poil », dit Mgr Emique Hernandez Rivera, évêque du diocèse de Cagnas. Dénoncant les guerres de clan, comparant sa patrie à « une petite plante enserrée dans les ronces », il appelle à un dialogue de réconciliation oationale, sans esprit sectaire, « afin de sortir des cauchemars de rancœur et de violence et de bâtir une société plus humaine ».

#### Colonie ou Etat associé?

T OUT pétri d'humanité apparaît, en train de déguster son café rituel au comptoir de la Bombonera, Tite Curet Alonso. Ecrivain, journaliste, chroniqueur, compositeur, créateur de musiques de films (6), cet homme modeste au petit chapeau éternelle-ment vissé sur le crâne n'a rien changé à ses habitudes depuis qu'il est célèbre non seulement en Amérique mais dans le monde entier. Il travaille actuellement à un opéra pour enfants avec le chanteur panaméen Ruben Blades : « II o écrit durant sa vie des milliers de chansons à succès. Boleros, guarachas, salsas. » Des paroles d'amour, de tendresse pour les humbles, de révolte contre le racisme, l'injustice, la dureté des prisons... « Culturellement on ne pourra iomois nous soumettre. amais », affirme-t-il, tranquillement. Uo jugement auquel pourrait souscrire le cinéaste et franc-tireur Jacobo Morales, qui depuis 1980, surmontant mille difficultés, parvient à produire un long-métrage tous les cinq ans (7).

Qui sillonne Porto Rico se rend compte de la remarquable richesse et vitalité du patrimoine culturel, qu'il s'agisse de littérature, de musique, de peinture, d'architecture, d'artisanat, d'histoire, d'ethnologie, d'archéolo-

(i) Lire à ce sujet, et pour tout ce qui concerne la personnalité des Portoricains, le savoureux essai de Luis Rafnel Sanchez, La Guagua Aérea, Editorial cultural, San Juan. 1994. Èt, du même anteur. La rengaîne qui déchâne Germaîne, traduction du Docits Nouhand, Gallimard, Paris, 1991. A line également L'Enterrement de Cortifochronique portoricaine, par Edgardo Rodriguez, Julia, traduction de Clande Fell. L'Harmattun, Paris, 1994. Et du nême auteur, Chronique de la nouvelle Venire, traduit par Jean-Matie Saint-Lu, Belfond, Paris, 1991.

(2) Lire Maurice Lemoine, « Porto Rico, une fois encore à la merci de Washington », Le Monde diplomatique », join 1993.

(3) Le 5 août 1991, il résolut d'abolir la loi de 1902 qui, promulguée en pleine période colonisle américaine, établissait l'anglais et l'espagnol comme les deux langues du pays. Cette mesure

gie. Infatigable défenseur de ce patrimoine, Don Ricardo Alegria, actuel directeur du Musée des Amériques, milite pour que son pays soit repré-senté comine membre associé à l'Unesco, organisation dont les États-Unis se sont retirés il y a quelques années. « Pour moi, dit-il, la question de fond concernant notre statut est celle-ci : Porto Rico est-elle une colo-nie ou un État libre associé ? Lorsque l'ELA a été créé en 1952, les Américains ont comparu devant les Nations unies et ont soutenu que le coloniaje était aboli. Mensonge. Le Congrès de Washington n'a pas cessé de légiférer sur les affaires portoricaines, et ce de façon unilatérale. Nous devons demander oux Américoins - et je l'ai demandé au président Clinton – de clarifier leur relation avec nous. Une véritable association politique et économique, avec ce qu'elle suppose de respect mutuel, serait sans doute approuvée par 80 % de mes conci-

Mais pourquoi Washington se hâterait-il de prendre en compte ce souhait? En attendant le jour hypothétique où elle serait considérée comme une priorité, la petite plante peut continner à s'empêtrer dans les ronces...

valut à Porto Rico le prix Prince des Asturies, l'un des plus prestigieux co Espagne.

(4) Il est, à Washington, le commissionnaire résident. Ce dernier est l'unique représentant de l'île devant le Congrès. Il ne peut s'exprimer que devant les commissions du Sénat et n'est pas autorisé à voter.

(5) Un projet de loi récemment présenté par le représentant républicain de l'Alaska, M. Don Young, propose d'éliminer co dix ans les exonésations d'impôts, en les rédnisant de 10 % chaque sunée à partir de 1995.

(6) Il a composé, entre autres, les thèmes musicaux de Femmes au bord de la crise de nerfs (Almodovar) et Le Parrais II (Coppola).

(7) Lo que le paso a Santiago (« Ce qui est arrivé à Santiago») a été le premier film portoricain cité, en 1990, parmi les candidats à l'Oscar américain du meilleur film étranger.

alternatives économques

### L'ÉCONOMIE, CE N'EST PAS CE QUE VOUS CROYEZ

Lorsque vous feuilletez un journal économique, vous y trouvez toujours la même chose : les déboires ou les success stories des grandes entreprises et de leurs patrons, les sempitemelles recettes de management, les bons conseils pour vos placements ou votre carrière.

comme le Monde Diplomatique dans son domaine, ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES fait entendre une autre voix : le commentaire plus que le fait, le regard sur les vrais enjeux économiques et sociaux, et des idées pour avancer.

C'est pour l'exprimer avec plus de force et de conviction qu'à compter du 8 septembre prochain, ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES va passer à la vitesse supérieure : 16 pages supplémentaires, de nouvelles rubriques, une nouvelle présentation plus claire, plus aérée.

supplémentaires, de nouvelles rubriques, une nouvelle présentation plus claire, plus aérée.

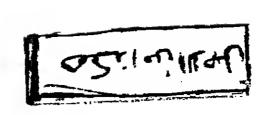
Découvrez-le en exclusivité et gratuitement, en nous retournant simplement le bon cidessous ou votre demande sur papler libre, avec nom et adresse.

o		
مان مان مان مان المساول	ssai et sans engagement de ma part, le n° 130	;
LIVATEDINIATIVES FUTONIOMICIULIS, nouvell	le formule, à paroitre le 8 septembre proundin.	
/0.1	Adresse	
	\ <b>/-</b> II _	
Code positi	Ville	
Société/organisme (racultair)	,	

demande à retourner à ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES, 12 rue du Cap-Vert, 21800 Quétigny, avant le 31 juillet 1995, au plus tard.



SUMB



LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1995 - 11

# alturelle

ACT TO ANGLE OF THE PROPERTY O

A STATE OF THE STA

The state of the s

A THE STREET STREET STREET

Street Court of Court of Street of S

Apple to the Contract of the Contract of the

property of the second

Activities and the second

Antiques of the Printers of the Spinishe pre

And the second s

State of the same of the same

Service to the service of the service of

which the comment of the state of the state

The contract of the same

while the state of the state of

training the same ingle

THE STATE OF THE S

e peade

White the second of the Reference

research Military of the second recorder

Arraging fill turn in the militer automate.

ها عن سيوم وه

MATERIAL TO THE PARTY OF THE PA

Contragated to the contract of the second

Appropriate to the second section of the second

was an in the same with

grige and the same of the same

manifest to the second second

Property of the same of the sa

the said and the

The same

Since a sure of the second

er tre

to the second second

and the great product of the

Property of the second second

Description of the Company

The state of the s

The second secon

almitters is

٠

Sygamous relief in

E'en Elst somete !

6 5.74b

44.3

200

gaa.

ertaid.

#. Ar

AND THE RESERVE THE PROPERTY OF THE PARTY OF

deriene eimquant

the property of the property o

fanoren, fanoren, franço di inno di inno ipo de la gen-

the state of the s

Etre citoyen dans le monde arabe AS un seul régime démocratique, pas un seul Etat de droit dans l'ensemble du monde arabe. Cette situation scandaleuse – alors que la démocratisation avance partout sur le reste de la planète, en Europe orientale, en Amérique latine, en Afrique et en Asie – exaspère l'opinion

publique arabe. Celle-ci, de plus en plus urbanisée, de mieux en mieux éduquée, réclame un véritable statut de citoyenneté qui lui permette de

lutter plus efficacement contre le néo-autoritarisme des pouvoirs et

Par HICHAM BEN ABDALLAH EL ALAOUI \*

En Europe, la modernisation politique de l'Etat-nation a évolué de concert avec la transformation du concept de citoyenneté. Entre le XVII° et le XIX° siècle, à l'issue d'une longue hatte contre le despotisme, des sujets, dont la fonction individuelle essentielle était d'obéir à un pouvoir incarnant une autorité transcendantale, devinrent des « citoyens », partenaires de plein droit d'un contrat social appuyé sur une autorité nationale souve-

contre l'offensive de l'obscurantisme islamiste.

Ce contrat reposait sur un ensemble de règles – les lois – auxquelles chacun se trouvait également soumis, mais dont la légitimité tenait au consentement des citoyens eux-mêmes. Sous la forme de ce contrat que respectent toutes les démocraties modernes, le devoir d'obéir anx lois de l'État est subordonné à l'obligation, pour l'État, d'assurer à ses citoyens un certain nombre de droits fondamentaux.

Tontefois, même dans les pays les plus démocratiques, la généralisation et l'accomplissement de ces droits politiques furent le résultat d'une longue suite de conflits. En France, par exemple, le suffrage des femmes a été instauré en 1945. Et aux États-Unis, le vote universel réel ne date que d'un pen plus d'un quart de siècle, lors de l'adoption d'une législation garantissant, notamment aux Noirs des États du Sud, l'exercice de leurs droits civiques. Parfois ces avancées démocratiques ont de leurs dirigeants

D' AILLEURS, sous couvert de répondre aux demandes populaires en matière de libération nationale et de justice sociale, les nationalismes arabes, conservatems ou progressistes, out souvent ignoré les droits civiques et politiques des citoyens.

Dans ce sens an moins, le mot de « citoyen », exhibé fièrement dans le texte de la plopart des Constitutions des Brais arabes, est un abus de langage. Le terme réel de muwatin (traduction usuelle du mot « citoyen ») recèle en effet une connotation entièrement différente tant elle désigne des sujets poli-tiques dont la subordination à l'État est jugée acquise, mais dont la loyanté reste toujours suspecte, et pour qui la liberté

est à la fois octroyée et provisoire. Dans ce contexte, les citoyens du monde arabe ne cessent de lutter pour donner naissance à des formes démocratiques de gouvernement, lutte immanquablement influencée par les spécifici-tés historiques et par les données culturelles de chaque nation.

Pendant des années, historiens, anthropologues et politologues ont débatin de l'échec (ou de l'absence de volonté) des États arabes à créer une aire de citoyenneté politique dotée de droits et d'obligations clairement définis. L'infloence dominante que les liens familianx et tribaux jouent dans la structure des sociétés et des cultures arabes a été perçue comme un facteur d'explication déterminant. La famille reste, en effet, à la fois le centre de l'organisation sociale, de l'activiné économique et de la reproduction culturelle. La superposition dans des relations d'autorité non familiales des modèles patriarcaux traditionnels influence évidemment la formation des sujets politiques.

Bien sfir, le développement économique, l'industrialisation, l'urbanisation et la généralisation de l'instruction publique ont bouleversé, depuis une qua-rantaine d'années, le rôle de la cellule familiale dans de nombreuses sociétés arabes. Mais, dans la mesure où ces changements sont restés déséquilibrés, limités et machevés, la famille continne d'avoir une fonction à la fois cruciale et duale ; d'une part, elle demeure une base essentielle de sontien et de sécurité, limitant les conséquences négatives des difficultés économiques et garantissant la pérennité des valeurs culturelles. Mais, simultanément, elle consolide les formes d'antorité patriarcale et permet plus facilement d'inhiber le développement d'une

\* Ingénieur civil, Rabet. Plis de prince Moulay Abdallah, décédé en 1983, l'ameur s'exprime ici à tire personnel.

également impliqué des compromis avec des formes d'amonté politique tradition-nelles : le Royaume-Uni reste une

monarchie saus Constitution écrite.

Les dernières étapes de ce progrès de la citoyenneté dans les pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord se sout produites assez récemment, à l'occasion des grandes crises économiques, lorsque les «citoyens» ont obtenu que le contrat social inche certains droits économiques et sociaux dans le cadre général d'un État-providence. C'est cet élargissement qui a garanti la préservation, en Europe occidentale, de l'ordre libéral et bourgeois.

Etrangement, ailleurs, dans les nouvelles nations indépendantes du monde arabe, une version de l'État-providence épaulée par une mobilisation de masse a constitué l'instrument privilégié de l'intégration civique, précédant – et empêchant souvent – le développement d'une vraie panoplie de droits politiques. Plusieurs régimes arabes, tantôt monarchiques, tantôt républicains, ont en effet érigé l'éducation graunte, la garantie sociale et médicale, et la protection de l'emploi en antant de symboles d'appartenance à la communauté nationale. Mais, ce faisant, au lieu de créer des citoyens au sens moderne du terme, ces régimes ont produit des sujets politiques qui, pour jouir de leurs droits civils et sociaux, dépendent de la bonne volonté de leurs dirigeants.

relation indépendante et adulte entre l'État et le citoyen.

Le rapport qui existe entre le chef de famille, personnage à la fois autoritaire et généreux, et l'enfant, protégé dépendant et docile, ressemble à celui qui lie dirigeants et sujets. Dans le monde arabe, le chef d'État est souvent le « père de la action». Les légitimes prestations nation ». Les légitimes prestations sociales sont, par exemple, présentées comme des « actes de générosité personnelle » concédés par un chef, et non comme les avantages collectifs allonés par une antorité exécutive.

C'est paradoxalement dans les pays les plus progressistes que cette appréhen-sion des choses s'est le mieux illustrée. Même dans l'Égypte de Nasser (1954-1970), modèle de planification socialiste en pays arabe, la distribution des terres, les subventions alimentaires et les services sociatix furent présentés et reçus comme des dons personnels octroyés par le chef de la famille nationale à des parents nécessiteux.

Cela ne veut pas dire qu'une forte structure familiale suffit à empêcher la citoyenneté démocratique, mais cela pose néammoins la question de savoir dans quelle mesure une structure particulière de dépendance - surtout dans un système politique confronté simultané

est-il possible?

ment à une crise du développement, de l'urbanisation, de l'éducation, à l'héritage de la dépendance coloniale, aux perceptions actuelles d'une faiblesse géopolitique et à une série de cultes de la personnalité nationaux - peut servir de modèle à d'autres relations d'autorité. Et contribuer ainsi à retarder le développement politique du monde arabe.

A LA RECHERCHE D'UN ÉTAT DE DROIT

Les liens tenaces de la solidarité tribale, ethnique et religieuse représentent le second type de défis que doivent affronter les conceptions modernes de la nation et de la citoyenneté. En rivalisant pour obtenir l'allégeance des popula-tions, les tribus et les États-nations donnent naissance à un amagonisme collectif fondamental. Historiquement, la formation de l'État-nation moderne, qui exerce le monopole de l'autorité coercitive, a provoqué l'effacement progressif des formes amérieures d'autorité et de loyamé. Mais, dans le monde arabe, des tribus importantes d'Afrique du Nord, de la péninsule Arabique, du Nil supérieur et du désert syrien ont été capables de préserver, longtemps après le début du XIX siècle, des degrés divers d'autonomie par rapport à l'antorné centrale.

Les Etats-nations, nés après le départ des administrations eoloniales, oot affromé ce problème de deux manières, dont ancune u'était vraiment compatible avec les notions modernes de la choyenneté. Dans la plupart des cas, les dirigeants arabes ont traité le défi tribal par un mélange de répression et de cooptation (mariages, alliances, faveurs per-sonnelles, instigation de rivalités, etc.). Mais, là où le modèle défini par lbn Khaldonn (1) a dominé, l'État a pris la forme d'une fusion entre solidamé tribale et autorité centralisée, le tout empreint de bienveillance paternaliste et religieuse. Les mouvements politico-religieux de la péninsule Arabique, et de

l'Afrique du Nord représentent les exemples les plus évidents d'une telle évolution. Cependant, dans ces cas, l'extension de l'autorité centrale a reposé sur la coercition davantage que sur le consentement du citoyen, qui, seul, fonde la légitimité du contrat social

Le rôle politique de l'islam constitue un autre facteur, plus récent, que l'on met en avant pour expliquer la formation de la cuoyenneté dans le monde arabe. Simplifiant un pen vite une évolution historique particulièrement complexe, les commentateurs occidentaux ont souvent observé qu'en Europe, le développement de l'État-oation et de la eitoyenneté politique démocratique s'était accompagné d'une sécularisation de la politique et d'une séparation d'ordre constitutionnel entre l'Eglise et l'État, évolution dont on ne retrouve pas vraiment l'équivalent dans le mondearabe. Les mouvements politiques dit islamistes, bien sûr, mais aussi nombre de régimes conservateurs, ont au contraire prétendu fonder leur légitimité sur l'intégration complète de la religion et de la politique. Et les pays qui ont cherché à encourager la sécularisation se retrouvent sur la défensive, en butte à leurs propres échecs et aux résultats des erreurs qui les avaient conduits à sousestimer l'attachement des sociétés arabes aux valeurs islamiques. Or, les invocations d'ordre religieux à une autorité transcendantale ont souvent eu pour effet de renforcer les structures de dépendance, ce qui retarde d'antant le développement d'une citoyenneté polioque moderne.

Sous sa forme radicale ou conserva-trice, l'appel à l'islam peut alors, au nom de la loyanté due à des traditions, se transformer en légitimation d'un ordre non démocratique servant ainsi à empêeher tout renouveau.

#### Du bon usage de l'islam

OUTEFOIS, la pensée et la pratique islamiques dépassent l'islamisme autoritaire d'aujourd'hni, et les défants de ce demier n'impliquent nullement que l'islam soit, en lui-même, incompatible avec l'existence de droits politiques et sociaux. En fait, on pourrait même avancer que la seule répression de l'islamisme revient à ajouter à l'interdiction des avantages de la ciroyenneté moderne la mise sous le boisseau des principes progres-sistes de l'islam en manère d'égalité et de justice. De l'islam et de ses valeurs pent découler la constitution d'un espace poli-tique démocratique. Et aucun modèle de société laïque on de séparation de l'Eglise et de l'Etat ne réclame qu'il soit exclu.

Le Coran et la Sunna énoncent d'ailleurs des principes tout à fait compatibles avec la citoycoueté. La shura recommande le débat et la consultation de la communauté, Dans la tradition islamique, les formes particulières de ce dialogue social ont toujours été l'objet de discussions vigoureuses. Le courant le plus influent des juristes et des penseurs musulmans modernes, le mouvement salafia, affirme que la shura signifie aujourd'hui élections et Parlements. Cette pensée islamique recommande l'usage de la raison afin d'élaborer les nouvelles règles qui permettront, chaque fois que les Écritures ne suffisent pas à déterminer une ligne de conduite, de réagir au changement économique, politique et social.

Enfin, l'islam encourage la communauté à décider par consensus du meil-leur moyen de faire progresser le bien commun. Pendant des décennies, la plupart des pays musulmans ont déterminé leurs choix politiques sur la base de ces traditions islamiques.

Au demeurant, la réaffirmation du religieux face au politique constitue un phéomène qui ne se limite pas au seul monde arabe et musulman. On le retronve dans des pays aussi différents qu'Israël, l'Inde ou les États-Unis. L'avancée de la sécularisation ne signifie pas la disparition de la religion du domaine publie. Car même dans les démocraties occidentales avancées, elle a souvent signifié un compromis entre religion et politique : le Royanme-Uni a conservé une religion d'Etat, et l'Allemagne subventionne les cultes. Aucun modèle d'évolution sociopolitique (les systèmes dictatorianx cux-mêmes o'y sont point parvenus) o'a abouti à l'exclusion de la religion.

Pour revenir à l'islam, ses valeurs de justice, d'égalité et de communauté constituent des atouts certains pour le développement d'une vraie citoyemeté. Rien dans cette religion ne s'oppose à la constitution d'on espace politique démo-cratique. Et c'est à la construction de ce dernier que les dirigeaots arabes devraient s'atteler sans délai pour affronter les défis de cette fin de siècle.

(11 NDLR: Ron Khaldoum (1332-1406), historien et philosophe arabe né à Tunis. Son œuvre principale, Livre des considérations sur l'histoire des Arabes, des Persans et des Berbères, fait de hii un précurseur de la sociologie et un philosophe de l'histoire.

(Le surtitre, le titre, les intertitres, ainsi que le chapeau d'introduction sont de la rédoction.)



#### **Experts** en terrorisme

ORSQU'IL s'agit du monde arabe et da l'« islamisme », un incident ou un ORSQU'IL s'agit du monde arabe et da l'« islamisma », un incident ou un attentat peut suffire pour mettre à nu les tropismes da l'Occident. Ce attentat peut suffire pour mettre à nu les tropismes da l'Occident. Ce 19 avril 1995, la destruction du bâtimant fédéral d'Oklahoma City ne date que de quelques haures. La chaîne de télévision américaine CBS News a pourtant déjà identifié les suspects. « On peut parier qu'il s'agit là d'une action terroniste qui a son origine eu Proche-Orient », explique James Stewart, correspondent da la chaîna pour les questions de sécurité. Connia Chung, alors coprésentatrice avec Dan Rathar du journel da CBS, embraya aussitôt: « L'attaque d'aujourd'hui est semblable à celle qui a frappé le World Trade Center an 1993 et à sella dont les forces américaines à Bayrouth ont été victimes dans les années 80. C'est pourquoi les anquêteurs charchent, ici dans le Midwest, les lians qui pourraient exister avec le terrorisma du Proche-Oriant.»

lians qui pourraient exister avec le terrorisma du Proche-Oriant. »

Ces liens, Anthony Mason, autre journaliste de CBS, les expose aussitôt, images d'archives à l'appui: « La scène que vous voyez lei représente una convention da musulmans organisée par l'Association islamiqua pour la Palestine (plan sur un drapeau palestinien). Ella ne se déroula pas au Proche-Oriant, mais à Oklahoma City. Mêma si la majorité écrasante des musulmans aménicains et des participants à cette convention ne sont pas des radicaux, cette réunion a accueilli des groupes (\_) qui affirment que l'Améniqua est la source du Mal. »

Convoqué par CBS, un expert antiterroriste, M. Steve Emarson, interviant à son tour : « Oklahoma City est probablement l'un des principaux centres du radicalisma islamique à l'extérieur du Proche-Orient. » Et Anthony Mason da féliciter ce ramarquabla expert: « Steve Emerson e montré comment les fondamentace ramarquable expert: « Steve Emerson e montre comment les fondamenta-listes ont lancé une campagne de recrutement à travers tout le Sud-Ouest, là où il est plus facile d'échapper à l'attention du public. (...) Pour Emerson, l'attaque d'Oklahoma City semble signée. » L'expert achève alors lui-même sa puissanta démonstration : « Ceci (l'attentat) e été parpétré evec la volonté d'infliger un nombre maximum da partes humaines. C'est la marque du Proche-Oriant. »

nombre maximum da partes humaines. C'est la marque du Proche-Oriant. »

il na reste plus à Anthony Mason qu'à conclure : « Un camion piégé, une énorma explosion. Cela s'est produit au World Trade Center. Cela s'est produit à Buenos Aires l'année dernière : una voiture piégée explosant à l'extérieur du centre culturel juif. Les milieux autorisés (américains) ont aussitôt vu le lien, et ens sources nous disent que, même si ce n'est pas officiel, ce qui s'est passé à nos sources nous disent que, même si ce n'est pas officiel, ce qui s'est passé à Oklahoma City est traîté comma un acte de terrorisme issu du Proche-Orient. » Ouelques heures plus tard, soupçonné d'avoir provoqué la camaga, un Américain bien ordinaire, vétéran da la guerre du Golfe et da l'axtrême droite, est arrêté. La piste du Proche-Orient est alors abandonnée...

SERGE HALIMI.

#### Entre autres, dans le numéro de juillet 1995 : Michel BERNARD Invention de l'Australien Domaines de recherche: - Etude comparée des cultures Quand l'Irlande du Nord Vincent KLEIN retient son souffle Le mouvement charismatique Meinrad HEBGA en Afrique Un dialogue juifs-chrétiens Léon Poliakov

Choix de films, Chroniques de théâtre, Revue des livres, Choix de disques...

Le nº (144 pages): 55 F - étr.: 62 F Rédacteur en chef Abon. (11 nos/an): 470 F - etr.: 575 F Jean-Yves Calvez

En vente dans les grandes librairies » Pour recevoir ce numéro, tapez sur Minitel 36 15 SJ ETUDES ou envoyez vos nom, adresse et règlement à l'ordre d'ETUDES :

14, rue d'Assas - 75006 PARIS 2 (1) 44 39 48 48

### UNIVERSITÉ PARIS-NORD (PARIS-XIII)

#### DEA « Relations interculturelles anglophones et francophones »

anglophones et francophones;

- Relations, interaction, rivalité entre les aires anglophones et francophones;

- Voyageurs et migrants; - La perception de l'autre.

incipiros: anglais, histoire, littérature générale et comparée, et toutes sciences humaines.

sur dossier (date limite de dépôt : 30 septembre 1995) et après entretien avec le jury

Renseignements et inscriptions : université Paris Nord, UFR LSHS, av. J.-B.-Clément, 93430 Villetaneuse

Tel.: 49-40-32-40 (secrétariat) 49-40-31-81 (Hubert Perrier, directeur : mercredi et jeudi)

Fax: 49-40-37-06 Internet : CRIDAF « cridaf @ c.univ-Paris 13. Fr »

### POUR UNE AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE

## Paysans sans frontières

OUT devait changer après le Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en 1992. A commencer par les mentalités des gouvernants, désormais ouverts à une vision nouvelle du développement. Trois ans plus tard, le productivisme, en particulier dans l'agriculture, continue d'étendre son modèle sur la planète. C'est ailleurs que se forgent résistances et alternatives, dans l'expérimentation d'une agroécologie et d'une ruralité sans frontières.

Par CHRISTIAN DE BRIE

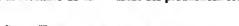
Avec une Ingique implacable, l'agri-culture intensive impose partout son mode de développement destructeur, dunt les dégâts sont de moins en moins compensés par les avantages. « Dans le tiers-monde ils sont souvent plus spectaculaires, en raison de la soumission brutale des paysans aux forces du mar-ché, qui ne leur laisse d'autre ressource que de tirer de leur sol tout ce qu'ils peuvent sans avoir les moyens de le reconstituer: surpâturage, pollution des eaux, érosion, destruction des forêts, dessiccation des nappes phréatiques entrent en jeu, tandis que la population continue de croître avec les besoins olimentoires (1). »

En Europe ou en Amérique du Nord, pour survivre, l'agriculteur doit rester compétitif et donc améliorer sa productivité en cultivant des sols nivelés, remembrés, déboisés, permettant de rentabiliser un outillage toujours plus performant; en se spécialisant sur les mêmes variétés les plus productives (lire, ci-dessous, l'encadré « La Semence du progrès »). Il est pris dans un cycle infernal où la monoculture et l'élevage d'espèces hypersélectionnées de plus en plus fragiles et vulnérables exigent toujours davantage d'engrais, de pesticides et de produits phytosanitaires contre des parasites de plus en plus résistants à des traitements de plus en plus dangereux et coûteux. S'il survit, e'est en faisant disparaître ses frères moins efficaces (2). L'essentiel de la

recherche est orientée vers la croissance de la productivité par tous les moyens, en particulier par les manipulations génétiques et les biotechnologies, pour permetire aux grands groupes multi-nationaux d'augmenter leurs parts de marché, leurs bénéfices et leur pouvoir

Loin de se mettre an service de l'agriculture, l'industrie et la finance s'en sont emparées pour en tirer le maximum de profits. L'agriculteur est un elient captif pour des produits mécaniques et chimiques toujours plus coûteux; il est sous la coupe des hanques, anprès desquelles il est endetté à vie pour des sommes colossales (plus de 200 milliards de dollars aux Etats-Unis, environ 1 000 milliards de francs, où il faut investir l'équivalent de plusieurs millions de francs pour créer un poste de travail dans l'agriculture, plus que dans n'importe quel autre secteur).

Sa production, jouée comme au casino sur des marchés spécularifs auxquels il n'a pas accès, est une matière première pour l'industrie agroalimen-taire. Elle lui est payée à la limite du prix de revient, voire très en dessous lorsque interviennent des aides publiques, avant d'être revendue trois à dix fois plus eher au consommateur après conditionnement et lancement publicitaire, par des chaînes d'hyper-marchés qui font leurs profits au détriment des productions locales.



Gaspillage et appauvrissement

TOUTES les données concernant chaque culture, chaque animal sont de plus en plus souvent traitées par l'informatique, qui gère en place de l'agriculteur et lui dicte sa conduite tandis que se perdent savoirs et expérience: Trop de dépenses pour une production excédentaire dont la gestion nécessite de nonvelles dépenses, ce mode de développement qui gaspille autant qu'il produit, détruit ou appauvrit les hommes et leurs savoirs, la diversité génétique des espèces et la qualité des aliments, la fertilité des sols, les nappes phréatiques et les ressources énergétiques et minérales non renouvelables.

C'est pourtant cette agriculture, la plus endettée et la moins rentable si l'on tient compte des coûts cachés que les marchés imposent partout, avec l'aide des organismes internationaux, des États-Unis et de l'Europe, qui ont déjà planifié la réduction de leurs producteurs ruraux à moins de 3 % de la population active. La mondialisation des marchés alimentaires et la pratique des prix de dumping ont désorganisé les systèmes vivriers traditionnels sur la totalité de la planète, et principalement en Afrique, transports et transferts internationaux incessants provoquant excédents et pénuries artificielles. De plus en plus de populations ne sont plus en mesure de s'alimenter de facon autonome, dépendant des importations

lorsqu'elles disposent de devises ou de l'aide humanitaire dans les situations extrêmes.

Face à ce pouvoir, les paysans du Nord et du Sud sont confrontés aux mêmes prohlèmes : dépendance, exode rural, dégradations de l'environnement et des conditions de vie. A terme, une crise mondiale de l'alimentation n'est pas improhable tandis que la guerre alimentaire est déjà une réalité. Or les ressources sont très largement suffisantes pour satisfaire les besoins de tous les humains. Si le modèle productiviste continue de dominer, fort de son efficacité apparente, il perd peu à peu de sa crédibilité. En Afrique, en particulier, cimetière d'éléphants blancs, où l'impossibilité de s'intégrer au marché mondial conduit à de nouvelles approches, il se trouve remis en cause.

Venus du Burkina Faso, du Bénin, du Cameroun, du Burundi, mais aussi du Brésil et de Nouvelle-Calédonie, une dizaines de stagiaires, techniciens agronomes et agents de développement, boursiers d'Etat ou d'organisations non gonvernementales, suivent un des programmes de formation à l'agroécologie tropicale, au Carrefour international d'échanges de pratiques appliquées au développement (Ciepad), près de Montpellier. Un stage dont la partie expérimentale s'effectuera au Burkina Faso et qui propose non de fournir des modèles



RÉCOLTE DE CAPÉ EN CÔTE-D'IVOIRE

ou des recettes techniques mais des outils d'analyse, d'évalnation et d'expérimentation d'un mode de développement agricole durable, e'est-àdire respectueux des hommes et des euvironnements, mettant en évidence les problèmes communs aux milieux tropical et européen.

Ayant pour finalité la sécurité et l'autonomie alimentaires des popula-tions par la mise en valeur des ressources locales, l'approche agroécologique relève plus du faire-valoir que de l'exploitation, associant développement agricole et protection de l'environnement. Elle privilégie la fertilisation organique des sols et le compostage, des traitements phytosanitaires aussi naturels et biodégradables que possible, le choix de variétés et d'espèces (animales et végétales) traditionnelles maitrisées par les communautés agricoles concernées, un usage économe et optimal de l'eau, le souci d'éviter tout suréquipement coûteux en énergie. Elle met l'accent sur les travaux anti-érosifs (digues, terrasses, haies vives...), le reboisement diversifié et enfin la réhabilitation des savoir-faire traditionnels conformes à une gestion écologique du milien. Un mode d'intervention global qui concerne aussi hien les populations du Nord, que celles du

Sud et requiert pédagogie et formation. Dans ce but, le Ciepad a développé non seulement un secteur de sensibilisation et d'éducation à l'environnement et au développement s'adressant aux enfants et aux enseignants du Nord, mais aussi des actions d'appui an développement au Sud, sur appel de respon-sables locaux, en particulier au Sénégal, au Togo, au Bénin, au Burkina Faso, en

Mauritanie, en Algérie. En Tunisie, par exemple, dans le golfe de Gabès, le Ciepad intervient dans un projet de réhabilitation d'une casis menacée de désertification. Un danger qui pèse sur les 250 000 hectares d'oasis du Maghreb, agressées par les technologies productivistes, alors que création artificielle de l'homme, il s'agit d'un écosystème dont l'équilibre fragile dépend du respect de règles très strictes et précises.

En Palestine, autre exemple, à Falaniah, à l'ouest de Naplouse, se développe une action de formation et de vulgarisation à une agriculture moins dépendante d'une irrigation intensive et du marché israélien, associée à la culture, par les femmes, de plantes aromatiques et médicinales en vue de fnurnir une source de revenus autonome.

Parallèlement, le Ciepad a expérimenté un modèle d'implantation rurale dit « modèle optimisé d'installation agricole » (MOIA) devant permettre à une famille de quatre personnes d'assurer, sur une parcelle quelconque de l hectare, une production maraîchère et d'élevage de qualité agrobiologique. sans produits chimiques ni engrais autres que naturels (3). Il garantit autonumie alimentaire et surplus commercialisable à proximité, ainsi que l'autoconstruction d'un habitat écologique démontable, le tout avec un financement très modeste et l'accès à des crédits coopératifs.

L'idée est à la fois de restaurer des espaces ruraux désertés tout en y amé-nageant une activité productive, d'accéder à une aotonnmie permettant l'exercice d'autres activités, de réintroduire des échanges de proximité sur des pro-

duits et services de qualité et les relations humaines qui les accompagnent. Des objectifs qui répondent à des besoins très actuels concernant aussi bien l'aménagement, entre villes surpeuplées et campagnes désertées, d'une société ruralo-urbaine compatible avec le partage du travail que la recherche d'une qualité de vie et de rapports humains dévalués par le modèle social des sociétés de consommation. Le projet s'adresse aussi à des personnes en situation d'exclusion, ayant très peu de ressources, qu'une structure associative du Cieadp s'emploie à former et aide à préparer un projet d'installation (4).

L'objectif est toujours le même : montrer de la façon la plus rigoureuse possible que s'installer à la terre, sans être agriculteurs au sens traditionnel du terme, avec l'idée de retrouver autonomie et qualité de vie, est possible et souhaitable au Nord comme au Sud. Le mouvement, encore discret, est en marche. Dans toute l'Europe, et notamment en France, on constate l'implantation de nouveaux ruraux et l'augmentation de la population locale. Ce qui s'expérimente ici et là témoigne que l'imagination créatrice est peut-être aujourd'hni davantage dans les campagnes que dans les bureaux des experts en prospective.

Originaire d'une oasis du Sud algérien, fils d'un artisan forgeron, le fonda-teur du Ciepad, Pierre Rabhi, a longtemps vécu une double culture, entre Europe et Maghreb, avant de s'installer dans le sud de l'Ardèche, où il mène avec sa famille une existence de paysan frugal. De cette errance sur le pourtour méditerranéen où se croisent, si proches, le Nord du Sud et le Sud du Nord, il s'est forgé une éthique d'un développement fondé sur « la mise en valeur des ressources dont dispose chaque communauté humaine sur son

territoire. Produire et consommer localement devrait être le mot d'ordre international (5) ». Pour garantir la sécurité alimentaire mais aussi parce que le paysan est l'héritier de savoirs et de valeurs indispensables à la société. Traditionnellement son rapport à la terre n'est pas senlement un rapport d'exploitation, et celle-ci u'est pas un simple substrat mais véritablement une mère nourricière qui doit être traitée comme telle, ce qui nécessite d'autres pratiques que celles de l'agriculture productiviste.

Ces pratiques, Pierre Rabbi les a expérimentées avec succès sur sa terre aride des Cévennes avant de les transmettre à d'autres. Dans un centre de formation du Sahel, d'abord, an Burkina Faso, avec le soutien actif, à l'époque, du président Sankara (5) puis dans le cadre du Ciepad. Utopiste de terrain. l'Ardéchois sans frontières plaide pour une frugalité heureuse au sein de nouveaux oasis ouverts sur l'extérieur. Dans « un monde du « toujours plus pour quelques-uns », où plus rien n'a de valeur mais où tout a un prix (...), la sobriété est libératrice. Car nous ne rêvons pas de PNB mais de sens et d'équité (6) ».

(1) François de Ravignan, « Agriculture, écologie, histoire d'un divorce », REPSA, 106, rue du Bac, 75341 Paris, 4º trimestre 1994.

(2) La France, qui a perdu 1,5 million d'agri-ulteurs en vingt ans, continue à le faire au rythme de 30 000 par an.

(3) Chaque Prançais consomme en moyenne dans son aimentation 1,5 kilogramme par an de produits chimiques, colorants, résidus d'engrais et

(4) Association Espère (Espace-e liné), rue de la Gare, 11190 Montazels. (5) Pierre Rabbi, L'Offrande au crépuscu ditions de Candide, 07170 Lavilledieu, 1989.

#### Le salut par la participation

A Cummuneuté des radios publiques de lengue française - Redin Frence, Radin Canade, Radin suisse romende, Radio-télévieion belge franco-phone (RTBF) - diffuse, à partir de ce muis de juillet, une série de douze émissions suus le titre générel « Démocratie, anvironnement et déveluppe-

Ces enquêtes, coordonnées par Françoie Milis, ingénieur egronuma, et Jean-Pal Heck, jnumeliste à le RTBF, sant axées sur le thème da le participation. Elles cherchent à feire prandra conscience – soue farme de raportages et de témnigneges récoltés eur les cinq continenta –, de l'interdépendence des problématiques Nord-Sud et de l'infiginelité de certaines initiatives locales, notamment dans les pays en développement.

Le premier vulet de le série porte eur l'épargne et le crédit - Du bon usage de l'argent – avec les expériances de le Grameen Benk eu Bangladesh, des caiss populeires d'épergne eu Burkine Faso et de le banque Credal en Belgique.

L'émissinn sur les femmes — Le Part manquente — réalisée en Inde, eu Burkine Feso, eu Mexique, en Bulivie et en Algérie muntre que démocratie et développement sont illusoires si le pouvoir et le responsabilité continuent d'échepper aux femmes, qui partent l'essentiel du paids de leure commu-

La série eborde le questinn des grands travaux - Le Syndrome de Prométhée -coûteux, spectaculeires, à l'impact humeln et écologique souvent mel meitrisé, avec l'étude du berrage de le Narmade, en Inda, du Flood Action Plan, au Bengledesh, et des grands berrages su Québec.

Elle évoque eussi le sort des groupes minuritaires, le gestinn durable de la bindiversité, l'accès à la santé, le trensport et le mubilité, la pollution industrielle, l'émergence d'une presse indépendente et d'eutres contre-pouvoire, présentant, à chaque fuis, des témnignages collectés partout dens le monde.

(1) La diffusion de ces programmes est en cours sur « La Première » (RTBF), chaque dimande la h 15 à 14 heures, jusqu'au 27 noût. Sur France-Culture (Radio France), à partir du 22 jui chaque samedi et dimanche, de 11 heures à 12 heures. Sur Espace 2 (Radio suisse romande), les samedis de 9 heures à 10 heures, depuis le 1º juillet. Sur le réseau FM de France Canada, les jours entre 11 heures et 12 heures, du 14 au 22 août.

« La Semence du progrès »

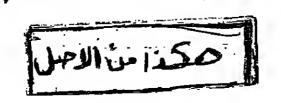
UR la plus grande foire aux bestieux du minde, à Amerilla (Texas), les millians de têtes de bétail négociées cheque ennée proviennent toutes de la même race standerdisée dans des fermes-leboratoires nu les taureaux reproducteure eont sélectionnés sur leur seula aptituda à procrèer des bovine faisant le plue de viande possible, le plus rapidement possible. C'est ca qu'expliqua, et minitre ramerqueblement, un documentaire intitulé: La

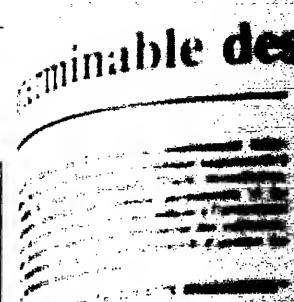
Dupées eux hurmanes et buurrées de treitements sanitaires, élevées en dixsept muis (eu lieu de troie sna sur des praines neturelles), perquéee dens des fermes-usines hora sol de 100 000 têtes eppertanant à des citadins spéculateurs qui ne voient jemeis una peira de comes, ces bêtes, naus dieent les euteurs de

qui ne voient jemeis una peira de comes, ess bêtes, nnus disent les euteurs de ce documentaira, sont nournes eutomatiquement avec des mélenges dont la composition verie de jour en jour suivant le cours des céréeles à le Bourse de Chicago et feront de 1 000 à 2 000 kilomètres en camion avant d'être ebattues sane evoir jemeis brouté un coin de pâturage.

Parce qu'il feut sapt unités de protéines végétales pour produira une unité de protéine enimele, le moitié de le production céréelière eméricaine sert à nourrir des snimeux. Des céréales elles eussi sélectionnées en leboratoire pour leur randement, limitées à quelques veriétés génétiquement menipulées, cultivées et traitées à grand renfort de pesticides, d'engraie, d'irrigatione (qui épuisent les sols et les nappes phréetiques) et de matériele coûteux, dévoreurs d'énergie (il faut 3 tonnes de pétrole pour produire 1 tonne d'engrais). Toue les jours, eux États-Unis, 6 300 hectares de terres fertiles sont détruites par érosion.

(1) Vidéocassette réalisée par Gordian Troller, Mario-Claude Defforge es Silvia Perez-Vitoria diffusée par l'association La Ligne d'horizon, les Amis de François Partant. Pour des projections débats, écrire : 7, villa Bourgeois, 92240 Malakoff.













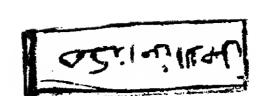












LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1995 - 13

### LES RISQUES D'UNE CONFRONTATION ETHNIQUE TOTALE

# L'interminable descente aux enfers du Burundi

N an après la tragédie du Rwanda, la communauté internationale comme le pouvoir civil de Bujumbura semblent impuissants à prévenir la répétition du drame an Burundi. Tracts incendiaires, rumeurs incontrôlables, alimentent une tension permanente et les troubles de plus en plus graves provoqués par des milices à l'armement renforcé, auxquels répondent les opérations répressives des militaires. L'état de siège pratiquement en vigueur permettra-t-il d'arrêter les partisans d'une confrontation ethnique totale?

#### ■ Par COLETTE BRAECKMAN \*

Quand et où s'amêtera la spirale de la riolence au Burundi? Quand la stabilité des institutions l'emportera-t-elle sur la confrontation ethnique totale? Depuis des mois, tout se passe comme si, à chaque fois que la crise atteignait un palier, une main diabolique relançait la tension. Et la première tentation est de comparer le Burundi d'aujourd'hui avec le Rwanda d'hier : comme si le génocide des Tutsis commis au Rwanda devait, par symétrie, entraîner nécessairement le génocide, ou en tout cas le massacre à grande échelle, des Hutus,

Il est incontestable que l'interaction entre les crises politiques des deux pays - dont la composition ethnique et les ressources économiques sont similaires - s'est renforcée depnis la tragédie du Rwanda et la victoire militaire du Front patriotique. Au Burundi, les Hutus comme les Tutsis sont minés par la peur, alors que plane l'ombre du génocide rwandais : les Tutsis assurent qu'en aucun cas ils ne se laisseront exterminer comme leurs voisins du Rwanda. Ils s'appaient sur une armée essentiellement (mais pas exclusivement) composée de Tutsis, et où les Hums n'occupent guère de postes de commandement. Ils refusent catégoriquement toute idée d'intervention militaire étrangère qui, à leurs yeux, aurait pour véritable motif

Commercial Commercial

June 1

---

- Tarr auf le

- PM316

THE LETTER

12.76574 0000

1:62

100 年 3 世基

1274

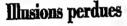
de neutraliser « leur » armée. Ouent aux Hutus, ils dénoncent le « coup d'Etat rampant » dont ils sont victimes. Ils craignent, à force de massacres, d'intimidations et d'élimination sélective de leurs dirigeants, d'être à nouveau définitivement exclus d'un pouvoir qu'ils avaient reconquis par le bulletin de vote eu juin 1993. Ils redoutent aussi la jonction des Tutsis de

leur armée avec les trompes du Front patriotique rwandais (FPR), dont beau-coup de recrues étaient de jeunes Rwan-

dais réfugiés au Burundi.

Cette peur de l'autre conduit à une radicalisation croissante des deux groupes et à une partition de fait du pays. A Bujumbura, ancun Tutsi n'ose plus s'aventurer dans le dernier « bastion hutu » que représente le quartier populaire de Kamengue que l'armée a récemment « vidé » afin d'en déloger les milieiens hutus. Inversement, chaque jour des 16 heures, e'est en gronpes compacts et apeurés que les paysans remontent du marché vers les hauteurs dominant la capitale, redoutant d'être interceptés et mis à mort par des milices de jeunes Tutsis, les « Sans défaite » ou « Sans échec ».

Dans les campagnes, les Tutsis se sout réfugiés dans les agglomérations, sous la protection de l'armée, et bon numbre d'entre eux végètent dans des camps de déplacés établis dans des écoles et des locaux administratifs. Quant aux Hutus, ils vivent pratiquement en autarcie sur les collines, dont ils interdisent l'accès aux militaires. Des dizaines de milliers d'entre eux, leur maison ayant été détroite par l'armée, sont « dispersés » dans les campagnes : ils dorment dans les forêts et les marécages, et cultivent leurs champs pendant la journée. L'installation au Burundi de plus de 200 000 réfugiés du Rwanda a encore aggravé la situation humanitaire dn pays, dont 500 000 citoyens avaient perdu leur foyer en 1993; les tensions giés rwandais sont travaillés par la propagande extrémiste et privilégiés par l'aide internationale.



POURTANT. l'histoire du Burundi n'est pas celle du Rwanda, et ces pays sont de « faux jumeaux ». Depuis 1965, le Burundi a été dirigé par des représentants de la minorité tutsie, s'appuyant sur des militaires essentiellement natifs de la région de Bururi, dans le sud du pays. La majorité hutue, écartée du pouvoir effectif et sans possibilité de promotion sociale, a toujours rêvé de prendre sa revanche et de reconquérir. ses droits. Son modèle politique, depuis trente ans, reste celui de la « révolution sociale hutue » du Rwanda : une « démocratie » fondée sur une base ethnique. Le mentor des Hutus du Burundi fut longtemps le défunt président Juvénal Habyarimana, qui offrit asile et assistance à de nombreux militants du Burundi et leur enseigna ses méthodes de gonvernement.

En 1993, le Burundi était cité en exemple à travers toute l'Afrique : le demier président militaire, le capitaine Pierre Buyoya, n'avait-il pas décidé, en partie sous la pression internationale, de rompre avec la suprématie exercée par les Tutsis, de prendre le risque de la démocratie et de relever le pari de l'unité nationale? Réconciliation, charte de l'unité nationale (adoptée en février 1991), rédaction d'une nouvelle Constitution (promulguée le 13 mars 1992), élections présidentielle et législa-tives que le parti de M. Buyoya perdit, de manière anssi spectaculaire que transparente. M. Melchior Ndadaye, le rival de M. Buyoya, remporta 65 % des suffrages, tandis que son parti, avec 65 sièges contre 16, s'assurait la majorité absolue à l'Assemblée nationale. Malgré la surprise et le désappointe ment, le respect du verdict des unes prévalut. L'armée s'inclina devant le vote, qu'elle accusa cependant d'avoir été esseutiellement' « ethnique ». M. Melchior Ndadaye, refusant explicitement d'appliquer les mêmes méthodes de gouvernement que son voi-sin, M. Habyarimana, faisant le pari de la générosité, offrit le poste de premier ministre à une représentante du parti minoritaire, l'Uprona (Union pour le progrès national), afin de calmer les inquiétudes des Tutsis, tandis que le Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi), majoritaire, se contentait de 13 sièges sur 23 dans un gouvernement d'unité nationale. M. Ndadaye autorisa

\* Journaliste au Soir de Bruxelles. 

même l'ancien dictateur, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, à rentrer au

Le coup d'Etat du 21 octobre 1993 brisa toutes les illusions : M. Melchior Ndadaye, le président de l'Assemblée nationale et plusieurs ministres furent assassinés. Il est certain que les tueurs étaient des militaires, et qu'au sein de l'armée nul ne prit le moindre risque pour protéger le chef de l'État. En revanche, on ignore toujours l'identité des commanditaires civils de ce putsch, et les autorités burundaises ne font guère d'efforts pour faire avancer l'enquête. L'impunité des auteurs et des commanditaires présumés est demeurée totale.

Il est courant d'affirmer que le coup d'Etat fut un échec. En effet, c'est sous la pression d'une communanté internationale condamnant sévèrement les putschistes que le « comité de crise », hâtivement constitué an lendemain de l'assassinat du président, fit marche arrière et que l'armée, dénonçant les éléments factionx, rappela finalement an pouvoir les ministres destitués. En réalité, au vu de la paralysie croissante de l'appareil d'firat, on peut se demander si le véritable objectif des purschistes u'a pas été atteint : déstabiliser durablement le pays, semer la haine entre les deux

En effet, si l'assassinat du premier président hutn éln depuis trente ans brisa définitivement la confiance des Hums envers l'armée, en revanche, les massacres qui suivirent marquent le début de la grande peur des Tutsis. Présentés comme des « réactions de colère spontanée » de paysans, ces massacres à grande échelle de civils tutsis firent près de 100 000 morts. Ils se déroulèrent sur le même « modèle » que le génocide rwandais quelques mois plus tard : dans les provinces proches du Rwanda, des meurs, sur l'injonction de cadres locaux du Frodebu, après avoir abattu des arbres à la tronçonneuse pour bloquer la progression de l'armée, opéraient à la machette et mettaient le feu aux maisons avec des bidons d'essence qui leur avaient été distribués. Ils suivaient en cela les « appels à la résistance » diffu-sés par Radio-Rwanda, lancés par plusieurs ministres du Frodebu à l'origine de cette « révolte spontanée ».

L'assassinat du président Melchior Ndadaye, considéré comme un démocrate, et l'impunité dont bénéficièrent tous les coupables - les auteurs mili-



RÉFUGIÉS BURUNDAIS A LA FRONTIÈRE DU ZAÎRE

taires du putsch comme les civils responsables des massacres - radicalisèrent évidemment les extrêmes. Après que les membres survivants du gouvernement eurent longtemps choisi de résider dans un hôtel-club de vacances, protégés par les gendarmes français, d'autres diri-geants, comme le ministre de l'intérieur, M. Léonard Nyangoma, et le président de l'Assemblée nationale, M. Pierre-Cleurs Sandarme (un Total mambies du Claver Sendegeya (un Tutsi membre du Frodebu), décidèrent de s'installer à Uvira, au Zaïre, et d'y lancer le Conseil national poor la défense de la démocranational poor la defense de la definicatie (CNDD). A leurs yeux, M. Sylvestre Ntibantunganya, le successeur de M. Melchior Ndadaye, est devenu l'otage de l'année, et le dialogue avec les militaires doit être remplacé par l'usage de la force, afin d'enrayer définitivement le « putsch rampant » qui mine le Burundi depuis octobre 1993.

Les Forces pour la défense de la démocratie (FDD), créées par M. Léonard Nyangoma, en meme tetul CNDD, en août 1994, sont ces « bandes armées » qui défient désormais les militaires et lancent des attaques, non seulement à Bujumbura, mais dans tout le pays. Au Zaïre, ils ont fait leur jouction avec les miliciens interhamwe du Rwanda, d'antant plus facilement que de uombreux miliciens du Burundi avaient participé aux massacres dans la région de Butare. A l'intérieur du pays, de jeunes Hutus ont constitué des milices, les imagohekas (ceux qui ne dorment jamais), qui défient régulièrement les militaires. Le nouveau premier ministre, M. Antoine Nduwayo, le reconnaît : « Tout l'intérieur du pays est désormais infiltré et l'armée doit tenter, en priorité, de sécuriser Bujumbura. »

Aux attaques des intagohekas répondent des lynchages et des attentats avengles commis par les gangs tutsis « Sans échec », « Sans défaite » ou « Sans capote ». A l'origine, il s'agissait de bandes de jeunes citadins plus ou moins marginaux, recrutés par l'Uprona pour animer les meetings électoraux. Au début de 1994, dans un climat de radica-

lisation croissante, plusieurs hommes polinques utilisèrent ces groupes eu milices pour soutenir des opérations villes mortes en vue d'imposer leur eutrée au gouvernement. Un peu d'argent, un peu d'endoctrinement poli-tique, un avenir bonché par la crise économique, la peur aussi d'être massacré comme au Rwanda sont les moteurs de ces groupes de semi-délinquants qui font de Bujumbura une ville si dangereuse. Bien souvent les militaires font preuve de tolérance à leur égard, soit en raison de liens de parenté, soit, disent les Hutus, parce qu'ils agissent de concert.

Les divers groupes armés sont égale-ment le produit de la criminalisation croissante de l'activité économique au Burundi. Vendues ou eédées par l'ancienne armée rwandaise, ou achetées par les marchés internationaux (en Chine notamment), les armes affluent et les petits partis d'opposition tutsis dont les membres appartiennent aux milieux d'affaires rétribuent, parfois cacher, les miliciens qui exécutent leurs basses œuvres.

L'instauration d'une zone franche à Bujumbura, sur avis favorable de la Banque mondiale, a exacerbé les tensions: une société belge, a reçu l'autorisation d'y installer une entreprise de raffinage de l'or, exempte de taxes, alors que d'autres sociétés de la place s'en voyaient interdire l'accès. Le ministre des mines et de l'énergie, M. Ernest Kabushemeye, qui avait dénoncé cette situation en février, fut assassiné en pleine rue quelques semaines plus tard. Cette « guerre de l'or » a des ramifications régionales : les métaux précieux sortant du Burundi proviennent dans leur presque totalité du Zaïre voisin. A la « guerre de l'or » s'ajoute aussi celle de la drogue : des jeunes, envoyés en Extrême-Orient, puis en Europe, servent de passeurs, et les bénéfices du trafic alimentent les milices locales. Le chanvre et les drogues dures font des ravages croissants parmi les adolescents de

#### Bloquer les trafics d'armes

D ANS un tel climat, seul le représen-tant spécial de l'Organisation des Nations unies, le Mauritanien Ould Abdallah, croit encore, contre vents et marées, que la convention de gouvernement qu'il a contribué à faire accepter en septembre dernier résistera aux assants des extrêmes. Cet accord de partage du pouvoir s'écarte des résultats électoraux mais tient compte du rapport de forces réel autant que du sentiment de peur au sein des deux communautés. Il prévoit que 55 % des postes ministériels iront au Frodebu contre 45,% à l'opposition, essentiellement composée de Tur-sis. L'accord réduit eonsidérablement les pouvoirs du président, soumis pour les principales questions à la tutelle d'un Conseil national de sécurité dont la majorité des membres sont issus de l'opposition et qui peut, en fait, hioquer toute décision importante.

A l'heure actuelle, cette convention de gouvernement représente la seule planche de salut d'un pays emporté par la dérive ethnique. Cependant, elle reste critiquée par les Hutus, qui s'estiment privés de leur victoire électorale et dénoncent la « traduction institutionnelle du coup d'Etat de 1993 (1) » permettant au putsch de se poursuivre sans que cela soit dit. De leur côté, les radicaux tutsis, prenant argument des violences d'octobre 1993, estiment les concessions du Frodebu encore insuffi-

santes. Ils veulent écarter définitivement de la scène politique un parti qu'ils jugent « génocidaire » et révent même d'obtenir la démission du président Sylvestre Ntibantunganya. Ce dernier, pour enrayer la montée des violences, a décidé des mesures d'exception, en accord avec le Conseil national de sécurité : couvre-feu étendu à tout le pays, contrôle des médias extrémistes, renforcement du rôle de l'armée dans les campagnes... Ces mesures enrayeront-elles la guérilla qui s'étend progressivement à tout le pays ?

Ouoique réclamé par nombre de Hutus, l'envoi de troupes étrangères dont la mission serait de meure hors jeu l'armée nationale semble une solution plus dangereuse qu'utile : récusée par les militaires, refusée en bloc par les Tutsis, elle approfondirait encore le fossé entre les deux ethnies. L'expérience désastreuse de la Minuar au Rwanda, aussi incapable de prévenir le massacre de réfugiés hutus à Kibeho que d'empêcher le génocide de 1994, incite également au scepticisme. Renforcer l'embargo sur les armes qui affluent dans la région serait une mesure plus positive. Elle impressionnerait l'armée burundaise et permettrait de mettre fin aux mystérieux arrivages d'armes au Zaire, destinées aux anciens militaires rwandais et à leurs amis du

Mais e'est surtout la fin de l'impunité qui serait le seul signal d'alarme compréhensible par tous les criminels de la région (2). Jusqu'à présent aucune enquête n'a jamais abouti, qu'il s'agisse de l'assassinat de Melchior Ndadaye, de l'atteutat mortel contre le président Juvénal Habyarimana du Rwanda et coutre sou collègue Cyptien Ntaryamira, du Burundi, qui voyageait avec lui. Alors que les miliciens, hutus et totsis, opèrent en toute tranquillité dans Bujumbura, dans les camps de réfugiés des tueurs se cachent au milieu des civils qu'ils poussent à l'exode suivant de mystérieuses consignes. Tandis que, au Zaïre et en Tanzanie, les responsables du génocide rwandais poursuivent pai-siblement leurs préparatifs d'offensive, prétant main-forte à leurs amis hurundais dans l'espoir d'attaquer un jour Kigali à partir du sud du pays.

(1) Human Rights Watch Arms Project. (2) Burundi, Breaking the Cycle of Violence, by



Le mieux informé des périodiques des pays en développement Le numéro donble de

juillet-août est en vente FRANCE: Juppe ou Foccart?

OUA : Bilan de la présidence de Ben Ali CÓTE-D'IVOIRE, DOSSIER : Le dilemme de Bédié GUINEE : Scandal électoral GABON: Le pourquoi du référendum RWANDA : 100 000 miliciens à l'assaut de Kigali ANGOLA: L'accord Dos Santos-Savimbi ALGÉRIE : Mascarade de procès MAROC : Le retour du Fqih IRAN-IRAK-TURQUIE: Le triangle des crises ERYTHRÉE-ETHIOPIE OUGANDA-KENYA: Vers un front anti-soudanais ZAÏRE : L'Etat n'existe plus BOSNIE: L'axe Milosevic MEXIQUE: Le défi des zapatistes

ainst que des articles sur la BAD, l'Afrique du Sud, le Ghana, la Jordanie, la Syrie, le Liban, notre cahier économique, la société, la culture, le cinéma, la musique, le sport, etc.

Spécimen sur demande 3, rue de Metz, 75010 Paris

N approuvant, le 13 juin 1995, le projet de loi sur les investissements dans le secteur pétrolier, le Parlement de Russie a ouvert la voie à d'énormes mises de fonds étrangères estimées en dizaines de milliards de dollars. Mais Moscou s'intéresse aussi de très près aux projets énergétiques dans les anciens territoires soviétiques, notamment dans le Caucase. Le Kremlin souhaite y maintenir son hégémonie et une présence qu'il juge d'autant plus nécessaire que de nombreuses guerres ravagent les jeunes Républiques indépendantes. Parmi ces régions déchirées figure le Tadjikistan, aux portes de l'Afghanistan.

■ Par notre envoyée spéciale NUR DOLAY \*

Parsemée de longues cheminées crachant dn feu, la ville de Bakou, vue d'avion, a un aspect inquiétant. Entre les torchères s'élèvent des centaines de derricks à bont de souffle, qui cootinuent péniblement leur mouvement de va-et-vient et répandent autour d'eux des flaques visqueuses d'buile noire. Quand le kuleque, ce vent fort et permanent, change de direction et commence à souffler de la mer vers la terre, il est chargé d'une odeur acre qui rend l'air lourd à respirer. La mer Caspienne est un véritable réservoir d'or noir et de gaz naturel : seules 7 % des réserves offshore ont été prospectées dans cet immense lac de 600 000 kilomètres carrés, qui contient. selon les évaluations actuelles, quelque 850 millions de tonnes de petrole et 8 700 milliards de mètres cubes de gaz.

Les champs de pétrole grignotent les hanlieues de Bakou. De vastes étendues de mazout occupent tous les terrains vagues entre la route et la mer. On a presque peur d'allumer une allumette, comme si ces mares pouvaient s'enflammer à la moindre étincelle. Images de fin du moude...

La renaissance de la région cas-pienne, avec l'émergence de trois nouveaux Etats, l'Azerbaldjan, le

transport de l'or noir vers le monde extérieur. Le futur tracé des oléodues et des gazoducs voit s'affronter la Russic et la Turquic et, à un moindre degré, l'Iran. L'indécision des États-

entre un consortium de compagnies occidentales et l'ancieo président de l'Azerbaldjan, M. Aboulfaz Eltchibey. Mais un coup d'Etat en juin 1993, soutenu par Moscou, l'avait remis en cause (1). Le vainqueur, M. Haydar Aliev, un ancien membre du bureau politique du temps de Leonid Brejnev, counsissait trop bien le système pour commettre la même erreur que son prédécesseur onverte-ment favorable à la Turquie.

#### D'immenses gisements

L'UNE de ses premières décisions a dooc été l'annulation, puis la renégociation du contrat avec le consortium pour y inclure la Russie. C'était, pour le nouvel bomme fort de Bakou, une manière d'amadouer le Kremlin et de reponsser ses velléités d'intervention. Dans le nouvel arrangemeot signé le 20 septembre 1994, la compaguie nationale azérie, la Socar, abandonnait un tiers de ses parts à la Lucoil russe, soit 10 %, pour ne conserver elle-même que 20 % de l'ensemble (2).

Ce contrat porte sur l'exploitation sur dix ans de 510 millions de tounes

Turkménistan et le Kazakhstan, qui veulent consolider leur indépendance grace à leurs richesses énergétiques, oe se fait pas sans tensions. Au centre des affrontements : le

Unis, principal exploitant, aggrave les incertitudes.

Un premier contrat avait été signé

de pétrole. Les trois gisements concernés, à savoir Azerl, Cirag et Gunesli, ne constituent qu'une petite partie de la vingtaine de champs pétroliers de la mer Caspieune. Sur l'autre rive, après deux ans de négociations, le Kazakhstan a conclu, en mai 1992, une entente avec la compagnie américaine Chevron, pour l'exploitation des immenses gisements de Tenguiz. La société mixte Teoguizchevroil, déteoue à parts égales par les deux partenaires, doit investir entre 20 à 30 milliards de dollars sur quarante ans et récupérer trois

dn Kazakhstan n'est nullement limitée à cette région. On parle de 6,2 milliards de tonnes, sans compter la région d'Aktionbinsk dont la prospec-

> seul opérateur pendant dix aus (3). British Gas et Agip (Italie) out signé, de leur côté, un contrat pour l'exploitation des gisements de Karachaganak dont la richesse est évaluée à 340 millions de tonnes de pétrole et 1 300 milliards de mètres enbes de gaz. En décembre 1994, les Kazakhs ont été obligés d'intégrer à ce contrat la compaguie russe Gazprom, qui avait déjà exploré la zone et investi avant 1992.

tion a été confiée à Elf Aquitaine, La

société française, qui mise sur quel-

que 817 millions de tounes, y sera le

Un autre accord signé en 1993 avec un consortium de six compagnies, à savoir le BP-Statoil, British Gas, Mobil, Total. Agip, Royal Dutch-Shell, porte sur l'exploration et l'exploitation d'une zone an nord de la mer Caspienne. Il s'agit là aussi de richesses fabuleuses, en partie off-shore, estimées à 3,5 milliards de tonnes de pétrole et 1 500 milliards de mètres cubes de gaz.

Enfin, la compagnie Oman Oil a

obtenn le droit d'exploiter les gise-ments de Dunga à l'est de la Caspienne et de prospecter dans une zone an nord-est. Servant d'intermédiaire dans les négociations américanokazakhs, elle est aussi à l'origine d'un consortium avec le Kazakhstan et la Russle pour la construction d'oléo-

Ce pays, qui ressemble à une éponge imbibée de pétrole, sonffre pourtant de pénuries chroniques de cette buile précieuse : régulièrement les usines s'arrêteut, les transports subissent des perturbations... A l'ori-gine des difficultés, le système d'interdépendance soigneusement organisé à l'époque soviétique, qui permet anjourd'hui à Moscou d'exercer un chantage sur son « proche étranger » (les anciennes Républiques soviétiques): 85 % du brut kazakh s'écoule, en effet, vers les raffineries russes situées an nord du pays, ou vers la capitale azérie, alors que les raffineries kazakhs sont réglées, aux trois quarts de leurs capacités, pour traiter le pétrole russe, dont les caractéristiques sont différentes. La désorganisation générale de l'époque postsoviétique comme la manvaise

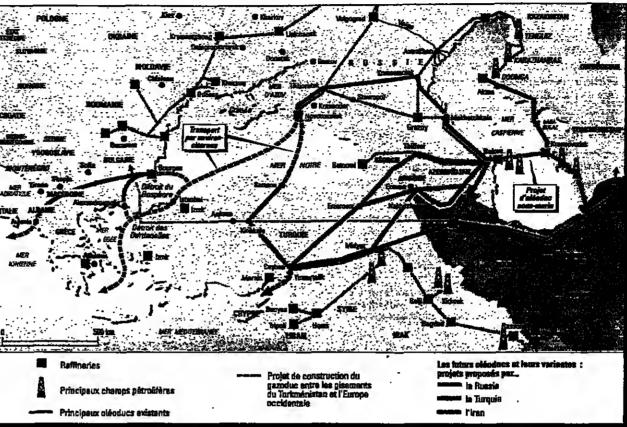
volonté de Moscou rendent impossible le fonctiounement de ce sys-

En 1994, la Russie n'a livré au Kazakhstan que 40 % du pétrole promis, soit 4.42 millions de tounes, et 48 % des produits pétroliers, prétex-tant les arriérés de paiement accumu-lés – en dollars. Dans ces conditions, les raffineries kazakhs tournent au ralenti, quand elles ne sont pas arrêtées, alors que le brut local reste sur place faute de pouvoir être acheminé vers les pays qui le régleraient en dollars, on même vers les raffineries sibé-

Car, obligé d'ntiliser les oléoducs russes, le Kazakhstan se benrte sonvent à la manvaise volonté de

(1) Lire Nor Dolay, « Instable indépendance de l'Azerbaidjan », Le Monde diplomatique, août

(2) Les antres participants som: Dinama con-leum (17,1 %), les compagnies américaines Amoco (17 %), Unocal (11,2 %), Pennzoil (9,8 %), McDermott (2,5 %) et Ramoo (2 %), la compaguie nouvégienne Statuil (1,8 %) et enfin la turque TPAO, dont les parts viennent de s'élever à 6,75 % avec les 5 % cédées par la Socar qui n'a pas suffissumment de moyens pour investir.
(3) Le Courrier des Pays de l'Est, nº 387, 1994.



AU CEUR DES APPRONTEMENTS, LE TRANSPORT VERS LE MONDE EXTÉRIEUR

# Entre guerre et paix, le Tadjikistan

Ravagé par une guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de victimes, le Tadjikistan a du mal à retrouver la paix. Sous l'œil vigilant de Moscou et sous l'égide des Nations unies se déroulent des pourparlers entre le gouvernement et l'opposition en exil pour tenter de trouver un compromis qui ramènerait la stabilité dans cette région sensible.

envoyée spéciale **MYRIAM GAUME \*** LU cours de la célébration du 8 mai 1945 à Douchanbe, capitale de la République du Tadiikistan, défilait un régiment baptisé Païzali, en hommage an jeune héros officiel tombé face aux islamistes durant la guerre civile. Dans le bureau du général Alexandre Choubaev trône le portrait en tapisserie du même Faïzali, son ancieo compagnon d'armes. Le vice-ministre de la défense, ancien commandant de parachutistes en Ouzbékistan, est d'origine russe. Il pointe sur la carte les poches de résis-tance armée : Gharm, Piandj, Kalaïkhoum, Khorog, antant de foyers d'incendie d'une guerre de partisans sans cesse rallumée. Le long de la frontière afghane, affirme-t-il. « 17 000 à 40 000 moudjahidins disposent de 6 500 pièces d'artillerie et de lanceroquettes », installés dans les camps de l'opposition en exil. Ceux que le pouvoir appelle « des bandits ».

« Le pluralisme nous a conduits à la guerre civile », déclarait le fotor pré-

sident Imamali Rakhmonov, an lende-main de la prise de Douchanbe, le 10 décembre 1992. Les procommunnistes venaient de renverser le gouvernement « de renouveau national », où prédominait une alliance entre le Parti de la renaissance islamique (PRI), les nationalistes et les démocrates. Depuis mai 1991, le président communiste Rakhmon Nabiev appelait au soulèvement et armait ses partisans (1).

fois le montant de cette somme. Les

réserves sont estimées à 25 milliards de barils, mais la richesse pétrolière

Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres anciennes Républiques soviétiques, la guerre o'a pas eu ici une dimension ethnique significative. Les Tadjiks, persanophones sunnites, qui tent deux ners des 5,8 millions d'habitants, ont fourni les gros bataillons des combattants des deux camps, divisés avant tout par des haines cla-niques et régionales. Les affrontements ont opposé les deux régions du Sud, Kouliab la procommuniste et Kourgan-Tioube, favorable aux islamistes. Au nord, le relief montagneux protège la riche Khodjent (ancienne Leninabad), la deuxième ville du pays, fief communiste qui est resté volontairement à l'écart. Il est vrai que les Ouzbeks, turcophones (ils sont la seconde communauté du pays et représentent environ 25 % des habitants), très nombreux à Khodjent, regardent tradinonnellement vers le nord, vers le puissant voisin ouzbek. Enfin, la régioo montagneuse du Pamir (Haut-Badakhchan), siège de la petite communauté ismaélienne chiite – dont le dirigeant spirituel est l'Aga Khan –, s'est ralliée à l'opposition démocrate, sous la conduite du cinéaste Davlat Khoudonozarov.

Entre 1991 et 1992, la guerre fera plus de 50 000 morts, na million de réfugiés, et dévastera le pays. Des milliers de combattants se réfugient en Afghanis-tan, d'où ils poursuivent depuis plus de deux ans la lutte contre le pouvoir. En avril 1995, la fonte des neiges a été l'occasion d'une reprise des combats au Pamir et à la frontière, défendue par des troupes russes. Elu eo novembre 1994, le président Rakhmonov prône désor-mais la « réconciliation nationale » et

plusieurs rencontres se sont déroulées,

à partir d'avril 1994, entre les autorités et les rebelles, sous l'égide des Nations

A l'ouest de Douchanbe, dans le jar-din public de Regar, un Ouzbek et un Russe, assis sur les estrades de bois d'une schalkhana, une maison de thé, suivent la partie d'échecs qui oppose deux Tadjiks. « La guerre n'est pas finie, s'indigne l'Ouzbek. Pourquoi les

Quel statut pour la mer Caspienne?

URANT da longues ennées, la statut da la mar Casplanne e été défini par les traités da 1921 et 1940, signée par les deux puissances riversines, l'Union soviétique et l'Iran, qui ne s'étaient préoccupées que de droits da passaga et da pêche. L'émargence da quetre nouveaux États – Russia, Azerbaidjen, Kazakhstan et Turkménistan – autour de cette mer et les possibilités d'une exploitation des ressources pétrolières offshora ont bouleversé le statu

Dana un long mémorandum, la Russia e demandé, le 5 octobra 1994, à l'Assemblés générala des Nationa unies da se saisir du problème. Pour Moscou, la mar Caspianna est un lec fermé auqual na peut s'eppliquar la convention aur le droit de la mar da 1982; les seules référances légales doivent donc rester, en attendant un eccord entre toutes les parties, les traités de 1921 et da 1940. Le texte se conclueit sur une note menagante : « Toute action unilatérala dans la mar Caspienne est illégale et ne sera pas reconnue par la Russie, qui se réserve le droit da prendre les mesures appropriées pour restaurer l'ordre légal et surmonter les conséquences des actions uniletérales. »

En ravanche, le Kazakhstan e avencé des propositiona qui aculignant que la mar Caspienne est raliée au goife de Finlanda par la Volga et la canal Volga-mar Baltiqua. Ces voies d'asu doivent être considérées comme des voies d'eau internationales at la mar Caspienne, comme une mer ouverta: la convention da 1982 peut donc s'eppliquer, et il faut a appuyer sur ce texte pour délimiter les eaux territoriales et les zones d'exploitation économique imparties à chacun. Tendis que l'Iran est proche da la position russe, l'Azerbaldjen et le Turkmenistan sont tavorables eux thèses kazakhes.

Dans cette batailla juridique extrêmement complexe, qui nécessitere da longues années da négociations, sa jouant la définition des contours du système régionel et la place qu'y occupera chacun des cinq Etats riversins.

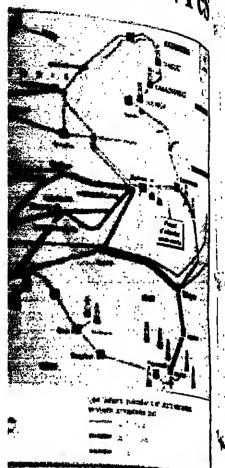
Henne-Jüri Urbopun, « The Caspian Sea: A Tangle of Legal Problems », The World Today, he Royal Institute of International Affairs, Londres, nº 6, juin 1995.

Nations unies ont-elles arrangé une rencontre entre le gouvernement et les chefs de l'opposition? Les pauvres n'ont rien à attendre de la démocratie. Seul le communisme nous aide. » An plus fort de la guerre civile, l'usine d'aluminium de la ville, qui foncuit du travail à toute la région, payait encore les salaires. A l'automne 1992, des détachements en armes, composés d'Ouzbeks et de Tadjiks, sont partis à l'assaut de la capitale pour en finir avec le « complot des fondamentalistes » et son idéologue, le grand qazi Akbar Touradzhonzoda, le principal dirigeant religieux de la République et un proche du Parti de la renaissance islamique : \* Ce Touradzhonzoda est un fondamentaliste: s'il veut rentrer d'exil, on s'y mettra tous pour le tuer! reprend un Tadjik. Toute la ville est du côté du gouvernement. Soixante nationalités cohabitent ici. » A l'abri des oreilles indiscrètes, le vieux Russe s'emporte: « Gorbatchev a détruit l'URSS. Il a retiré nos troupes d'Afghanistan. Sans lui, nous y serions encore, et rien de tout cela ne serait arrivé. Ici, sans la

guerre, c'est un paradis. » La route du sud est hérissée de barrages policiers. Sur chaque place publique s'élève une statue de Lénine. A Kourgan-Tioube, fief des islamistes, on parle rarement russe. Les traces des combats sont partout visibles. L'assaut des procommunistes a laissé de nomes maisons sans toit ni fenêtres. « Ce sont ceux de Kouliab qui ont fait cela », murmureot les habitants. Comme l'État ne paie plus les salaires,

(1) Alain Gresh, « Les Républicale s'engagent sur des chem





and the . === = = === TO PROFE T. 3:23 20 T. 12 752 500 The same of the sa The second secon Springer diese . W # 17 3 a ab + Markey Service Carried Co. na des profes W- 200 12:50 CONTRACTOR OF THE PARTY OF

HAR MANAGER OF THE RESTRICT

W TEN

MARK WAY

46.5

Marketta :-

### DE L'ESPACE SOVIÉTIQUE

# nanœuve pétrolières dans le Caucase pétrolières dans le caucase

Moscon, qui prétexte tantôt ment de son réseau, où la priorité est accordée à sa propre pro-duction, tantôt la nécessité d'augmenter les tarifs du transport, jugés trop faibles. Certes le résean est vétuste, avec des fuites importantes, ce qui ne permet pas son ntilisation optimale. Mais qu'on ne puisse pas y faire pas-ser plus de 60 000 barils/jour de brut kazakh témoigne d'nne mauvaise volonté évidente. Le pompage de ce pétrole vers les raffineries russes de Samara et d'Astrakhan, qui étaient la destination habituelle du brut kazakh, est également limité sous prétexte qu'il contiendrait un tanx trop élevé d'impuretés. « Pourtant, se plaint M. Mourat Moukachev, un expert de Kazakhstanmunaigaz, jusqu'à récemment, cette huile sulfureuse n'a causé aucun problème particulier aux Russes, car elle était mélangée à d'autres types d'huîle. »L'un des responsables de Tenghizchevroil à Alma-Ata, M. Vladimir Doumchev, confiait que, certains jours, la compagnie sc voyait obligée de travailler à 30 % senlement de ses capacités d'extrac-

Ces pressions du Kremlin ont amené les nonvelles Républiques à chercher une plus grande indépen-dance. Même M. Nonrsultan Nazarbaev, le président kazakh, qui, longtemps, a défendu l'idée d'une l'érection de nouvelles frontières entre les pays de l'ex-URSS et a été partisan de la zone rouble, s'est vu finalement contraint à frapper sa propre monnaic et à chercher d'autres alliances, tout en évitant de se brouiller totalement avec Moscou.

Et, pour échapper à la mtelle de l'ancienne métropole, il s'est tourné vers l'Occident. Lors de sa visite à Londres, an début de 1994, il lançait un appel : « Je ne pense pas que les armes puissent faire quoi que ce soit pour la désense de notre pays. Notre principale garantie de sécurité [contre la Russie] sera une présence massive de capitaux occiden-

Le chef de l'Etat azerbaidjanais, M. Aliev, pense de même : se servir de l'arme du pétrole non seulement ponr garder quelque marge de manœuvre à l'égard de Moscou, mais aussi pour obtenir gain de cause dans son conflit avec l'Arménic. Le vieux dirigeant a donc entamé une diplomatie de navette entre Washington, Londres et même Paris, tont en continuant à joner les équilibristes entre Ankara, Téhéran et Moscou. Un responsable important de la délégation azérie en visite à Paris l'année dernière expliquait en privé: « Nous essayons de faire sentir le parfum de l'or noir à tout le monde.

Prudence américaine

M AIS ceux que le fameux parfum est censé mettre en appétit ne semblaient pas enivrés. Ils se montraient indécis, hésitant à accorder un franc sontien aux jennes Républiques turcophones. Très sollicités pour intervenir dans l'arrière-cour de la Russic, non seulement par les gonvernements de la région concernée mais aussi par la Turquie, les Etats-Unis faisaient prenve d'une grande pru-

En fait, à Washington, on voyait les choses tout autrement qu'à Ankara; la Russie n'était plus l'ennemi numéro un, mais une pu qui on devrait coopérer, surtont dans le domaine de l'énergie. D'autant que la recherche et le développement de nonvelles sources paraissaient encore plus vitales après la guerre du Golfe. Le pétrole américain, trop disséminé et d'un coût d'extraction élevé, ponvait être conservé dans le sous-sol comme une réserve stratégique, dans la mesure où un nouvel eldorado se dessinait à l'horizon russe. Pour les Etats-Unis, il n'était pas question de s'embarrasser en essayant de ménager le nationalisme des uns et les chantages des antres, mais de traiter avec

un seul interlocuteur, la Russie, qui réponde pour tous les autres et qui les maintienne sons son contrôle.

Les nouveaux Etats indépendants

de l'ancienne Union soviétique ont du se rendre à l'évidence lorsque le président kazakh, fort du contrat de 10 milliards de dollars passé avec Chevron, a pris le chemin de Washington en février 1994, pour obtenir le soutien américain en faveur d'un oléoduc débouchant en Turquie. La réponse fut sans ambiguité: l'oléodue devait passer par le territoire russe. Et la compagnie Chevron a été priée de convaincre les Kazakhs d'associer la Russie anx projets d'exploitation! Finalement, grâce à la complaisance de Washington, Moscon reussissait à se glisser dans tous les contrats. Le ministre russe de l'énergie, M. Iouri Chafranik, affirmait d'ailleurs elairement en novembre dernier que son pays devait avoir une part majeure dans tous les projets énergétiques.

Le tracé du nouvel oléodue n'aurait pas pris les dimensions d'un bras de fer entre Moscou et Ankara si la presse turque n'avait pas prématurément écrit qu'une grande victoire était

fuite volontaire pour des raisons électorales, le quotidien Milliyet soulignait alors, avec eupborie, toute l'importance de ce projet qui ferait de l'Anatolie non senlement un pont énergétique entre l'Europe et l'Asie eentrale, mais qui servirait de cordon ombilical entre la Turquie et les e républiques sœurs », déjà liées par des affinités eulturelles et histo-

rignes (6). Dans la lutte acharnée qui oppose les deux rivaux historiques pour le eontrôle du futur oléoduc, le principal objectif de la Russie n'est pas économique. Si elle ne néglige pas les profits an'on peut tirer des gisements en attente d'être exploités, elle cherche avant tout à maintenir sous son contrôle les Etats de l'ancienne Union soviétique. Elle défend donc, avec acharnement, l'arrivée de l'oléoduc dans son terminal de Novorossiisk, sur la mer Noire.

Côté turc, si on considère l'oléoduc comme une artère vitale entre l'Asie centrale et l'Anatolie, on mise avant tout sur les bénéfices économiques du projet. Produisant la modeste quantité de 82 000 barils/jour, ce qui couvre à peine 18 % de ses besoins, Ankara espère sortir de sa dépendance stratégique à l'égard du brut da Proche-Orient et avoir une solution de rechange moins chère, d'autant que les coûts du pétrole de la mer Caspienne seraient en partie compensés par les droits de transit que rapporterait l'oléodne traversant son territoire pour déboucher sur son terminal méditerranéen de Yumurtalik dans le golfe de Ceyhan.

Pour réduire les chances du projet russe et donner plus de poids à ses arguments, la Turquie a commencé à chercher, dès août 1993, à établir des restrictions au libre passage des navires-citernes par les détroits contrôlant la sortie de la mer Noire. Prétextant des raisons écologiques et les risques énormes que ce trafie dangereux faisait courir à Istanbul, raisons qui ne l'avaient jamais précocupé anparavant, le gonvernement turc demandait la révision du traité de Montreux de 1936 régissant le statut dn Bosphore et des Dardanelles. Moscou opposa un refus catégo-

rique à cette demande. Mais, le 13 mars 1994, une nouvelle catastrophe - la 444 en quarante ans -, la collision entre un pétrolier et un cargo chypriotes, a sonné le tocsin. Et la Turquie saisissait l'oceasion pour déclarer l'entrée en vigueur, à partir du 1 juillet 1994, d'une réglementation censée mettre un pen d'ordre dans ce trafic fou, et au besoin, le

La riposte de Moscon ne se fit pas

attendre: immédiatement après la signature, le 20 septembre dernier, du contrat entre l'Azerbaidjan et le consortium international, et malgré la participation de la compagnie russe Lucoil à l'accord, le Kremlin faisait connaître son opposition. « Les engagements de l'époque soviétique sont toujours valables », déclarait le ministre des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, en se référant aux accords signés avec l'Iran en 1920 et 1941. Le porte-parole du ministère, M. Grigori Karassine, rappelait que ces accords prévoyaient l'exploitation en commun de la mer Caspienne, et que tous les Etats riverains devaient les respecter puisone aucun partage n'avait eu lieu (7). Selon lui, cette mer est un bassin fermé, et les nonons d'eaux territoriales, de plateau continental ou de zone économique exclusive, relatives aux mers ouvertes, ne pouvaient pas s'y appliquer (lire encadré page 14).

Refusant de rester les bras croisés, les Russes proposaient plusieurs nouveaux projets afin de contourner les détroits sous contrôle turc. L'un d'eux

prévoyait même l'acheminement du pétrole du terminal de Novorossiisk jusqu'au port hulgare de Bourgas dans des tankers et puis son écoulement à travers un autre oléoduc vers le port grec d'Alexandroupolis, avec tons les chargements, déchargements et constructions de terminaux que cela :5

impliquerait... Un revirement dans la politique américaine est venu bouleverser la donne. Il faisait suite à une décision prise par le Turkménistan d'exporter les richesses énergériques grâce à un gazoduc qui traverserail l'Iran et la Turquie. L'ouvrage serait réalisé par la compagnie turque Botas et financé par les trois pays concernés.

Double défi du président turkmene, l'un des plus indépendants dirigeants des ancieunes Républiques soviétiques à l'égard de Moscou. Non seulement M. Saparmourad Niazov exeluait la Russie de ce projet, mais en même temps il n'hésitait pas à y associer son allié, l'Iran, nn pays rejeté par les Occidentaux et contre qui M. William Clinton annonçait un embargo le 30 avril 1995 (8).

#### Peur d'un axe Ankara-Téhéran-Achkhabad

'ÉPOUVANTAIL iranien a contribué à la volte-face de Washington en faveur du projet Bakou-Ceyhan, notifié au gonvernement turc par l'ambassadeur américain'à Ankara, le 31 janvier 1995. La peur d'un axe Ankara-Téhéran-Achkhabad pèse dans la nouvelle stratégie américaine où l'islam remplace le communisme comme menace principale.

La guerre en Tchétchénie a également accru la méfiance américaine à l'égard de Moscou et a dévoilé d'autres facteurs du « grand jeu » qui se déroule dans la région. Malgré le désordre qui règne à Moscou, une certaine continuité avec l'époque soviétique est perceptible : cette politique vise non seulement les anciennes Républiques, mais également une compagnie américaine comme Che-vrou, qui hésite de plus en plus à investir comme elle l'avalt prévu. D'autant que sa demande de participa-tion au consortium d'oléodues tion au consortium d kazakhs a été rejetée par M. Iouri Chafranik, le ministre russe de l'énergie, qui exige d'elle une plus grande contribution financière en échange de parts bien moins importantes.

Dans ces conditions, la Turquie apparaît pour Washington comme un partenaire qui a mieux assimilé les règles du jeu eapitaliste. D'où l'idée qui commence à se dessiner de ne pas tout miser sur la Russie mais d'envisager la création de deux oléoducs, l'un débouchant à Novorossiisk et

l'autre à Ceyhan ! Pour le second, le directeur de Botas, M. Hayrettin Uzun, espère une décision politique dans les prochains mois. La construction pourrait durer deux ans et demi, mais il reste à déterminer quel ebemin suivra l'oléodue avant d'arriver en Turquie.

Deux solutions peuvent prévaloir, puisque la troisième, l'Iran, est absolument exclue par les organismes de financement américains : la Géorgie et surtout l'Arménie. Consciente du rôle qui pourrait lui revenir, Erevan a aussitôt effectué des onvertures en direction d'Ankara, n'hésitant pas à suspendre les activités dn parti des nationalistes extrêmes, le Dachnak.

Ankara devrait convaincre l'Azerbaïdjan d'accepter ce choix en faisant miroiter quelques arrangements concernant l'évacuation de ses territoires occupés par l'Arménie (plus de 20 % de la surface du pays) et le retour du million de réfugiés vivant toujours sous des tentes.

NUR DOLAY.

(41 Central Asian Forum Intelligence Report, nº 8, 1993, Alma-Ata, Kazakhstan. (5) Mehmet Ogürçü, « Eurasian Energy Prospects », Eurasian Studies, TICA (Ankara), n° 3, 1994.

(6) Taha Akyol, « Nous sommes en train de régler le pétrole » , Milliyet, 29 mars 1993. (7) Cumhuriyet, 29 octobre 1994.

(8) Lire Eric Rouleau. - Dialogue avorré en Tébéran et Washington », Le Monde diplomatiq

# à la recherche de la stabilité



UNE RÉPUBLIQUE ENCLAVÉE DANS UNE ZONE SENSIBLE

chacun se débrouille. Pour survivre, les venves vendent du kéfir (yoghourt) au marché. Dans la rue, on roule à vélo, l'essence est trop chère. Une Mercedes passe - celle d'un responsable de la mafia du coton, qui détourne la produc-

tion de l'usine locale. Pour fuir l'avancée des milices progouvernementales, des dizaines de mi-liers d'habitants ont cherché refuge le long des villages de la frontière afghane. La peur en a poussé d'autres, en plein hiver, à franchir sur une chambre à air le flot glacé de la rivière Piandj : ils ont peri en nombre. Cette zone est désormais sous le contrôle des 20 000 soldats de la Communanté des Etats indépendants (CEI) - en grande majorité russe, mais qui comprend anssi 2 000 Tadjiks ainsi que des unités kirghizes, ouzbeks et kazakhes - et des quarante officiers des Nations unies, ayant un statut d'observateurs, qui relèvent les violations du cessez-le-fen.

A l'est, au Badakhchan, le maillage serré des gardes-frontières isole la rébellion de Vantch et Kalaikhoum des vallées afghanes, où s'est installée l'opposition. Sur les routes de haute montagne alternent une garnison russe, un bataillon kazakh, un poste de moudjahidins, et les accrochages sont meur-

An-delà de la nivière, le gouvernement en exil règne sur trois camps – à Kımduz, Mazar-i-Charif, Taliqan –, qui abritent encore 60 000 réfugiés. Grâce aux dons de l'Iran et de l'Arabie saoudite, on y vit plutôt bien, disent ceux qui rentrent. De l'autre côté des barbelés, ils ont trouvé un toit, des écoles, des bottes neuves, mais la situation sanitaire est précaire et la malaria menace.

Par la rivière Piandj transitent les armes mais aussi la drogue venue du Pakistan. « De l'autre côté de la frontière, les deux filières sont associées, dit le vice-ministre de l'intérieur tadjik, M. Guenadi Blinov, qui est d'origine russe. L'an dernier, des officiers russes ont été arrêtés, de même que des miliciens tadjiks, pour avoir participé au trafic en direction de Moscou. » Le général Petrikaev, commandant la 201º division, fer de lance des troupes de la CEI, a dû faire le ménage dans ses propres rangs.

« Les Russes en Tchéichénie ? C'est une belle saloperie, commente M. Youssouf, professeur d'histoire à l'université. Mais ici, leur présence est normale, c'est la frontière de la CEI, ils la gardent » Légaliste, il veut bien donner leur chance aux « néocommunistes », mais il conteste le Parlement Ein en février 1995. « Soixante députés au moins se sont imposés à l'Assemblée

par la force de leurs armes, pour « services rendus » durant la guerre civile. Quelles lois pourront-ils bien voter pour le peuple ? »

Le régime du président Rakhmonov a imposé le pouvoir d'un elan, celui de Kouliab, plus que celui d'un parti. Son isolement est grand, y compris par rap-port aux cadres de la région de Kho-djent, favorables aux colinque plus mais partisans d'une politique plus ouverte. Sous la pression de Moscou, le pouvoir a entamé une politique de réconciliation nationale. Le président afghan, M. Burhanuddin Rabbani, un Tadjik comme le commandant Ahmed Shah Massoud, est impatient de ramener la paix à la frontière. Ses efforts de médiation ont débouché, le 16 mai 1995 à Kaboul, sur trois entretiens en tête à tête entre le président Rakhmonov et M. Saïd Abdullah Nouri, le chef de l'opposition armée. Le cessez-le-feu a été prolongé de trois mois, sans condition. Mais les offres d'amnistie du pouvoir ont été accueillies avec scepticisme par l'opposition. « Ce que vous voulez, c'est notre capitulation », a déclaré le chef religieux, le qazi Touradzhonzoda, qui souhaite un partage du ponvoir.

D'autres éléments de l'opposition, dont le secrétaire général du Parti de la démocratie, M. Youssouf Chadman, se déclarent prêts à un compromis avec le pouvoir. Le cinéaste Davlat Khoudonozarov a accepté l'offre du président Rakhmonov, dont il a emprunté l'avion pour retourner à Douchanbe accueillir 'Aga Khan. Le ehef spirituel des ismacliens du Pamir a rassemblé ses fidèles le 24 mai, avant de rejoindre Khorog, où sa fondation organise, pour l'Union européenne, une nouvelle distribution de farine. La région est

pauvre, elle reçoit de l'extérieur 80 %

des denrées dont elle a besoin (2). Pendant ce temps, à Alma Ata, capitale du Kazakhstan, une nouvelle série de pourparlers – tenus du 22 mai au 2 juin – ne débouchaient sur aucun progrès sensible sur la question-clé, la place future de l'opposition et son rôle

dans les structures du pouvoir. « La Russie veut le christianisme pour la Russie, mais ne veut pas l'islam pour le Tadjikistan. Et la Russie veut la démocratie pour elle... mais ne la veut pas pour le Tadjikistan, ironise l'un des fondateurs du Parti de la démocratie, assigné à résidence à Douchanbe. Ici comme en Orient, la démocratie n'a pas de racines. L'islam était la meilleure force où puiser une discipline. une morale. »

MYRIAM GAUME.

(2) The Aga Khan Development Network in Central Asia, Fondation Aga Khan, 1995, Aigle-mont, 60270 Gouvieux.

Calendrier de	s fêtes nationales
1	- 31 juillet  Fête de l'Indépendance  Fête nationale  Fête de l'Indépendance  Fête de l'Indépendance  Fête de l'Indépendance  Fête de l'Indépendance  Fête nationale  Fête nationale

OMME Hanoî au nord, qui se couvre illégalement de constructions spéculatives et démolit ses bâtisses historiques, Ho Chi Minh-Ville (ex-Saigon), dans le sud, à peine sortie d'une longue disette, s'inflige toutes les tares rendant invivables tant de villes asiatiques. Le Vietnam tout entier s'engouffre dans une croissance sans projet, qui creuse les fossés sociaux sans pour autant faire progresser la démocratie politique. Vingt ans après la victoire et la réunification.

Par notre envoyée spéciale GERTRUD WINKLE \*

Pour beaucoup d'habitants d'Hn Chi Minh-Ville (que chacun, membres du parti inclus, appelle comme autrefois Sargon), le 30 avril 1975 aura moins symbolisé la réunification du pays que le début d'une longue période de privations, de frustrations, d'interdits. Ce qui se fétait le 30 avril dernier, vingt ans après, c'était avant tout la réussite de la politique du dni moi (la rénovation) menée depuis 1986 en même temps

qu'était réaffirmé le statu que politique. C'en est fini des années de disette dans laquelle l'orthodoxie communiste avait plongé la ville qui a retrouvé son dynamisme. Du fin fond de Cholon, la cité chinoise située au sud-ouest de l'ngglnmération, jusqu'à la sortie orientale sur la route nº l qui mène à Hanoï. le petit commerce a reconquis les trottoirs de nouveau surchargés de soupes ambulantes, de petits restaurants et cafés populaires, de vendeurs de cigarettes et marchandises diverses. L'épargne individuelle a été peu à peu extraite des matelas depuis la légalisa-tion de la propriété privée. S'y sont ajnutés les investissements lourds venus de l'étranger. Plusieurs groupes bôteliers internationaux se sont installés dans le centre pour satisfaire la demande croissante de séjours de luxe exprimée par les hommes d'affaires.

De luxe il n'est pas question pour la majorité des Viemamiens, mais ils profitent pourtant de la croissance et de la libéralisation. Discothèques et karaokés ne désemplissent pas, sortant de leur léthargie les tubes des années 70 et les mélopées chinnises remodelées au rythme des studios de Hongkong. Les raffinées, reproduisent fidèlement les modèles occidentaux. Et les Saïgon-

naises de se jeter avidement sur les cosmétiques, en dépit de leurs prix élevés. « On voit à nouveau les filles se maquiller, se peindre les angles comme avant 1975. Plus personne n'n peur de porter une minijupe ou des jeans moulants ».

assure un ancien militaire sud-vietna-

Cette soif de consommation, c'est dans la rue qu'elle s'exprime avec le plus de vigueur. Il y a trois ans seulement, les voitures étaient réservées à la nnmenklatura; elles pullulent aujourd'hui, cependant que près d'un demi-million de motos, pour la plupart de fabrication japonaise, circulent dans cette ville de cinq millions d'habitants. La bicyclette, moyen de transport traditionnel, voit peu à peu disparaître sa fonction utilitaire au profit d'un usage plus ludique : en témoigne l'arrivée massive sur le marché des vélos tout terrain chevauchés par des adolescents en quête de modernisme et d'acroba-

A Sargon, le produit national brut annuel par habitant atteint 840 dollars, près de quatre fois plus que la moyenne du pays. 71 % des ménages ont la télé-vision, 63 % une moto, 24 % un réfrigérateur. Près de la moitié de la population a moins de vingt ans; selon les données officielles, 83,71 % des Saïgonnais âgés de six à quatorze ans sont alphabétisés (le taux étant de 88 % pour la population totale). Ces chiffres, très supérieurs à la moyenne des pays au même stade de développement (1), sont systématiquement cités par les investisseurs étrangers : la main-d'œuvre vietqu'elle est lettrée, performante, travaillease et, bien entendu, bon marché.

Mais de quel poids pèse cet investisse-ment de 2,7 millions de dullars (13,5 millions de francs) quand toute l'agglomération part à la dérive ?

Chaque jour la circulation étouffe un peu plus une cité conçue à l'époque coloniale pour une population dix fois moins nombreuse. Des quartiers d'habitations poussent comme des champignons près du centre. Dans des ruelles larges de 3 mètres, fils électriques et téléphoniques se chevauchent à proximité de terrasses exigues, au mépris des règles les plus élémentaires de la sécurité. Et chaque propriétaire est libre, pour peu qu'il sache « négocier » avec les autorités locales, de surélever sa maison de deux, trois, voire quatre étages sans que soit seulement évoquée la question de la densité de population

Le patrimoine architectural de Saïgon, tant vanté dans le passé, est mis en péril par des travaux anssi divers que désordonnés. Le désir de faire moderne et la frénésie d'investissements font oublier la nécessité de gérer les structures existantes et fragilisent tout l'équilibre de la ville. Un spécialiste note: « Quelques maisons coloniales témoignent de l'effervescence intellec-tuelle des années 20 et 30 et de l'influence de l'école allemande du Bauhaus. Mais la richesse de Saïgun tient surtout dans sa lisibilité, dans les grandes plantations d'alignement des boulevards à la française, les zones pavillonnaires du 3 arrandissement, les valumes homogènes des quartiers du grand centre ». D'importants enjeux politiques entrent aussi en ligne de compte. Les militaires, et notamment la marine, demeurent propriétaires de pans entiers de la cité et refusent de les placer sous l'autorité de la municipalité,

Quant à la notion d'intérêt général, elle vole en éclats en raison des conflits de pouvoir entre les divers corps de l'État.

Phénomènes d'autant plus inquiétants que la densité de la population prend des proportions alarmantes : quatre cinquièmes des 5,5 millions d'habitants de la ville vivent dans les 300 kilomètres carrés de Saïgon intramuros. Si la densité moyenne de la cité est de 23 200 habitants au kilomètre carré, elle atteint les 80 000 dans certaines zones. L'espace moyen par tête est passé de 7 mètres carrés en 1975 à 5.8 en 1993. Et le gouvernement estime qu'il faudra construire entre 1,5 et 2 millions de mètres carrés de loge-ments par an au cours de la prochaîne période si l'nn veut satisfaire les besoins de la population.

La municipalité a officiellement répertorié 67 000 tandis. Nombre de citadins y vivent, que la croissance a laissés sur le bas côté de la route. La cristallisation sociale s'amplifie. Il n'est plus guère d'intermédiaires entre la famille la plus démunic qui fouille dans les restes des marchés et le modeste employé de l'État qui, grâce à un petit travail d'appoint, s'est offert un magnétoscope et un véhicule dernier modèle. Une classe moyenne émerge peu à peu cependant qu'une énorme foule d'exclus assiste au phénomène sans comprendre ni participer à quoi que ce soit. Mendiants, handicapés de tous ordres, mutilés parviennent parfois à occuper des endroits stratégiques lieux de passage des étrangers, mar-chés, sorties de pagodes - pour recueil-lir les miettes d'une croissance à eux

Et puis il y a les enfants. Venns de Hanoï, des plateaux du Centre ou du delta du Mékong, ils ont quitté leur



DIEM PHUNG TEL - < Prière >

famille pour des raisons économiques, ou parce que la violence y était devenue insupportable. « L'enfant des rues est parti de chez lui parce que l'environne ment familial était hostile, explique il représentant d'une organisation non gnuvernementale française. Inversement, celui qui est parti pour gagner de l'argent, qui garde le contact et fait parfois vivre toute la famille, se trouve dans une situation psychologique toute différente et ne dort pas dans la rue. » Toutefois, le nombre de ces enfants ne semble pas augmenter de façon substantielle

Il reste que la violence n'épargne

#### Corruption et pollution

TOUTES les conditions paraissent ainsi réunies pour que Saïgnn continue de prospérer. La presse locale reproduit régulièrement des statistiques flatteuses reprises par les médias occi-dentaux. La réalité est pourtant moins

Neuf ans après le lancement du doi mni, les contradictions s'aggravent entre une orthodoxie politique toujnurs de rigueur et l'édification d'une économic de marché (2). L'État s'enlise dans une transition inachevée entre un système administratif hyper-centralisé et la nécessité de donner aux dirigeants économiques d'indispensables prérogatives. Les meilleures intentions exprimées depuis Hanni sont systématiquement freinces par des intermédiaires de niveau moyen qui réduisent l'État à une structure de typc féodal. Dans les bureaux, la curruption perdure et s'amplifie même, le seul moyen de vivre décemment consistant pour les fonctionnaires à imposer un droit de passage. « Controirement aux nutres pays asiatiques, la corruption ne muche pas les postes les plus importants, estime un homme d'affaires. Les ministres sont propres mais les intermédiaires bluquent les dossiers et s'octroient des cadeaux allant de 500 à 10 000 dollars. »

Le numbre croissant d'entreprises étrangères a furtement contribué à aggraver le phénomène. Le choix de telle société ne dépend pas uniquement de ses capacités techniques, mais aussi de ses possibilités d'investir dans les rouages où se prennent les décisions. Habiniés de longue date à la précarité de l'emploi, les Vietnamiens tentent de gagner aujourd'hui ce qu'ils ne pourront peut-être pas nbtenir demain, une avidité de tous les instants qui transparaît dans toute une série de petites arnaques quotidiennes. Les prix des produits varient d'une boutique à l'autre, d'un client à l'antre. Et face aux injustices du pouvoir, les Vietnamiens les plus « sages » font preuve de résignation, les autres usant de la tricherie. Dans certains nouveaux quartiers de Saignn, de nombreuses habitations détournent le réseau d'électricité pour alléger la facture et une part incalculable de la consommation municipale n'apparaît jamais dans les registres nffi-

\* Journaliste indépe

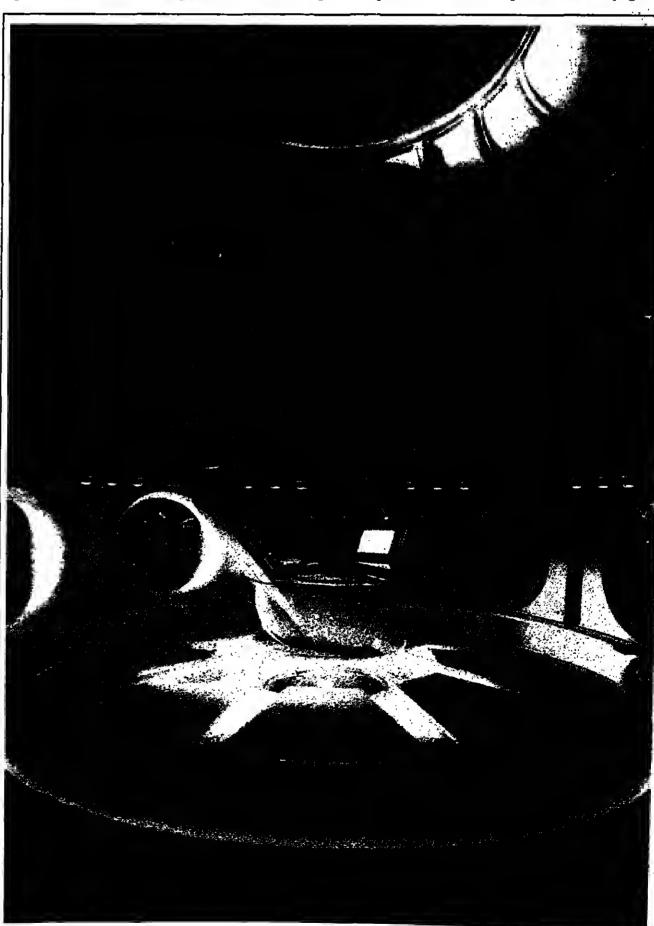
ciels. SI la croissance y est bien réelle, Ho Chi Minh-Ville s'engage sur la voie classique des cités asiatiques tentaculaires dont on célèbre à l'envi les « miracles » éconnmiques sans en détailler trop les contreparties.

La pollution est devenue dramatique. L'état de construction permanente constitue un facteur omniprésent de misance ; la densité de poussière dans les rues est de 0,64 milligramme an mètre cube, soit deux fois le niveau considéré comme tolérable selon les normes internationales. Les gaz toxiques représentent un danger plus grand encore: 60 % proviennent du trafic routier, 30 % des déchets industriels; la vénisté de nombreux véhicules explique pour une bonne part cette situation. La plupart des autobus et des camions, dunt la circulation dans le centre-ville n'est pas vraiment réglementée, ont des émissions toxiques six fois supérieures (huit finis dans certains carrefours) à ce qui est communément

La pollution des canaux, véritables égouts à ciel ouvert au lnug desquels vivent des centaines de milliers de démunis, est jugée irréversible par les spécialistes. La rivière Saï Gon et son affluent le Dong Naï - source de l'eau potable de l'agglomération - subissent régulièrement des agressions écologiques majeures. En 1994, deux accidents ont provoqué le versement dans des cours d'ean proches de la ville de 200 tonnes de finul, puis de 1 700

tonnes de gazole. La municipalité tente d'élaborer un plan de rénnvarinn du réseau d'eau potable auquel 250 000 personnes seulement ont accès. Mais c'est toute la ville qu'il conviendrait d'assainir et le sujet n'est qu'effleuré au plus haut niveau. La presse locale a indiqué que des fonds seraient au cours des mois prochains consacrés à ce secteur, que verseront la France et la Banque asia-

tique de développement. Hn Chi Minh-Ville souffre cruellement de l'absence d'un plan d'urba-nisme. Les discours officiels affirment certes qu'il faut éviter d'en arriver aux aberrations de Bangkok mais ne pro-posent aucun projet à lnng terme. L'anniversaire du 30 avril a été l'occasion de renouveler le marquage au sol des grandes artères et de paver 300 000 mètres carrés dans le centre.



drieme m

COMME.

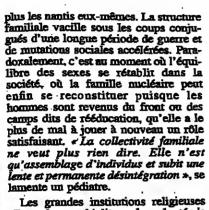
· / -05

. - 1222

===

#### **UITS MAL PARTAGÉS**

# une vation sans projet



Les grandes institutions religieuses elles-mêmes périchtent, la volonté de consommer passant avant toute consilération d'ordre spirituel. Le bouddhisme tente de survivre sous la chape de silence imposée par le pouvoir. Dans leur majorité ses dirigeants sont sous les verrous ou se terrent au fond de pagodes reculées; les principanx porteparole ont représenté jusqu'à maintenant la seule véritable dissidence, dénonçant les atteintes aux droits de l'homme et à la liberté d'expression. Les responsables catholiques, qui bénéficient quelque peu du réchauffement de leurs relations avec le gouvernement, assistent impuissants à l'érosion du nombre des fidèles. Coincée entre une fidélité sans faille à Rome et la nécessité de redonner au culte une nouvelle vigueur, l'Église plie sans rompre. « Selon le diocèse, il y aurait 480 000 catholiques dans l'agglomération d'Ho Chi Minh-Ville. Le déclin se poursuivra inexorablement si nous ne sommes pas capables d'adapter le discours aux nouvelles donnes économiques », estime un prêtre. Il ajoute, évoquant la foule d'adolesceuts assistant le

dimanche à la messe devant la cathédrale Notre-Dame sans même descendre de moto : « Il n'y a aucune ferveur, aucune participation. C'est une foi totalement dépourvue de maturité. »

L'État laisse pour sa part péricliter ses fonctions régaliennes traditionnelles. La perspective d'entrer très bientôt dans une Association des nations d'Asie du Sud-Est (3) au rythme de croissance élevé a poussé les dirigeants à privilégier la production anx dépens du social.

Les statistiques ne doivent pas faire illusion : l'éducation se trouve dans un piteux état. L'accès à l'école et à l'université s'est démocratisé depuis plusieurs années, les critères politiques ayant disparu depuis le lancement du doi moi. Mais deux systèmes éducatifs se chevanchent, le premier est réservé anx bons élèves et est quasiment gratuit (5 francs par mois), le second est de qualité moindre et plus onéreux (30 francs). Les écoles privées se multiplient, au coût prohibitif, qui consti-tuent le meilleur outil de reproduction d'une classe sociale privilégiée. D'autant que leurs misérables salaires ne motivent aucunement les enseignants du secteur public qui ne survivent que grâce aux cours du soir ou des services de traduction dans les agences de tourisme.

L'évolution du service de santé est identique: apparaissent des cliniques privées tenues en fin d'après-midi par le personnel des établissements publics. Les centres de chirargie esthétique sont de plus en plus nombreux, où des praticiens arrondissent leurs fins de mois, où les riches satisfont leur coquetterie. Cependant des fonds sont régulièrement alloués pour l'équipement de centres bospitaliers par des organisa-

tions non gouvernementales, l'Unicef, la Banque mondiale, etc., et la formation des médecins a ameint un niveau satisfaisant. Et, à la fin de l'année, l'hôpital d'An Binh, dans le quartier nº 5, sera exclusivement consacré aux indigents - à ceux du moins qui, bénéficiant de ce statut, ont encore accès à quelques services d'assistance.

La presse, qui témoigne de réelles vellérés de faire son méner, tente de se faire l'écho des inquiétudes qui se font jour dans la population. Mais les dis-cours officiels, s'ils reconnaissent cer-taines évidentes lacunes du développement, cachent mal la seule obsess des dirigeants: l'attraction massive de capitaux étrangers, à Ho Chi Minh-Ville et ailleurs, la création d'un marché des changes, la privatisation progressive d'entreprises d'État. Ils assurent contrôler parfaitement cette évolution, au nom de l'indépendance du pays, et leur euphorie est partagée par ceux des Occidentaux qui soulignent à l'envi la stabilité politique et le pragmatisme du pouvoir. Tout ce qui pourrait ternir l'image d'un Vietnam en pleine renaissance est ignoré. Comment pourtant dissimuler longtemps ce dont témoigne Saïgon aujourd'hmi : la totale absence de projet de société ?

GERTRUD WINKLE.

(1) A titre de comparaison, le Bangladesh, dont, selon le Banque moadiale, le PNB par habitant est similaire à celui du Vietnam (220 dollars par an), a un taux d'alphabétisation de 35 %.

(2) Lire Nguyen Due Nhuan, « Pour le développement durable du Vietnam », Le Monde diplomatique, avril 1993, et « Le Vietnam tourne la page », Le Monde diplomatique, avril 1994.

(3) L'Association regroupe les Philippines, la Thuilande, la Malaisle, Singapour, l'Indonésie, et Brunel, Le Vietnam a depuis l'an passé un statut d'observateur et devient membre à part entière ce mois de juillet.

### CINÉMA PAKISTANAIS

### Loin de la société

U Pakistan comme ailleurs, isoler la population de l'invasion d'images extérieures relève de l'illusion. Mais la production locale mérite-elle protec-

Par YVES THORAVAL \*

Un parfum de nostalgie flone sur les cinq studios de Lahore. L'effervescence des débuts, dans les années 30, ou celle des années 60 et 80, a disparu. La capitale culturelle du Pakistan et du Pendjab la province la plus peuplée et la plus riche – prévoit pourtant le tournage de 70 films sur les 80 à 90 produits annuellement dans le pays. L'unique studio de Karachi, la capitale économique, n'est pas de taille à rivaliser...

Au Pakistan, comme en Inde, le cinéma constituait jusque récemment le divertissement par excellence. Des professionnels musulmans de Bombay se sont installés au Pakistan après la partition de 1947, avec l'intention de reproduire sur l'Indus les receues magiques de «Bollywood ». Depuis, le Pakistan – y compris son aile orientale devenue le Bangladesh en 1971 - a produit près de 3 000 films de fiction : une centaine par an en moyenne dans les années 60 à 80 avec des « pointes » de 150 au début des années 70, dont une importante proportion exportée vers les communaurés émi-

Le patrimoine cinématographique du Pakistan renferme des films ourdous - la langue nationale - et pendjabis de valeur, dont bon nombre de drames sociaux engagés, comme Gumnam (« Ano-nyme », 1953), du talentueux Anwar Kamal. De même, Khalil Qaysar tourna en 1960 l'un des rares exemples du cinéma d'art pakistanais, Clerk, un film social et tragique. Certains thèmes sont récurrents (le viol, le mariage, la religion ... ). Dans Neend ( Sommeil », 1959) d'Hassan Tariq, la grande chanteuse-actrice Noor Djahan incame une pauvre ramasseuse de charbon sur les voies ferrées oui tue l'h lée. Dans Akhir (« La dernière gare », 1966), Saroor Barabaki montre la dérive tragique d'une fille violée par un gang. En 1977, Ayna (« Le miroir ») de Nazrul Islam - avec la célèbre actrice Shabnam

- raconte un mariage d'amour brisé par les différences de classe entre conjoints. Kanar Singh, de Seif Uddin Seif (1959). évoque l'aminé d'un musulman et d'un sikh du Pendjab, confrontés à la partition. Lakh one (« Un sur un million »), de Reza Mir (1967), les amours contrariées d'un musulman pour une hindoue (le remake indien inverse les religions!). Avec Khak our Khoon (\* Poussière et sang \*, 1979], Masud Parveez revient sur la désintégration d'une communauté provoquée par des dissensions religieuses.

Dans un tout autre style, des films musicaux soignés célèbrent l'art de vivre moghol par de magnifiques ghazals poèmes chantés en nurdou - (Tadj Mahal, de S. T. Zaydi, 1968) ou illustrent la culture populaire pendjabie, comme la romance mythique de *Heer Randja* (1970), réalisée par Masud Parveez, longuemps le plus grand succès pakistanais. Plus politique, Khalil Qaysar aborde la lutte anni-impérialiste romancée dans Farangi (\* L'etranger ., 1964) ni décrit la résistance des farouches Pathans aux Britanniques et fut tourné dans la Frontière du Nord-Ouest (Peshawar). Autant de films souvent inspirés des modèles indiens.

Jusqu'à l'invasion soviétique de l'Afghanistan, nombre de producteurs akistanais se rendaient régulièrement a Kaboul pour recopier les recettes des films indiens qui y étaient projetés. Car le plagiat des productions du cousin ennemi a toujours été très rentable.

Parallèlement, le Pakistan a cherché à se prémunir contre l'invasion audiovisuelle indienne, pourtant plébiscitée par le public. Des 1963, les producteurs faisaient pression sur les aumrités pour qu'elles imposent des quotas de films pakistanais dans les salles de cinéma (85 % du temps de projection). Après la seconde guerre indo-pakistanaise (1965). l'importation des productions indiennes (plus lucratives pour les distributeurs que les films nationaux) fut carrément interdite et les quelques bandes rescapées furent brûlées dans les rues. Mais la tecbnique permit de contourner l'« embargo ». Des milliers de cassenes made in Bombay sont en vente libre depuis les années 80 : on peut acheter les meilleurs classiques indiens au bazar d'Anarkali. Quant aux foyers pakistanais, ils captent les films prohibés, grace notamment au puissant émetteur d'Amritsar, installé au Cachemire indien, qui dévoile avec délectation les plagiats

#### Chaînes câblées et piratage

S ELON les amateurs, tel Aijaz Gul, le meilleur historien du cinéma natio-nal, les quelque 650 salles du pays (130 millions d'habitants) ne présenteraient plus de films pakistanais valables. Il est vrai que cette production collectionne les handicaps. Les faibles moyens (certains films sont tournés avec des budgets de 600 000 à 1 million de francs), la pénurie d'instituts de formation et d'aides de l'Etat (lequel se signale surtout par une taxation outrancière) s'ajourent à la dictature des distributeurs, aux caprices des producteurs - en majorité des hommes d'affaires obsédés par le box-office - et à des possibilités d'exportation réduites aux vidéos destinées aux émigrés dans le Golfe, au Canada et en Grande-Bretagne. En outre la censure, tatilionne dès 1948, s'est renforcée en 1977 sous l'effet de la loi martiale et de la « réislamisation », décrétées par le général Zia ul-Haq, et pour se doubler d'une censure « moralisatrice » croissante de la part du public lui-même. La situation est encore aggravée par les chaînes câblées qui inondent le pays (la Zee-TV indienne diffuse cominnellement des clips qui déploient les charmes des plus pulpeuses actrices de Bombay ou de Madras), ainsi que par le piratage, la contrebande vidéo - prin-cipalement de films indiens et de plus en plus américains – et la vente libre depuis 1994 des antennes paraboliques, malgré les foudres des zélotes de la Jamaar-i

Avec les années 80, la violence - théoriquement bannie au même titre que . les baisers et les thèmes portant atteinte à l'islam et à la nation » -, les productions incohérentes, coupées de tout contexte social, et les soap-opéras bâclés ont envahi les salles de cinéma, surtout fréquentées par un public masculin, pauvre (un ticket coûte 2 francs) et Jeune – entre seize et quarante ans -, qui déserte souvent les projections avant la fin de la séance : à Rawalpindi, on peut se retrouver seul en fin de soirée dans une salle de 1 000 places ! Les autorités et les distributeurs affirment avec fierté que les classes aisées, qui boudaient le cinéma, en retrouvent le chemin. Et ce au grand dam des producteurs car c'est surtout pour voir des films de série B améri-

cains... Pendant ce temps, la télévision gouvernementale draine les talents, produit des films d'a art et des séries de qualité, très prisés par les voisins indiens car la nudité en est proscrite !

Les films pendjabis, à présent majori-taires dans la production nationale, sont plus « locaux », marqués par un tempo plus vif que les films ourdous. Ils véhiculent une langue, une musique, des coutumes et un contexte social en phase avec le « régionalisme » ambiant du Pakistan. La plupart racontent de sanglantes histoires de féodalisme, plaie du Pakistan rural. La tendance est aussi à d'extravagantes vendettas tribales en langue pashtoune – parlée dans la rude Frontière du Nord-Ouest, limitrophe de l'Afghanistan -, ce qui représente 20 % de la production en 1994. Dans une mnindre mesure, les Pakistanais apprécient également les films sindhis avec leur spécinlité, les dacoits. bandits bien réels qui infestent la province du Sind.

Considérés comme trop proches des modèles commerciaux indiens, les films ourdous sont généralement doubles en pendjabi mais sont moins appréciés du public. Depuis une quinzaine d'années, le film ourdou privilégie l'action et la violence. Le scénario type met en scène des justiciers brutaux aux motivations obscures et des filles pulpeuses maniant la kalashnikov: ainsi, dans l'invraisem-blable Zendjirain (« Chaînes », 1994), le héros motard met à lui seul hors de combat une centaine de « méchants ». Les histoires de terrorisme urbain lié à la drogue ou à des politiciens corrompus face à une police impuissante, voire vénale, ne font que refléter une réalite préoccupante à Karachi. Ainsi un film intéressant – réalisé par Nazrul Islam, disparu depuis, Khwahish (« Le vœu », 1994), montre un policier de Karachi qui se fait justice - après le massacre de sa famille par les hommes de main d'un politicien véreux - et venge une femme violée et bafouée par la justice. La même année, Sool (« La pique ») est une tentative courageuse mais peu convaincante de Jamil pour dénoncer le fiéau de la drogue. Mais le cinéma pakistanais peut-il encore aider à forger une identité nationale cohérente quand la presse s'interroge sans cesse sur l'avenir d'un pays miné par les séparatismes ?

**En** attendant le quatrième millénaire nous vous proposons d'entrer dans le troisième. Grâce à notre nouveau Boeing 777, vous pourrez désormais voyager dans une cabine entièrement repensée pour votre confort : des sièges plus larges, plus d'espace entre les passagers et une hauteur sous plafond exceptionnelle. A bord, vous pourrez aussi profiter des toutes dernières innovations technologiques telles que l'écran vidéo individuel, téléphone... Ce n'est pas un hasard si United Airlines est la première compagnie aérienne dans le monde. Le Boeing 777 assurera la liaison entre Paris et Chicago à partir du 2 juillet 1995. Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages ou United Airlines de Paris au 48 97 82 82 ou de province au 05 01 91 38 (Numéro Vert) ou composez 3615 United.

### UNITED AIRLINES

Un coin de soleil au-dessus des nuages

#### Par PATRICK CHAMPAGNE \*

Tout au long de la récente campagne électorale en France, on a pu constater à quel point les sondeurs ont été omniprésents et aussi fortement critiqués certains accusés de manipulations politiques, et tous d'incompétence. Si le problème n'a pas encore trouvé sa solution, c'est parce que règne, eo ce domaine, une confusion extrême qui conduit à mal penser un problème en définitive relativement simple.

En premier lieu, il convient de savoir de quel type d'enquêtes il s'agit. En période préélectorale, l'essentiel des sondages publiés oe visent pas l'opiuion poblique, mais les intentions de vote. Or la critique qui vant pour les uns oe vaut pas pour les autres et les reproches habituellement faits aux sondages d'opinion proprement dits ne peuvent eo l'occurrence être présentés.

Un sondage préélectoral o'est, dans son principe, guère critiquable, mais à

\* Sociologue ; auteur de Faire l'opinion, le nouveau jeu politique, éditions de Minuit, Paris, 1990.

deux conditions expresses. La première est qu'il soit réalisé de manière techniquement satisfaisante. Les sondeurs ont acquis en ce domaine, en France, un savoir-faire indiscutable. Seconde condition ; il faut que le sondage pré-électoral soit effectué dans les jours qui précèdent le scrutin. A ces deux conditions, et à ces conditions seulement, on peut parler de sondage préélectoral. Ces enquêtes sont assez fiables et donnent, à la veille d'un scrutin, une image souvent fidèle des intentions de vote.

Or il est paradoxal de constater que les critiques les plus virulentes portées, durant la dernière élection présidentielle en France, contre les sondeurs concernaient précisément ces soudages. Ils se seraient trompés eo ne donnant pas, lors du premier tour de l'élection. les scores exacts des candidats et surtout le boo ordre d'arrivée. Cette réactioo appelle deux remarques.

En premier lieu, on rappellera que, d'un point de vue technique qu'il serait trop long de développer ici, l'« erreur » des soudeors était peu importante

(inversion de 3 points) et ne portait que sur deux des bait candidats en présence. Mais surtout, ce type de critique est assez illogique. D'une part, cela semble signifier que si les sondeurs « ne s'étaient pas trompés », ils auraient été irréprochables. D'autre part, une telle critique oublie que dès lors qu'un son-dage préélectoral est publié et largement commenté dans les médias avant l'élection, il est pris en compte par un certain nombre d'électeurs qui vont l'intégrer comme variable dans leur

Si un sondage préélectoral ne devait surtout rieu changer dans la décision des électeurs, on ne comprendrait pas que les politologues invoquent les grands principes (liberté d'expression, démocratie, etc.) pour exiger leur publication afin que les citoyens se décident en connaissance de cause. Il est donc normal que le vote final ne corresponde pas exactement aux chiffres donnés par les derniers sondages préélectoraux, ces derniers n'étant pas des pronostics, mais une simple information faisant partie de la campagne électorale.

Les sondeurs sont-ils alors irréprochables? Non, bien sûr, mais pas pour les raisons que l'on croit. Les réactions virulentes des hommes politiques au sujet des sondages effectués et publiés en fin de campagne tendent à occulter le fait que les sondages les plus fantaisistes et surtont les plus structurants politiquement ne soot pas ceux-là, mais ceux réalisés en début et tout au long de

lo campagne électorole. Les derniers en date ne font que livrer une ultime informatioo aux électeurs sur l'état des rapports de forces politiques à la veille d'une consultation et donnent une idée de ce que seront les résultats probables de l'élection. En revanche, les enquêtes réalisées durant tonte la campagne (parfois bien en amont de celle-ci) sont nombreuses, et pèsent lourdement sur le milieu politique, mais aussi sur la presse et, notam-ment, sur les grands médias nationaux (radio et télévision) qui invitent les candidats, organisent des débats et commentent la campagne électorale en

fonction des résultats de ces enquêtes. Or ces sondages sont peu fiables du fait qu'ils ne recueillent pas des opinions mobilisées, mais des déclarations en grande partie suscitées par l'enquête elle-même. Ils saisissent des intentions de vote souvent fictives, potentielles et non encore cristallisées. Ils ne peuvent, de ce fait, que pousser une large fraction de l'électorat ainsi consulté à donner, lorsqu'il en donne, des répons provisoires, souvent sans lendemain parce que sans conséquences.

Qu'une même question (« pour qui pensez-vous voter? ») paisse susciter des réponses n'ayant pas la même valem technique m le même statut épistémologique (ceux-ci variant selon le moment où elle est posée), n'est pas aisément compréhensible par les commanditaires de ce type de sondage qui imposent, sans précamion, pour les lire, une grille de lecture politique. Et cela d'autent plus qu'il est impossible de fixer le moment, variable selon les élections, à partir duquel un sondage préélectoral devient plus fiable et permet de faire des prévi-

#### Le traitement des indécis

UTRE erreur majeure : le traitement des indécis. Dans ces sondages « préélectoranx », le tanx d'indécis et de non-réponses, généralement très élevé en débnt de campagne électorale (plus de 60 % lors de la récente campagne présidentielle), est l'information la plus importante, plus importante que la répartition des voix de ceux qui ont apparemment choisi leur camp on leur candidat. Si, comme le répètent les responsables des instituts de soodage, ces enquêtes oe donnent pas des pronostics mais constituent seulement des « instantaoés » de l'état des Intentions de vote, pourquoi n'en tirent-ils pas les conséquences logiques ? Pourqooi donnent-ils les résultats de ces coquêtes comme s'il s'agissait de votes effec-

Sans doute les journalistes, à la suite des sondeurs, mentionnent-ils généralement ces taux dans leurs commentaires, mais c'est comme pour mieux s'en débarrasser aussitôt et proposer des répartitions d'intentions de vote indécis et non-réponses exclus. Or procéder ainsi, c'est commettre une double faute professionnelle. D'une part, ce mode de présentation des résultats implique une bypothèse bautement fantaisiste, à savoir que les indécis et les oooréponses se répartiront dans les mêmes proportions que ceux qui se sont déjà exprimés fermement. D'autre part, ce mode de calcul fausse la présentation de la situation politique en surévaluant les intentions de vote déclarées.

Dire, comme ce fut le cas par exemple, que tel candidat est à « 30 % d'intentions de vote contre 18 % seule-

#### MYTHES, MÉDIAS

# L'élection présidentielle,

UR le chemin escarpé qui mène à l'Élysée, les efforts des candidats à la présidence française sont souvent décrits à grand renfort de métaphores tirées de la geste médiévale. Champions de leur camp, entourés de barons, endurcis par les épreuves, organisateurs de grandmesses et protagonistes de duels, ils out, dans le cadre d'un récit mythique tissé par les médias, poursuivi leur initiation itinérante. Menacés du purgatoire en cas d'échec, en cas de victoire promis au rang de monarque républicain. Républicain? Deux siècles après la Révolution française, les journalistes semblent conserver des nostalgies d'Ancien Régime.

#### par EMMANUEL SOUCHER et YVES JEANNERET \*

La Révolution française, qui inventa l'idée démocratique moderne, ne pouvait se réaliser qu'à travers une histoire singulière. L'historien qui le comprit le mienx fut Michelet. Dans sa préface à L'Histoire de la Révolution française, il ambitionnait d'écrire une histoire des peuples et non plus uniquement des rois. Quel serait son étonnement de voir resurgir aujourd'hui, d'entre les médias, le démon de l'histoire des héros et des rois (1).

\* Groupe d'analyse des pratiques de communication, Ecole nationale supérieure des télécommunications, Paris.

A travers la presse, la radio, la télévision, l'histoire de France est à nonvean aristocratique. Vue par les médias, elle redevient un récit mythique qui retrouve le temps circulaire d'avant l'histoire. La croyance y a la part belle et la religion en régente la syntaxe.

C'est au fil de la récente campagne électorale, en France, pour l'élection présidentielle que les journalistes ont filé la métaphore. Leur récit a pris la forme d'une quête chevaleresque. Il est vrai que le but de la « course éty-séenne » est d'atteindre l'Élysée – le

royal qui consiste précisément à « revêtir une dignité paradisiaque ». S'il ne s'agissait que d'une « fable », l'histoire serait plaisante, mais elle a tant de fois été reprise par les médias qu'elle acquiert une valeur emblématique. « Jacques Chirac et Lionel Jospin arpentent le pays de long en large », l'un a « écumé les fêtes de la rose, battu les estrades et harangué les militants ».

l'antre est « un stakhanoviste des tables rondes et des dîners-débats . Le journaliste est lui aussi de la fête, il lui a fallu « suivre le candidat », rendre compte de sa « traversée du désert » et de sa « descente aux enfers » pour constater enfin qu'il est parvenu à « regogner la civilisation ». Trajet narratif d'un homme politique, « de la victoire promise à la déroute programmée » : parcours fléché de ces angéliques « apôtres » qui « sillonnent la France pour prêcher lo bonne parole »... Que sont ces « voyages » et

dans soo Livre de l'ordre de chevalerie, Raymond Lulle fait de l'errance une conditioo nécessaire à l'apprentissage et précise que « l'empereur doit être chevalier et seigneur de tous les chevaliers ». A l'instar des « chevaliers errants », les hommes politiques qui postulent à la « fonction suprême » voyagent à travers le pays. Leur quête présidentielle est rythmée par les aveotures » quotidiennes, comme dans la geste médiévale. Lente pérégrination qui délimite l'espace imitatique de chaque individn: « La route est sinueuse, c'est un petit chemin escarpé qui mène à l'Élysée. » Du « rite interminable de la table ronde » qui singe la Table du roi Arthur aux « harangues » évoquant la croisade, des « dîners républicains » qui rappellent la Cène biblique aux « duels » semblables aux combats chevaleresques engagés sur la route du Graal... les espaces commu-nautaires n'ont guère changé.

#### Chevaleresque candidat

UNIVERSITE DE CERGY-PONTOISE PÔLE DES SCIENCES HUMAINES

1995 - 1996

D.E.A. LANGUES, LITTERATURES ET CIVILISATIONS CONTEMPORAINES

Adresse: 33, bd du Port - 950tt Cergy-Pontoise Cedex Telephone: 33 (t) 34 25 60 2t - Fax: 33 (l) 34 25 60 22

phone - francophone - germanophone - hispanophone

Spécialisation dans l'un des domaines suivants (50 h) :

Chacune de ces options fera l'objet d'approches littératres, linguistiques et civilis

E temps, le parcours garantissent l'acquis, la maturité : « Plus le vovage est difficile, plus les obstacles sont nombreux et ardus et plus l'adepte se transforme au cours de cette initiation itinérante. » Ce changement d'identité a été l'un des enjeux esseutiels de la campagne présidentielle cris-tallisé dans le dernier slogan de M. Jospin: «Le président du vroi changement. » De fait, « l'expérience change les hommes », « à la faveur des épreuves et des trahisons », après avoir « traversé la solitude », « l'homme politique » « est devenu homme d'Etat ». Et les médias de qualifier le résultat de ce parcours initiatique de « mue », « métamorphose » on « transfiguration ».

La pérégrination et l'aventure fondent l'essence chevaleresque du candidat, sa « présidentialité », et on a

Responsable : Professeur B. Mauralis

« l'obscure perception du fait que seul le chemin le plus long conduit à la per-fection ». Dès lors, il est important que le candidat souffre, que son chemin ait été long et sinneux, qu'il n'ait pas été l'enfant gâté à qui personne ne peut s'identifier : « Seul l'homme fort, marqué physiquement et morolement, pourra par la suite commander ses concitoyens. » L'échec de M. Edouard Balladur était de ce point de vue inévitable, et les deux « champions », terme qui fit florès car il joue à la fois sur les registres médiéval, ludique et sportif, ue ponvaient être que M. Jospin et

Initiation de métier, la campagne est une initiation spirituelle. Chacun le reconnaît à sa façon: la campagne « m'enrichit » (M. Chirac), « je suis gonflé de cette campagne » (M. Hue). « Durant cette campagne j'ai bougé,

Paradis. La conquête du « pouvoir suprême » étant comparée au pouvoir didat est-il censé rencontrer ? En 1276, S'il y a lutte de clans et de partis, la présidentielle est avant tout « la rencontre d'un homme et du peuple français ». Néanmoins, lorsque M. Jospin reprend la thématique de l'évolution personnelle, c'est pour en faire éclater la méta-phore médiévale : « J'oi fendu l'ormure », martelle-t-il lors d'un

entretien télévisé. La campagne électorale serait-elle à l'image de La Quête du Graal? L'omniprésence du vocabulaire médiéval et chevaleresque plaide en ce sens.

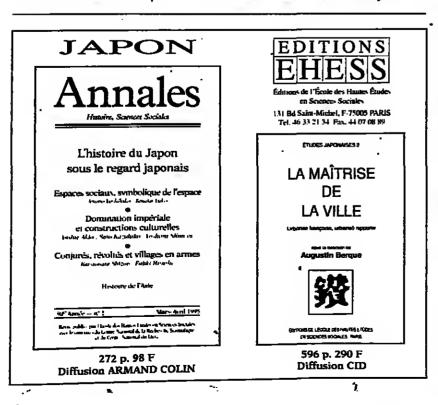
M. Le Pen a clairement clamé: « Je suis le chevalier blanc. » On a dit de M. de Villiers qu'il était parti « en croisade », on s'est ganssé de lui en susurrant : « Non, le tournoi n'est pas perdu d'avance. » Chevalier soit, mais en quel royaume? Les médias ont dessiné les contours de baronnies imaginaires : la « Chiraquie », la « Balladurie », la « Socialie ». Ils ont dressé la carte de la « terre giscardienne », du « fief de Pasqua », exhibé « les racines authentiques du candidat ». M. Chirac et M. Le Peo ont campé un châtean sur leurs terres en attendant l'Elysée (le Château). On a alors accucilli « les trois barons » et expliqué à la presse que les relations de MM. Chirac et Séguin « se développent entre parte-

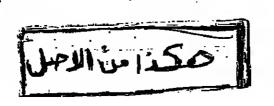
naires et non de féal à suzerain ». Le décor planté, nous pouvons assister aux meetings, ces « moments magiques où le roi découvre son peuple de près », ainsi qu'anx cérémonies : M. Balladur y est « adoubé par Anne d'Ornano ». M. Baroin y souligne la « noblesse » de M. Balladur avant d'aller à Bagatelle où « tous vantaient dame Unité ». Le clon du spectacle : l'intronisation ; l'élection présidentielle n'est-elle pas « l'équivalent du sacre de

Reims » ? Cérémonie et combat, le tournoi médiéval offre la panoplie du petit chevalier-politique : « haches ». «flèches», «poignards», «masses d'armes»... tout y est. Autour des «joutes» et «duels», «janissaires» et « seconds couteaux », « venus pour ferrailler » et « pourfendre » sout « prêts au combat ».

Il est toutefois une différence notable entre M. Chirac et M. Jospin, l'un choisit un blason, l'autre (l'a-t-on assez remarqué?) se passe de l'emblème historique de son clan (la rose au poing) et lui préfère un slogan (« la clarté »). Son détracteur en revanche mise sur l'image d'un héraldique pommier semblable à l'Arbre de vie de La Quête du Graal Rapporté du Jardin de délices par Ève,

(1) Lire « Leçons d'histoire », Mantère roir, n° 26, mai 1995.





### débats sur les sondages

ment pour son adversaire », lorsque 50 % seolement des eoquêtés ont répondu de façon ferme, c'est donner une représentation inexacte de la réalité; les véritables scores o'étant en fait que de 15 % et 9 % respectivement.

Ce mode de présentation o'est pas justifié s'agissant de ces enquêtes qui, précisément, ne sont pas assimilables à des votes mais sont de simples dispositifs visant à saisir l'état, à un moment donné, de la mobilisation électorale.

Le problème des sondages a été mal pensé, y compris du point de vue du fonctionnement du jeu politique. Toutes les réglementations prises antérieurement et toutes les propositions qui sont régulièrement faites, le plus souvent dans l'urgence et dans l'indignation, restent inefficaces on sont irréalistes parce qu'elles sont faites à partir des anciens modes de pensée politiques.

Imposer, comme l'a fait, en France, la loi de 1977 de publier pour tout son-dage une fiche technique indiquant la date de réalisation de l'enquête ainsi que la taille et la structure de l'échantilson de la population interrogée est bien un minimum. Mais cette mesure, qui vise précisément à empêcher la manipulation et les sondages fictifs, oe touche pas à l'essentiel. Les effets majeurs des sondages en politique résident ailleurs, notamment dans la formulation des questions posées et surtout dans l'interprétation qui est faite

Quant à l'interdiction de publier des chiffres la semaine qui précède un scrutin, elle repose sur une représentation fétichisée et sacrée du rite électoral symbolisé par l'isoloir. Cette mesure légale, qui rassure (bien à tort) les poli-tiques, a l'avantage de ne guère gener les instituts de sondage, qui ont tont le temps nécessaire, en dehors de cette courte période, pour faire leurs affaires et gérer leur publicité (1), ni le milieu journalistique qui trouve dans ces don-nées chiffrées matière à articles, à manipulations plus subtiles et à des mises en scène faciles (notamment mise en suspense de la compétition) pour intéresser le grand public à la « poli-

Or, ce qu'il faut protéger, ce o'est pas l'isoloir mais la logique ayant présidé à son invention (2). L'isoloir a été créé pour mettre les électeurs à l'abri des pressions jogées illégitimes qui pessient alors sur l'acte électoral. Le secret du vote visait ootamment à mettre un terme aux menaces on aux teotatives de corruption doot les membres des classes populaires étaient l'objet de la part des notables qui sayaient de maintenir leur pouvoir en obligeant les gens (souvent « leurs gens »), à « bien voter ». Ce type de pressioo est devenu très margioal. L'isoloir a progressivement changé de fonction. Vestige d'un état ancien du système politique qui voulait instaurer dans de bonnes conditions le suffrage universel (masculin), il est devenn le symbole quasi philosophique de l'acte électoral, de « l'électeur citoyeo » censé voter individuellement et en conscience. Les pressions illégitimes pesant aujourd'hui sur le vote oot changé. Encore faut-il les identifier, dans la mesure où elles sont devenues plus subtiles.

Etendre la période d'interdiction de publication des sondages préélectoraux, avant la date du scrutin, d'une semaine à quinze jours, voire à un mois, revient, en fait, à maintenir l'interdiction des

sondages les plus fondés (ceux qui précèdeot le scrutio) et à laisser publier et commenter les sondages les plus fictifs (ceux qui en sont très éloignés), qui, en revanche, contribuent à transformer le débat public en discussion entre spécialistes de marketing politique. La solution préconisée par les politologues médiatiques qui consiste à lever toute interdiction de publication n'est pas plus satisfaisante, dans la mesure où

cette disposition ne touche pas, elle noo plus, aux sondages « préélectoraux » réalisés bien en amoot du scrutin et tout au loog de la campagne dont on sait pourtant à quels excès ils conduisent. Or les véritables pressions sur le vote. coosidérées aujourd'bui comme illégitimes aux yeux mêmes des acteurs politiques et médiatiques, vicooent précisément de ces sondages « préélec-

#### Kumeurs et manipulations

D IRE, comme le font les politologues médianques qui se veulent les gardiens intransigeants des valeurs démocratiques, qu'un sondage préélectoral est une informatioo légitime, indispensable aux citoyens, est un argument politique parfaitement recevable et mérite d'être pris en considération.

L'interdictioo de publication, outre qu'elle engendre une inégalité en créant deux catégories de citoyens - la mino-rité qui a accès aux « confis » (les sondages confideotiels de dernière semaine), et les autres -, ne peut que favoriser la diffusion de rumeurs et les manipulations de dernière heure. Par ailleurs, il ne faut pas fétichiser une logique du choix électoral constimée à un moment donné de l'histoire de la démocratie, alors que les sondages n'existaient pas.

On oe voit pas ao com de quoi on pourrait interdire à l'électeur la possibilité, s'il le désire, de choisir son candidat ou son parti en « petit stratège amateur » comme le font ordinairement les professionnels de la politique.

Si l'on veut resser fidèle à la logique

de l'isoloir et à la conception de la démocratie qu'elle implique, il faut autoriser la publication des sondages préélectoraux, mais à deux conditions

La première est que les résultats soient donnés d'une manière scientifiquement irréprochable, c'est-à-dire sans exclure les indécis et les « nonréponses ». La seconde : que cette publication ne soit autorisée que durant la seule semaine précédant l'élection. Les sondages sont alors les plus fiables et, surtout, ils sont proposés au boo moment, lorsque les électeurs doivent se prononcer.

En dehors de cette courte période, l'interdictioo de toute publication de sondages « préélectoraux » ne peut être que bénéfique à la fois d'un point de vue scientifique (ils soot peu significatifs) et politique (ils encouragent trop dans les médias une visiun « hippique » du débat politique).

Le faux débat qui, une fois de plus, s'est instauré lors de la récente élection présidentielle eo France a eu pour conséquence positive d'eotraîner une

crise de la croyance dans les sondages et les sondeurs. C'est une opportunité qu'il faut saisir au plus vite pour essayer enfin d'imposer une vraie solutioo à ce problème récurrent.

Il o'est pas questioo, bien eotendu, d'ioterdire aux acteurs politiques le recours à la technologie des sondages. La véritable dérive réside dans le fait que, sous la pression des publicitaires politiques, des sondeurs et des journalistes, ce type de travail politique tend à tenir lieu de débat public au lieu de res-ter dans les arrière-boutiques des partis.

Cei aspect vénal de la politique devrait être seulement l'objet de revues spécialisées et oon pas s'afficher dans les grands médias nationaux.

On ose à peine imaginer ce qu'aurait pu être la récente campagne électorale si les journalistes avaient du renoncer à évoquer, sondages à l'appui, la lutte entre les deux dirigeants de la majorité (M. Chirac et M. Balladur) sans voir d'ailleurs que ceux qui s'affrontaient, au-delà des personnes, c'étaient en réalité deux états du champ politique.

L'un, ancien, s'appuyant principalement sur le travail de terrain et les organisatioos politiques; l'autre, plus récent, reposant sur les taux de popularité et la manipulation à distance des électeurs par les médias.

#### PATRICK CHAMPAGNE.

(1) Ils en font également durant cette période, puisque l'interdiction ne porte que sur la publica-tion. Ils réalisent donc des sondages « confiden-tiels » qu'ils peuvent d'ailleurs revendre à plu-

(2) cf. Alain Carignon, le Vote et la vertu, Presses de la FNSP, Paris, 1993.

ET DÉMOCRATIE

ou la quête du Graal

cet arbre est « le signe que viendra une salson où nous y rentrerons ». M. Chirac nous offre les clés du Paradis; n'avait-il pas pour mission, selon M. Pasqua, de « conduire son peuple jusqu'à la Terre promise » ?

Scène, décors, acteurs et accessoires sont en place; les règles désormais. A l'image des « mœurs qui appartiennent aux chevaliers », M. Juppé réclame un « code de bonne conduite » et les « candidats qui restent en lice » deviennent chevaliers « courtois ». Certes des politiques ont « plié le genou devant » M. Chirac, mais les « fidèles » « n'ont jamais renié J. C. »... L'Événement du jeudi renoue avec le récit chrétien. « Le Bon Chevalier » Jacques Chirac est placé dans la lignée de Jésus-Christ an bénéfice de ses initiales. Exagération médiatique? Sans doute, mais ô combien révélatrice.

La thématique religieuse o'a cessé de hanter la campagne électorale. Bien que syncrétique, elle s'est essentiellement articulée autour de la chrétienté : dans Libération, M. Bernard Pons promet « le purgatoire aux balladuriens qui ont professé des opinions pas très catholiques »; dans Le Point, les résultats de sondages sont « sanctifiés » : dans L'Express, M. Jospio est

requinqué grâce à une « mystérieuse potion magique »; les « dernières grand-messes » sont placardées à la « une » de L'Yonne républicaine... On a eotendu qualifier M. Cheminade de « prophète » sur France Inter et appris sur la chaîne de télévision France 2 que les luttes sociales ont été « une vraie bénédiction » pour M. Hue qui, selon Le Figaro, « s'est rendu aux pieds du commissaire [Navarro] » afio d'y « recueillir sa bénédiction électo-

A l'instar de la Haute Escriture del Saint Graal, qui rassemble la « matière de Bretagne » ao XIIIº siècle, la relation médiatique de la campagne électorale réécrit une nythologie contemporaine qui plooge ses racines dans la traditioo, les hommes politiques o'échappant pas à ce schéma médiéval et religieux. Deux remarques alors.

Briser l'image oe va pas sans risques. Aller à l'encontre des symboles attachés à la fonctioo de président (Dieu, le roi, le père), c'est nécessairement la désacraliser. La « démocratie citoyenne » suppose d'autres relations à l'élection. Aujourd'hui, élire, c'est assu-

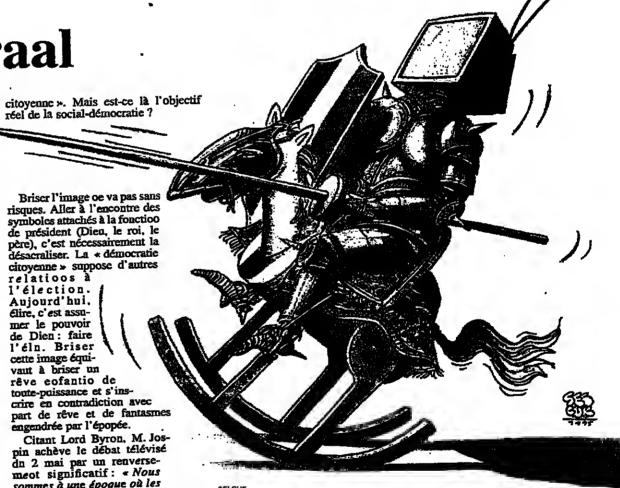
mer le pouvoir de Dien: faire l'éln. Briser cette image équivaut à briser un rêve eofantio de toute-puissance et s'inscrire en contradiction avec part de rêve et de fantasmes engendrée par l'épopée. Citant Lord Byron, M. Jos-

pin achève le débat télévisé dn 2 mai par un renverse-meot significatif: « Nous sommes à une époque où les destins veulent changer de chevaux. Si les armes politiques sont avant tout rhétoriques, sur quel ton, selou quelle épopée le discours de la raison citoyeune peut-il se faire enteodre? Quelle oarrativité pour une « démocratie citoyeone » ?

Les médias oot mis eo place les élémeots d'ooe histoire légitimiste qu'ils prétendeot on croient simplement constater. Directeur de Libération, Serge July, portant l'amalgame à un niveau inédit, déclare ao leodemain de l'élection : « Jacques Chirac a un côté mousquetaire. Dans les années 60, quand il débarque en politique, il veut devenir cardinal et je crois que finalement il l'est devenu .: tandis qu'Alain Duhamel, saluant « hardiesse et audace », capitalise la leçoo de ootre fahle: «L'emportent d'abord des caractères », « ceux qui se préparent de longue date à l'élection présidennelle ou ceux qui ont une nature, un tempérament ultrapolitique. »

Nature d'exception, sabre et gou-pilloo de l'ultra... Les politologues savoureot le charme discret de l'Ancien Régime. Mais les journalistes oot-ils vocatioo à réécrire l'his-

EMMANUEL SOUCHIER et YVES JEANNERET.



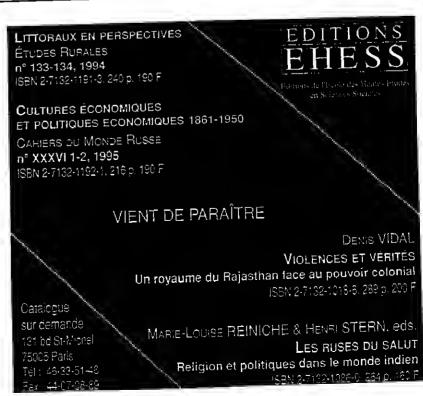
#### Initiation royale

A première concerne l'acceptation de cette épopée politique par les citoyens. Une population qui manque de rimels valorisants se retrouve dans un récit dont elle sait l'issue glorifiante: l'initiation royale dn « Boo Chevalier » en qui elle reconnaît la « semblance » de la divinité. Elle peut ainsi opposer à son avenir incertain et désenchanté une certitude lumineuse et forte faite de croyance. En ce sens, son mode de participation politique est avant tout religieux.

La seconde remarque concerne M. Jospin qui a « fissuré l'armure » du dogme politico-médiatique en brisant la métaphore médiévale : il refuse le blason, lui oppose un slogan politique, repousse le vocabulaire chevaleresque et remplace le monarque par un « président citoyen ». La principale difficulté de cette démarche républicaine repose sur ce à quoi elle s'oppose : la France religieuse. M. Jospin est l'otage du discours qu'il combat. Il doit dire qu'il s'affranchit de la métaphore afin de se frayer un chemin à travers le concert médiatique qui n'a d'yeux ni d'oreilles que pour la structure narrative traditionnelle. S'il ne fait cet effort, il ne peut être entendu car son image n'entre pas dans les modèles du coote. A contrario, porté par le registre médiéval et la dynamique de la « quête », le discours de la droite française chausse les brodequins de la pensée aristocratique avec le naturel qui sied à la ooblesse.

Reste l'inévitable ambiguité causée par l'interaction entretenue entre la politique et les médias. M. Jospin ne peut se défaire aussi simplement de la toile métaphorique tissée par les médias ; cette parole porte sa voix et ne lui appartient pas. La remise en questiun de la métaphore ne peut passer que par ceux qui, au premier chef, l'ont exploitée, promue, diffusée... Acteur placé au cœur de la productioo du discours reçu par la collectivité, le journaliste est investi d'une très haute responsabilité. Il est, lui aussi, garant des modalités de transformation symbolique de la société. Nous assistons à un tournant de l'his-

toire républicaine. Deux voies se proposent à nous. La première conserve le schéma médiéval que la Révolution française ne pouvait effacer en profondeur, se contentant d'en abaure les figures emblématiques représentatives. La seconde marque l'aboutissement de la révolution bourgeoise de 1789. En proposaot oce « démocratie citoyenne », la social-démocratie achève le deuil du roi et de la monarchie. Passage symbolique du règne de l'enfant-père au pouvoir absolo - l'opinion -, à l'histoire d'on penple adulte. Il convient donc de passer de la « démocratie d'opinion » à la « démocratie



ANS les sociétés contemporaines, plus particulièrement dans les grands centres urbains, la montée de la délinquance et de la violence n'épargne aucun pays. Pour tenter d'y faire face, les autorités américaines ont de plus en plus recours à l'emprisonnement, qui tient une place centrale dans le dispositif répressif. Les évolutions en cours aux États-Unis risquent, comme à l'habitude, d'être annonciatrices de celles à venir en Europe.

Par JEAN-PAUL JEAN \*

Plus d'un million et demi de personnes soot actuellement déteoues dans les prisons des États-Unis (1). La barre symbolique du million pour les seules prisons fédérales et celles des États avait été franchie en juin 1994. Plus précisément, 1012 851 personnes (l'équivalent de la population de Dallas) étaient incarcérées dans ce pays de 260 millions d'habitants, soit un Américain sur deux cent soixante, un adulte sur cent quatre-vingt-treize; un taux quatre fois sopérieur à celui du Canada et quatorze fois à celui du Japon (2). Seloo une étude du ministère de la justice (3), le combre de détenus dans les prisons américaines - prisons fédérales et des différents États - s'élevait, fin 1993, à 948 881 personnes, contre 329 821 au 31 décembre 1980; une augmentation de 188 % en treize aus, soit pratiquement un triplement.

L'évolution est particulièrement inquiétante si l'on relève que le rythme d'accroissement est de 1500 par semaine ou de + 7,4 % de 1992 à 1993. soit 65 225 détenus de plus d'une année sur l'autre; une augmentation largement supérieure à la population carcérale française totale, qui était de 53 736 personnes au 1ª janvier 1995.

Cette deroière progressioo oe concerne pas de la même façon tous les États. Huit d'entre eux, tel le Massachusetts (-3,6%), grace à une poli-

\* Magistrat, Cercle Condorcet de Paris.

oque de « seotencing » (réflexioo sur les conditions de prononcé et d'applicadon des sanctions) sont même arrivés cette année à diminuer légèrement ou à stabiliser le recours à l'enfermement. A l'inverse extrême, quatre États ont conno une progression de plus de 15 % d'une année sur l'autre : le Mississippi, le Minnesota, le Texas et le Connecti-

Les États du Sud sont les plus répres sifs. Les augmentations en 1993 du nombre des détenus concernent d'abord la Californie (+ 10 455), le Texas (+ 9 925) et la Floride (+ 4 746), qui connaissent par ailleurs la plus forte progression démographique du pays. Avec les prisons fédérales (+ 9 327), ces trois États, qui accueillent plus du

#### Inflation carcérale

D ANS le Vieux Cootment, le système statistique mis eo place par le Conseil de l'Europe en 1983 permet de mesurer l'évolution de la population carcérale sur dix années (4). Du 1ª septembre 1983 ao 1º septembre 1992, l'augmentatioo du combre de détenus a été de plus de 50 % en Grèce, eo Espagne, au Portugal, aux Pays-Bas; de 20 % à 50 % co France, en Suisse, en Irlande, en Suède. Les hausses les plus faibles (eoviroo 10%) ont eoocerné l'Italie, la Belgique, le Danemark et le Royaume-Uni. Les deux exceptions à cette croissance sont l'Allemagne et

élevé qu'aux Pays-Bas. Le taux d'incarcération le plus important est celui du district de Columbia (siège de la capitale Washington), devant le Texas, l'Oklahoma, la Louisiane, la Caroline du Sud, tous au-delà ou proches du taux de 500 condamnés à une peine de plus d'un an pour 100 000 habitants.

tiers du combre total des détenus comptent poor plus de la moitié (52.8 %) de l'augmentation totale.

Le taux moyen d'incarcération de personnes condamnées à plus d'une

année d'emprisonnement, qui était de 139 condamnés pour 100 000 habitants

en 1980, a atteint fin 1993 le record de

351, un chiffre près de cinq fois plus élevé qu'en France et bint fois plus

En 1992, les Noirs représentaient

près de 48 % de la population pénale condamnée à plus d'un an, soit un taux de 2 678 pour 100 000 habitants, environ buit fois plus élevé que pour les Blancs. Le taux maximum, 6 301 pour 100 000, étant atteint pour les bommes noirs de vingt-cinq à vingt-neuf ans. Autrement dit, 6,3 % des jeunes Noirs américains purgeaient une peine supé-rieure à une année de prison. Ce pourcentage, déjà le plus important toutes catégories en 1980 avec 3,5 %, met en évidence sor quelle popolation s'exercent les choix répressifs de la société américaine.

l'Autriche, mais ces deux pays avaient, au début des années 80, les taux de détention les plus élevés d'Europe de

Paradoxalement, on constate plutôt une baisse du oombre des entrants, grâce aux mesures de substitution à la prison et de contrôle en milien ouvert, mais aussi un allongement des durées moyennes de déteotioo qui peut s'expliquer par l'accroissement de la durée des procédures, l'aggravation des peines prooocées par les tribunaux et le moindre recours aux mesures de libération conditionnelle (5).



FRESQUE DE JÉRÔME MESNAGER (1992)

# essins animés pour une justice

LUX États-Unis, les images informatiques ont fait une entrée en force dans les tribunaux. Pour convaincre, émonvoir ou séduire les jurés, avocats et procureurs ne se contentent plus de discours, ils leur montrent des dessins animés réalisés sur ordinateur. Accidents, hold-up, assassinats: ce nouvel outil fait fureur dans tous les types d'affaires. L'Amérique est en train d'inventer une justice sur écran, où innocents et coupables virtuels s'affrontent à coups de mégaoctets et de logiciels

Par YVES EUDES \*

L'avion s'élance sur la piste. Tout est normal, l'équipage échange des infor-mations de routine avec la tour de contrôle. Mais aussitôt après le décol-lage l'appareil se met à pencher et oblique vers la gauche. Le pilote appelle au secours. Le contrôleur lmi donne des iostructions d'uoe voix neutre, mais à bord c'est l'affolement. Brutalement, l'avion pique vers le sol. Un dernier cri du pilote, un bruit terrible, puis plus rien. Il ne s'agit pas d'un extrait de film-catastrophe, mais d'une animation sur ordinateur montrée en 1993 dans un tribunal de l'État de New York, lors do procès opposant la famille

du pilote au fabricant de l'avion. Les images n'apportaient pas d'élément nouveau, elles étaient destinées à plonger la cour dans l'ambiance dramatique de l'accident. Quant à la bande-son, le réalisateur s'était servi de l'enregistrement des conversations entre l'appareil et la tour de contrôle. Ce jour-là, le juge a estimé que le mélange d'images fabri-quées et de documents sonores authentiques risquait de créer la confusion dans l'esprit des jurés. Il a donc autorisé la projection, mais a exigé qo'oo coupe le son : une demi-mesure qui illustre les incertindes des juristes face à l'irruption des nouvelles technologies.

#### « Télé-inculpation »

L A présence d'un équipement andio-visuel dans les tribunaux améri-eains n'est pas une couveauté. Mais récemment elle e pris une ampleur telle que le fonctionnement de la justice s'en trouve modifié. Ainsi, de nombreux procès sont désormais filmés intégralement soit par des chaînes de télévi-sion (l), soit à l'initiative des autorités judiciaires, qui estiment que ce sys-tème d'archivage est plus fiable que les comptes rendus écrits. Par ailleurs, les joges acceptent désormais les dépositions et témoignages filmés à l'avance (ce qui interdit les confrontations et interrogatoires complémentaires). Les téléconférences soot deveoues également monnaie courante: trente-deux États autoriseot des témoins on des experts à s'adresser eo direct à un tribuoal à partir d'une autre ville, par micro et caméra interposés. Certains États, notamment le Texas et la Floride, pra-oquent même la « télé-inculpation » :

grâce à un système de télévision en cir-cuit fermé entre le tribunal et la prison, les personnes en état d'arrestation se voient signifier leur mise en détention sans quitter leur lieu d'incarcération, c'est-à-dire sans contact direct avec le juge ou evec leur avocat.

.L'apparition du dessin animé judiciaire semble donc s'inscrire dans une évolution naturelle. Pourtant, une étape décisive vient d'être franchie : il ue s'agit plus de filmer la réalité, mais de créer des œuvres de fiction à partir de témoignages incertains, de déductions d'experts et d'extrapolations faites à l'aide de logiciels. Les animations informatiques fireot leur apparition il y e une quinzaine d'années dans les tribunaux civils, où, aux États-Unis, la justice est rendue par des jurys popu-laires, au même ôtre que la justice pénale. Les jurés doivent donc se plon-ger dans des dossiers très complexes: malfaçons d'ouvrages d'art, vices de fabrication de produits industriels,

catastrophes aériennes, etc. Pour les affaires mettant en jen des sommes importantes, plaignants et défenseurs ont donc pris l'habitude de fournir leurs explications sous forme de gra-phiques, puis d'images animées, aisé-ment compréhensibles par des ooo-

Or l'imagerie oumérique, au carre-four de l'art et de le technologie, connaît depuis quelques années une explosioo sans précédent. Ingénieurs et graphistes peuvent désormais fabriquer des animations de très haute qualité, qui recoostitueot avec réalisme o importe quel scénario. Elles restent chères (de 10 000 à 200 000 dollars), mais sont anjourd'bui à la portée de certains josticiables. Elles furent d'abord otilisées dans des affaires d'accidents de la route, ou pour mieux

expliquer les conclusions des médecins légistes. Mais, très vite, avocats et procureurs comprirent tout le parti qu'ils poovaient tirer de ce ooovel instrument, non plus à des fins didactiques mais pour illustrer des hypothèses noo vérifiées. Les dessins animés sont devenus de véritables plaidoiries ou réquisitoires en images, qui jouent sur le registre de l'émotion et de l'imagination. Le graphisme des personnages est volontairement rudimentaire, mais les décors, les objets, les véhicules sont très réalistes. Surtout, la perfection des monvements et des perspectives donne à l'ensemble une troublante impression de réalité. Une même scène peut être vue et revue sous tous les angles, de loin, puis en gros plan, oo en vision

Les joges teotent de rester cir-

#### La drogue alimente le système répressif

I, eux États-Unis, le nombre de mandats de dépôt délivrés pour les crimes graves, viois, vols, violences et cambriolages a beaucoup progressé (la répression constituent un thâme politique très en vogue), ce sont les délits directement llés à le drogue qui alimentent les prisone eméricaines : 30,5 % des nouvelles incarcérations en 1993 (102 000 personnes) contre 6,8 % en 1993 (18 900 personnes) en 1980 (8 900 personnes).

en 1980 (8 900 perconnes).

La politique du président Roneld Reagen de « guerre à la drogue » e totalemant échoué et n'eboutit qu'à une escalede vaina dans la répression. En effet, en plus des infractions liées directement eu trafic, les délits et crimes de droit commun ayant une relation avec l'usage de drogue constituent una part importante de la délinquence. Une enquête manée en 1991, sur quinze jours, dens 24 grandes villes américaines, grâce à un entretien evec les 30 507 personnes Intarpellées et à un dépistage volontaire de dix drogues dens les unines, incluant les drogues légeles obtenues sur ordonnence médicele (cocaîne, opiacés, merijuena, phencyclidin-PCP, méthedone, benzodiazépines, méthaqualone, propoxyphène, barbituriques et amphétamines), le tout soue couvert de l'enonymat, a permis de quentifier le relation entre délinquence et prise de drogue récente (1).

Les tests détectaient des traces remontant à deux ou trois jours, seuf pour la menjuane et le PCP, dont les traces peuvent remonter à plusieure semeines eprès usage. Chez les 22 267 hommes, le pourcentage global da tests positifs pour une drogue quelconque était de 59 %, et de 64 % chez les 8 240 femmes

erretees.

Per catégorie d'infractions, chez les hommes, ce pourcentage était de 79 % pour détention ou vente de drogue – ce qui veut dire, e contrano, qu'une pert non négligeable de personnes liées eu trafic ne se drogue pas –, meis eussi 68 % pour cambriolage, 65 % pour vol, 59 % pour vol de véhicule, 48 % pour coups et blessures, 49 % pour les infractions à le législation sur les ermes, le aux la plus faible étant de 37 % en matière d'infractions à le législation sur les mœurs. Chez les femmes, le pourcentage de tests poeitifs le plus Important concernait le prostitution (85 %).

(1) Bureau of Justice Statistics, Washington DC, 1993.

conspects, mais dans l'ensemble ils se laissent porter par la vague. Pour eux, l'essentiel est que les jurés soient conscients de la différence corre « reconstitution » d'un fait établi et « illustration » d'une bypothèse, et que les coocepteors de l'acimatico expliquent en détail leurs méthodes de travail. Pourtant, les problèmes ne manquent pas. Ainsi, en Californie, le dessin animé judiciaire fit sa première apparition dans une affaire criminelle en 1992, pour le procès de Jimm Mitchell, le « roi do porno » de San Francisco, accusé d'avoir tué son frère. Le procureur fit réaliser, avec le concours d'un expert balistique, une animation tendant à proover la culpabilité de M Mitchell qui fit condenné. Or lors M. Mitchell, qui fut condamné. Or, lors du procès en appel, on découvrit que le scénario avait été établi sur la base de témoignages erronés. Cette expérience malheureuse n'a pas empêché les des-sins animés de s'installer dans les tribunaux californiens. La même année. lors du procès de James Hood, une affaire compliquée de vengeance et de légitime défense, avocats et procureurs s'affrontèrent à coups d'images informatiques, montrant aux jurés des versions divergentes d'une fusillade.

Le marché de l'animation judiciaire est en pleine expansion, et une douzaine d'entreprises se sont spécialisées dans ce type de produit, démarchant activement les cabinets d'avocats et les bureaux de procureurs dans tout le pays. De son côté, la très puissante American Bar Association (ABA), qui regroupe les avocats, a décidé d'encon-rager le phénomène. Sa présidente, M= Roberta Raino, intervient régulièrement dans les médias pour inciter ses confrères à utiliser les animations. Les autres professions judiciaires ne sont pas en reste (2).

De fait, l'ensemble de l'appareil judiciaire semble se prêter au jeu. Ainsi, depuis décembre 1994, les antorités pénitentiaires de l'État de New York ont dans leurs fichiers une image numérique. Le rabbio orthodoxe Shlore Helberg him. nnmérique. Le rabbio orthodoxe Shlomo Helbrans, bien qu'emprisonné pour rapt d'enfant, entendait rester fidèle à ses principes religieux, et refusait done de se couper la barbe et les cheveux. Or l'administration exige que tout détenn soit photographié le visage glabre et les cheveux courts. Après quelques péripéties, elle a accepté qu'une équipe de spécialistes fabrique, à partir d'une photo du rabbin prise en l'état et des mensurations de sa tête,

ger l'exclusi

La situation française est symptoma-tique à cet égard. De moins en moins de gens entrent en prison chaque année -83 000 en 1993 contre 97 000 en 1980, record historique! - (cela est vrai particulièrement pour les moins de vingt et un ans), mais la durée moveune de détention est passée sur la même période de 4,6 à 7,6 mois. Le nombre de détenus admis à la libération conditionnelle diminne chaque année, pendant que reviennent périodiquement les grâces collectives et annisties permettant seules de maintenir la surpopulation carcérale dans des proportions « acceptables ». Le nombre d'étrangers détenus est passé quant à lui de 15 % à 30 % entre 1974 et 1994, une progression deux fois plus rapide que pour les nationaux, et ayant pour origine exclusive l'intensification de la répression contre les personnes en situation irrégulière (6).

Les causes de l'incarcération ont changé. La part des vols a considérablement diminué (55 % des condamnés en 1974, 22 % en 1994); 21,5 % dcs condamnés le sout pour infraction à la législation sur les stupéfiants (contre 14 % en 1987), avec des taux de récidive importants. Le chiffre des condamnés pour infractions aux mœurs (viols, attentats à la pudeur) a été multiplié par 4.9 entre 1974 et 1994 (7).

L'aggravation des sanctions n'est pas un mythe. La France est loin d'avoir une justice laxiste. Ainsi, entre le 1ª janvier 1971 et le 1ª janvier 1991, le nombre des « longues peines » a plus que donblé ; les détenus exécutant une condamnation à perpétuité sont passés de 255 à 457, ceux purgeant une peine de réclusion de dix à vingt ans sont passés de 1 561 à 3 177 et ceux purgeant me peine de cinq à dix ans, de 2 020 à

Face à cette inflation carcérale, la plupart des pays occidentaux ont considérablement augmenté les budgets des administrations pénitentiaires. Aux États-Unis, la loi de lutte contre le crime, adoptée en 1994 par le Congrès sous la pression du président William

Clinton, a attribué 7,9 milliards de dollars aux États pour tenter de faire face à l'accroissement du nombre de détenus. Au Royaume-Uni, le gouvernement a décidé en 1992 un programme sur trois ans de constructions de nouveaux établissements pour 739 millions de livres. Douze prisons ont été construites entre 1985 et 1992 et neuf autres étaient en construction fin 1992, dont sept commençaient déjà à fonctionner. Pour mettre en œuvre une politique de privatisation partielle, un nouveau directeur général de l'administration péniteutiaire a été recruté qui dirigeait auparavant une chaîne de télévision, avec un salaire double de celui de son prédéces-

En France, à l'initiative de M. Albin Chalandon, alors garde des sceaux, un programme de construction de 13 000 places de prison a été réalisé à partir de 1987, et confié à des entreprises privées qui se sont vu concéder des missions du service public. Un nouvean programme quinquennal vient d'être voté prévoyant la construction de 4 200 nouvelles places en milien fermé et 1 200 en centres de semi-liberté.

Les nations occidentales vont-elles continuer à se laisser entraîner dans cette spirale? Une autre politique estelle possible? Les mesures de remplacement de l'incarcération - contrôle udiciaire, assignation à résidence, probation, cantionnement, libération conditionnelle, peines de substitution exercées dans une communauté, travaux d'intérêt collectif - sont efficaces face à la petite et moyenne délinquance et se développent dans l'ensemble de l'Europe (10). Elles permettent une réelle mobilisation sociale impliquant les élus et les associations, nécessitent des moyens autrement moins cufiteux que la répression par la prison. Pourquoi alors ne pas envisager leur développement?

Elles mordent cependant pen sur les causes structurelles de l'inflation carcérale, notamment l'allungement des durées de détention. Mais, blen au-delà de ces choix internes à l'institution

judiciaire, plus particulièrement dans les quartiers défavorisés des zones for-tement urbanisées, on constate une dégradation des situations économiques et sociales qui aboutit à faire gérer par les systèmes répressifs les dégats sociaux du libéralisme (11). La prison n'est, pour la majorité des détenus, que la machine à exclure une population à faible niveau de formation et ayant des problèmes psychosociaux majeurs, où les difficultés d'intégration tiennent une place essentielle. Il est révélateur à cet égard que l'inflation carcérale ait pour cause première la façon dont nos socié-tés répondent à la toxicomanie et à l'immigration illégalc. Les murs des prisons nous protègent d'abord de nos

JEAN-PAUL JEAN.

11) Aux quelque | 100 000 détenus des prisons fédérales et de celles des États, il faut ajonter les 500 000 des 3 304 prisons locales et cellules de police dépendant des comtés et des municipalités où se trouveur les personnes en auente de jugement ou condamnées à de courtes peines et dont le nombre a doublé en dix ans. Chiffres du département de la justice, cités par l'agence Associated Press, 1º mai 1995.

Chiffres du département de la justice, cités par Le Monde, 31 octobre 1994.

(3) • Prisonners in 1993 •, Darrel K. Gilliard et Allen J. Beck, BJS Statisticians; Bureau of Justice Statistics; US Department of Justice, Washing-ton, juin 1994.

(4) SPACE, dernière enquête au la septembre 1992, non publiée, Les principant chiffres cités sont extraits de cente base de données et de la communication de Pierre Tournier (CNRS/CES-communication de Pierre Tournier (CNRS/CES-DIP) ar colloque de Romainmôtier (Soisse) sur « Le crime et la politique criminelle en Europe », en septembre 1994.

(5) Synthèse des analyses de Pierre Tournier, (6) Pierre Tournier, ibid.

(7) Philippe Robert, Bruno Anbusson de Cavar-ay, Marie-Lys Pottier, Pierre Tournier, Les Comptes du crime: les délinquances et leurs nesures, L'Harmattan, Paris, 1994. (8) Annie Kensey et Odile Timbart, Infostat ustice, octobre 1991.

(91 « Rapport nu garde des sceaux sur l'empri-sommement des dérenus difficiles et dangereux », laspection générale des services judiciaires et inspection générale de l'administration, Paris,

[10] Claude Faugeron, Les Politiques pér La Documentation française, Paris, 1992.

[11] Cf. Jean-Paul Jean, • Le libéralisme auto-maire ». Le Monde diplomatique, octobre 1987.

### VIOLENTES AMÉRIQUES

Par CESAR A. CHELALA \*

A violance est devenue, dane l'ensembla des Amériques, un problème dramatique. Las principales victimes en sont les anfants et les adolescents, tout perticulièrement ceux des couchas les plus pauvres et les plus défavorisées. Du nord au sud de l'hémisphère, les ceuess de ce phénomène varient : guerres, conflits politiques, crises économiques, misèra. Dane certains pays – en premiar liau le Colombie – ces factaurs sont liés à la consolidation pays – en premiar liau le Colombie – ces factaurs sont lies à la consolidation d'une structure de pouvoir étroitement liée au trafic de drogues evac, comme consequence, l'affaiblissement du systèma judiciaira, la parvarsion des valaurs et une corruption qui gangrèna toua les niveaux de la société (1).

Aux États-Unis, parmi las factaurs déterminants de la violance, on trouve la facilité à se procurar des ermes (2). Una étuda de 1990 avait montré que 650 000 élèves du secondaire portaient un revolver sur aux la mois où fut réalisée l'anquéte, et l'on estime qu'environ 600 000 parsonnes sont victimes d'ermes à fau chaque ennée (3).

Les grands médies eudioviauals ont aussi leur part de responsabilité, dans le gamin de dix ana et é son ecolyta âgé da quatorze ens. Interrogé, Jecob répondit : « C'était un jeu, ce n'était pas pour tuer la dame (4) »...

Les homicides sont la menifestation la plus extrême de la violence, et laur nombre prograsse repidement. En Colombie, par example, la taux de mortalité qui laur est imputable est passe da 22 pour 100 000 habitants an 1970 à 73 pour 100 000 habitants an 1990. A Buenos Aires et dans ses faubourgs, la nombre da since commisse et dans est dans est dans est dans et dan crimes commis per des adolescents e augmemé da 114 % entre 1980 et 1985. A Río de Janairo, an 1990, on a compté daux fois plus da morts par homicide (6 011) qu'à la suite d'accidants da la routa (3 391). Aux États-Unis, entre 1979 et (e un) qui a la suite d'accidants da la routa (5.331). Aux Etals-Unis, altre 1979 et 1991, presqua 50 000 enfants ont étá tués par des armas à fau, un chiffra équivalant à celui des morts américains de la guerre du Vietnam. Et, de plus an plus, valant à celui des morts américains de la guerre du Vietnam. Et, de plus an plus, valant à celui des morts américains des jeunes. Ainsi à Baltimora, an 1993, c'est dans la tranche d'êge 13-24 ans qua l'on trouvait le moitié de arrestations, pour homicida et 40 % des victimes. Au point qua M™ Marion Wright Edalman, pràeidente du Fonds de défanse des enfants, pouvait déclarer récemment : « Le dranse des enfants eyant des enfants a été éclipsé par celui des enfants tuant des enfants eyant des enfants a été éclipsé par celui des enfants tuant des enfants evant ev

Les « anfants des rues », particulièrament nombraux au Brésil, en Colombia, au Vanazuela (lire, page 9, l'article d'ignacio Ramonet) at au Guetamala, sont les victimes d'une «punitication sociala » manéa par des ascadrons da la mort. Cette « justica privée » constitua la réponse da groupes civila (an particulier les hommes d'affaires qui font appel à des escadrons da la mort) à l'incapacité da le polica et de la justice à maîtriser la criminalité das anfants et des adolescents. Guatemala, tout comma au Brésil et an Colombia, les éducateurs sont les victimes Indirectes des assassinets d'anfants; les forces de sécurité (es prennant aussi pour cibles parce qu'ils dénoncent, prauves à l'appui, les exactions commiaes contra les jeunes par la police (6).

La violance politique e aussi fait payar un lourd tribut eux enfants. En Argentine, 8 000 d'antre eux ont perdu l'un de laurs parents ou les daux, et 400 ont « disparu » durant las années de la dictature militaire (1973-1983). Pendant les troia décennles de guarre qui ont ravagé le Guetemala, on astima qu'entre 100 000 et 250 000 enfants ont vu disparaîtra leur père ou leur mère, ou les

Les eutorités confrontées à la vinlance juvénilla déplolant trois types de stratégle : répressive, patemeliste ou perticipative. La première, notamment par l'adoption de nouveaux mécanismes punitifs ou l'allongement de la durée des paines, vise les symptômes et non les causes ; à long terme, elle ne peut être que contre-productive. Dans la deuxiàme, des jeunes aont conviés à participer à des programmes dont les objectifs, l'ampleur et les modalités ont été définis par des edministrations ou des organisations non gouvernementales. L'expépar des sommes de la contract de la conception des programmes, les edolescents ne s'y identifieront pas et ne se sentiront pas responsables de leur mise en œuvre.

La troisième stratégie est fondée sur l'implication des jeunes à toutes les La troisiame strategie est tondée sur l'implication des jeunes à toutes les étapes. Ainsi, à Call (Colomble), un accord imitulé « pacte pour le coexistence sociale » a été aigné en mai 1993 par des responsables officiela et quatre bandes de jeunes de le ville. Il s'inspirait notamment du principe que les membres des bandes devaiant être reconnus comme des partenaires égeux pour la recherche de solutions.

Les jeunes de Cali acceptarent de remettre leurs armes, d'arrêter laurs acti-Les jeunes de Call acceptèrent de remettre leurs armes, d'arrêter laurs activités illégales, de réstudra les conflits par le dialogue et de mener des actions visant à promouvoir la paix et le progrès dans leura communautés. En échange, les autorités s'engagèrent à accorder des prêts, à mettre en place des programmes de formatiun, à proposer des emplois et à foumir une assistance programmes de formatiun, à proposer des emplois et à foumir une assistance puridique. Il s'an fallut de peu que le pacte soit remie en question eprès que des policiers indisciplinés eurant tué plusieurs mambres de ces bandes. Comme le ramarqua amèrament le maire de Cali, M. Rodrigu Guerrero: « Dans notre ville, il est devenu plus facile de mourir pour la paix que de lutter pour elle. »

viile, il est devenu pius racile de mount pour la paix que de lutter pour elle. »
Des initiatives semblablea ont vu le jour à Medellin (Colomble) et au CostaRica. Au Brésil, plueieura organisations travaillent actuellement avec les
enfants des rues. L'Unicef a joué un rôle-clé en exposant leur situation tragique

auprès des fonctionnaires gouvernementaux. Il n'y a pas de recetta unique pour régler le problème de la violence. La il n'y a pas de recetta unique pour regier le problame de la violence. La démarche ne paut être qua globale : augmenter les ressources pour lutter contre la pauvreté, réformer les systèmes éducatif, judiciaira et cercéral, réglemanter la possession des armea é feu, évaluer et contrôlar la responsabilité des médias. Si des mesures d'envergure ne sont paa prises, la violance continuera de s'étendra à travers les Amériques comma une épidémia aociela.

Médecin argentin, consultant auprès des Nations unies, New York.

111 Lire, notamment, Hubert Prolongeau, « Le Mexique confronté à la puissance des narco-rafiquants », Le Monde diplomatique, août 1994.

(2) Lire, notamment, Jamii Salmi, » L. Amérique malade des armes à feu », Le Monde diploma-ique, avril 1992, et Ingrid Carlander, » Ils ont 15 ans... et ils tuent », Le Monde diplomatique, août

13) Youth Risk Behaviour Survey 1990, Center for Disease Control, Atlanta, Géorgie, 1991.

13) Fouth Risk Behaviour Survey 1990, Center for Disease Control, Atlanta, Géorgie, 1991.
 14) The New York Times, 16 mai 1994.
 15) 1994 Children's Defense Fund Report, Washington DC.
 16) Amnesty International, Guatemala: Extrajudicial Executions and Human Rights Violations Against Street Children, Loudres, 1990.

# sur écran

une image virtuelle qui le montre sans barbe ni boucles.

Mais le mnteur principal de cette évolution est sans doute la télévision. Les chaînes qui retransmettent les grands procès sont bien sûr très friandes de dessins animés, car ils viennent renforcer l'attrait et l'intensité dramatique des émissions. Ils se sont définitivement impusés auprès du grand public en janvier demier, quand Canal TV a diffusé le procès de M. Lucas, accusé d'avoir mé sa mère en la poussant dans l'escalier, et qui evait commandité une animation « prouvant » qn'il s'agissait en fait d'un accident. Avocats et magistrats avides de notoriété savent que leur procès aura de meilleures chances d'être télévisé s'il y a des dessins animés.

Lorsque ni le défense ni l'accusation nc se décident à en produire, le télé-vision peut s'en charger. Ce fut le cas pour l'affaire O. J. Simpson : la chaîne Fox a fait réaliser une animetiun reconstituant, seconde par seconde, le scène du double meurtre de Nicole Simpson et de Ronald Goldman. L'assassin n'a pas de vrai visage, mais le scénarin tend indirectement à incriminer l'ancienne vedette du sport. Fox en a diffusé trois minutes, mais la versinn intégrale est un document d'une demi-heure, utilisable dans un tribunal. Les procureurs ont fait savoir qu'ils n'en suraient pas besoin pour faire

condamner l'accusé, mais les images informatiques pourraient quand même faire leur apparition en procès. Pour parer à tonte éventualité, le juge e fait équiper la salle d'eudience d'un système multimédie ultra-perfectionné, qui a coûté 200 000 dollars.

#### Les jurés, harnachés de capteurs...

'IMAGERIE numérique semble I MAGERIE numerique si judi-déjà entrée dans les mœurs judiciaires américaines, et l'accelération foudroyante du progrès technique permet d'imaginer tous les développe-ments. Les ingénieurs prévoient une baisse continue des coûts de fabricatinn, et certains revent déjà, d'ici à l'an 2000, de proposer à leurs clients des effets spéciaux de la qualité de Jurassic Park pour quelques centaines de dollars. En attendant, des juristes militent pour la création d'un système d'aide financière qui permettrait aux accusés désargentés de s'offrir des dessins animés, pour pouvoir lutter à armes égales contre les procureurs. Les dirigeants de l'American Bar Association vont plus loin: ils n'hésitem pas à envisager

l'installation dans les prétoires de sta-tions de réalité virtuelle. Les jurés, casques-écrans sur les yeux, harnachés de capteurs et de gants numériques, pourraient alors évoluer au cœur de l'action, être assis dans la cabine de pilotage su moment où l'avion s'écrase, on pris au milieu de la fusillade. A défaut d'être sereine, la justice du XXI siècle risque d'être divertis-YVES EUDES.

(1) Voir: Yves Eudes, « États-Unis: un nouvean spectacle, les procès télévisés », Le Monde liplomatique, soft 1992.

(2) ABA possède à Chicago son propre labora-torie informatique, le Legal Technology Resource Center, qui forme les avocats désireux de se fami-liariser avec ces outils. L'initiation des magistrats est assurée par des organisations para-universi-taires, dont la plus célèbre est le National Center for State Courts, installé à Williamsburg, en Vir-

DEAD RIGHT. - David Frum \* Basic Books, New York, 1994, 230 pages, 23 dollars.

Ce qui, il y a un an, s'apparentait à la présen-tation motose par un intellectuel républicain des contradictions et des échecs de son parti constitue désormais l'analyse d'une droite américaine qui a le vent en poupe. L'ameur a pourtant toutes les audaces. Celle d'avouer qu'il aimerait que son pays revienne à la sinuation d'« avant 1933 », lorsque l'État fédéral existant à peine. Celle de reconnaître l' · échec · du reagani Celle de reconnaître l' « écher » du reaganisme, imputable selon lui à « la somme de ses timidités innombrables », c'est-à-dire à son refus d'amputer les dépenses publiques bénéficiant aux classes moyennes blanches qui votent républicain (retrairés, agriculteurs, anciens combattants). Celle enfin de présenter, puis de tailler en pièces, les postulats de base fondant l'analyse de certaines des principales familles de la droite américaine : moralistes, nativistes, nationalistes, fondament alistes.

fondamentalistes. Que reste-t-il alors ? La croyance bien républicaine que le mal absolu vient toujours de la progressivité de l'impôt et de la redistribution des richesses. Et la certimde inébranlable que l'État n'aboutit qu'à subventionner les comportements asociaux et à alimenter les antagonismes entre classes et entre races. En cela cet ouvrage, bien écrit et intelligenment construit, résume utilement l'idéologie des nouveaux maîtres de Washington.

Université Paris-8 Etudes européennes et euroasiatiques **DEA ET DOCTORAT** 

Directeur de la formation : Bernard Cassen

. L'Institut d'études européennes de l'université Paris-8 accueille candidats au DEA et su doctorat dans sa formation doctorale Etndes européennes et euroasiatiques. Mutations des sociétés et cultures : une trentaine de directeurs de recherche, représentant dix-huit disciplines de doctorat, du droit à l'urbanisme, de le philosophie à la littérature et à l'économie, et couvrant toutes les aires linguistiques de le Grande Europe, notamment l'Allemagne et la

Thèmes de recherche : l'Union européenne et ses relations evec l'Europe centrale et balkanique et evec les Etats issus de l'ex-URSS; les rapports avec les Erats-Unis; la vic intellectuelle, la formation, les courants et échanges culturels; le cadre et les modes de vie; le travail et l'emploi; la place de le science et de le technologie ; les médias ; la démocratie et le participation des

Admission: sur dossier et après entretien avec un jury (sessions le 12 juillet

Renseignements et inscriptions: Institut d'études européennes. Secrétariat : salle B 220. Tél. : 49-40-65-92. Fax : 49-40-65-94. Université Paris-8, 2, rue de la Liberté 93526 Saint-Denis Cedex 02.

MARCHÉ

OUR les compagnies de téléphona, les prisons constituent une véri-OUR les compagnies de teleprina, les prisons constituent une véri-tabla eubeine (1). » L'allongamant des peines, l'nuverture de nou-veaux établissements (les États-Unis construisent 150 prisons sup-plémentaires en 1995) et l'obligation pour la plupart des détenus d'eppeler au téléphona an PCV font, en effet, du marché pénitentialre une affaire fort lucra-tive.

Plus d'un million de consommateurs qui ne peuvent pas chnisir leur comparius a un million de consommateurs qui ne peuvent pas chuisir leur compa-gnie font des eppels fréquents et prolongés : un téléphone public installà dans une prison rapporte près de 15 000 doilers per en, cinq fois plus qu'un poste une presun rapporte pres de la con doners per en, uniq tots plus qu'un poste installé à un quelconque coin de rue. En trois ans, la part de la compagnie MCI installé à un quelconque coin de rue. En trois ans, la part de la compagnie MCI sur ce merché de 1 milliard de dollers par an, qui reste dominé par ATT, est passée de 10 % à 30 %. Avec une pudeur infinie, M. John Jacquay, vice-président da MCI, explique : « Lorsque nous savons qu'il y a une forte tendance à ce que les constitues à compuniques event décient appropriéties avec l'extérieur. les gens désirent communiquer evec l'extérieur, nous voulons profiter de le

La betailla entre les compagnies de téléphone est rude : en décembre der-nier, pour s'emparer d'un marché de 7 500 clients-détenus, MCI a dû accepter nier, pour s'emparer d'un marché de 7 500 clients-détenus, MCI a dû accepter de reverser 55 % de ses revenus carcéreux aux autorités pénitentiaires du Kande reverser po 76 de ses revenus carcereux aux auturnes pennenuaires du Kantucky. Souvent les prisons utilisent les sommes obtenues à l'issue des enchères qu'elles argenisent pour... mettre au paint un système d'écoutes télé-

(1) Alix Freedman, • Phone Pirms Wrestle For Prisoners' Business in Hot Growth Market • The Wall Street Journal, 15 février 1995.

٤

TONNANT paradoxe: il est devenu urgent et pent-être vital de protéger le marché, de l'empêcher de s'autodétruire, faute de quoi ses comportements aberrants, parce que non contrôlés, risquent d'engloutir l'humanité dans un chaos financier généralisé... Le G 7 s'en est inquiété, sans plus, le 17 juin à Halifax. Le danger est pourtant immense que les changements considérables qui s'imposent ne soient pas organisés pacifiquement, de manière préventive, mais soient un jour dictés par une meurtrière conflagration.

#### - Par SUSAN GEORGE \*

Depnis la chute du mur de Berlin - le vrai début du XXIº siècle -, l'Organisation des Nations unies a beaucoup perdu en pertinence. Son rôle dans le maintien de la paix relève de la caricature et le Conseil de sécurité défend d'abord les intérêts de la seule superpuissance du moment, les États-Unis. Il eo résulte que certaines résolutions oe sont pas suivies d'effet (par exemple celles sur Timor Oriental ou le Sahara occidental), et que d'autres ne reflètent pas les vues réelles des États les ayant approuvées; on l'e hien vu à propos de la guerre du Golfe, L'Inde et le Zimbabwe, qui avaient besoin de crédits du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, prirent des positions critiques mais votèreot les textes. Quand le Yémeo vota cootre, un diplomate américain, M. John Kelly, dit au représentant de Sanaa: « C'est le vote négatif le plus coûteux que vous ayez émis. » Le Yémen evait de fait immédiatement perdo 70 millions de dollars d'aide cependant que l'Égypte voyait sa bonne conduite récompensée par la remise d'un quart environ de sa dette.

Il serait cependant erroné de croire que de puissantes forces poussent à la réforme d'un tel système qui sert si bien certains intérêts nationanx. Les pays du tiers-moode et les anciens pays socialistes sont de leur côté tellement dépendent

dants do financement international qu'ils s'en tiennent à la ligne prescrite. Dans ces conditions, le seul espoir réside dans la capacité à convaincre les principaux acteurs que la mise en place d'une oouvelle organisation mondiale irait dans le seus de leurs intérêts. Mais comment emporter leur adhésion?

Dans le passé, il a fallu des guerres moodiales pour susciter le créatioo d'organisations internationales. L'hypothèse d'une telle catastrophe o'est heureusement pas d'actualité, mais une autre pointe à l'horizon: le danger d'un ehaos financier généralisé, d'un effondrement, que la récente crise mexicaine pourrait bien annoncer.

A cette occasion, les États-Unis ont réagi evec une rapidité sans précédent, presque incroyable, prenant à peine le temps d'informer leurs partenaires européens et récoltant 50 milliards de dollars pour tenter de mettre un terme à la chute du peso. Uoe situation bien différente de celle de septembre 1994 quand, lors du cinquantième anniversaire des accords de Brettoo Woods, M. Michel Camdessus, directeur général du FMI. ne put réunir la moité de cette somme en faveur de l'ensemble des pays de l'Est enropéen et d'un groupe de pays du tiers-monde couverts de dettes.

#### Nouvelles explosions en vue

S I, comme l'histoire de ce siècle le montre, l'échec total d'un système est nécessaire à la création d'un nouveau, et si un autre système est réellement désirable, faut-il en conséquence souhaiter le règne do chaos ? La question o'a rien de frivole car de oouvelles explosions s'annoncent. Viennent alors à l'esprit la Russie et l'Indonésie, à l'énorme eodettement. Comme le constate le directeur de l'Institute for International Economics, M. C. Fred Bergsten, le oombre croît des marchés de devises qui sont « trop gros pour échouer (1) ».

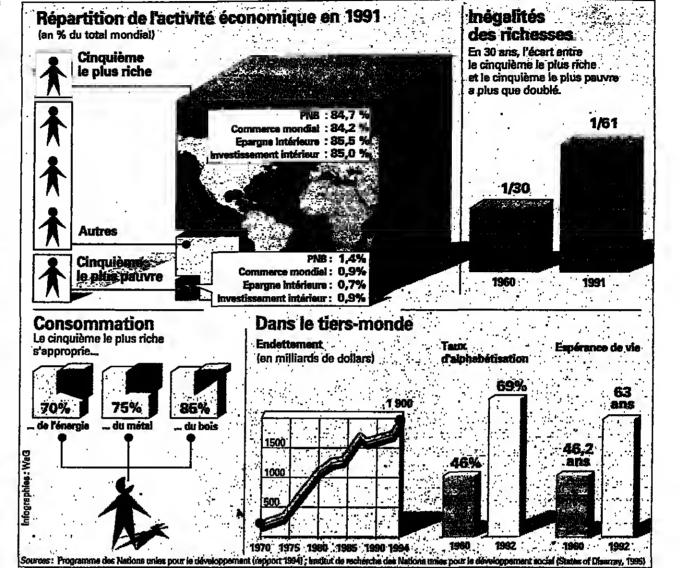
Or ils penvent échouer et oul o'e la recette pour l'éviter. D'autres crises, dans d'autres domaines, mûrissent sans qu'aucun espoir existe de les voir régler hors du cadre d'une coopératioo internationale. Le besoin est évident d'un Conseil de sécurité économique, mais rien o'indique qu'il sera reconnu en l'absence d'un Tchernobyl financier, et même en pareille hypothèse.

Ao cours des deux dernières décen-

 Directeur associé du Transnational Institute, Amsterdam. Auteur avec Fabrizio Sabelli, de Crédits sans frontières, La Découverte, Pa-

nies le système du libre marché a été étendu à l'ensemble du globe. Le G 7 (et notamment les États-Unis), les institutions de Bretton Woods, l'Accord gé oéral sur les tarifs donaniers et le commerce (GATT) ont eu un seul objectif: promouvoir l'acceptation (volontaire ou forcée) des principes économigoes oéoeooservateurs (parfois appelés à tort néolibéraux). Il s'agit d'instaurer un commerce déréglementé une intégration maximale dans un marché mondial soumis à la concurrence internationale (souvent par le biais de la dévaluation), d'assurer la « flexibilité » de la main-d'œuvre (abaissement des salaires et des conditions de travail, remise en cause des acquis sociaux) ainsi que les privatisations et la réduction drastique du rôle de l'État

De lourds emprunts, puis la crise de la dette des années 80 et les « ejustements structurels » ensuite imposés aux économies dépendantes par les institutions de Brettoo Woods, ont beaucoup accéléré ce mouvement. Les conditions des prêts, parfois réduits à quelques dizaines de millions de dollars, peuvent être à ce point détaillées qu'elles couvrent des dizaines de pages (2).



UNE SOCIÉTÉ MONDIALE DE PLUS EN PLUS INÉGALITAIRE, EN DÉPIT DE CERTAINS PROGRÈS

Il a souvent été noté que la Charte des Nations unies commençait par : « Nous, les peuples des nations unies » pour conférer ensuite toute la puissance aux gouvernements (3). Cinquante ans plus tard, ces goovernements ont perdo beaucoup de ces pouvoirs car les décisions sont prises par les instintions de Bretton Woods et par le GATT (ou désormais l'Organisatioo mondiale du commerce, l'OMC), que les peuples ne contrôlent en rien et les gouvernements que fort peu.

La Banque mondiale ne détermine pas seulement les choix macroéconomiques, elle pose aussi d'autres conditions, classées sous le nom de « bonne goovernance », qui demandent eux gouvernements de rendre des comptes aux citoyens, de respecter les droits de l'homme, de faire régulièrement, par le biais d'élections ootamment, confirmer leur légitimité. Qui s'opposerait à ces principes? Ils sont cependant porteurs de contradictions. D'une part, la politique d'ejustements structurels e bean-coup réduit les capacités des États à atteindre ces objectifs et à répondre aux besoins de la population ; d'autre part, la Banque elle-même fait fi des principes qu'elle prône. Certains de ses projets ont débouché sur des violations

massives des droits de l'homme en provoquant des déplacements forcés de millions de gens, pratique que l'anthropologue Thayer Scudder appelle « la pire des choses que vous pouvez faire à la population, si ce n'est la tuer ». La Banque formule sa propre loi, sans avoir été légitimée depois eioquante aos et, poor des raisous complexes, ses instances dirigeantes ne peuvent susciter des mécanismes de contrôle satisfaisants (4).

La Banque et le GATT ont pleinement agi pour mettre le monde au services des firmes transnationales dont le pouvoir sur l'économie mondiale ne cesse de croître. Les échanges entre firmes de ces compagnies représentent un tiers du commerce de la planète. Leurs investissements directs à l'étranger se montent à environ 2 000 mil-liards de dollars, dans les pays développés et une poignée de pays en voie de développement. Avec 410 milliards d'investissements dans ce dernier groope de nations, elles oot créé douze millions d'emplois (dont la moitié en Chine). Chaque emploi repré-sente en gros 34 000 dollars. A ce rythme, il faudra donc plusieurs siècles et des milliers de milliards de dollars pour procurer des emplois à une simple minonté de la main-d'œuvre du tiersmonde, cependant que les firmes transnationales ment les entreprises locales, incapables de soutenir leur concurrence.

Aucune instance internationale o'a le pouvoir de contrôler ces compagnies. Bien au contraire, les institutions de Brettoo Woods assureot qo'elles doivent être totalement libres. La tentative de l'ONU de metire au point un code de conduire e été abandonnée. L'un des premiers gestes de l'actuel secrétaire général a consisté à metire fin aux activités du Centre des Nations unies sur les firmes transnationales, qui procurait d'utiles informations et est désormais réduit à œuvrer au sein de la Conférence des Nations unies sur les

(1) Cité par Peter Passel, « How to Plat for the Next Great Bailout », International Revald Tribune, 11-12 février 1995.

(2) Lire notamment Susan George, Jusqu'e con : enquête sur la dette du tiers-monde, et Susa George et Pabrizio Sabelli, Crédits sans frontêr-La religion séculière de la Banque mondiale, I Découverte, Paris, 1994.

(3) Cf. par example Erskine Children et Brian Unquhart, «Renewing the United Nations System », Development Dialogue, 1994: 1, Uppsala. Suède.

(4) Cf. Susan George et Pabrizio Sabelli, op. cit.

#### **RÉFUGIÉS DU MONDE**

### L'étranger est une personne

LUS de soixante États sont concernés per des conflits importants. Se sont einsi accumulés près de 21 millions de réfugiés – dont l'immense mejorité est accueillie per des pays du tiers-monde – euxquels il fout ajouter 25 millions de personnes déplacées dans leur propre pays. Une personne sur 122 dene le monde e été obligée de fuir I II y avait 11 millions de réfugiés en 1985, 2 millions en 1975 et 1 millions de réfugiés en 1960. Les déplacements da populations ont essentiellement des causes politiques et militsires : Souden, Angola, Libéria, Rwanda, Burundi, Birmanie, Pérou, Tchétchénie, Bosnie et Croatle en sont quelques exemples actuels et sanglents.

La déténoration de le situation économique joue eussi son rôle moins du falt de l'extrême dénuement que du fait des confits qu'elle déclenche et qui viennent eux-mêmes bouleverser les productione locales. Le Heut-Commissariet eux réfuglés des Nations unles [HCR] pousse encore plus loin l'eneigne dens son rapport pour l'ennée 1993 : « Les bouleversements dont s'accompagne le développement entraînent des déséquilibres à la faveur desquels certaines classes, cartaines régions, certains groupes ethniques bénéficiant d'avantages disproportion-

mniques penenciant d'avantages dispropo • Secrétaire général du Secours catholique, Paris. nés. » Il y e là les germes da nouveaux conflits. La dégradation de l'environnement peut aussi créer des mouvements de population, comme dens le Sahel ou la corne de l'Afrique. Les taneione ethniques, elles, engendrent facilement des réfugiés et des déplacés tout comme la violation des droits de l'homme. « Dans la plupart des cas, notent les euteurs du rapport, l'exode e pour cause directe un danger imminent qui mensce la vie, la liberté ou la sécurité. » Dene ces conditions, chaque ennée deux millions de personnes cherchent à obtenir l'esile; la réinstallation pour reisons humenitaires concerne entre 150 000 et 300 000 personnes.

Face à ces situations le droit international ne s'est pas adapté. D'une pert, les personnes déplacées ne bénéficient d'eucune protection juridique Internationale, par epplication stricte du principe de souveraineté des États, et le HCR n'a même pas compétence pour les soutenir matériellement. D'autre part, le statut de réfuglé fixé en 1951 et an 1967 est trop limitatif : si le HCR et les États d'Amérique latine et d'Afrique pleident pour une conception large, les pays européens et d'Amérique du Nord s'en tiennent à une définition restrictive : le réfugié est la victime d'un conflit personnel avec son État d'origine, excluant ainsi qu'il puisse bénéficier du statut International quend un conflit le pousse à chercher refuge à l'étranger même s'il n'a pas subi personnellement de menace directe.

Il est donc urgent d'étendre les compétences du

HCR et de modifiar des conceptione juridiques dépassées par le multiplication des conflits et de leure conséquences sur les personnes. Il serait da plus possible de créer un statut temporaire exceptionnel pour des personnes désireuses de rentrer dans leur pays une fois le peix revenue. La France a eu le faire avec euccès et de façon pragmatique pour des Libaneis et des Bosniaques. Cependant, le législation française s'est durcie ces demières ennées. Plus lergement, l'application en cours des accords européens, ceux de Schengen et de Dublin de 1990, vient Ilmiter pour la réfugié son choix du pays de l'Union européenne où il pourre obteniir le statut.

La cas particulier des Algériens voulant se rendre en Frence montre clairement les difficultés. Tout commence par un visa qui n'est quasiment plus délivré. C'est toujoure le même ergumentation : il faut prouver que l'on a subi personnellement des sévices ou des menaces. Certes, le situation est complexe à de multiples égards, mais la politique française tientelle vraiment compte de l'esprit de le Convention de Genève de 1951 ? Un réfugié est reconnu internationalement lorsqu'il craimt « avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa netionalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques ».

Cette sévérité française n'est pas nouvelle, elle s'eggrave envere per exemple des personnes non expulsables et non régularisables et elle crée un grand nombre de ciendestins. Beaucoup d'entre eux s'adressent aux associations caritatives comme le Secoure catholique. Que doivent faire les bénévoles qui les accueillent? Bien sûr, ne pas entretenir chez eux des espoirs Irréels, meis les recevoir avec lucidité comme tout homme et toute femme en prole au désespoir. Une récente décleration des évêques d'Europe relative eux migrants les y invite tout autant que l'Evangile selon saint Matthieu, chapitre XXV: « J'étaie étranger et voue m'avez recueilli.»

C'est eussi la reison morale pour laquelle le retour de force des réfugiés chez eux n'est pas acceptable. Les réfugiés vietnemiens de Hongkong devront repartir avant 1997 à le suite des pressions da l'opinion publique locale et de le Chine. Partout, se développe ce type da phénomène. L'expérience récente démontre pourtant que le respect de le liberté de choix n'e pas entravé le retour progressif du Soudan et du Kenya de centaines de milliere d'Éthlopiens et d'Étythréens à le fin du conflit.

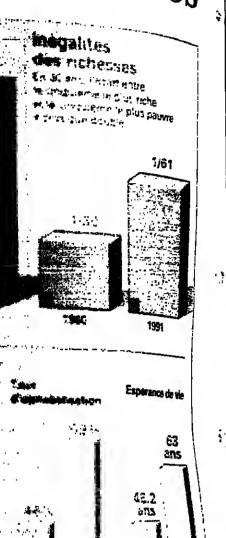
Même si des tensione s'exercent en France contre le présence des étrangers, voire de communautés étrangères – et il ne faut pas les ignorer – une récente étude de le direction de l'évaluation et de le prospection (DEP) du ministère de l'éducation nationale montre que la tradition intégratrice y reste très forte. N'est-il pas significatif qu'elle souligne que, à situation comparable, les élèves étrangers ou issue de l'immigration réussissent mieux leur scolarité que les enfants français?

حكذا من الاصل

meier généra

TES DU SYSTÈME

# un chaos



A GOOD OF LAWY AINS PROGRES

a evida inclui de rema, increso en ero, el [1876 el Desergy, 1995]

the second of the les farraes transand the entreprises locales.

1992

- emationale n'a le ... compagnies. e mainemens de . A awarent qu'elles personal libros. La tenta-Si de mettre au point un etc abandonnee. maken de l'actuel se-- Service & mettre fin Velize des Nations i distribunales, qui - 100 a contract of est rastet au sein de la and unies sur le

en der et Prins en der en Syri

The second secon

Appendix to the second second

The second of th

AND THE RESERVE OF THE PROPERTY OF THE PROPERT

CONTRACTOR OF THE PROPERTY OF

Section and the contract of th

The state of the s The second of th The second of th The second of th LIBÉRAL

# financier généralisé

commerce et le développement (Cnu-

Ce système a beaucoup accentué les disparités au sein des sociétés, riches et panyres, a creusé le fossé entre régions développées et régions sous-dévelnppées de la planète, a provoqué un chô-mage massif et l'insécurité pour l'immense majorité. Le cinquième le plus riche accapare 85 % du produit mondial (70 % en 1965), le cinquième le plus léshérité n'en recueillant que 1,4 % (5).

Anx États-Unis, selon les chiffres du ministère du travail, entre 1979 et 1993, les 20 % d'habitants les plus pauvres ont perdu 17 % de leurs revenus déjà insuffisants, tandis que les 20 % les plus riches angmentaient les leurs de 18 % (6). Le monde compte 358 mil-liardaires en dollars, dont la fortune totale (760 milliards) équivant an revenu annuel moyen (390 dollars) de presque deux milliards d'êtres humains (7).

Le marché dénué de règles menace désormais jusqu'aux nations, fussentelles fortes. Un ancien responsable du Trésor français note que, si, dans les années 70, la Banque de France « avait perdu même 5 % de ses réserves », c'efit été considéré comme « une catastrophe majeure ». Or en juillet 1993 et en deux jours, elle a perdu toutes ses réserves, soit 300 milliards de francs et a été contrainte d'emprunter pour faire face aux attaques contre la monnaie (8).

L'Italie et l'Espagne sont deux cibles fragiles. La dette publique américaine atteint des sommets. Le paiement des intérêts requérant une part de plus en plus importante du revenu national, les Etats-Unis seront tentés de faire donner la planche à billets et de provoquer une vague d'inflation mondiale. Les transactions internationales en devises semblent désormais excéder les investissements productifs et le financement du commerce, et environ 1000 milliards de dollars changent de mains

chaque jour. Maintenant que le « miracle » mexicain a fait long feu, ce marché a été réduit de moitié pour les produits américains, cependant que le coût de la main-d'œuvre était lui anssi réduit de moitié et que l'Alena ne procurera sûre-

L'AUTEUR a bien montré comment la révolution industrielle a, pour la

première fois, transformé en marchan-

dises la nature, le travail (l'être humain)

et l'argent. Certes, marchés et mar-chands existaient avant et ailleurs, mais

jamais avant la période 1830-1850

n'avait existé un système de marchés

reliés entre eux et commandant vir-tuellement tous les aspects de l'exis-

Polanyi a aussi expliqué comment, li-vré à lui-même, le marché détruirait la société, ce que ressentant, l'Angleterre

du XIX siècle entreprit d'éviter en se protégeant. Tous les autres États capita-listes suivirent son exemple et il y eut

simultanément renforcement du marché

et des réglementations, des tarifs doua-

tence de l'homme.

ment pas les bénéfices annoncés. L'immigration illégale a immédiatement grimpé. Les mesures d'austérité impo-sées à une population qui a déjà perdu 50 % de ses revenus en raison du précédent plan d'ajustement structurel risquent de provoquer des mouvements sociaux et il ne suffira pas de 50 mil-liards de dollars pour prévenir le chaos. L'Afrique du Nord représente un sem-blable danger pour l'Europe. Des di-zaines de zones dangereuses existent de par le monde, par exemple les ghettos urbains an sein même des pays riches.

Scule une organisation mondiale disposant de réels pouvoirs régulateurs peut riposter à cette œuvre de destruction sociale car les entités nationales ne sont plus à même de le faire. Elle s'impose aussi parce que, contrairement aux idées reçues des institutions de Bretton Wnnds, les règles en vngne au XIX siècle ne penvent plus fonctionner

Adam Smith et David Ricardn eussent été étonnés à l'idée que de l'argent britannique pourrait un jour al-ler s'investir à Taiwan ou au Venezuela. La fameuse théorie de l'avantage comparatif ne fonctionne que si les capitaux demeurent nationaux. Une fois sorti de ce cadre, de comparatif l'avantage devient absolu, prisque le capital recherche les travailleurs les plus productifs an moindre cofit, les matières premières les moins chères, et le minimum de réglementation, et cela en n'importe quel lien.

Libre de tout contrôle, qu'il soit poli-tique et juridique, le marché mondial dispose d'une apparente légitimité dont les présupposés idéologiques sont rare-ment analysés, vnire explicités. Il appa-raît de la sorte comme un phénomène naturel. Or, pour faire émerger les conditions politiques de oouvelles insti-ntions internationales, il est vital d'af-fronter les idées sur lesquelles l'actuel système est fondé. A cet égard, les thèses présentées en 1944 par Karl Polanyi dans son livre La Grande Transformation (9) demeureot fondamen-

niers et des lois sur le travail des enfants comme sur la sécurité du travail, de

même que des textes organisant les ac-

Aujourd'hui, le système des marchés

imbriqués les uns dans les autres fonc-

tionne au plan international. Et ce que

Polanyi évoquait à propos de l'Angle-

terre d'antrefois se réalise à l'échelle

planétaire : la destruction de la société à

une dimension grandiose. Paradnxale-

ment, si nous voulons protéger un mar-ché qui rend tant de services, il fant le

contrôler, l'empêcher de se détruire lui-

même et de nous détruire par la même

A cette tâche, les institutions ac-

melles (le triumvirat Banque mondiale-

FMI-Organisation mundiale du

tivités bancaires.

commerce) sont parfaitement inadap-tées, puisqu'elles militent pour davantage encore de déréglementation, de privatisation, d'intégration forcée de chaque communauté, de la nature, du travail dans le marché mondial. Selon leurs critères, elles ont pleinement réussi, le système qu'elles pronent ayant été élevé au rang de loi universelle. Ancien éconnmiste principal de la Banque mondiale, actuel sous-secrétaire améri-cain au Trésor, M. Lawrence Summers, a pu déclarer : « On l'oublie souvent, les lois de l'économie sont comme les lois de l'ingénierie. Il n'existe qu'un jeu de lois et elles sont applicables partout (10).

En l'absence de forces à même d'opposer un projet au modèle dominant, il est exclu d'espérer voir remplacer les Nations unies par un système capable de répondre aux dangers actuels et à venir. Pnurtant, plusienrs facteurs poussent à de tels changements, par exemple les frustraonns papulaires grandissantes, l'incapacité des gouvernements à y répondre, les attaques spéculatives contre les mnnnaies faibles, comme les réactions de panique des investisseurs. Deux autres éléments majeurs pourraient contraindre les gouvernements à agir : les destructions de l'environnement et la muloplication des conflits.

Certes les aneintes à l'environnement n'explosent pas comme une crise de type mexicain, mais on ne peut les cacher éternellement quand il s'agit de la raréfaction des poissons, de la dédu manque d'eau, du risque alimen-

Le marché est étranger à ces problèmes d'environnement. Ses prix ne reflètent pas les pertes en capital naturel (par exemple, l'exportation de bois nu de poisson est comptée uniquement en termes de revenu, mais le coût de la destruction n'est pas considéré). Le marché ne prend pas non plus en consiqui pourra prétendre chiffrer le phéno-mène (12) ?

Multiplication des conflits soixante-dix pays souffrent actuelle-

ES institutions existantes sont parfaitement incapables de répondre à ces défis. Il faudrait mettre en place un système turn autre de transferts internationaux de fonds et de technolngie, car les peuples pauvres ne sauraient res-pecter l'environnement si c'est au prix de leur survie. Même s'ils savent hypothéquer leur avenir, ils conperont des arbres, cultiveront de manière intensive lears terres pour manger anjourd'hui. La nouvelle organisation devrait détenir soo propre pouvoir de taxation et non dépendre de contributions natio-

Quant aux conflits, dans le tiersmonde du moins, la pauvreté, les inégalités croissantes, les destructions de l'environnement les expliquent en grande partie et les États sont inca-pables de les résoudre (13). Quelque

Pouvoir des nations ou pouvoir des firmes ? l'affaires ou produit national brut

en milliards de dollars (1992)		
the state of the s	1324	
Indonésie	126.4	
	123.5	
Dancmark	167	
	1129	
Norvège	103.6	
Afrique du Sud	1001	
	99.7	
Turquic	46	
The Park Self	83.8	
Pologne	813	
	79.5	
	645	
Portugal		
Veneznela	61,1	
Malaisie	57,6	
The state of the s	K.T	
Polyiotan	41,9	
PROPERTY	38,3	
	344	
Egypte	33,5	
Niceria	29,6	
When white property frames	.536.1	
Proche-Orient et Afrique du Nord	454,5	
Asie du Sud	297,4	
Afrique subsahariente	269,9	
Amque Massacrate des Nations III	nies pour	
Source: Instinst de recherche des Nations unies pour l développement social, States of Disarray, Genève, 1995.		
de renighante i		
Bdiné par la SA Le Monde		
Societé anonyme		

Comité exécutif : Marie COLOMBANI,

Eric PIALLOUX Anne CHAUSSEBOURG

-Jean BERGEROUX

Imprimerie du Monde 12, r. M.-Gashourg 98852 IVRY

Commission paritaire des journaux et publications : nº 57 438 ISSN : 0026-9395 PRINTED IN FRANCE

A la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassori ou autre, utiliser nos numéros de Léléphone verts : Paris et sa banlieue : 05-03-11-36 Province : 05-36-11-11.

forestation, de l'appauvrissement de la biodiversité, de la détérioration de la couche d'ozone, de l'érosion des sols, taire, des pollutions toxiques. La moioé de la superficie des États-Unis est constituée d'écosystèmes « en dan-ger » (11). Les principales maisons d'assurances sont très inquiètes des changements climatiques, qui, croientelles non sans raison, provoquent tor-nades tropicales, inondatinus et autres désastres, coûteux pour ces firmes.

dératinn ce qu'nn appelle les externali-tés, par exemple la dissémination de maladies ou la perte de fertilité. Le système de prix ne peut rien nous dire avant qu'il ne soit trop tard, du caût social et environnemental des déchets industriels. Si la Méditerranée se meurt,

ment de vinlences polioques et so-

ciales, il y a 47 millions de réfugiés et

de personnes déplacées (contre 35 mil-

lions en 1990) et l'insécurité croît de

La crise de la dette jone un rôle ma-

jeur dans la détérioration de la situation.

Dan Smith a démontré que les pays du

tiers-mande ayant à supporter le plus

lourd fardeau (qu'il s'agisse de dette

brute, on du ratio du remboursement)

sont aussi ceux qui risquent le plus de

subir une guerre : les deux tiers pour le

premier cas, plus de la moitié pour le secnod. Il écrit : « Les guerres de

longue durée sont plus encore liées au phénomène de la dette : sur vingt-sept

États impliqués dans une guerre depuis

plus de dix ans, on dispose de chiffres

dix-huit - soit exactement les trois-

quarts - sont lourdement endet-

Difficultés financières, atteintes à

l'environnement et conflits ne pouvant

être aisément dissociés, une nouvelle

organisatino internatinnale s'impose, qui intégrerait tous ces facteurs. Les

concernant la dette pour ving

manière intolérable.

toyens et de la communauté internationale, qui doit avoir le pouvoir de les sanctinnner. Les firmes transnationales dnivent vnir le cnde de canduite complété et elles doivent être imposées afin d'alimenter le budget de la nou-velle nrganisation et les transferts (condionnnels) au profit des personnes démunies dans le monde développé et dans le monde en voie de développement. Les banques commerciales et les transactions de devises seraient elles aussi taxées (seloo le Programme des Nations unies pour le développement [PNUD], la taxe proposée par M. Tobin, d'un taux de 0,05 %, rapporterait annuellement 150 milliards de dollars). Enfin, le Conseil de sécurité économique et écologique assisterait les divers pays afin de surveiller l'usage et la destruction du capital naturel et de favoriser sa protectinn, cependant qu'une agence paur la promacion de l'énergie reanuvelable serait créée.

institutions de Bretton Woods doivent

devenir transparentes aux yeux des ci-

Il ne s'agit pas de changer pour changer sous prétexte que le système de Bretton Woods a cinquante ans. Il faut changer parce qu'il ne foncconne pas. De tnute façon le changement se produira. Le tout est de savnir si ce sera de façon pacifique et raisonnable nu dons le bruit et la fureur,

SUSAN GEORGE.

(5) Lire la publication annuelle du PNUD, Rap-port sur le développement humain, notamment la livraison de 1994.

ityraison de 1994.

(6) Chiffres repris du Wall Street Journal par Courrier international, 2 février 1995, Dans The Polltics of Rich and Poor (1990), Kevin Phillips montre que, pendant le temps que M. Reagan fut au pouvoir, 1 % de familles les plus riches ont acru leur revenu annuel moyen de presque 50 %, passant de 270 000 à 404 000 dollars.

(7) Forbes public chaque mois de juillet la liste es milliardaires. (8) Cf. la contribution d'André de Lattre an nu-

al de la Revue économique et financière 1 cinquantensire des accords de Bretton mero spécial de la Revue économique et financere consacré au cinquantenaire des accords de Bretton Woods, juillex 1994, Paris. (9) Première édition américaine, 1944, Publié en 1963 par Gallimard, Paris.

(10) Discours diffusé en novembre 1991 par la radio nationale australienne. Cf. S. George et F. Sabelli, op. cit.
(11) William K. Stevens, « Study finds scores of miling U. S. ecosystems », International Herald Tribute, 16 février 1995.

(170 la converture du New Scientist (4 février 1995) s'insertogeant: «La Méditertanée: sale, dangereuse, et Condamnée ? », suivie de l'article de Fred Pearce, « Dead in the Water », justificante l'articlesides l'arti

(13) Cf. Nina Graeger et Dan Smith, Environ-ment, Poverty, Conflict, PRIO Report 2/94, The Peace Research Institute, Oslo, 1994, et Thomas Homer-Dixon et al., \* Environmental Change and Violent Conflict ». Scientific American, février

(14) Dan Smith, auteur du chapitre 6 du livre de Susan George, L'Effet boomerang: chec en re-tour de la dette du tiers-monde, La Découverte, Paris.

#### DEUX ANNUAIRES INDISPENSABLES aux Éditions La Découverte



Un panorama complet de la France d'aujourd'hui

120 spécialistes 640 pages, 159 F



L'annuaire économique et géopolitique mondial de référence

100 spécialistes, 704 pages, 155 F

### Dans «Les dossiers de L'état du monde»







LES MUTATIONS DE

79 F

208 p.

Destruction de la société

Ambitions japonaises

L'idéologie du dépassement de l'Occident

Controverse sur le revenu minimum d'existence

Les conleurs de Benetton - Michel Thévenaz

De la bioéthique à l'éthique

Mitterrand à Berlin, le dernier discours Paul Thibaud

Le numéro : 80 FF - Abonnement 1 an (10 numéros) : 550 FF 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris - 2 48 04 08 33

#### FAILLITES DU SYSTÈME LIBÉRAL

### Sous la coupe de la dette

E G 7, réuni du 15 au 17 juin à Halifax, a décidé de confier au Fonds monétaire international la tâche de dépister les crises financières potentielles et de doubler - le faisant passer à plus de 50 milliards de dollars -, son fonds d'intervention d'urgence. Le rôle du FMI est de la sorte renforcé, quand il devrait au contraire être davantage surveillé, tout comme celui de la Banque mondiale, alors que l'économie mondiale est de plus en plus « réglementée » par le phénomène de la dette.

Par MICHEL CHOSSUDOVSKY \*

guerres, et plus lourde de conséquences

La vague de fermetures d'usines, la montée du chômage, l'instabilité des marchés financiers n'ont pas modifié le point de vue des dirigeants des sept pays les plus industrialisés réunis en juin à Halifax. Pour eux, la cause est entendue, la crise est finie: « Nous sommes toujours encouragés par la croissance sou-tenue observée dans la majorité des économies du monde (...). Les événements survenus au Mexique en début d'année et leurs répercussions nous ont permis de voir la situation plus clairement. Nous nous réjouissons des améliorations récentes dans ce pays, ainsi que des progrès réalisés par un certain nombre d'économics en émergence (1). » Déjà pareil état d'esprit ré-gnait à la fin des années 20 aux Étatsgnait à la fin des années 20 aux Etats-Unis. L'orthodoxie de l'époque n'envi-sagea jamais réellement l'hypothèse d'un krach financier ; l'écroulement de Wall Street de 1929 lui-même ne mit pas fin aux prévisions optimistes (2).

L'actuelle crise ne se concentre pas sur une région particulière. Le commerce international est intégré, les marchés financiers sont en liaison permanente. En conséquence, c'est un phénomène d'accumulation de la dette qui « réglemente » l'économie mondiale en étranglant les institutions nationales.

Cette crise est de la sorte bien plus complexe que celle de l'entre-deux

sociales et d'implications géopolitiques. La dette extérieure du monde en développement atteint les 1 900 milliards de dollars : des pays entiers sont déstabilisés en raison de l'écroulement de leur monnaic nationale, des tensions so-ciales, des conflits ethniques, des guerres civiles qui s'ensuivent. Dans les pays membres de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) aussi, l'endettement atteint des sommets : il est supérieur à 13 000 milliards de dollars. Et le remboursement de la dette aboutit à son aggravation par., la création de dettes non-velles. Aux États-Unis - le pays de loin le plus atteint -, la dette publique a quin-tuplé sous le règne de MM. Ronald Reagan et George Bush : elle est aujourd'hui de l'ordre de 4 900 milliards de dollars.

La très grande instabilité du système financier vient s'insérer dans cette évolution; elle est depais le 19 octobre 1987 - le « lundi noir » - marquée par de fréquentes convulsions des Bourses, la ruine des monnaies nationales est-européennes et latino-américaines, le plongeon des nouveaux marchés financiers périphériques » (par exemple Mexico, Bangkok, Le Caire, Bombay), précipité par les « prises de bénéfices » et le soudain retrait de grands investisseurs insti-

#### Le « légal » et l'« illégal » imbriqués

S'EST aussi créé un environnement financier différent de celui du passé : la vague des fusions des années 80 a ration de financiers agglomérés dans les banques d'affaires, chez les investisseurs institutionnels, dans les firmes de courtage, les grandes compagnies d'as-surances, les fonctions des banques commerciales s'unissant avec celles des banques d'investissements et des agents de change (3).

Si ces « gestionnaires de fonds » jouent un très grand rôle sur les marchés financiers, ils sont de moins en moins présents dans l'économie réelle. Leurs tâches (qui échappent souvent aux réglementations étatiques) incluent les transactions spéculatives sur les cotations à terme et les produits dérivés, ainsi que les manipulations des cours de devises. Ils sont en permanence impliqués sur les marchés « émergents » d'Amérique latine et d'Asie du Sud-Est, sans parler du blanchiment de l'argent et de ces banques « qui conseillent les clients aisés » dans nombre de paradis fiscaux. Si les transactions quotidiennes de devises sont de l'ordre de 1 000 milliards de dollars, 15 % seulement de ce total correspondent à des échanges réels. Activités « légales » et « illégales » sont de plus en plus imbriquées et, profitant de la déréglementation, des

\* Professeur de sciences économiques, fa-lté des sciences sociales, université d'Ottawa.

mafias criminelles jouent un rôle crois-

sant dans les sphères bancaires. Le système financier traverse, une crise économique se situent les marchés de la dette publique, où des bons gouvernementanx et du Trésor valant des centaines de milliards de dollars sont échangés chaque jour. Ces échanges et le commerce massif de dettes libellées en dollars s'accompagnent, en une quasi symbiose, d'intenses rivalités sur les marchés de devises entre l'Amérique, l'Europe et le Japon. Selon l'Institutional Investor de janvier 1995, « davantage d'argent a disparu des bilans [an cours des difficultés du marché des bons en 1994] qu'au cours de toute autre débacle depuis le krach de 1929 - plongeon boursier de 1987 inclus (4) ».

Les pertes pour 1994 de ces « gestionnaires de fonds » sont estimées à 1 500 milliards de dollars, soit un peu moins que le total de la dette des pays en voic de développement. Mais le plongeon n'est pas terminé: la « cantion » mexicaine de l'administration Clinton va nécessiter l'émission par le Trésor américain de 20 milliards de dettes et de « garanties ». Quant à la chute du dollar, elle est aussi la conséquence de la part importante de la dette américaine détenue par les institutions financières japonaises et allemandes, sans parier des énormes montants de billets américains en circulation dans le tiers-monde et en Europe de l'Est. La dépréciation du dol-

lar – bien que non reconnue formelle-ment comme un défaut de paiement de dette - n'en signifie pas moins une contraction de facto de la valeur réelle de la dette publique des Etats-Unis sur les marchés. Et l'appréciation du yen et du mark à l'égard du dollar permet aux Allemands et aux Japonais d'acquérir à bon prix des parts de sociétés améri-

Quant à la crise mexicaine, elle n'est en rien résolue : le plan de sauvetage approuvé par les Etats-Unis, la Banque mondiale et le FMI avait en grande partie pour but de permettre à Mexico d'honorer le service de sa dette vis-à-vis des banques étrangères et des institutions financières internationales. Les dettes privées furent recyclées en dettes publiques. L'économie du pays est pour des années affaiblie, les banques locales vont devenir propriété étrangère, les revenus tirés do pétrole seront déposés dans un compte de New York géré par

Cette crise ne constitue qu'une pièce de l'édifice : le même mécanisme de collecte de la dette a été mis en place dans les principales régions du tiersmonde, en même temps que l'adoption des réformes conçues par le FML Son directeur général, M. Michel Camdessus, pensait en février qu'une dizaine d'autres pays endettés pourraient ren-contrer les mêmes difficultés que le Mexique: « Nous allons de ce fait mettre en place une surveillance plus stricte encore pour nous assurer que la convalescence se passe bien (5) », dit-il. En avril, il estimait à « au moins une quarantaine » le nombre de pays à hauts risques (6)...

Sans implication formelle du FMI, pareille « surveillance » s'exerce aussi sur les économies développées. Car l'accumulation des dettes publiques dote les intérêts bancaires et financiers da pouvoir de dicter leur loi aux gouvernements tians les domaines économique et social. Depuis le début des années 90, les grandes réformes entreprises dans les pays membres de l'OCDE renferment nombre d'ingrédients des programmes d'ajustement structurel appliqués dans le tiers-monde et en Europe orientale. Toutes les catégories de dettes publiques (de la municipalité à l'Etat) ciers et des firmes spécialisées comme Moody's ou Standard and Poor. Des ministres des finances, on attend de plus en plus qu'ils rendent des comptes aux grandes banques.

En janvier demier, Moody's abaissa la « note » de la dette suédoise ; en conséquence, le gonvernement social-démocrate minoritaire décida de coupes claires dans les programmes sociaux. Moody's menaça d'une pareille « notation » le Canada, ce qui a joué un rôle certain dans l'adoption en février 1995 de mesures de réduction drastiques des dépenses sociales et de personnel. Aux États-Unis, en mars dernier, le très controversé « amendement pour un budget équilibré » fut de justesse rejeté par le Sénat ; son adoption aurait consa-cré constitutionnellement les droits des créditeurs de l'Etat.

Depuis le début des années 80, une grande partic des dettes des grandes sociétés et banques ont été effacées et transformées en dettes publiques. Ce phénomène de « conversion » est un élément central de la crise : les pertes ont été systématiquement transférées à la charge de l'Etat. De plus, une bonne partie des subventions publiques, au lieu de stimuler la création d'emplois, ont été utilisées pour financer les concentrations d'entreprises, des

technologies limitant la main-d'œuvre, des délocalisation. Les dépenses de l'Etat ont ainsi contribué à la concentration de la propriété et à une diminution sensible de la force de travail industrielle, cependant que la disparition d'entreprises moyennes et petites et la mise an chômage de salariés (qui sont aussi des contribuables) accéléraient la diminution des rentrées fiscales (7).

La crise de la dette a aussi favorisé la mise en place de systèmes fiscaux régressifs, qui out aussi contribué à... l'ag-gravation de la dette. Alors que baissait l'imposition des sociétés, les taxes (dont la TVA) frappant la population salariée étaient utilisées pour rembourser la dette publique. La crise fiscale a sussi été aggravée par le transfert de béné-fices d'entreprises vers des paradis fiscaux tels que la Suisse, le Luxembourg, les Bahamas, etc. Les îles Caîmans, colonie caribéenne de la conronne britannique, constituent le cinquième centre bancaire de la planète en termes de dépôts anonymes on issus de sociétésécrans (8). C'est ainsi que l'aggravation du déficit américain est directement liée à une évasion fiscale massive et à la fuite de bénéfices non déclarés. En revanche, une bonne part des fonds déposés anx Calmans et aux Bahamas - et qui sont pour certains d'entre eux contrôlés par des organisations criminelles - sert au financement d'investissements aux Etats-Unis,

Un cercle vicienx a ainsi été mis en place. Les destinataires des subsides gouvernementaux sont devenus les créditeurs de l'Etat. Les bons émis par le Trésor pour financer les grandes firmes sont acquis par les banques et les institutions financières, qui bénéficient aussi des subsides étatiques. On nage en pleine absurdité: l'Etat finance de la sorte son propre endettement, des subsides sont utilisés pour l'achat de la dette publique. Le gouvernement est ainsi coincé entre des milieux d'affaires faisant pression pour obtenir des sub-ventions et ses créditeurs. Et, parce qu'une grande part de la dette publique

wial européen est détenue par des institutions financières privées, ces dernières sont aussi à même d'infinencer les gouvernements afin de contrôler davantage les ressources publiques...

forum des citos

comité économis

De surcroît, dans nombre de pays membres de l'OCDE, les pratiques des banques centrales ont été modifiées afin de répondre aux exigences des marchés. Ces institutions sont devenues de plus en plus « indépendantes » et om éné « mises à l'abri des influences poli-tiques ». En fait, cela signifie que le Tré-sor est de plus en plus à la merci des cré-diteurs privés. C'est ainsi que, selon l'article 104 du traité de Maastricht, l'attribution de crédits an gouvernement par la banque centrale est « entièrement discrétionnaire », et « la banque centrale ne peut être contrainte d'attribuer de tels crédits » (9).

En réalité, la banque centrale (qui n'est responsable ui devant le gouverne-ment ni devant les élus) opère en tant one bureaucratie autonome sous la tutelle des intérêts financiers privés. Ce sont eux, plus que le gouvemement, qui déterminent la politique monétaire. Un exemple : les fortes argmentations des taux d'intérêt américains en 1994-1995 ont été dictées par Wall Street, provoquant un gonflement des versements d'intérêts de la dette publique et des coupes correspondantes dans les dépenses sociales, qui avaient aussi été réclamées par les milieux financiers.

La politique monétaire comme moyen d'intervention de l'Etat a vécu; elle est pour une part désormais du domaine de la banque privée. Contrastant avec la rareté croissante des fonds publics, la « création de monnaie » (qui implique un contrôle des ressources réelles) s'opère au sein du système bancaire international, avec pour seule fin l'enrichissement d'ordre privé. De puissants acteurs financiers out, outre la possibilité de créer et de faire circuler la monnaie, celle de manipuler les taux d'intérêt et de précipiter la chute de devises majeures, comme il advint pour la livre sterling en septembre 1992.

#### Idéologie uniforme

sorte devenus les véritables détenteurs du pouvoir, cependant que se répandait une idéologie uniforme, que le « consensus » recouvrait la palette politique tout entière au nom de la nécessaire réforme macro-économique aux États-Unis et en Europe. Les options politiques se présentent sous forme de slogans mécaniquement repris sur « la réduction des déficits » ou « le combat contre l'inflation».

Les intérêts financiers ont, aux Etats-Unis particulièrement, pénétré les éche-lons supérieurs du Trésor et des banques multilatérales. Le secrétaire américain an Trésor, M. Robert Rubin, était un des grands responsables de Goldman Sachs; le président sortant de la Banque mondiale a détenn de hautes responsabilités chez J. P. Morgan. Etant donné cette in-terpénétration, l'exercice de la démocratie se transforme en rituel.

Des choix peuvent certes être présentés. Mais la classe politique, à supposer qu'elle en ait le goût, peut-elle mener à bien des programmes différents ? L'accumulation des dettes publiques et les pressions excreées sur l'Etat par ses créditeurs se situent au cœur de la crise, sitnation qui nécessite une « régulation sociale » effective, une intervention sur les marchés financiers afin de désarmer des spéculateurs à l'action déstabilisatrice.

cier (10) ».

En 1993, la Bundesbank estimait que le commerce des produits dérivés risquait de « provoquer des réactions en chaîne et mettre en danger l'ensemble du système financier (11) ». Et. pourtant acquis à la déréglementation, le pré-sident de la Réserve fédérale américaine. M. Alan Greenspan, a fait cet aven: « La législation ne suffit pas pour prévenir une crise comme celle de la banque Barings dans un monde technologiquement très développé, où les transactions s'opèrent en appuyant sur un bou-

Le système libéral a fait faillite, il convient de le reconnaître, de réformer les pratiques du commerce mondial et de mettre en œuvre une politique planétaire au service des pauvres. L'effacement de la dette extérieure des pays du tiersmonde et la dépréciation des dettes publiques des pays développes s'imposent comme des premiers pas, en même temps que l'instauration de réglementations visant à surveiller de près les activités des institutions de Bretton Woods et à démocratiser les structures des banques centrales (13).

(1) Communiqué diffusé à Halifax le 17 juin. (2) Cy. les prévisions de la prestigiense Harvard Economic Society au début de 1930, dont fait état John Kenneth Galbraith dans The Great Crash, 1929, Penguin, Londres (La Crise économique de 1929; Payot, Paris, 1989).

(3) Aux Etats-Unis, la séparation entre banques commerciales et banques d'investissements est réglementée par la loi Glass Sneagall de 1933. L'American Banking Association vient de demander son amendement afin de permettre l'intégration des deux systèmes. Cf. ABA Banking Journal, janvier 1995.

(5) Financial Times, 8 Sévrier 1995.

(6) Le Monde, 29 avril 1995.

(7) La combination des firmes américaines aur revenus fédérant est passée de 13,8 % en 1980 ; 8,3 % en 1992. Cf. US Statistical Abstract, 1992. 8.3 % em 1992. Cf. US Statistical Abstract, 1992.

(8) Estimations présentées par Jack A. Blum aux Journées sur les drogues, le développement et l'éau de droit, Bilbao, octobre 1994. Cf. aussi Alain Labrousse et Alain Wallou (sous la direction de), La Planète des drogues, Le Seuil, Paris, 1993, et La Drogue, nouveau désorite mondial, Observatoire géopolitique des drogues, Hachette, Paris, 1993.

(9) Cf. Carlo Cottarelli, Limiting Central Bank Credit so the Government, Fonds monétaire international Westimetre, 1992.

Credit to the Government, Inniting Co-credit to the Government, Fonds mon-ustional, Washington, 1993.

(10) L'expression « désamement fi été invenuée par l'Ecomenical Condition Justice, « The Power of Global Finan World Resurgence, mans 1995.

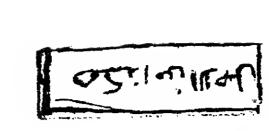
(11) C. Martin Eber, et B.

World Resurgence, mans 1995.
(11) Cf. Martin Khor, « Barings for a Rogue Colprit », Third Wo 1=-15 mars 1995. (12) Cf. Martin Khor, « Barings Exposes High isks of Derivative Trade » Third World France

(13) Lire la « déclaration alternativa ague signée par environ 620 orga ouvernementales et réseaux lors du fial pour le dévelopment social de

THE RESERVE OF THE PERSON NAMED IN 1 AN 2 ANS FRANCE (y compris DOM-TOM, 380 F 210 F et pays à accords postaux\*) ... Je m'abonne au Monde diplomatique pour : 185 F 335 F □ 1 an (12 numéros). □ 2 ans (24 numéros). MODE DE RÈGLEMENT (les virements ne sont pas acceptés) **VOIE NORMALE** ☐ Chèque bancaire (libellé en F.F.) ☐ Mandat international 270 F 500 F (y compris CEE par avion) ☐ Eurochèque fibellé en F.F. VOIE AÉRIENNE □ Carte bleue Visa nº 265 F 490 F expire fin Signature: Autres pays d'Europe (sauf CEE, Autriche Suisse), Algérie, Marco 290 F 540 F □ Carte American Express nº 310 F 580 F expire fin Signature: DOM, Afrique francophone 330 F 620 F NOM: Etats-Unis, Canada, Moyea-Orient PRÉNOM: Amérique centrale et Amérique du Sud, Mexique, Japon, Chine, autre pays d'Asi 375 F 710 F ADRESSE: 390 F 740 F CODE POSTAL:. LOCALITÉ: .. 790 F PAYS: Bulletin et rèclement à retourner à : Le Monde diplomatique - Service Abonnements

place Hubert-Betwe-Méry - 94852 Ivry Cedex FRANCE
Tél.: service abonnement 49-69-32-90



E LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1995 - 25

### Un forum des citoyens organisés : le Comité économique et social européen

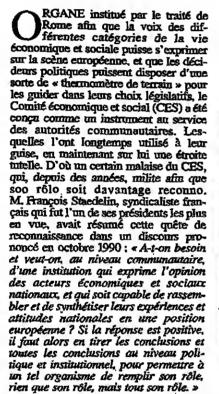
L'Union européenne dispose d'un outil dont elle ne se sert qu'avec parcimonie : le Comité économique et social (CES). Au sein de cette assemblée, comme dans les CES nationaux, se retrouvent à la fois des experts et des hommes et femmes de terrain, issus des rangs d'organisations représentatives. Pour l'immense majorité

des citoyens, s'unir à douze, quinze ou vingt-cinq n'a de sens que s'il s'agit de préserver ce qui fait la spécificité de l'Europe dans le monde : son modèle de société, déjà sérieusement mis à mal par le néolibéralisme et la mondialisation. Dans cette perspective, les avis du CES mériteraient d'être davantage pris en compte par la Commission, le Parlement et les gouvernements.



# Servir de porte-voix à la société civile

Par MICHEL THEYS \*



ಾರ್ಥವರ ಪ್ರ

可以被医

To the way of a

3 3 2

The second secon

and the second of the second o

The second secon

A property of the second of th

the contract of

-- was 1 2 2

The second secon

FOR COST THE

12 74 LEVEL

700

The same of the sa

Marie Contract of the Contract

Marin Straffer Straffer

AND DESCRIPTION OF THE PARTY OF

Street, State or in.

The State of State of

A Branch Dress

Bright majories and a side.

Biggie dermeber ....

the state of the s

CHARLES STORY THE PARTY OF

the purposes & supple and

and their names



C B propos condense bien des élé-ments du problème existentiel du CES. Il découle, en premier lieu, des réti-cences initiales de la République fédérale d'Allemagne (voir ci-dessous l'article de Jacques Genton) à l'égard d'une méthode de consultation des groupes socioprofessioonels qui était, on revanche, acceptée par les cinq autres Etats membres fondateurs. Sans donte le CES fut-il, pour l'essentiel, façonné à l'image du Conseil économique et social français, dans lequel sont représentées l'ensemble des forces économiques et sociales (lire, page 27, l'article d'Odile Jankowiak). Toutefois, ses concepteurs veillèrent aussi à ce que cette enceinte puisse être tenue sous surveillance par les exécutifs, afin de prévenir tout risque de corporatisme ou de dilution des préro-

gatives du monde politique. Il aura fallu attendre le traité de Maastricht pour que le Comité se dégage de la plapart do ces contraintes, puisqu'il bénéficie désormais de toutes les prérogatives d'une institution sans cependant en avoir obtenu la reconnaissance juridique. Toutefois, les conseillers restent \* Rédacteur en chef adjoint de l'agence Enrope, Bruxelles.



A Bruxelles, capitale de l'Union européenne : le siège du CES

aujourd'hui nommés à l'unanimité par le Conseil, sur la base de listes confectionnées par chacun des gouvernements. Ce qui, dans le chef de certains, autorise d'évidentes manipulations, non pas dans le choix des représentants du patronat ou dans cehn des conseillers issus du monde du travail, mais surtout des personnalités qui composent le groupe dit des activités diverses : représentants des consommateurs, des agriculteurs, des PME, des

professions libérales... Les conseillers, qui ne bénéficient que d'une modeste indemnité pour leurs éjours mensuels à Bruxelles, ne sont pas nécessairement des ténors, mais plutôt des experts dont oo écoute avec intérêt les avis techniques. Que ces avis soient pris en compte au moment de la décision politique est une autre affaire... Le fait que les liens entre le CES et ses homologues natiooaux, d'une part, ses membres et leurs organisations d'origine, d'autre part, soient ténus n'arrange

rien à l'affaire. Ces différentes données expliquent et alimentent le malaise du CES. Ni instance de négociation ni simple collège d'experts, le Comité doit, sur tous les

(Lire la suite page 26.)

#### Qui sont et que font les conseillers?

ES traités de Rome et de Maastricht déterminant de façon précise la composition du Comité économique et social (CES), en même temps que le nombre et la procédure de nomination de ses membres. Il comprend des représentants des différents secteurs de la vie économique et sociale, ainsi répertis par peys : Allemagne, Frence, Royaume-Uni, Italie : 24 membres ; Espagne : 21 membres ; Belgique, Grèce, Pays-Bas, Portugal, Suéda, Autriche : 12 membres : Danemerk, Irlande, Finlanda : 9 membres : Luxambourg :

Les conseillers, nommés pour quatre ans renouvelebles par le conseil des ministres de l'Union européenne, eur proposition des gouvernements natio-naux, proviennent des organisations socioprofessionnelles les plus représentatives. Ils sont organisés, eu sein du CES, en trole groupes « politiques » d'impor-tance numériqua à peu près équivalente : les employeurs (groupe I), les travaillaurs (groupa II) et les activités diverses (groupe III). Les conseillers exercent leurs activités professionnelles principeles dans leur pays d'origine, et île se rendant à Bruxelles pour les diverses réunions de travail. Ils na bénéficiant d'eucuna rémunération, seuls les frais de voyage et de séjour étant prie an charge per l'institution. Un « bon » membre du Comité économique et sociel doit consacrer, an moyenne, eu moins une semeine complète par mois à son mendat.

La principale tâcha du CES est de donner des avis à la Commission eu Conseil de l'Union européenne, et, indirectament, eu Perlament européen. Pour ce faire, le Comité fonctionne comme un Perlement, avec des rapporteurs pour chaque sujet, neut « commissions » et une session plénière per mois, eu cours de laquelle les evis (3 000 depuie 1958) sont adoptés à le mejorité simple. La têche principale des conseillers est de pervenir, eur chaqua thème an discussion, à des conclusions concilient les intérêts économiques et socieux en ceuse. Ce dielogue condusions concritent les interets economiques et sacietix en ceuse. Ce délogue aboutit le plus souvent é de véritables négociatione et à des compromis qui impliquent non seulement les perteneires socieux traditionnele (patrons et syndicate), mais eussi tous les eutres intérêts socioprofessionnele représantés au sein du groupe III, celui des activités diverses.

#### L'observatoire du marché intérieur

E CES participe directement à le mise en place du marché unique. Par ses avis, bien sûr, mais eussi par sa fonction de forum du merché intérieur, exis, bien sur, mais eussi par sa tonction de forum du merche interieur, exercée eur demende conjointe du Parlement, de la Commission et de le présidence du conseil de l'Union européenna. Une mission confirmée par le conseil « merché intérieur » du 6 juin dernier. A cette fin, le CES s'est doté d'un instrumant de traveil qui lui parmet d'exercer un rôle d'observatoire permanent de l'état d'application da la législation régissant le marché intérieur.

Au cours d'un premier examan critiqua, la Comité e relevé l'existence de 62 obstacles à la libre circulation, qui ont suscité de sa part des recommandations concernant notamment.

tions concernant notamment:

- une plus grende hermonisation des normes environnementales pour parvenir à un niveau de protection eupérieur. Ceta efin de gerantir l'équilibre et le compatibilité entre les objectifs de renforcement des exigences environnementales et le fonctionnement du marché intérieur; l'adoption de la directive concernant la « détachament des travailleurs », qui constitua una étape eupplémentaire vers le suppression des distorsione de concurrence liées à l'emploi trensfrontalier;

- un progremme intensif en faveur da l'équivelence des quelifications pour toutes les professions « non réglementéee » ;

les inconvénients mejeurs, pour les entreprises, et les PME en particulier, de l'absence de statut jundique communeutaire pour les sociétés anonymes, les associations, les coopératives et les mutuelles.

De tels statuts, dens le promotion desquals le Comité économique et social e

investi una lorge part de sa légitimité et de sa représentativité, sont l'expression de valeurs essentielles pour les sociétés européennes.

**LUCIE TAMARIS \*** 

### En application de l'article 4 des traités de Rome...

PENDANT les travaux prépara-toires à la signature des traités de Rome du 25 mars 1957, les négo-Rome du 25 mars 1957, les négociateurs furent sollicités avec insistance par les organisations professionnelles (ouvrières, agricoles, patronales) pour qu'une instance de représentation des opérateurs économiques et sociaux des Six soit prévue dans les institutions communautaires en gestation. Cette demande émanait particulièrement des syndicats néerlandais, belges, italiens et français car, au lendemain de la première guerre mondiale, des structures représentant les activités économiques et sociales avaient été créées dans leur pays et délibéraient de manière utile sur le plan national.

La République fédérale d'Allemagne (RFA) ne fut pas d'emblée favorable à cette initiative, le régime de Weimar ayant laissé de très mauvais souvenirs d'instabilité ministérielle, et cette dernière étant imputée aux diverses assem-blées, dont celle qui réunissait les mandataires des milieux professionnels. Devant l'insistance de ses partenaires, et après avoir reçu l'assurance que le 

futur Comité économique et social (CES) des Communautés européennes n'aurait que des compétences consultatives limitées, Bonn donna finalement

son accord. Aotre difficulté qu'il fallut surmonter: les oxigeoces des syndicats ouvriers qui réclamaient la parité numérique avec les organisations patronales. A leurs yeax, le troisième groupe envisagé - où se retrouveraient des membres des professions agricoles, commerciales, artisanales et libérales ne ferait que renforcer le camp des employeurs. Les gouvernements imposèrent néanmoins son existence à part entière, étant entendu que l'interpénétration des groupes serait possible en fonction des activités de leors

Il n'existait pas, dans les années 50, de structures regroupant les (ou des) syndicats enropéens. Seules fonctionnaient des internationales : Confédération internationale des syndicats libres (CISL), dont, en France, Force ouvrière (FO) était adhérente; Confédération internationale des syndicats chrétiens Par JACQUES GENTON \*

(CISC) dont faisait partie le Confédération française des travailleurs chrétiens (CFIC) française, le Confédération française démocretique du travail (CFDT) ayant seulement été créée en 1964; Fédération syndicals mondiale (FSM), où se retrouvaient les syndicats des pays de l'Est et ceux, à l'Ouest, proches des partis communistes, dont, en France, la Confédération générale du travail (CGT). La CISL et de la CISC. dont les affiliés étaient majoritaires au niveau des Six, apponèrent leur appui au projet de comité, mais la FSM maintint son refus d'y participer pendant plus de dix ans.

Les procédures de désignation donnèrent également lieu à de rudes discussioos: les membres du CES seraient-ils nommés par le conseil des ministres - au niveau communautaire -

\* Secrétaire général honoraire du Comité économique et social, sénateur du Cher, président de la délégation sénatoriale pour l'Union

Six, ou bien sur proposition directe des organisations elles-mêmes? Après d'assez difficiles palabres, il fut admis que les gouvernements procéderaient à des consultations laissées à leur appréciatioo et que la conseil ne ferait qu'entériner leurs choix.

Le premier conseil des ministres de le Communauté économiquo européenne (CEE) et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA), qui se tint à Bruxelles au début du mois de janvier 1958, devait mettre en application l'article 4, alinéa 2, des traités de Rome: « Le Conseil et la Commission sont assistés d'un Comité économique et social exercant des fonctions consultatives. » Le ministre français des affaires étrangères, Christian Pineau, et son secrétaire d'Etat, Maurice Faure, intervinreot poor s'assurer que ce Comité serait mis en place sans tarder et que les consommateurs y seraient représentés. Le secrétariat do conseil des ministres fut chargé d'élaborer un avant-projet de règlement, de nommer un secrétariat et de trouver des locaux.

C'est seulement au début du mois de mai, lors du conseil tenu à Bruxelles sous le présideoce du ministre de l'économie de la RFA, Ludwig Erhard (décédé en 1977), que l'auteur de ces lignes recut missioo d'exécuter ces taches. Il fallait faire vite et bien avec peu de crédits - 30 millions de francs belges de l'époque - et provoquer le moins de perturbations possible dans le fonctionnement d'institutions noovelles, et donc fragiles. Cette nomination, effectuée à l'initative de M. Maorice Faure et avec l'appui de M. Walter Hallstein (décédé en 1982), devenu président de la Commission, fut proposée par la France, l'Italie, la Belgique, le Luxembourg et l'Allemagne. Les Pays-Bas donnèrent plus tardivement leur

Le Comité commença véritablement ses activités à l'automne 1958 sous la présidence de Roger de Staerke, alors président de la Fédération des industries belges. Chacun put remarquer que, dès la première réunion, les membres du Comité se rassemblèrent par groupe professionnel et non par nationalité...

#### (Suite de la page 25.)

sujets dont il est saisi ou dont il se saisit, proposer des solutions dans lesquelles l'accent est davantage mis sur le faisable que sur le souhaitable. La variété des intérêts représentés en son sein constitue d'ailleurs proposité de faille de l'ailleurs prod'ailleurs une garantie de réalisme. D'où le légitime souci des conseillers que leurs avis soient obligatoirement examinés avant décision par le Conseil, la Commission et le Parlement. En d'autres termes, qu'une suite soit réservée à leurs

Tout serait dooc ooe questioo d'impact. De visibilité. En réalité, le CES a beaucoup perdu de son caractère subalterne au fil des années. D'abord, le sommet de Paris d'octobre 1972 lui a reconnu le droit de rendre des avis de sa propre initiative sur toutes les questions touchant au travail communautaire, alors qu'il devait, à l'origine, en vertu des trais, attendre une saisine du Conseil ou de la Commission et o'opérer que dans des secteurs précis. Son champ d'action s'est donc fortement élargi. Ensuite, en éten-dant la procédure de codécision, le traité de Maastricht a bouleversé la donne institutionnelle : devenant un colégislateur incontournable, le Parlement européen e privé le Conseil - et, à travers lui, les administrations oationales - de son monopole de prise de décision. De ce fait, la Commission e acquis une marge de manœuvre supplémentaire, là où elle ne faisait plus que jouer au conciliateur entre les Etats membres.

#### Nécessité de la consultation

D<sup>U</sup> coup, les intérêts cetioneux constitués ne peuvent plus, pour influer efficacement sur le cours de la législation européenne, agir senlement sur le clavier des administrations natio-nales, et le Comité économique et social européen devient un outil innéressant. D'autant, comme l'e constaté l'ancien haut fonctionnaire européen Raymond Rifflet, que, « moins encore que les Parlements nationaux, le Parlement euro-péen, mais aussi la Commission, dans la mesure où elle détient l'initiative législative, ne peuvent se passer d'une consultation effective facilitant l'intégration des intérêts et les accords pragmatiques indispensables, à la fois transnationaux et transprofessionnels », tant il est vrai que, « dans le cas contraire, les obs-tacles « nationaux » à l'Union euro-péenne, dans tous ses aspects, risquent de se révéler insurmontables (1). »

On en vient là au fond du problème.



Juin 1967 : la cérémonte d'adienx du Comité à Walter Hallstein, premier président de la Commission Au premier plan, de gauche à droite : Jacques Genton, premier secrétaire général du CES ; Louis Major, président (1966-1968), et Walter Hallstein

Le CES est le fruit d'un concept cultivé par certains Etats à une époque où le monde - et avec lui l'Europe - o'était pas ce qu'il est devenu. Y a-t-il encore place pour la « concertation sociale »? La question peut paraître iconoclaste, mais y répondre est indispensable si l'on se préoccupe réellement, au-delà des discours, de l'« Europe des citoyens ».

Car, poursuit Raymond Rifflet, « la

fonction consultative pose tout le pro-blème de la démocratie intégrale, à la fois économique, sociale et même « culturelle », dépassant de loin lo démocratie purement politique dans son acception étroite, électorale, partisane et formelle (2) ». La création du CES s'est inscrite dans la perspective de l'approfondissement d'une démocratie qui ne se cantonnerait pas au simple exercice des

libertés politiques et irait jusqu'à la participation au pouvoir économique.

Etait-ce une voie sans issue ? Le marché unique, la marche vers l'Union économique et monétaire sont-ils autant d'éléments favorables à cet approfondissement démocratique transnational? La réponse ne va millement de soi, et, en posant ainsi la question, on découvre que le CES pourrait bien être une institution



capitale pour rapprocher les citoyens de l'Europe, à condition de lui donner véritablement les moyens de devenir la vitrine de la société civile européenne.

#### **Ecouter les ONG**

E fait qu'il ne soit composé, à l'heure actuelle, d'aucun politique constitue un atout. Il gagnerait en cré-dibilité – et deviendrait un organe irremplaçable – s'il pouvait donner voix au chapitre aux gens qui vivent l'Europe : les milieux professionnels bien entendu (pour autant que les orga-nisations dépêchent à Bruxelles des personnalités de premier plan), mais aussi les associations, les ONG, les réseaux qui, aujourd'hui, constituent le maillage de la société. ATD Quart Monde, les SDF ne représentent-ils pas anssi des Européens qu'il serait bon d'écourer, sous peine de comaître des déboires autrement plus graves que ceux qui ont jalonné la ratification du traité de Maastricht ?

MICHEL THEYS.

### Réflexions prospectives pour 1996 et au-delà

CARLOS FERRER, président du Comité économique et social européen, e une heute idée de l'institution qui l'e parté à sa tête paur le
période 1994-1995: « Le Comité est camposé d'hommes et de
femmes actifs et représentetifs de leurs domaines d'activité et catégories
sociales. Ils ne sont ni technocrates ni politiciens. Nous sommes et nous serons
en effet la seule Institution consultative non politique du système européen.
C'est cette caractéristique unique par le de nous une source de cahérence et
d'indépendance une référence en termes d'avanties et forum idéel pour le d'indépendance, une référence en termes d'expertise, et le forum idéel pour la mise en œuvre d'un effet multiplicateur euprès de le société européenne organisée et des citoyens en général. » Et qual mailleur tremplin, pour un « effet multiplicateur », que le conférence intergouvernementale de 1996, avec la multiplicité des débats qu'elle va susciter dens toute l'Union ? D'où l'idée que la CES apporta sa contribution eux travaux des négociateurs, non pas par des avia aur telle ou telle modification institutionnelle, meis per une réflexion prospective sur ce qui fait la spécificité de l'Europe dens la monde : son modèle de société et la place qu'y auront les citoyens.

Cetta idée e reçu sa pramière concrétisation per un sémineire organisé à

Bercelone du 9 eu 11 juin demier, par M. Ferrer, personnalité de premier plan du monde patronal espagnol, qui, en présence du secrétaire général du CES, M. Simon-Plerre Nothomb, et des présidants des trois groupes composant l'aeaambléa bruxalloise, avait mobilisé divers experts auropéens, dont M. Michel Albert, membre du comité monétaire de la Banque de France, sinsi que M. Jérôme Vignon, directeur de la cellule de prospectiva de la Commission, proche de M. Jacques Delors et confirmé dans aes fonctions par M. Jacques Santer. Una bonna partie da la discussion, dont le cadra méthodologique avait été proposé par M. Vignon, a concerné l'impact de la mondialisation sur l'identité sociale et culturalle de l'Europe. Un impect potentiellement destructeur selon plusieurs perticipants, parmi lesquels M. Albert.

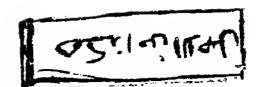
Cette problémetique sere au cœur d'une grande rencontre publique que le CES organisera à Bruxelles eu début de 1998, et qui lui permetira, eu-delà des échéances de 1996, de consolider, voire d'élargir son rôle de forum européen des citoyens organisés.

Annecy-Lille: 2,80°, Paris-Pau: 2,80°, Strasbourg-Toulon: 2,80°, Paris-Papeete: 2,80°. (Bien sûr à ce prix là, c'est dans la soute).



Nov. a Lurope

outillage



LE MONDE DIPLOMATIQUE - JUILLET 1995 - 27

# Un « outillage démocratique » complexe

OMMENT analyser ces institutions, mal connues et pourtant en plein développement, que sont, en France, en Europe, voire dans le monde, les conseils économiques et socianx (CES), structures dont l'objet explicite est d'organiser la participation des forces économiques et sociales à la vie politique ? A l'évidence, les concepts manquent, et e'est un appel aux chercheurs - politologues, constitutionnalistes, sociologues - qo'il fant lancer, pour qu'ils acceptent de travailler sur ce domaine. Uo domaine qui o'est pas (on plus) une spécificité française, comme l'a montré la IVº Rencontre des conseils économiques et sociaux du monde, tenne en mai dernier à Lisbonne, et où quarante institutions de ce type étaient

représentées. Pour rendre compte de cette réalité, le concept de société civile est à la fois trop situé historiquement dans le contexte du marxisme de Gramsci - analysant les possibilités de prise de pouvoir du Parti communiste dans l'Italie des années 20 et en même temps trop global, trop floo pour traduire une pratique institutionnelle inscrite dans une Constitution. On ne peut pas davantage se contenter de la notion de corps intermédiaires, qui renvoie, qu'on le veuille ou non, à la réalité juridique de la France de l'Ancien Régime. On accepte donc, faute de mieux, l'expression, trop simpliste, de « représentation des forces économiques et sociales ».

Si les concepts font défaut, peut-être faudrait-il plutôt s'interroger sur les problématiques qui sous-tendent ces institutions. A quoi servent-elles, là où elles existent? Les travaux de recensement des textes effectués en vue de la rencontre de Lisbonne pour étudier le mode de fonctionnement des conseils existant dans le monde offrent, à cet égard, des pistes intéressantes. De quoi parie-t-on, en effet, dans ces différents pays, quand on parle de CES ? On parle, tout simplement, de démocratie, d'« outillege démocratique », et d'un certain type de rapport au politique. La démocratie, c'est d'abord un état d'esprit qui implique, dans nos sociétés complexes, une « boîte à outils » tout aussi démo-

Secrétaire général du Conseil économique et social, Paris.

cratique et complexe, dont participent les conseils économiques et sociaux. Dans les démocraties encore récentes que sont, par exemple, l'Espagne et le Portugal, la création de CES est justement l'une des marques d'ancrage dans

On parle aussi de CES à l'Est - Hongrie, Ukraine, Slovaquie -, en Afrique francophooe et au Maghreb (lire, page 28, l'article de Lucie Tamaris), en Chine, en Afrique du Sud, en Amérique latine... Bref, dans oombre de pays en train d'inventer leur propre mode de passage à la démocratie (ou sa consoli-dation) et qui, dans ce but, ont besoin de faciliter l'apparioon d'acteurs économiques et sociaux autonomes, entretenant avec le politique de nouveaux rap-ports : ni inféodation ni opposioon, mais autonomie appryée sur leur représentativité, et dialogue institutionnalisé avec les détenteurs du pouvoir. Ce dernier point est important: oulle part les conseils économiques et sociaux ne se situent dans une logique d'affrontement avec les autorités. Ils fonctionneot partout sur la base de ce que l'on pourrait appeler uoe double reconnaissance: celle, évidente en démocratie, de la légitimité absolue du suffrage universel, et eelle, implicite, de la reconnaissance du rôle des divers acteurs économiques et sociaux. C'est dans les marges de cet « implicite » que les différents pays, en fonction de leur histoire politique, culturelle et sociale, ont inventé ou non cette formule de conseils écoonmiques et sociaux, et en ont défini les principales

Resteot cependant de combreuses questions. Pourquoi les pays anglosaxoos, de traditioo protestante. semblent-ils aussi rétifs à ce type d'institutions, alors qu'elles fleurissent dans les pays de culture on d'influence catho-lique et latine? Pourquoi certains Etats ont-ils accepté de faire jouer à leur CES un rôle très poussé dans la prévention et la résolution des conflits sociaux (Belgique), et pourquoi d'autres ont-ils refusé cette formule (France)? Dans quels terreaux idéologiques s'enracine l'idée même de conseil économique et social?

L'exemple de la France est, à cet égard, intéressant parce que l'on peut repérer, dans les origines de son CES, au moins trois grandes traditions eultu-

 Celle de représentation des produe teurs tout d'abord, chère à Saint-Simon, mais dont Steyes, le premier, dans un discours du 7 thermidor an III, proposa à la Convention de la mettre en place, par le biais d'une assemblée législative composée de « représentants de l'industrie rurale, de l'industrie citadine... et de celle qui o pour objet la culture des hommes .

• La tradition de l'autonomie de la elasse ouvrière ensuite, dont les représentants estimerent, des le XIX siècle, qu'il était impossible de s'en remettre au seul pouvoir politique pour améliorer la condition prolétaire. C'est cette idée qui sera elairement exprimée au moment de la révolution de 1848 dans la création de la eommission du Luxembourg, qui avait pour missioo de « s'occuper du son des travailleurs ». Cette tradition se retrouvera dans la charte d'Amiens (1) et dans la création, en 1925, par le Cartel des gauches et par Léon Jouhaux, du Conseil national économique, ancêtre de l'actuel Conseil écocomique et social.

· C'est enfio la grande traditioo sociale-chrétienne, issue des ency-cliques papales de la fin du XIX siècle, qui assignera à chacun le but de recher-eher le bien commun, an-delà des intérets catégoriels. Nourri de ces enseignements, le général de Gaulle - qui avait déjà en tête l'idée de fusionner le CES et le Sénat - pouvait ainsi écrire en 1963 : « Il faut que le Conseil économique et social devienne l'organe neuf où les gens s'expliquent sur l'élaboration et sur l'application des programmes de dévelappement national.

(11 Adoptée par la Confédération générale du tra-vail (CGT) en 1906, la charte d'Armiens affirme l'indépendance du mouvement syndreal à l'égard l'indépendance du m des partis politiques.

### A l'écoute du Palais d'Iéna

Pour beaucoup de citoyens français, le Conseil économique et social - le Paleis d'Iéne, comme on dit le Quei d'Orsay - est une institution quasi inconnue. Peut-être n'est-il pes inutile de reppeler qu'il s'egit de le troisième Assemblée constitutionnelle de le République eprès l'Assemblée nationale.

La Frence e été le premier État européen à se doter d'une structure consulta tive de représentation des ecteurs économiques et sociaux : le Conseil nationel économique, créé en 1925 par Edouerd Herriot auprès de le présidence du conseil. Mels c'est seulement evec le IV République que, sous l'eppelletion de Conseil économique, une assemblée assurere constitutionnellement ces fonc-Conseil économique, une assemblée assurera constitutionnellement ces fonctions. Aux termes de l'article 25 de le Constitution de 1946, le Conseil est
consulté par l'Assemblée nationele pour les projets et propositions de loi « de
sa compétence », einsi que par le gouvernement. La Constitution de 1958, dans
ses erticles 69, 70 at 71, ejoutere l'adjectif « social » à un intitulé qui deviendre
celui de Conseil économique et social (CES), meis elle limitere eu seul gouvernement le droit de le saisir ou de le consulter. Comme on le sait, dens son bres
de fer avec le Sénat, de Geulle avait envisagé de rebaisser le Heute Assemblée à
un statut purement consultatif, en le fusionnent avec le CES. L'échec du référendum de 1969 et le dépert du générel conduiront à l'ebandon de toute velleité
de réforme dens ce domaine sensible.

Des comités économiques et socieux régionaux (CESR) ont été créés dans les

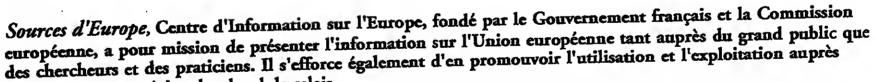
Des comités économiques et socieux régionaux (CESR) ont été créés dans les régions françaises per les lois de 1972 et 1982, selon une démerche identique. La loi de 1992, en donnant à ces assemblées l'eppellation de consails économiques et sociaux régionaux, a renforcé leur identité institutionnelle. D'où le tantation d'évoquer « un modèle français qui demaure aujourd'hui le norme de référence (1) ». Quel est donc ce modèle ? Le CES n'est ni pentaire (exclusivité et perité de la raprésentation des saleriés at des employeurs) ni tripertite (un tiers saleriès, un tiers employeurs, un tiers Etat). En fait ses 231 membres constituent

un reflet des principeles activités économiques et socieles du pays : 69 repréun reflet des principeles activités économiques et socieles du pays : 69 représentants des saleriés, 72 représentants des entreprises (privées, publiques, ertisanales, egricoles), euxquels s'ejoutent ceux des professions libérales, de le Mutualité, des coopératives, des associations, des Français résident è l'étrenger, des activités économiques et socieles des DOM-TOM, en règle générele désignés ou proposés per leurs orgenisations. De plus, le gouvernement nomme directement 40 « personnalités quelifiées » qui peuvent être d'enclens ministres, comme actuellement M. Claude Evin at M. Cherles Fitermen.

Le rôle du Conseil est consultetif : se saisine par le gouvernement est obliga-Le rôte du Conseil est consultetif : se saisine par le gouvernement est obligatoire pour toutes les lois de programme et de plen à ceractère économique et
social ; elle est facultative dans les eutres ces. Meis c'est surtout par l'eutosaisina que l'assemblée, présidée depuls 1987 per M. Jean Mattéoli, encien
ministre du général de Geulle, et par eilleurs président de le Fondetion de la
Résistance, menifeste sa personnelité et son indépendence, Les travaux du
Conseil, en mejorité issus de le procédure d'eutosaisine, débouchent sur des
études et des avis faisant l'objet d'une publication eu Journal officiel. En 1994, le
CES e ainsi produit des avis et études sur des thèmes ellant de l'eménagement
du territoire à le scolarisetion des enfants d'immiorés, en passant per le poli-CES e ainsi produit des avis et etudes sur des tilemes ellant de l'efferagement du territoire à le scolarisetion des enfants d'immigrés, en passant per le politique sociele européenne et les trensferts de technologie. On peut regretter que ces travaux ne soient pas devantage exploités, eu-delà des secteurs directement concernés, per les médies et les milieux universitaires.

(1) Pierre Bodineau. Les Conseils économiques et sociaux, PUF, coll. « Que sais-je ? », Paris, 1994. Cet excellent petit ouvrage, écrit par le président du CESR de Bourgogne, constitue la plus récente synthèse sur le sujet disponible en français. On pourra également consulter l'article de Gioria Pirzio synthèse sur le sujet disponible en français. On pourra également consulter l'article de Gioria Pirzio Ammassarl, « Eux et partenaires sociaux : lieux institutionnels de la consultation. France », in Conseils économiques et sociaux en Europe. Rôle et perpectives, Edizioni scientifiche italiane, Naples, 1992.

Sources d'Europe



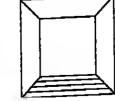
d'un vaste réseau régional et local de relais. Autour de cette vocation centrale, s'articule un éventail d'activités diverses : documentation, conférences, expositions, séminaires, animations scolaires..

Installé dans le Socle de la Grande Arche à PARIS-La Défense, le Centre reflète la diversité européenne et illustre les politiques communautaires, s'appuyant sur des sources d'information nationales et européennes. A distance, il met à disposition outils et services pour faciliter la compréhension des enjeux et des réalisations de l'Union européenne.

Informer, former, mettre en synergie les réseaux existants, animer un lieu de rencontres sur l'Europe, telles sont les missions du premier Centre créé en partenariat entre un Etat membre et la Commission européenne.

> Médiathèque - Salle d'actualité - Expositions - Conférences -Parcours-découverte pour les enfants - Librairie - Boutique.

Accès libre et gratuit, du lundi au vendredi, de 10 h à 18 h. Dépliant d'information sur demande ou 3615 EUROSOURCES



Centre d'Information sur l'Europe Groupement d'Intérêt Economique Le Socle de la Grande Arche 92044 Paris-La Défense Cedex Tél. (1) 41 25 12 12 - Fax. (1) 41 25 12 13 RER A - Métro ligne 1 - Bus - Trains: "Grande Arche de La Défense"

The Control of the Co Carlo in all address in the training of the care Commence Francisco Children from a contract of the contract of e in the Salah Bar

Sec Sentence your

Leoner le Og

MIDE

 $A = A \cdot a = A_{a} \cdot a = 0$ 

### Variété des situations chez les Quinze

Par ODILE JANKOWIAK \*

U sein des Quinze, seuls l'Alle-magne, le Danemark, et le Royaume-Uni ne disposent pas d'un conseil économique et social ou d'une institution qui en soit proche. Et le modèle français, si modèle il y e (lire l'article p. 27), y est majoritaire mais pon universel. Mais on pourrait eussi parler d'un modèle belge, en tout point aussi élaboré, mais à dominante paritaire. An nivean national existent, en effet, deux institutions regroupant un nombre égal de représentants des travailleurs et des employeurs : le Conseil central de l'économie, créé en 1948, et le Conseil national du travail, datant de 1952. Le dispositif est complété par trois conseils économiques et sociaux régioneux correspondant eux trois régions de l'État fédéral : Wallonie, Flandre et Bruxelles.

Aux Pays-Bas, le Sociaal Economische Raad (SER), dont employeurs, travailleurs et experts se répartissent par tiers les 45 sièges, est une instance qui compte dans la vie nationale. Au-delà de son rôle consultatif, qu'il partage avec tous les CES - il est obligatoirement saisi pour examiner toutes les

\* Chercheur à l'Institut d'études euro-péennes de l'université Paris-VIII.

mesures de caractère économique et social, et émet près de 300 evis par an -, il exerce une fonction de surveillance des organismes professionnels de droit public et approuve leurs budgets. Le Lixembourg n'est pas en reste, qui s'est doté, en 1966, d'un Conseil économique et social national prenant le relais de structures de même type, dont la plus ancienne remontait à 1931.

La situation est différente dans les pays d'Europe septentrionale à forte tradition sociale-démocrate, où le dislogue entre gouvernements et partenaires sociaux fait partie intégrante du paysage politique et s'incarne dans de nombreuses institutions. Ainsi, en Norvège existent différents organismes nissant patronat et syndicats - dont la commission de concertation présidée par le premier ministre –, et la loi sur la procédure administrative du 10 février 1967 rend obligatoire la consultation des partenaires sociaux pour tous les projets de loi concernant les relations du travail et les conditions de travail. Au Danemark, la tradition de médiation organisée, sociale et étatique est extrêmement ancienne; aussi le Conseil économique, créé en 1962, est-il davantage une structure technique qu'une assemblée: il produit des rapports et

non des avis. Quant à l'Allemagne, la pratique du dialogue social est suffi-samment établie pour qu'une commis-sion parlementaire d'enquête pour le réforme constitutionnelle, siégeant de 1973 à 1976, ait refusé la création d'un conseil économique au niveau fédéral.

En Irlande, le National Economic Conneil, créé en 1973, est fort proche, tant pour sa composition que pour ses compétences, du CES français. An Royaume-Uni, le néolibéralisme triomphant depuis l'arrivée au pouvoir de M= Margaret Thatcher en 1979 a réduit à sa plus simple expression la concertation État-syndicats et syndicats-patronat Aussi n'est-il guère surprenant qu'sit été supprimé, en 1992, l'orga-nisme tripartite qu'était le National Economic Development Council, créé

#### Méfiances latines

T ROIS pays de l'Europe latine, l'Italie, le Portugal et l'Espagne, ont connu, eu vingtième siècle, des périodes de dictature caractérisées, sur le plan économique, par le dirigisme économique et le corporatisme. Ce passé e engendré une forte méfiance à l'égard de tout ce qui pouvait ressem-bler à une assemblée non élne mais dotée de pouvoirs politiques. Néan-moins, la Constitution italienne de 1947 institutionnalisa la mise en place d'un Conseil national de l'économie et du ravail (CNEL), mais la loi constitutive ne fut promulguée qu'en 1957. Le Conseil économique et social portugais, qui fait preuve de beaucoup de dynamisme, est le résultat de la fusion du Conseil national du plan, instauré par la Constitution de 1976, selon le modèle français, et du Conseil permanent de concertation de 1984, plus représentatif.

En Espagne, après le retour à la démocratie, les communautés autonomes, disposant de compétences économiques et de la liberté d'organiser leurs institutions, ont toutes prévu de se doter d'un CES et 15 des 17 « autonomies » ont déjà engagé les procé-dures nécessaires. Mais il aura falin attendre février 1993 pour que, après bien des difficultés, soit installé, an nivean national, un Conseil économique et social assez proche du CES français. Difficultés aussi en Grèce, où le Conseil de politique économique et sociale, créé par le premier ministre en 1978, a été dissous en 1982. Un CES directement inspiré du modèle



européen vient d'être mis en place le 17

Ces expériences (I) sont observées attentivement en Europe centrale et orientale où il a fallu reconstruire des institutions démocratiques sur les décombres du « socialisme réel ». Déjà la Hongrie, le Slovénie et la Slovaquie ont mis en place des CES. Les perspectives d'adhésion à l'Union européenne devraient étendre ce mouvement à d'antres pays, et en premier lieu à la Pologne et à la Roumanie.

(1) Sur les CES européens, on consulters Pierre Bodinesse, Les Conseils économiques et sociaux, PUF, coll. a Que sais-je? », Paris, 1994, en particulier pour les pays d'Europe du Sud, et les chapitres spécialisés de Conseils économiques et anciaux en Europe. Rôle et perspectives, Conseil national de l'économie et du travail, Edizioni Scientifiche Italiane, Naples, 1992. En usi 1990. le comité économique et social de la région Languedoc-Roussillon a organisé un colloque minulé

UN ESPACE EUROPÉEN DE LA SCIENCE. - Anto-

★ PUF, coll. «Science, histoire et société», Paris, 1995, 185 pages, 148 F.

Amonio Ruberti et Michel André, respec-tivement ancien commissaire et accuel haut fonctionnaire à la Commission, nous proposent de « définir les contours de ce que devrait être une politique européenne de la recherche et de la technologie ». En partant de l'acquis – les grands projets intergouvernementaux d'après-guerre (CERN, ESO, EMBO, Airbus, Ariane, etc.), les programmes communautaires et Eurélia – mais anssi en passant de la coopéra-tion à la coordination des politiques nationales. Meilleure combination des actions existantes, programmes à géométrie variable « tirés » par un État, milisation optimale de l'Assemblée européenne des sciences et des technologies créée en 1994, etc., surant de voies à snivre.

Les auteurs consacrent un chapitre important à la science dans la coluire emopéenne, et notamment à ses aspects éthiques et sociaux. Il y a bien une certaine manière européeune de faire de la science, qu'il convient de valoriser...

#### La volonté d'indépendance du CNES algérien

N Algérie, malgré les sabotages, les attentats contre les travailleurs, les cadres de l'Etat, les journalistes, les syndicalistes at les fammes, les écoles continuent à dispenser le savoir, les usines à produire, les journeux à paraître, les charcheurs à réunir symposiums at autres colloques scientifiques »... et le Conseil national économique et social (CNES) à sièger, aureit pu ajouter calui qui prononce ce message devant les représentants d'une aurent pu ajoutar catur dui prononce ce message devant les representants o une querantaine de ses collègues d'autres pays, réunis à Lisbonne à fin du mois de mei damler : M. Abdeslem Bouchouareb, le jeune président du CNES. Avec trois autres membres de catte institution, il e obtenu un visa de six jours pour le France et les autres pays de l'espace Schengen, donc pour la Portugal où se teneit la quatrièma Rencontre internationala des CES.

Petron d'una entreprise privée de 142 salariés, spécialisée dens l'egroalimentaire, M. Bouchouereb est égelement président de le première Confédération générale des opérateurs économiques elgériene, et, à ce titre, mambre du CNES. C'est à l'unenimité de ses 180 membres, dont les 30 syndicalistes, que cette essemblée, installée en mel 1994, l'a élu à sa présidence. Il s'agit d'un « espace relativement indépendent », et les conseillers « veillant à ce qu'aucune captation politicienne ou d'intérêts indus ne vienne parasiter leurs débats ou influer sur les actes qu'ils produisent », précise M. Bouchouareb, qui rappalle les principes sur lesquela fonctionne le CNES : élection à tous les

postes de direction ; vote sur tous les actes ; indépendence de l'institution et de ses membres, protégés pandent leur mendet; compatibilité avec une activité professionnelle; libre accès à l'information; publicité des débats et des actes; respect de la plurelité des opinions; capacité d'autossisine...

Le CNES, en un an, n'e pas chômé ; soit sur saisins du gouvernement, soit de son propre chaf, il a émis des avis sur l'aménagement du territoire et l'enviment, la stratégie nationale de l'habitat, le restructuration industrialle et le privatisation, l'état d'application des lois socieles, le pacte sociel, et il e adopté, eu second semestre 1994, un repport sur le conjoncture. Certes, à la adopté, eu second semestre 1994, un repport sur le conjoncture. Certas, à la fecture de cea documents, on n'e pas la sentiment d'une térmérité excessive de l'institution. Mais, déjà, elle discute, s'informe, prend des initiatives, se dotte d'une marge de manceuvre par rapport au pouvoir. Ainsi, elle antretient des rapports étroits avec les Quinza, par le bieis du Comité économique et social européen. Dans un pays soumis, de 1982 à 1990, au réglme du parti unique, puis à un coup d'Etat et à la violence intégriste et militaire, l'existence de l'espace de débat qu'est le CNES constitue une précieuse avencée pour le démocratie. Les participants à le rencontre de Lisbonne ne'y sont pas trompés, oul ont chalaureussement embaudi la délégation elgérience. trompés, qui ont chaleureusement epplaudi la délégation algérianne.

M. José GAFO FERNANDEZ

### Les structures du Comité économique et social européen

#### Président M. Carlos FERRER (E) Vice-président M. Bent NIELSEN (DK) Vice-président M. André LAUR (F) Secrétaire général M. Shoon-Pierre NOTHOMB (B) ANDRADE Pudo (P) Mme. JOHANSEN Birts (DK) M. KALLIO Seppo (PI) Mus. KANNISTO Tunikki (PI) PÉ Moques (F) PELLETER Robert (F) More. RARROW Joseiva (UK) BENTO GONÇALVES José (P) den BURG H.C.H. (NL) MM. KAZAZIS Pilotas (CR) PETERSEN Jon Pour (D) PEZZINI Antomilo (I) KRITZ Law (SE) LITTLE John (UK) PIETTE Josty (B)

M. CAL Vacco (P) Manc. CASSINA Glac CHRISTIE Campbell (UE) FARNLETINER Johann (AT) GEVENICE Michael (D) GIACOMELLI Camille (L) JASCHICK Johannes (D)

KAZAZIS Filotes

ETELMAN Delbe

KIRNLE Adulter

LERIOS Nikolaos M. d'AGOSTINO Vissorio

SRITZ Lap

LUSTENHOUWER C.W.M. (NL) MAYAYO BELLO lost (E) MOLINA VALLEIO Just Man MULLER Engène (L) NOORDWAL Philip (NL)

MINL PAPAMECHAEL Yunnels (CR) PERCOLO CAM RAMAEKERS Roser (B) STROM THE (SE) VOGLER Being (AT)

M. Jess PARDON M. Liam CONNELLAN Présidence des sections Affaires sociales, fa M. John CARROLL M. René BLESER

per BRIESCH

M. Pere MARGALEF MASIA (Espagne)

ATAIDE FERREIRA

M. Robert MORELAND

#### Groupe des employeurs Président : M. Manuel CAVALEIRO BRANDÃO (Portugal)

BACK JAND Edouble LINDMARK Store Bri BARROS VALE Pado LITTLE Jobs BERNABET Ch MARIE Ferline BUNDGAARD Helle MERCÉ JUSTE R BURANI Umb MERIANO Carlo Erre MURKHARD Wolfgan CONNET LAN LINE MORGAN Peter DENEHALIS Action NOORDWAL PAlly H DE MORRE Deviel DEPNAT Marce DONOVAN BO PANERO FLÓREZ AS FARNLEITINER J PELLETTER Robe POLIAS Chris PREPARTES COL PERCOLO GEORGE REGALDO GIA GARDNER Kenneth S. PERMIT. Also Me RODRÍGUEZ DE AZERO Y CHIGONIS Robe GIACOMELLI C RODRÍGERIZ GARCIA-CARO GIRSPORE Helman SANTIAGO M HAMRO-DROTZ PE SEGUY Rope HALLSMANN Fri

MML SCLARI Lee

VEVER Brown

STECHER NAVARRA Joy

STÖLLNEREGER KIES VERHABGHE Paul

ANDREWS John ATTLEY WILL BELADED Ém REINARD Alcho BONDES-PACES Berry Mar. Vill Cal. Visco CARLSLING Bell Light F. CELACIAS Educado DECARLON IN DEPENDENT TWEET DELLEAUD GOS DUNKEL Bend ELEN EM FERNANDEZ Jose FREEMAN John GRUENICH Michae GRUSSELIN Paul HAAZE GOT JANSSEN Rouse

Groupe des travailleurs President: M. Tom JENKINS (Royanne-Uni) LIVERANI Giogrio MADDOCKS AGE MERTEN Las MOLENA VALLETO Jame IV OLAUSON SE PAPAMICHAE YEAR MCKERING Hotal SÁNCHEZ MOGUEL Meda C SANDERSON Roy SCHMITZ Kless SER Mario SEQUERRA Victor Rapi TEXER hopes TSTRINGOROS General TOCHLER Emer WESTERLUND IL WILMS Rame In

ASPINALL WEBS ATAIDS HERRIRA MAN Joseph BARROW BASTIAN Jose-Paul REPORT GONÇALVES ION BES-PÉRÉ RIMA de BIGAULT de GRANEUT B BOUSSER ELEC ERCOTERS Been An CERALLO HER COSTA MACEDO M DOMEST A PRINCIPATION E BILENBURG So HAM, EWERT Joseph PORGAS I CABRER FUCES Christod GUILLAUME Anna BERNÁNDEZ BATALLE

IASCHEE lobe de JORIO Hilppo KALLIO Seppo KORPIANI Jose KORPIATIS Dia LAUR Andet LIEUT Baro LUNDS Christia

Groupe des activités diverses Président : Mme Bestrice RANGONI MACHIAVELLI (Italic) MARGALEF! MASIÀ POR MATAYO BELLO José Lais

MORELAND Robert 1. -UK MULLER, Bugher (VP)
MURIZ GUARDADO Jest —DK —SE NUBLSEN Leif Edward NELSSON Station OLSONN Jan Edit PASOTTI Plevio de PAUL de BARCEUFONTAIN PELLETER, Charles (Marindon POZZBII Austracije OUEVEDO ROJO Les RAKAEKERS Roger RESUPPLIL RIST Bend SÁ BORGES Joge SARAL PRITOS SCHLEYER Ha - IRL - IRL - IRL - IRL - IRL SCULLY Con SEMPSON Idea SKOUBY Kand Bell STRASSED Radot — AT — DE — SE — B STRAIRS Michael THYS Petrus TWISTBUL WARROLIN Bridge ZARKENOS Venido

### Prophétisme ou barbarie

ALGRÉ quelques voix isolées, aucun débat de fond n'a pu s'instaurer en Occident sur les tenants et les aboutissams du projet sioniste incarné dans l'État d'Israël, et cela pour plusieurs raisons: la mobilisation des principales organisations juives en vue de défendre toute politique israélieune, quel qu'en soit le contenn. « comme prix à payer pour n'être pas allé s'installer là-bas », selon l'expression d'Elie Wiesel: la crainte de donner prise même indirectement à des résurgences antisémites; et sutout la paralysie suscitée chez beaucoup d'houmnes politiques, journalistes et intellectuels, par la culpabilité liée à l'histoire récente du continent européen responsable de l'Holo-

En revanche, dans la société israélienne, où la discussion sur ce dossier brûlant a cours, bien que discrètement, notamment depuis l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza en 1967, l'image de prone de ce courant est le professeur Yeshayahu Leibowitz, qui s'est éteint, le 18 août 1994, à l'âge de quatre-vingt-onze ans. Docteur en biochimie et en médecine, philosophe et théologico, il est « la personnalité la plus marquante du monde-intellectuel israélien et juif de ce dernier demi-siècle », au dire des traducteurs de ce troisième ouvrage de lui paru en français (1). Sioniste convaincu, juif profondément pratiquant, esprit moderne et universel, il est le mieux placé pour recadrer le projet sioniste. Il le fait en s'attaquant de front aux trois notions - peuple, État, terre fondant l'idéologie sioniste et s'imposant tel un postulat, voire un tabou, à la conscience juive et occidentale. Il en résuite une clarification de l'identité israélienne, me libération de l'entité joive non israélienne et la délimitation d'un espace moral propice à la paix et au dialogue entre hommes comme entre religions.

· 南部縣 (中国) (中国) (中国) (中国)

mentions of min 1991. The large to the

.

45 444.52

energy of the second

L paid

1.00

A CHARLET AND ASSESSED.

ocial europee

A la question « qu'est-ce que le peuple juif? », Leibowitz répond par une triple négation. Le judaïsme o'est pas lié à une terre précise : « L'idée que le peuple d'Israel est né sur ce sol, ce sont les rédacteurs de la Déclaration d'indépendance qui l'ont imaginée (...), le peuple juif n'est pas lié à un territoire dont il a été expulsé... Dès le départ, le peuple juif est un peuple de l'exil. » Il ne l'est pas davantage à un État : « Le peuple juif historique, malgré toutes les contradictions et toutes les divisions qui se sont produites en son sein, n'a jamais considéré l'appareil étatique (...) comme un nale. » Il est encore moins lié à une langue : il s'est exprimé en araméen, arabe, yiddish et d'autres langues encore.

Mais alors, quel est ce peuple? C'est, répond le philosophe, lo peuple du « judaïsme de la Torah et de ses commandements, le peuple d'un mode de vie spécifique, aussi bien sur le plan spirituei que sur le plan pratique, mode de vie qui exprime l'acceptation du joug du Royaume des Cieux, du joug de la Torah et de ses commandements. Cette conscience fut son essence nationale. » Mais « la crise qui a

commencé au XIX siècle est la plus grave de toute l'histoire du peuple juif, plus grave que ne fut en son temps la destruction du Temple ». Car sur ce judaïsme, auquel s'identifient à peine 10 % des Israéliens, s'est superposée la judéité, vague sentiment d'appartenance an judaïsme sans en partager les valeurs spirituelles ou le mode de vie. Ainsi l'identité juive devint problématique; d'où l'impuissance de l'État d'Israél à dire qui est juif.

DÉLESTÉE de ses trois fondements Lymboliques essentiels - le lien à la terre d'Israël, le rapport à un appareil étatique spécifiquement juif et la revendication d'une identité clairement définie -, que devient l'entité israélienne ? Israël est une des « cristallisations étatiques » qui ont jalonné l'histoire juive, affirme Leibowitz. Il est né du sentiment national qui a déferlé sur les communautés juives dans on Est européen incapable de leur trouver une place convenable et est devenu irréversible avec le génocide nazi. Il ne doit donc ni se considérer comme un État-refuge (la majorité des juifs se sentent plus en sécurité en Europe ou en Amérique), ni chercher dans la Bible des arguments fallacieux : « ll y aune sorte de disqualification à la fois religieuse et morale, une corruption spirituelle par le mensonge et l'hypocrisie qui touche au blasphème dans le fait qu'un peuple se serve des promesses de la Torah pour renforcer ses prétentions nationales, alors que la majorité de ses membres ainsi que le régime social et politique qu'il s'est donné n'ont aucun lien avec la foi religieuse. »

Que reste-t-il alors? Une fois débartassée des fantasmes et des tabous, une véritable réflexium politique peut se développer. Une première exigence s'impose: le refus de dominer un autre peuple, « L'État d'Israël existera sur la terre d'Israël, comme cadre de l'indépendance politique nationale du peuple juif s'il évite (...) d'assujettir l'autre peuple, fils de cette terre. » Même si Leibowitz u'évoque pas explicitement l'énorme préjudice causé au peuple palestinien par la spoliation de sa terre et à toute la région par la perturbation durable de son développement normal, l'aveu affleure.

Une deuxième exigence, le refus de reconstituer les frontières « historiques » d'Israël en cherchant à régir l'avenir du peuple palestinien ou à dominer la région. Cela sonne comme un avertissement postume contre la politique du gouvernement de M. Itzhak Rabin qui, tout en développant les colonies, en empechant le retour des réfugiés et en cherchant à s'imposer écouomiquement, projette d'entourer le territoire israélien d'nu « ridean de fer ». Mamifestement, il faudrait une relève de la elasse politique avant que l'on ne puisse envisager une paix selon le cœur de Leibowitz.

La parole du philosophe est « prophétique » dans le sens plein du terme. Il sauve la grandeur du message spirituel du judaïsme et indique le chemin de la paix. Si les hommes de bonne volonté en Israël n'arrivent pas à inventer les moyens de s'intégrer dans la région autrement que par la séparation ou la domination de l'autre; si le monde arabe ne parvient pas à assumer la difficile tâche (devant laquelle l'Occident a renâclé) de faciliter l'intégration de la réalité juive sans renoncer à son projet national de modernisatiun culturelle, sociale et politique; alors le pire sera à craindre et la barbarie aura eu raison du prophétisme.

BOUTROS HALLAO.

(11 Yeshayahu Leibowitz, Peuple, Terre, État, traduit par Gérard Haddad et C. Neuve-Eglise, préface de G. Haddad, Plon, Paris, 1995, 228 pages, 129 F.

#### « LA RÉVOLUTION INACHEVÉE », de Ghazi Hidouci

### Reconstruire l'Algérie

PRÈS Le Mal algérien (Fayard, 1994) de Smaïl Gouenéziane, ministre du commerce du gou-vernement réformateur de Mouloud Hamrouche (1989-1991), voici le témoignage de Ghazi Hidouci, qui fut l'éminence grise de tout le mouvement des réformes et un des acteurs, discret mais très influent, de la période 1985-1991 en Algérie. Alors que l'ouvrage de Smail Gouméziane était axé sur la descriptiou claire et précise des dysfonctionnements de la machine économique et des mécanismes de formation des rentes improductives engendrées par le socialisme, La Révolution inachevée (1) de Ghazi Hidouci recherche la source des malheurs de l'Algérie dans le fonctionnement de la société dès le début de l'indépendance.

L'auteur pratique avec succès le mélange des genres : le style de l'homme politique animé d'une vision éthique forte et qui écrit ses Mémoires d'un côté, le style du technicien de l'économie doué d'une forte vision politique de l'autre et qui décortique les causes d'une dégénéresceuce bureaucratique affectant le mouvement révolutionnaire dès ses origines. Ce double regard sans concessions donne à l'ouvrage toute sa force.

Même pour un lecteur peu au fait de l'histoire algérienne récente et qui pourrait être gêné des allasions à des événements qu'il ne connaît pas, l'écriure de Ghazi Hidouci nous fait vivre au cœur de la bureaucratie et démontre impitoyablement les causes et les mécanismes de son opacité. Uo vocabulaire direct et transparent oous fait toneher du dolgt les mécanismes de margioalisatio et d'écrasement de toute opinion an sein de la société. Les manipulatious idéologiques soot décrites avec précision dans

cbacun des thèmes que le pouvoir, ouvertemeut aux mains des militaires depuis 1965, instrumentalise, y compris la religion et le tiers-mondisme, mais aussi le « populisme le plus niais abondamment camouflé por un discours avant-gardiste ». iΞ

Ghazi Hidouci date de 1974 le basculement du modèle algérien dans le gaspillage prédateur. Cette année-là, la hausse des prix du pétrole a eu raison des dernières oppositions cristallisées par le secrétariat d'État au Plan qui perd toute influence (2). Il uous conte ensuite comment la chute des prix du pétrole en 1986 ouvre une brèche dans le système, ce qui lui permettra, avec l'appni de Mouloud Hamrouche, futur premier ministre (entre 1989 et 1991), de mener le combat pour introduire l'État de droit et son corollaire inéluétable, l'écouomie contractuelle.

Le livre fera ici grincer bien des dents, tant les images naïves, si prisées dans les médias français, sur les hons démocrates et sur le danger islamiste, sont mises à plat, y compris la tragique équipée de Mohamed Boudiaf acceptant de couvrir le retour de l'autoritarisme violent. Un chapitre final, intitulé . Les conditions du changement », est une réflexion dense, mais écrite en termes limpides, sur islamisme et islam, à contre-courant des idées reçues les plus courantes. Cenx qui n'ont jamais cru au sérieux du mouvement des réformes en Algérie y verront, pent-ëtre, une preuve additionnelle de l'iodulgence des réformateurs à l'égard des islamistes. Mais l'ensemble du récit de Ghazi Hidouci sonne trop vrai pour pouvoir se contenter de ce eliché qui a longtemps couru à l'encontre de l'équipe des réformes eo Algérie.

D ANS sa conclusion, l'anteur, qui replace l'expérience algérienne dans le contexte général de la transition des économies de type socialiste, n'hésite pas à réaffirmer un vibrant credo démocratique où la justice fiscale, la légitimité des urnes, la responsabilité des jeunes dans le cootrôle du pouvoir sont les ingrédients indispensables du retour à la paix eivile permettaot cofin de construire l'Algérie. Pour lui, les vicilles recettes truquées pour retarder l'avènemeot démocratique ne soot plos d'aucune utilité. Hélas, pour le combattant sur le terrain, le seul programme reste « tuer ou être tué », comme dans une arène de gladiateurs où personne o'est là pour mettre fin au combat. Espérons que le livre courageux de Ghazi Hidouci contriboera ao moins à faire taire les voix les plus extrémistes qui, dans un camp ou dans l'autre, appellent à

la poursnite du carnage.

GEORGES CORM.

11) Ghazi Hidouci, La Révolution inachevée,
La Déconverte, Paris, 1995, 302 pages, 155 F.

12) Voir aussi à ce sujet, Mahmoud Ourabah,
Les Transformations économiques de l'Algérie,
Publisud, Paris, 1982.

#### LES MÉMOIRES VIETNAMIENS DE BUI TIN

### Errances d'une révolution

ORS de son passage en France où il a été invité par le Parti communiste, en septembre 1990, M. Bul Tin choisit de lancer un appel à la transformation démocratique du Vietnam. M. Bui Tin n'est pas o'importe qui. Directeur-adjoint du Nhan Dan, le quotidien du Parti communiste vietnamien (PCV), révolutionnaire depuis 1945, colonel présent, le 30 avril 1975, au palais présidentiel lors de la reddition du régime sudiste, parvenu à Pimoan-Penh avec les premiers détachements qui en chassèrent les Khmers rouges, il vit à l'étranger depuis son coup d'éclat d'il y a presque cinq aus (1).

Homme de terrain (il a emprunté à deux reprises la fameuse « piste Ho Chi Minh »), M. Bui Tin fut aussi on homme du sérail et son livre est, de ce fait, une contribution non négligeable à la connaissance de l'histoire du Vietnam contemporain. L'une de ses constantes semble être le conflit entre les intellectuels et une partie de la classe politique à la fois ultra-sectaire, jouisseuse et souvent inculte. Deux personnalités résistent à la critique informée de M. Bui Tin : Ho Chi Minh et surtout le général Vo Nguyen Giap, le vainqueur de Dien-Bien-Phu, que les cabales internes à l'armée et au partin out pas épargné.

L'auteur ne remet jamais en question la ligne générale du combat révolutionnaire, contre le colonialisme, puis contre les Etats-Unis et leurs alliés locaux. Il considère comme logique la décision prise en 1959 par Hanoï d'intervenir dans le Sud. De même estime-t-il fondé l'engagement militaire au Cambodge. Mais, selon lui, sectarisme et

aventurisme ont entaché chaque étape de la révolution. Pour s'en tenir à la période récente, il dénonce la campagne xénophobe contre les Chinois du Vietnam après 1975; l'arrogance à l'égard des Cambodgiens au cours d'une intervention bien trop longue (et à laquelle échappèrent fils et protégés des nouveaux mandarins); les méthodes dictatoriales de dirigeants tels que Le Duan et Le Due Tho; l'incapacité du régime à comprendre les chambardements du monde communiste; bref, l'absence de vie démocratique. Et l'émergence de « capitalistes rouges » liés aux intérêts étrangers ne laisse guère prévoir l'éclosion des biertés.

(1) Bui Tin, Following Ho Chi Muth. Memoirs of a North Vietnamese Colonel. Hurst, Londres. 1995, 202 pages, 25 £.

### DAYSLESTRIVIER

o FOREIGN AFFAIRS. Une série d'articles sur « le chandron islamique » : réflexions sur l'hran et l'Algérie, les relations israélo-égyptlemes et un article d'Amos Perlmuter sur « la mort de l'accord d'Oslo ». (Mai, trinestrie, 7,95 dollars. — 58 East 68th Street, New York, NY 10021.)

ÉTUDES. Lucurs d'espoir en Algérie; la crise roondiale du sens; où en est le Vietnam? Et une iméressante étude sur Heary Purcell. (Juin, mensuel, 55 R.—14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

o DÉFENSE NATIONALE. La première partie d'un dossier sur religious et conflits ; one analyse de la crise de l'armée russe. (Juin. mensuel, 55 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.) o RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES. Un dossier sur la sécurité européenne à l'heure des choix. (N° 18, été, trimestriel, 90 F. – IRIS, avenue Jean-Baptiste-Clément, 93430 Villetaneuse.)

or FUTURIBLES. Un article sur la politique étrangère allemande et une réflexion sur le choix d'indicateurs pertinents en matière d'emploi. (N° 198, mai, mensuel, 70 K. – 55, rue de Varenne, 75341 Paris Cedex 07.) o MÉDECINE ET GUERRE NUCLÉAIRE. Une étude sur les conséquences des essais nucléaires en Amérique du Nord et un appel à la cessation totale de tous les essais dans le monde. (Avril-juin, 25 K. – 5, rue Las

Cases, 75807 Paris.)
o SCIENCES HUMAINES. Un dossier sur
« Le destin de la psychanalyse » avec un texte
de Laurent Mucchielli et un entretien avec Jean
Laplanche. (N-52, juillet, mensuel, 32 F.—
38, rue Rautheaume, BP 256, 89004 Auxerre

Cedex.)
o MIENTRAS TANTO. A lire: Ignacio Ramonet, «La pensée unique »; Andrew Glyn y Bot Sutcliffe, «Le nouvel ordre capitaliste, global mais sans leader »; et Winfried Wolf, «La société de l'amonobile: une impasse ». (N\* 61, mensuel, 900 ptas. — Apartado de Correos 30059, Barcelone, Espagna.)

Correos 30059, Barcelone, Espagne.)
o LA PENSÉE. Cinquante ans après Hiroshima; mathématiques et formation; histoire
de l'opinion publique. (N° 302, avril-juin,
110 E.— IRM, 64, boulevard Auguste-Blan-

qui, 75013 Paris.) n ESPRIT. Le spectre du multiculturalisme américain; Ekaterinbourg: la Russie industrielle en quête d'avenir; défense du revenu minimum d'existence. (Juin, mensuel, 80 F. – 212, rue Saint-Martin, 75003 Paris.)

o THE ATLANTIC MONTHLY. Quand les Erats-Unis prétendent expliquer aux nations en voie de formation comment résoudre les conflits qui les déchirent, tout en ignorant que l'histoire de la diversité américaine n'a été que celle de l'imposition de la norme dominante anglo-saxonne. (Mai, mensuel, 2,95 dollars. – 1290, avenue of the Americas, New York, NY 141044)

□ HARPER'S. Un remarquable article de Michael Lind sur le creusement des inégalités sociales aux Eras-Unis et sur la « rapacité de l'oligarchie américaine »; voyage chez les eurocrates de Bruxelles. (N° 1741, juin, mensuel, 2,95 dollars. — 666 Broadway, New York, N.Y. 10012, États-Unis.)

DEXTRA I L'Etat-providence dans la tigne de mire des médias américains; quand, par désir de dépendre la vie en rose, le New York Times accumule les euphémismes; il y a un an, la presse des Etats-Unis célébrait le « miracle mexicain »...

(Vol. 8, n° 3, mai-juin, 3,50 dollars. — 30 W. 25th Street, New York, N.Y. 1001.)

o VOCABLE. Aux Eurs-Unis, des couvrefeux pour lutter contre la criminalité infantile; réalité sociale et stéréotypes dans les « soapoperas » britanniques. (N° 252, bimensuel, 15 F. – BP 1, 59440 Avesnes-sur-Helpe.)

o SOCIÉTÉ. Cette revue de théorie critique québécoise poblie un numéro bors série sur la souveraineté et sur le référendum de l'automne prochain et plaide pour que la question de l'indépendance du Québec soit liée à la hute contre l'économisme mondial. (Hors-série, été, gratuit sur demande. – Louis Jacob, département de sociologie, UQAM, CP 8888, succursale centre-ville, Montréal, Québec, Canada, H3C 3P8.)

n CAHIERS D'ÉTUDES SUR LA MÉDI-TERRANÉE ORIENTALE ET LE MONDE TURCO-IRANIEN. Un dossier sur « laïcité(s) en France et en Turquie » : une analyse de la crise économique en Turquie. (N° 19, trimestriel, 90 R. – CEMOTI, 4, rue de Chevreuse,

n REVUE D'ÉTUDES PALESTI-NIENNES. La crise entre l'Autorité nationale et l'OLP; la question des réfugiés palestiniens;

le Golan. Lire aussi, d'Henry Laurens, une page d'histoire : « La France, le Grand Mufri et la révolte palestinienne de 1936 ». (N° 4, été, trimestriel, 80 F. – Éditions de Minuit, Paris.) u LES NOUVELLES D'AFGHANISTAN. Une série d'énides sur les influences extérieures (Pakistan, Iran, Asie centrale) et le jeu des forces intérieures sur lesquelles est venn buter le plan des Nations unies. (N° 68, 2° trimestre, 30 F. – BP 254, 75524 Paris Cedex 11.)

u TROUBLES. Un numéro essentiellement consacré à l'« Algérie : entre le sabre et le goupillon, la démocratie « (N° 3, mai, mensuel, 10 F. – Case postale 343, 1211 Genève 4.) u IMPRECOR. Un dossier sur l'Afrique du Sud un an après la formation du gouvernement d'unité nationale. (N° 392, juin, mensuel, 35 F. – PECI, BP 85, 75522 Paris Cedex IL.)

REGARDS AFRICAINS. Un dossier spécial « Recolonisation, phase terminale d'une Afrique malade? » et un débat sur l'avenir du Zaïre, entre État unitaire et fédéralisme. (N° 34, printemps, trimestriel 30 F. — Case postale 46, CH. 1211 Genève 24.)

o L'AFRIQUE LITTÉRAIRE. Un numéro spécial, préparé par Jacques Chevrier, en hommage au grand écrivain congolais Tchicaya U Tam'Si, disparu en 1988. Tchicaya avait collaboré au « Monde diplomatique ». (N° 87, 2° trimestre, semestriel, pas d'indication de prix. – Centre d'études francophoues, 61, avenue du Général-de-Gaulle, 94010 Créteil Cedex.)

CROISSANCE. Un reportage au Vietnam, me enquête sur a les ONG entre doute et colère » : un dossier sur la télévision et a le grand zapping planétaire ». (Juin, mensuel, 32 K. – 163, bd. Malesherbes, 75859 Paris Cedex 17.)

o DONG FANG. Une nouvelle revue consacrée à l'Asic et qui n'entend pas réduire à l'économie sa vision du continent. Articles sur les limites de la coopération régionale : sur familles, dynasties et pouvoir ; sur Henri Michaux « le Barbare ». (Été 1995, trimestriel, 125 F. – 40, rue des Écoles, 75005 Paris.)

o GOLIAS. Une étude sur « les réseaux secrets de la nouvelle droite intégriste » (catholique) et um « guide des lobbies de l'ordre moral ». (Mai-juin, bimestriel, S0 F. – BP 4034, 69615 Villeurbanne Cedez.)

o PROJET. Fondements, enjeux, recettes et remèdes d'une nouvelle politique de la protec-

tion sociale. (N° 242, été, trimestriel, 65 F. – 14, rue d'Assas, 75006 Paris.)

o SH.ENCE. Le nébuleux compromis de Berlin sur la protection des climats; recentrages et renoncements des Verts allemands, troisième force politique du pays. (N° 191, juin, mensuel, 23 F. – 9, rue Dumenge, 69004 Lyon.)

o LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTER-NATIONAL. La soif de justice du Rwanda un an après le génocide. Les mauvais traitements infligés aux minorités ethniques par des policiers xénophobes en Allemagne et en Italie. (N-103, juin, mensuel, 22 F. – 4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.)

n M. Un dossier qui s'interroge sur la possibilité de reconstruire la politique par le bas, avec une série d'articles sur la vie associative et sur les communes. (N° 77, mai-juin, mensuel, 40 K. – 209, rue Salnt-Maur, 75010 Paris.) p POLITIS, LA REVUE. La question des

politis, La REVUE. La question des banlieues comme révélateur de la question sociale : un dossier très complet comportant approche historique, électorale, urbaniste, sociale, culturelle, professionnelle, médicale, judiciare, (Juin-juillet-août, trimestriel, 50 K. – BP 90, 75961 Paris Cedex 20.)

o A CONTRE-COURANT, Une étude détaillée du vote front national en Alsace, par Alain Bibr. (N° 64, mai-juin, dix numéros par an. 8 F. – BP 2123, 68060 Mulhouse Cedex.)

UERSION ORIGINALE. « La France de

er VERSION ORIGINALE. «La France de demain », une réflexion sur l'aménagement du territoire, préfacée par Charles Pasqua, qui reflète largement les thèses du libéralisme ambiant avec, notamment, un article an tire évocateur : « Se délivrer de la sécurité sociale ». (N° 5, trimestriel, obonnement on an : 550 F. – 120, avenue Saint-Exupéry, 92160 Antony.)

D SCIENCES DE LA SOCIÉTÉ. Un numéro consacré à « Territoire, société et communication «. (№ 35, trois unméros par an, 100 R. – . Université Toulouse-Le Mirall, 56, rue du Taur, 31000 Toulouse.)

n ALINÉA. « Non à l'exclusion, non à l'inseruton », ce dure d'un article résume l'esprit de cette stimulante livraison sur «Aliérités, entre normes et marges ». (N-7, mai, semestriel, 25 K. – Université Pierre-Mendes-France, département de suciologie, BP 47, 38040 Grenoble Cedex 09.)

DE FORMER. La revue sur les pratiques et apprentissages de l'éducation s'interroge :

 Qui suit qui ? », réflexions sur le suivi scolaire. (Avril, bimestriel, 35 K. – Voies livres, CP 630, 69258 Lyon Cedex 09.)

n RÉSEAUX. Un grand dossier sur « médias, identité, culture des sentiments », avec des textes de Dominique Pasquier (« Les usages sociaux des séries collège »), et Sandrine Rui (« Foule sentimentale »). (N° 70, mars-avril, rimestriel, 60 F. – CNET, 38, rue du Général-Leclerc, 92131 Issy-les-Munlineaux.)

a LES CAHTERS DE L'AUDIOVISUEL. A lire: « Médias et démocratie », par Jenn-Louis Rollot: et « La liberté d'expression et les médias » par Jean Cluzel. (N° 4, juin, trimestriel, 80 F. – Le Marais, 03500 Bransat.)

COMMUNICATIONS. Un superbe numéro dédié à « Beauté, laideur ». On lira, en particulier, les textes de Daniel Percheron, Georges Vigarello et Véronique Nahoum-Grappe. (N' 60, juin, trimestriel, 100 F. – Le Seull, Paris.)

o TELOS. Deux dossiers: le premier fait le point sur une décennie de technologies de l'information »; le second sur « L'horizon de la société de l'information », avec un article d'Ignacio Ramonet : « Le journalisme à l'ère du soupçon ». (N° 41, trimestriel, mai, prix non indiqué. – Plaza de la Independencia, 6, 28801 Madrid.)

n LA RECHERCHE. Un débat sur l'origine de l'homme contemporain et une évocation du parcours du combattant qu'a dà accomplir le chercheur colombien Manuel Patarroyo pour faire reconnaître son vaccin contre le paludisme. (N° 277. juin, mensuel, 38 F. – 57. rue de Seine, 75280 Paris Cedex 06.)

o ALLIAGR. Un dossiet intitulé « Voir les images de la science » : comment nous voyons nos ancêtres, la géométrie de Dürer, le « visuel » de Huygens, etc. (N° 23, été, trimestriel, 85 F. – ANAIS, 78, route de Saint-Pierre-de-Féric, 06000 Nice.)

n TUMULTES. « La conscience des mots, des représentations du politique en linérature ». (N° 6, mai, semestriel, 100 F. – L'Harmattan,

Paris.)

u CAHIERS PANAÎT ISTRATI. Un dossier sur « Les femmes de la vie » du grand écrivain roumain, et « les femmes dans son œuvre ».
(N- 12, anuuel, 200 F. — BP 811, 26008 Valence Cedez.)

#### OUBLIER L'ALGÉRIE?

### Il était une fois une guerre

LE FAKIR, de René-Victor Pilhes, Flammarion, Paris, 1995, 291 pages, 120 F.

EPUIS trente ans – 1965, La Rhuharhe – , un article défini pour imposer le titre, puis le je pour ouver le roman, et la namation de s'engouffrer dans l'espace bruralement dégagé. Une fois encore, la « méthode Pilhes » happe le lecteur grace à cette manière de soudain créer l'événement dont use l'auteur en rendant énorme, monstrueux ce qui relève a priori de la quocidienne banalité. Ici, pourcant, le je prend une dimension inconnue dans les dix aucres précédents romans car parle aussi, à cravers le Thomas Lenoyer de la fiction, l'ancien sous-lieurenant Pilhes. Sous-lieutenant en Algérie: 1955-1957.

 L'Allemagne a en vite fait de digérer son nazisme. Une opération de moindre envergure mais d'un style identique est amorcée en France (...). Tout le monde a fait son devoir, es si l'on a torturé, l'éait sur ordre... Maintenant occupons-nous du niveau de vie et de la redistribution des resenus », écrivait Jean-Marie Domenach peu après la fin de la guerre (1). A force de vouloir oublier, la France risque de ne plus savoir et, de ce fait, de ne pas toujours voir clair dans les tourments actuels d'outre-Méditerranée. Et Pilhes-Lenoyer de souligner, dès la cinquième ligne du toman, cet hiarus, d'expliquer - pédagogie inusuelle en récit imaginaire - entre parenthèses le sens de sigles et de mots étouffés sous les cendres de l'ignorance : OAS, pieds-poirs...

Lenoyer, président d'un tout-puissant Institut de sondage, ancien béros de la «pacification» en Algérie, aurait cyniquement continué à extraire des fortunes d'une éponge nommée opinion si la guerre, quarante ans après, ne lui avait tendu une imparable embuscade : surgit dans sa vie privée et publique une créature de rêve, jeune putain affirmant, à juste titre, être sa fille, conque en plein bled do Sud oransis avec une maquerelle pour soldars farigués. Il faut rout le talent de René-Victor Pilhes pour rendre crédible cette histoire pour midinette qui n'aurait d'intérêt aucun si elle n'avait des prolongements politiques bien dans la veine de notre auteur. Avant de trépasser à Perpignan, la valétudinaire tenancière de bordel a rappelé ce que le sous-lieurenant Lenoyer raconta nu cours d'une muit trop arrosée : le héros s'était mué en traître lorsqu'au cours d'un rarissage il avait reconnu Abane Ramdane, le vrai chef de la révolution algérienne, autrefois rencontré à Toulouse, et l'avait laissé filer. Et un quarteron d'anciens officiers supérieurs de «juger» aujourd'hui le grand manitou des sondages : le fakir ( surnom pendant la guerre du sous-lieutenant) sera exécuté.

I NE histoire assurément folle. Mais où git la folie ? Le roman de René-Victor Pilbes va beaucoup plus loin qu'un squelettique résumé peut le laisser supposer. L'ancien baroudeur s'interroge beaucoup sur les (ses) responsabilités : il n'est pas le premier à le faire, mais cernaines reprises ne relèvent pas du superfératoire. Elément plus important : il «parle» aux jeunes générations, à tous ces mondes qui s'entrecroisent (émigrés, piedsnoirs, beurs, anciens harkis, islamistes) à Perpiguan ou ailleurs. Il apprend à beaucoup qu'il y eur une guerre d'Algérie, grâce noramment à la clairvoyance de dirigeants appelés Guy Moller, Robert Lacoste, François Mitterrand, et, à partir de cet éclairige historique, invite à une réflexion sur l'acqualité, cirant à ce propos le livre grave de Rachid Mimouni Le Fleuve détourné (2). Il s'interroge aussi sur le sens du discours humanitaire aujourd'hui, au sujet de la Bosnie en particulier. Plus qu'un roman, ce Fakir, talentueuse purge de l'auteur, est une salumire leçon d'histoire.

JACQUES DECORNOY.

(1) Esprit , Paris, octobre 1962. Dans ce numéro, trois courts bilaos « à chaud » d'anciens d'Algérie lacques Rennes, C.H. Roquet, Yves Bertherat) tendent compte des débuts de l'époque.

(2) Robert Laffout, Paris, 1982 ; Presses Pocket, Paris, 1991.

LES ORGANISATIONS INTERNATIO-

NALES. - Marie-Claude Smouts (Armand Co-

lin, Paris, 1995, 191 pages. 72 F): Analyse his-

. ORGANISATIONS INTERNATIO-

• NORD-SUD, RENOUVELER LA COO-

• IMPERTINENCES ÉCONOMIQUES ET

FINANCIERES. - Patrick Tombereau (Lacour, 25, boulevard Amiral-Courbet, Nimes, 1995,

39 pages, 35 F): Face à la crise économique, la

re rehabilization du politique.

• LE TÉLÉTRAVAIL. - Philippe Blasco et

Daniel Loubet (Les Editions d'organisation, Paris, 1995, 91 pages, 59 F): Une nouvelle ré-

• HISTOIRE DE FRANCE, MYTHES ET RÉALITÉS (Erès, Toulouse, disponible à

BP 203, 5d102 Lorlent, 1995, 173 pages, /30 F): Nox faux ancêtres, les Gaulois

LE CHOC DES MONDES. - Catherine

Choron Baix (Kimé, Paris, 1995, 159 pages, 125 F): Les amateurs de boxe thailandaise en

LA QUESTION DU CALIFAT (ERISM-INALCO, 2, rue de Lille, 75007 Paris, 1994, 369 pages, 110 F): Un fascinant voyage dans l'histoire du monde musulroan qui éclaire bien

• LE YÉMEN ET LA MER ROUGE

(L'Harmation, Paris, 1995, 103 pages, 70 F): Une série d'articles passionnants sut un pays et

• OUIDE DES CENTRES DE RE-CHERCHE PALESTINIENS (CERMOC,

BP 2d91, Beyrouth, 1994, 25 pages en français et 133 pages en arabe): Un instrument de tra-

vuil indispensable pour ceux qui suivent le conflit israélo-arabe.

•LES CUNTRATS EN DROIT MUSUL-MAN DES AFFAIRES. – Nayla Comair-Obeid (Economica, Paris, 1995, 228 pages, 200 R): Comment le droit musulman s'est adapté aux exigences de la vie économique moderne.

• IRLANDE (Organisation de coopération et de développement économiques. Paris, 1995, 151 pages): Analyse du pays de l'Union euro-

péenne qui, ces trois dernières années, a connu la plus forte croissance économique.

•65 RAPPORT ANNUEL (Banque des rè

glements internationaux, Bâle, 12 juin 1995, 239 pages): Une analyse des marchés des capitales de l'économie mondiale et des februares la la februare de l'économie mondiale

LES CONTRATS EN DROIT MUSUL-

France, une approche ethnologique.

PÉRATION. - Michel Vernières (Economica, Paris, 1995, III pages, 49 F): Dépasser les

NALES A VOCATION RÉGIONALE (LA Documentation française, Paris, 1995, 124 pages, 85 F): De la coopération en Asic-

Pacifique au Conseil de l'Europe.

#### NORD-SUD

SERVICES, CULTURES, MONDIALISATION. Les services juridiques dans les relations économiques euro-arabes. - Jean-Claude Delaunay

\* Editions De Boeck-Wesmael, Bruxelles 1994, 362 pages, 415 F.

Voici un ouvrage original sur une matière pen étudiée, et pourtant fondamentale pour la connaissance du monde arabe : les systèmes juridiques du monde arabe et les problèmes qui naissent dans les relations d'affaires entre les pays arabes et les opérateurs extérieurs.

Après avoir étudié la modernisation des systèmes, notamment l'exemple central de l'Émeres refee au travail de délibées intrites.

l'Égypte grâce au travail du célèbre juriste égypten Samhoury, l'auteur donne un aperçu rule du fonctionnement local de la justice ; sa seconde partie est consacrée aux services de conseil juridique développés par les cabinets d'avocats français et anglo-saxons sur le monde arabe ou par les cabinets locaux.

L'auteur a fait dans cette partie un travail

vatématique d'interviews et de recense Le livre est à un-chemin entre l'ouvrage d'érudition original et l'annuaire classique de recen-sement des cabinets de conseils juridiques.

MAELSTROM. The United States, Southern Europe, and the Challenges of the Mediterraean.- John W. Holmes (sous la direction de)

\* The Brookings Institution, Washington, 1994, 251 pages, 36,95 dollars.

Un groupe d'experts, composé surtont d'Américains et d'Européens du Sud, a exami-né, au cours d'une conférence tenue à Lisbonne en octobre 1993, les défis posés en Méditerra-née après la fin de la guerre froide.

Pour les affronter victorieusement, la coopé-ration entre Etats-Unis et Europe du Sud leur paraît essentielle, les deux protagonistes ayant

des intérêts communs dans la région.

Tout le problème est de savoir dans quelle mesure la conception globale de la politique américaine dans la région visant surtout à maîtriser le couloir méditerranéen pour l'accès au Golfe pérolier et à Israël est et sera toujours compatible avec les intérêts spécifiques régio-naux des pays de l'Europe du Sud. Un intérêt particulier est porté à la Turquie et son avenir géopolitique et géostratégique. La France n'est pas compuise dans cette approche de l'Europe du Sud, par ailleurs utile pour connaître l'ac-tuelle perception américaine de la Méditerranée occidentale.

BERNARD RAVENEL

**ÉCONOMIE** 

LES PATRIMOINES DU FUTUR. Les sociétés aux prises avec la mondialisation. - Yvonne

Mignot-Lefebyre et Michel Lefebyre \* L'Harmattan, Paris, 1995, 254 pages,

Elargissant l'analyse proposée dans leur Société combinatoire (L'Harmattan, 1989), les auteurs montrent comment, avec la mondialisation, les liens sociaux réels se distendent, comment l'anomie s'installe comment se mettent en place des espaces de ségrégation où foisonneut les intégrismes. les chauvinismes, les systèmes mafficux.

 LOGEMENTS DISCRIMINATIONS La mondialisation pose aussi l'exigence (MRAP, 89, rue Oberkampf, Paris 11:, 1995, 173 pages, 50 F): Comment rendre effectif le d'une conscience commune, devant tant de nouveaux périls. Plus que jamais, le présent interroge le futur.

> Ce type d'étude aide le lecteur à mesurer non seulement la combinatoire complexe de notre crise mondiale de société, mais la fragilité de ce que les auteurs appellent notre « patrimoine organisationnel », les effets des « spoilations légales » perpétrées par la « guerre économique », et aussi du « gouvernement par les objets », du « monde mis en kit ». Comment donc reconstituer les « patrimoines du futur »? Comment notamment instaurer la « subsidiarité du travail » ?

JEAN CHESNEAUX.

ÉCONOMIES ET FINANCES DES PAYS ARABES. -Sabah Naaoush

\* Editione Al Qalam, Perie, 1995,

Il v a touiours eu un manque aign d'ouvrages économiques sur le monde arabe en langue française. Le travail de Sabah Nazoush sera donc le bienvenu pour les étudiants, les chercheurs, les journalistes; on y trouve, en effet, présentées clairement, les données sur la situation économique de chaque pays arabe.

L'ouvrage est divisé en deux parties : la première porte sur l'économie des pays et met en relief les faiblesses propres à chacun d'entre eux ; la seconde examine par grands thèmes les problèmes économiques et financiers du monde arabe : pétrole, finances publiques et fiscalité, relations extérieures et coopération.

Bien que l'auteur eite ses sources lorsqu'il donne des éléments chiffrés, on regrenera qu'il omette de préciser l'année sur laquelle porte l'estimation du PIB qu'il adopte et la source à laquelle il a puisé pour cette donnée importante.

GEOROES CORM.

LE CHOC DU PROGRÈS TECHNIQUE. - Jean-Hervé Lorenzi et Jean Bourles

★ Economica, Paris, 1995, 602 pages,

Les travaux sur l'économie du changement technique sont assez rares. Il faut donc saluer la parution du livre de Jean-Hervé Lorenzi et Jean Bourles. La première et la deuxième partie de l'ouvrage proposent une introduction histo-rique et bien documentée à ce champ de l'économie. La recherche originale des auteurs, qui fait l'objet de la troisième partie, se caracté-rise, elle, par un effort de formalisation mathématique des relations entre le changement technique et l'emploi.

Il est cependant difficile d'adhérer totale-ment à la thèse centrale do livre selon laquelle le chômage serait seulement un phénomène transitoire, lié à l'émergence difficile d'un nou-veau système techno-industriel. Comme dans divers traveux antécieurs où elle était avancée. cette thèse repose sur l'analogie historique : puisque le chômage structurel engendré par les précédentes grandes mutations technologiques du capitalisme a fini par être résorbé, il en ira de même cette fois. Ne faudrait-il pas plurêt se demander si la mondialisation du capital et la perte d'efficacité des politiques industrielles nationales qui en résulte, combinées à la radi-calité des mutations technologiques, ne contribuent pas à rendre inopérants des mécanismes correcteurs jusque-là éprouvés ?

FRANÇOIS CHESNAIS.

LA TYRANIME DES MARCHÉS, Essai sur l'économie virtuelle. - Henri Bourguinat mics, Paris, 1995, 169 pages, 98 F.

\* Economica, Paris, 1895, 169 pages, 98 F.

Ce livre rend accessibles les résultats de travaux jusque-là réservés aux spécialistes, et portant sur l'économie de spéculation, les produits dérivés et les crises de change. La capacité des grands opérateurs financiers à déclencher des attaques spéculatives, qui prennent la forme de « crises anto-réalisatrices », est minutieusement décrite. On notera l'analyse des formes successives prises par les produits dérivés.

C'est à propos de ces produits dérivés que l'anteur suggère l'analogie avec les images virtuelles : même caractère artificiel et évanescent. L'extension de la notion d'« économie virtuelle » aux nouvelles formes d'organisation

nescent. L'extension de la notion d'« économie virtuelle » aux nouvelles formes d'organisation de la production et des échanges est moins convaincante. Car l'augmentation du contenu en comaissance du travali ou l'usage fait de la rélématique par les groupes industriels ne suffisent pas à faire basculer la sphère de la création de la valeur dans la « virtualité ». La crise de la valeur dans la « virtualité ». La crise de la valeur dans la « virtualité ». La crise de la valeur dans la « virtualité ». caine, par exemple, n'a-t-elle pas déjà mis l l'optimisme prudent du chapitre sur les financiers « émergents » ?

L'AFRIQUE ET LE CENTENAIRE DU CINÉMA -Africa and the Century of Cinema. - Fepaci \* Présence efricaine, Paris, 1995, 412

Cente année, comme nombre de festivals de par le monde, le Fespaco fétait le centenaire du cinéma. Paradoxe étrange pour un continent où, jusqu'aux indépendances, les films étaient toumés par les puissances coloniales et où il a fallu attendre 1955 et Afrique sur Seine de Panlin Vieyra, mais surtout 1966 et le premier long métrage de Sembène Ousmane, pour parler vérimblement de cinéma africain. Publié à l'initiative de la Fédération panafricaine des cinéastes (Fepaci), cet ouvrage bilingue recueille les essais de chercheurs, cinéastes, historiens et universitaires. On lira tout particulièrement les universitaires. On lira tout particulièrement les textes de Farid Boughedir, cinéaste et historien umisien (« Cinémas et libertés en Afrique »), Jean-Marie Teno, caneaste cameronnais (\* Li-berté, le pouvoir de dire non »), et suntout l'es-sai de Pierre Haffner au titre fort parlant, « Stratégies du cinéma mobile : une note pour une histoire parallèle du cinéma et de l'Afrique

CARLOS PARDO.

#### **AFRIQUE**

IL CORNO D'AFRICA NELLA STORIA E NELLA POLITICA. Ethiopia, Somalia et Eritrea fra nazionalismi, sottosviluppo e guerra. - Giempaolo Calchi Novati

1994, 285 pages, 33 000 lires.

l'Afrique et ancien professeur à l'université d'Addis-Abeba, auteur notamment d'une Histoire de la révolution africaine qui avait fait dans en 1965, l'anteur sonde à chaud le passé et le présent tumultueux de cette région : la chute le présent turnulment de cette région : la chute du Négus rouge, le colonel Menguistu, et la « régionalisation » actuelle de l'ancien empire ; l'éclatement sangiant de la Somalie, canchemar de la communauté internationale ; les conflits à Djibouni et au Sud-Soudan. Fasciné par l'histoire de l'Ethiopie impériale — et long-temps réfractaire au antionalisme érythéen — Giampaelo Calchi Novari consacre un chapitre brillant à la « guerre de trente aus » qui a provo-ma la chure du réprime révolutionnaire et légiqué la chate du régime révolutionnaire et lé timé le rève d'indépendance de l'ancier colonie italienne riversine de la mer Rouge.

PIETRO PETRUCCI.

#### CULTURE

ENCYCLOPÉDIE DE L'AMOUR EN ISLAM. Érotisme, beauté et sexualité dans le monde arabe, en Perse et en Turquie. - Malek Chebel \* Payot, Paris, 1995, 708 pages, 235 F.

L'ouvrage procède d'une idée extrêmement intéressante : mettre à la disposition du cher-cheur et du grand public les différentes notions relatives à l'amour dans la civilisation de l'islam. Et ce dans une double visée : d'abord faire apparaître la présence de la vie amoureuse et de apparaître la présence de la vie amooreuse et de son symbolisme dans l'aire de l'islam, répuné de nos jours réfractaire à toute expression individualiste ou affective, et, en deuxième lieu, desenclaver cette symbolique par rapport à celle de l'Occident, qui s'en est beancoup Inspiré depuis le hant Moyen Age. L'anteur met au service de son projet une grande érudition et révêle au lecteur français des anteurs marquants. Malheureusement, le comour de bien des notions et des auteurs traités reste souvent flou, la traduc-tion des termes un peu vague et la masscription des mots d'origine parfois déroutante.

BOUTROS HALLAQ

LA CHANTEUSE DE ZANZIBAR. - Lieve Joris \* Actes Sud, coll. « Terres d'aventure », Arles, 1995, 184 pages, 100 F.

Lleve Joris, qui est néerlandaise, n'a pas son pareil pour raconter voyages et rencontres. L'auteur de (notamment) Mon oncle du Congo promène sa plume avec une feinte nonchalance pour, à travers des petits mens, mettre l'accent sur les conflits de l'époque qui divisent les êtres, depuis Aziza, la chanteuse de Zauzibar, jusqu'à Joseph, le Libanais. Il peut s'agir

l'humbles Polonsis rencontrés une mit de Noël en forêt vierge zaïroise comme du célèbre romancier Naguib Mahfouz au Caire ou encore de Naipaul retrouvé en 1991 dans sa Trinidad d'origine alors que l'éctivain préparait des tex-tes sur l'histoire et la mémoire depuis lors publiés et que le récit de Lieve Joris éclaire avec finesse.

J. D.

SERGE PROKOFIEV, - Michel Dorigné \* Fayard, Paris, 1995, 807 pages, 290 F.

Style trop souvent fade, édition mal relue, Prokofiev méritait mieux. Des enreus de taille auraient aussi du être évinées : Alain Messiaen est présenté comme le fils d'Olivier, il était son frère. Plus grave (p. 346) : il est écrit qu'Hemi Matisse, le peintre, se mit à philosopher en 1927... quand l'ouvrage cité (Défense de l'Oc-cident) fut écrit par Hemi Massis, écrivain de la deste rétoculiere. droite nationaliste...

En dépit de certains jugements politiques à l'emporte-pièce et surtout répétitifs, l'informa-tion concernant Prokofiev (1891-1953 : il mourut le même jour que Staline) est d'abondance sur les trois périodes de la vie du grand artiste : période russe, période occidentale, période so-viétique. Comme tous les esprits libres et talen-meux. Prokofiev se brisa sur le récif stalinien, en 1948, lors de sa condamnation pour écriture non conforme aux normes de l'officielle médiocrité, suivie de l'envoi de sa femme au gou-lag (elle ne fut libérée qu'en 1956). Restent, hors quelques opus de propaguide, les inépui-sables chefs-d'œnvre dont le livre égrène la genèse et expose le contenu, avec l'aide précieuse des deux fils de Prokofiev.

#### **BERLIN, ANNÉES 80**

### Du gauchisme au confort

LA VII.LE DES SÉPARATIONS, de Peter Schneider, traduit de l'allemand par Nicole Casanova, Grasset, Paris, 1994, 279 pages, 120 F.

E premier roman de Peter Schneider - auteur connu en France par ses essais tels que Lenz (1) ou Le Sauteur du mur (2) - brosse un tableau mélancolique et ironique de la génération de 1968 en Allemagne. Les rebelles d'autrefois (3) se sont transformés en petits-bourgeois raisonnables et pragmatiques, les passions politiques se sont muées en préoccupations individualistes sans passion.

Ecrit trois ans sprès la chure du mur, le roman se situe dans les années 80 et scrute icrocosme culturel ouest-berlinois, tel qu'il se reflète dans un des cafés à la modele Tent du quartier chic de Charlottenburg. Est-ce par nostalgie que l'autrur conjure l'autrosphère provinciale de Berlin-Ouest sommeillant à l'abri du mur, refuge des objecteurs de conscience - et de Peter Schneider lui-même qui y habite depuis 1961 lorsqu'il vint s'inscrire à la Freie Universität afin d'échapper au service militaire ? Toujours est-il qu'on vivait bien douillettement dans ce Bedin d'avant la grande invasion des geos de l'Est. Des geos qui avaient fait une soure révolution en se débatrassant d'un Etat oppresseur, une révolution qui n'avair rien à voir avec celle des « soimutebuiturds » se rebellant contre les pères, les professeurs et le complexe militaro-industriel, avant de s'impégrer dans l'establishment comme si de rien n'étair. La volonné de changement de ces rebelles d'autrefois se limite aujourd'hui au « désir de changer de chaîns de télévision ou de partenaire », constate Eduard, personnage-clé du roman aux traits autobiographiques. D'uropistes ils sont devenus réalistes, s'insérant dans les échelons moyens ou supérieurs de la société en échappant à la tennation du terrorisme.

DUARD, partisan de l'amour libre, est plongé dans les affres conflictuelles résultant de son désir intermitteut pour trois fertunes parmi lesquelles il finit par choisir la future mère de son enfant. Le libertinage cède le pas à la responsabilité parentale. Et les « Rouges » sont remplacés par les « Verts ». Eduard, éminent biologiste, qui autrefois perturbait les cours de ses professeurs, voit maimenant les procecteurs d'animent faire rruption dans son laboratoire, l'accusant de torrurer les souris blanches pour le salur de la science. « Que le sort mus épargue de tomber entre les mains de ce jumes », soupire Eduard, elise Peter Schneider. Si, avec ses deux amis de toujours, Eduard échange des idées sur le monde et surrout les femmes au Tent, les discussions politiques sont réservées à Lothat, son frère gauchiste, qui lui apprend que leur père a probablement été un nazi parenté.

Dans le conflit de conscience que déclenche une telle révélation, on reconnaît l'auteur de Vati (4), essai sur la culpabilité d'une génération dont « la père a'étaient par de côté des victimes ». Pour le reste, Schneider semble, avec ce roman écrit sur un ton badin et enlevé, préférer le bonheur individuel aux théories uropisses.

BRIGITTE PĂTZOLD.

(1) Flammarion, Paris, 1978 (2) Grasset, Paris, 1983

(3) Pener Schneider était hal-même un dirigeant du mouvement étudism. En 1972, il fut fin interdits professionnels » l'empéchant d'enseigner.
(4) Luchterhand, Deconstadt, 1987, tradaction française chez Grasset, sous le titre Cet hou

PARELA STORIA E NELLA

Mi. esitermes esiterras/icrosis, Turin, Magnes, 32 946 Roya.

The state of the s

Marie a A Michell & one His

Annual to the second second second

seeds a north standard of 5

p segmentation of the property of the party of the party

Bearing and the state of the st

THE PARTY OF THE P of the transport of the transport of the state of the sta

the tentum of the property of the second

A Marie Control of Control of Linguist

ONE I MARKET THE TANK THE STREET

STATES TO STATE STATES CONTROL OF STATES OF ST

Mar of the second secon

Property of the Contract of th

and the water that I have

STATE STATE OF

Ministra in established in a contract

Service of the servic

Month. Servalus et Ericon fra

And the second s The state of the s The state of the s 

L'éditeur a rassemblé, dans ce livre d'intervention idéologique (la traduction du titre serait : « comment ou nous mêne en bateau »), deux textes courts et percunats. Nécessaires pour résister à la manipulation des esprits que conditisent en permanence les grands médias

Celui de Noam Chomsky - I'un des plus ball-lants intellectuels américains contemporains -s'intitule : « Le contrôle des moyens de communication » et décrit les opérations de propagande réalisées per le gouvernement des Etais-Unis depuis 1916; sinsi que le formi-dable développement en Amérique des boreaux de relatinns publiques (un de « communication »), et leur influence sur l'opi-nion. Chomsky rappelle aussi que démocratie et mensonge ne sont, malheurensement, pas des texmes antinomiques.

Le texte d'Ignacin Ramonet, «La Pensée mique et les nouveaux matres du monde », reprend, explique et approfondit le concept que notre directeur avait avancé dans son éditorial de janvier dernier. Largement reprise durant la campagne présidentielle française par plusieurs candidats, et susciant maintes polémiques, l'expression « la pensée unique » a été souvent procédite (consciente des la convent de la pensée unique » a été souvent reproduite (sans citation d'origine) par des journalistes parisiens dont certains (mine des nédias) s'en attribuent désormais la paternité...

Pour comprendre le vrai sens de ce concept (que Le Monde diplomatique o'a cessé de pour-feadre), et ce qu'il aignifie comme conception totalitaire de la vie publique, ce livre paraît d'emblée indispensable.

LAURENCE VILLAUME.

#### OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

GEODYNAMIQUE DES MIGRATIONS INTERNA-TIONALES DANS LE MONDE. - Gildas Simon ★ PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », Paris, 2005, 429 pages, 248.E

Manuel destine aux étudiants, cet ouvrage se borne à décrire, mais avec clarié et de ma exhaustive, les caractéristiques des mouve-ments migràtoires cootemporains, d'une supplem sans doute jamais atteinte si l'on fait abstraction des grandes invasions. Parmi les suppairons fait mutations qui ont entraîné cet essor, l'auteur distingue deux causes principales: ruptures de l'histoire politique ou économique; disparités dans la répartition des richesses. Quane chapitres traitent plus spécifiquement des « sys-pitres traitent plus spécifiquement des « sys-tèmes migratoires » d'Amérique du Nord et d'Europe (régions traditionnelles d'immigra-tion), du « complexe migratoire méditerranéen et moyen-oriental » et du « nouvean système migratoire » Asie-Pacifique, lui-même en plaine expansion. Les aspects invidunes pleine expansion. Les aspects juridiques, sociologiques et humains ne sont point négligés, particulièrement le sort dramatique des populations de réfugiés.

GÉOPOLITIQUE DES DROGUES, 1995. - Observatoire géopolitique des drogues

★ La Découverte, Paris, 1995, 274 pages,

Grâce à son réseau d'experts et de correspon-dants présents dans quatre-vingts pays, l'Ob-servatoire géopolitique des drogues public, pour la troisième année consécutive, un rapport (assorti de nombreuses carres et d'un index) qui est l'un des meilleurs documents dispoqui est i un ces manieurs deciments dispo-nibles sur l'évolution de la production, du trafic et des consommations de drogues. Pour la période 1994 et début 1995, l'accent est mis non seulement sur le développement des orga-nisations manieurses et du narcotrafic dans l'ancien empire soviétique et dans les Balkans, mais aussi sur la prolifération des drogues de synthèse et des marchés fragmentés à côté des grands circuits traditionnels toujours aussi florissants des cartels et mafias traditionnels d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Face à cette évolution les vieilles atrafégies de marche à la drogue. tion, les vieilles stratégies de guerre à la drogue et de lutte contre le blanchiment paraissent ins-

C, de B.

HISTORY OF HUMANITY. - Sous la direction de Siegfried Jan De Laet

★ UNESCO-Routledge, Paris-Lendres, 1994, 750 pages, 160 dollers.

L'histoire du développement scientifique et culturel de l'homanité dont l'UNESCO vient de publier en anglais le premier volume n'est pas me mise à jour de l'édition précédente, qui date de 1968. Il s'agit d'une version entière-ment nouvelle, rédigée à partir des découvertes archéologiques de ces vingt-cinq dernières années et d'une conception moins eurocentriste de nome univers. Plus de 450 spécialistes de toutes les régions du monde ont participé à l'élaboration de cette œuvre monumentale dont le septième et dernier volume devrait paraître en 1997. Publié sous la direction du professeur belge Siegfried Jan De Laer, le premier volume, illustré de 140 photographies, 171 dessins et 74 carres, est consecré à la préhistoire de l'humanité. Un regret : aucune dare n'a été retenue pour la version en langue française. EDOUARD BAILBY

**POLITIQUE** 

LA DÉFAITE. La gauche, la raison d'Etat et le citoyen. - Antoine Comte

\* Austral, Paris, 1995, 234 pages, 95 F.

Avocat des Irlandais de Vincennes et des anarchistes basques, des victimes de la san-glante répression du régime de Moussa Traoré au Mali comme des militants du Mouvement populaire de libération de Djibouti, Antoine Comte a été confronté, dès 1981, à un pouvoir de gauche accumulant les reniements avec un rme brutal, au nom d'une raison d'État rebaptisée « culture de gouvernement ». Pour qui la politique est inséparable de la morale, l'ex-

Mais si elle est l'occasion d'éclairer le lec-teur sur le comportement édifiant de quelques belles consciences socialistes, l'anteur donne aussi à voir, avec pudeur et discrétion, presque furtivement, ces citoyens de tomes origines, exerçant les fonctions les plus diverses, demeu-rés fidèles à quelques principes simples, résis-tants d'aujourd'hui porteurs d'espoir dont dé-pend l'avenir de la République.

#### MÉDIAS

LA TÉLÉVISION. Enquête sur un univers impitoyable. - Veronique Brocard \* Lieu Commun, Paris, 1994, 280 pages,

Tont téléspectateur français devrait lire ce livre. A titre d'hygiène intellectuelle. Pour se dépolher l'esprit. Et prendre ses distances avec la fascinante petite lucarne. Véronique Brocard propose, sous forme d'abecédaire, une originale, rigoureuse et courageuse enquête sur deux grandes chaînes diffusant en clair: TF1 et France 2. Tâche exuêmement difficile et

« Enquêter sur la télévision, écrit-elle, e'est enquêter sur une société secrète, complexe et violente régie par des codes internes spéci-fiques, des rites initiatiques et une loi du silence respectée par l'ensemble de ses membres. » Le système télévisuel, ajoute-t-elle, est un des rates à offiir simultanément gloire, pouvoir et richesse.

Il fant lire absolument les chapitres consa-That the assument es chaptes consi-crés à l'argent, au bidouillage, à la déontologie, à la mégalomanie (Jean-Pierre Fikabbach vou-lait inotuler son émission « Une fois par moi »...), aux « ménages », à la paranoïa, aux salaires (des animateurs), à la violence interne, anx zones d'ombre.

Salutaire et stimulant de lire enfin, aur le pitoyable univers de la télévision, un texte aissi bien documenté. Et rédigé au virriol.

CINÉMA

HOLLYWOOD ET LE RÉVE AMERICAIN : cinéma et idéologie aux Etats-Unis. - Anne-Marie

\* Masson, Paris, 1994, 256 pages, 118 F.

Cet ouvrage décortique la structure et le fonctionnement d'Hollywood, tout en étudiant les rapports du cinéma et de l'idéologie; il moutre comment le « rêve américain » façonne le film et, finalement, est changé par lui. Envi-sagée sous ses aspects économiques et idéolo-giques, l'histoire d'Hollywood est vue de manière claire et concise. L'auteur en évoque les péripéties et les débats (du code Hays aux liens directs avec des produits de consomma-tion, en passant par la chasse aux sorcières, la disparition du thème pratique du péril rouge

Une dernière partie, « Hollywood au service de l'optimisme », expose la thématique des films. Le livre est extrémement complet, très bien documenté (la bibliographie est parfaite), d'un style rapide et agréable : toute réflexion et recherche sur le cinéma américain doit compter

CLAUDE GRIMAL

THE SECRET LANGUAGE OF FILM. - Jean-Claude

\* Pantheon Books, New York, 1994, 232

Premier livre de Jean-Claude Carrière sur le cinéma, traduit en anglais à partir d'un manus-crit non encore publié en France, l'ouvrage est une réflection lucide sur l'histoire du cinéma, écrite dans un style anecdotique et non pas technique. Le scénariste du Charme discret de la bourgeoisie et de nombreux autres films (Cyrano de Bergerac, Le Mahabarata, Belle de jour, Danton) et président de la Femis (Fondation enropéenne des métiers de l'image et du son), montre les incroyables changements qui ont bouleversé le cinéma depuis un siècle (à la différence de la liuérature ou de la peinture).

Il explique également comment un film peut transformer l'espace en temps et changer notre perception de celui-ci, en comparant les specta-teurs assis dans les salles obscures sux hommes enchaînés dans la caverne de Platon, qui voient se mouvoir des ombres et les pronnent pour la

Quant au scénariste, Il n'existe que pour transmettre certaines émotions d'une personne à une autre, admet Carrière : « Les Berbères qui parlent et chantent sur la place publique de Marrakech exercent le même métier que moi. Pour ceux qui les écoutent, les histoires qu'ils enchaînent sont nécessaires. »

GONUL DONMEZ-COLIN.

JUSTICE AU CHILI

#### L'affaire Letelier

E 21 septembre 1976, une bombe tuait à Washington Orlando Letelier - dernier winistre de la défense du président constitutinnnel chilien Salvador Allende -, et son assistant Roni Moffit, D'abord arrêté à Sanoago par la junte militaire lors du coup d'Etat de septembre 1973, l'aneien ministre avait, grace à l'action diplomatique du Venezuela, été libéré en 1974. Depuis, eet éconnmiste prestigieux menait une campagne très active, aux Etats-Unis et en Europe, en faveur du boycottage économique du régime dictatorial chilien.

La junte avait programmé trois assassinats à l'étranger pour désamorcer cette campagne : celui du général Carlos Prats, tué à Buenos-Aires en 1974 ; celui du parlementaire démocrate-chrétien Bernardn Leighton, grièvement blessé à Rome en 1975 : et celui d'Orlando Letelier. Trois crimes d'Etal. Ordonnés par le pouvoir exécutif; organisés par le département d'intelligence natinnale (Dina, police secrète), alors dirigé par le enlonel Manuel Contreras (un néficier formé à l'Army Career Officers School, de Virginie, Etats-Unis); et exécutés par des agents chiliens et des mercenaires cubains et américains, dont le « repenti » Michael Townley, grace aux avenx duquel l'enquête a pu être relancée.

La dictature du général Pinochet parvint à survivre jusqu'en 1990. La transitioo vers la démocratie fut négociée sur un terrain fragile : les forces armées demeuraient hors du contrôle du pouvoir civil, et, pis, le général Pinochet restalt à la tête de l'armée. Il n'y a pas eu de procès à propos des crimes - près de 3 000 morts et « disparus » - ui de sanctions contre les responsables de forces de répression pour avoir violé la légalité constitutionnelle.

Il semblait donc que le second gouvernement d'après la dictature allait enterrer définitivement le passé. C'est alors que resurgit l'affaire Letelier. La famille de l'ancien ministre et ses avocats avaient justice américaine - et, après un long procès, réussirent à faire juger le général Manuel Contreras ainsi que son adjoint Pedro Espinoza. En mai dernier, la Conr suprême condamnait ces deux hommes respectivement à sept et six ans de prison. Le général Contreras, ancien fonctionnaire de la terreur, refusa d'accepter le verdict. Aidé par des officiers, il entreprenait alors une fuite déséspérée, allant de caserne en hôpital militaire, créant dans le pays une tension extremement grave entre le pouvoir civil et les finces armées. le général Pinochet affirmant que « la légalité civile ne devrait pas affecter les hommes en uniforme ».

Ιē

Dans le cadre de ce débat qui marque les limites du pacte de transition et met en évidence la fragilité de la démocratie ehilienne, vnilà que resurgit la vnix d'Orlando Letelier. L'avocat espagnol Joan Garces, qui fut conseiller de Salvador Allende et se trouvait à ses côtés fors du bombardement du palais présidentiel en septembre 1973, a retrouvé dans ses archives une bande magnétique enregistrée, en 1975, par Orlando Letelier, quand celui-ci dirigeait le Transnational Institute (TNI) d'Amsterdam.

ES enregistrements, retranscrits, viennent d'être publiés (I), précédés d'une passinnmante introduction de Joan Garces, et suivis d'un témoignage de l'essayiste américain Saul Landau, chercheur à l'Institute for Policy Studies, qui avait démontré, avec John Dinges, dans leur livre-enquête Assassination on Embassy Rnw (Pantheon, New York, 1980), la respoosabilité du général Contreras ainsi que du général Pinochet lui-même dans le meurtre d'Orlando

La thèse de Joan Garces, fin analyste (2), est que les militaires de la génératioo de coup d'Etat de 1973 ne sont plus utiles, ni à la bourgeoisle chilienne ni aux États-Unis. L'adhésion probable du Chili à l'accord de libre-échange nord-américain (Alena) exige une modernisatinn des forces armées et leur soumissioo au pouvoir civil de l'Etat. La seotence de l'affaire Letelier rend justice, et, en même temps, sert ce nouvel objectif géopolitique. Les généraux Contreras et Pinochet se sentent trahis par leurs maures de naguère. D'où leur réaction. D'autant plus dangereuse que l'ancien dictateur sait qu'il sera le prochain à passer en jugement sur la liste des accusés...

**MARIANO AGUIRRE. \*** 

\* Directeur du Centro de Invéstigaciones para la Paz, Madrid, et chercheur au Transna-tional Institute, Amsterdam.

(1) Orlando Letelier: Testimonio y Vindicacion, cutretien avec Orlando Letelier: présentation de Joan Garcés et Sul Landau, Siglo XXI de España Edit., Madrid, 1995, 94 pages, I 000 ptas. (2) Lire, pur exemple, de cet auteur, Allende et l'expérience chilienne. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976.

#### « LA RÉVOLTE DES ÉLITES »

### Ambiguïtés du populisme américain

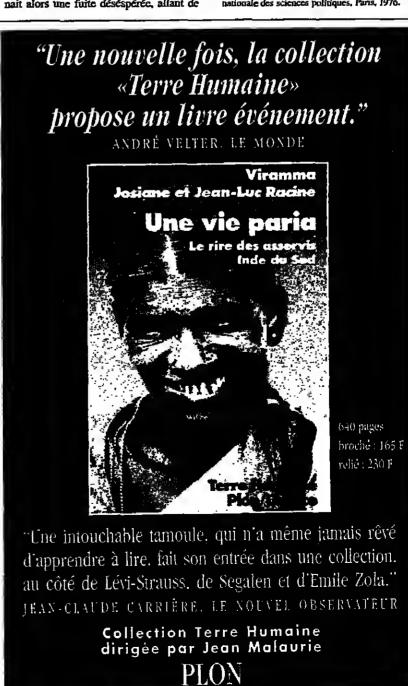
L y a un peu plos de quinze ans, Christopher Lash écrivait un livre, The Culture of Narcissism, qui inspira presque aussitôt l'un des plus importants discours do président James Carter. Le dernier ouvrage de Christo-pher Lash, publié quelques mois après le décès de son auteur, traite à nouveau, avec pessimisme, de la culture et des valeurs américaines, mais, cette fois, il se penche aussi sur l'impact rednutable que la ginbalisatinn de l'économie leur ferait subir (1). Somme de passages per-cutants et de chapitres inutiles, le livre est étrange. Juste et sommaire, stimulant et irrecevable, subversif et réactionnaire. A l'image d'nn populisme américain qui se cherche, il dénonce simultanément les classes privilégiées, qui ont fait de la globalisation de l'économie le ciment de l'apartheid social, et les minorités (raciales, sexuelles, culturelles), qui auraient propagé dans le pays la « permissivité » morale et le « modèle thérapeutique de

Pour Christopher Lash, le problème des Etats-Unis n'est pas sculement que les riches y sunt trop riches. C'est aussi que leur argent les isole des réalités quotidiennes, les maintenant dans un cocon fait d'abstractions et d'images, de réalités virtuelles et d'univers simulés. La révolte des élites, c'est donc d'abord leur état de sécession, leur déelaration d'indépendance. La mobilité du capital a fait d'eux des touristes dans lear propre pays, les consommateurs d'un « bazar global », qui « parlent entre eux un dialecte inaccessible ». A l'écart des villes industrielles, non dépendants des services publics et de la protection sociale, protégés de la violence qui frappe les autres, « ils se sont retirés de la vie commune et ne veulent plus payer pour ce qu'ils unt cessé d'utiliser ». Dédaigneux d'un peuple - le leur - dont ils méprisent les valeurs et que, grâce aux médias, ils persuadent de son incompétence, ils voudraient être « citoyens du monde ». Tnut en refusant d'assumer les responsabilités que la citoyenneté impose.

Malheureusement, l'analyse, qui au départ frappe juste, est vite affaiblie par des ruminations culturelles droidères. voire carrément poujadistes. Elle re-joint sinsi, peut-être sans le vnulnir, toute une thémacque anti-intellectuelle de « petit Blane » mécontent qui, il y n trente ans, fut celle de George Wallace. Car les élites de Christopher Lash, ce ne sont pas seulement les détenteurs du capital et eeux qui les servent, ce sont anssi les minorités raciales et sexuelles, qui domineraient le discours culturel et universitaire, qui mettraient en cause la religion et la famille, qui balkaniscraient l'opinion.

A U nom d'un « sens commun » sans rapport avec celui de Thomas Paine - en butte aux « idénlogies rigides », le propos cible à la fois les capitalistes et les artistes, les experts et les féministes, la sphère de l'argent et les valeurs voltairiennes. Mais cet hybride correspond sans ancun doute au sentimeot d'une fraction importante de l'opininn américaine. Celle qui rêve des petites communautés disparaes. Celle qui attend l'homme politique qui ponrrait mobiliser leur civisme. Ou déchaîner leur intolérance.

(1) Christopher Lash, The Revolt of the Elites and the Betrayal of Democracy, Norton, New York, 1995, 276 pages, 22 dollars.



### E MONDE DIPLOMATIQUE

#### GUERRES, CATASTROPHES, EXCLUSION

### L'alibi de la compassion

#### Par DANIÈLE SALLENAVE \*

ROIS grands maux, si l'on en croit le jour-nal télévisé, affectent les hommes : les guerres, les eatastrophes naturelles, l'exclusinn. Cette réduction schématique induit même une représentation spatiale, plus géographique que politique. Par rapport à ce centre fan-tasmé que sont les pays riches et développés, la carte de l'instabilité du monde se construit selon une série de cercles concentriques. An plus loin, les catastrophes naturelles - Bangladesh, Inde. Zaire. Un peu plus près de nous, des guerres, obscures, tribales - Somalie, Algéric, Bosnie. Dans nns sociétés, enfin, une forme particulière de déséquilibre et de malheur social : l'exclusion.

Naturellement, les choses sont un peu plus compliquées; les zones se chevauchent et se recouvent ; il se produit des perturbations, des interférences. Et, surtout, de redoutables combinaisons frappent les plus démunis : comme par hasard, ce sont souvent les mêmes qui, analphabètes, exclus, sans travail, dépossédés de leurs terres, affrontent une cruelle guerre tribale ou de conquête, un raz-de-marée ou une éruption vol-

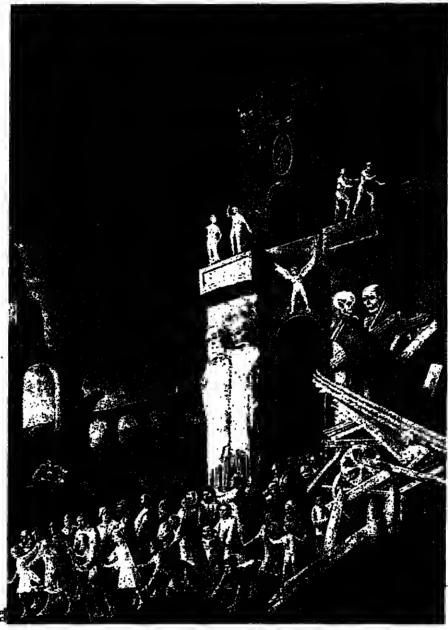
Mais, comment lisons-nous cette tripartition? Jean-Paul Sartre disait : « Il n'y a pas de catastrophe naturelle, » Rien n'est plus éloigné de nous que cette phrase provocante. Dans une époque massivement dominée par la considération écologiste, les catastrophes naturelles ont retrouvé toute leur éminente dignité. Là s'arrêtent, dit-on, le politique, le social et les querelles des hommes. La force des tremblements de terre, e'est de remettre les hommes à leur place, qui est peu de chose, de nous redire inlassablement que nous ne sommes rien, et que la nature est tout.

#### Pitié publique

A catastrophe naturelle est ainsi devenue le Le parangon de tons les désastres majeurs. Qu'est-ce que la guerre - bâtiments détruits, incendies, morts ensevelis, visages ensanglantés et survivants qui plement – sinon un grand trem-blement de terre (1)? Du comp, les questions de fund sont vite évacuées. Qui fait la guerre à qui ? Et quel type de guerre ? Guerre de libération ou guerre de conquête ? D'indépendance ou d'invasion ? A quoi bon savoir ? Ne suffit-il pas de voir les malheurs que la guerre produit, les souffrances qu'elle engendre? Toutes les guerres se valent, tel qui égorge anjourd'hni sera égorgé demain, Tutsis et Hutus échangent leur rôle pour le plus grand bénéfice de l'ingérence humanitaire, de la pitié générale. Cette pitié publique, qui vent encore et toujnurs des victimes, et considère que les vrais coupables ne sont pas ceux qui déclenchent les guerres (car ils étaient les victimes d'hier et seront peut-être celles de demain), mais ceux que n'émeut pas la vue d'un champ de ruines et d'un enfant aux yeux pleins de

La phrase de Sartre est renversée : dans le fond, il n'y a plus désormais que des catastrophes naturelles. Jusque dans nos villes où le malheur humain sévit sous une autre forme, qui porte un nom: l'exclusion. Quelle différence, en effet, y

\* Écrivain : auteur, potamment, de Le Principe de ruine, Gallimard, Paris, 1994, et Les Trois Minutes du diable, Gallimard, Paris, 1994.



STANISLAO LEPRI - « Les Rescapés » (1978)

a-t-il, sur l'échelle de Richter de la sympathie humaine, entre le « SDF » effondré sous des cartons, dans les rues enneigées de Paris ou de New York, et le vieillard qui, sous le feu des tireurs embusqués, traîne deux bidons dans les rues de Sarajevo, ou cet autre qui, dans les ruines de Grozny, cherche à ficeler autour de son pied un bout de chiffon pour se protéger du froid?

Une dérive dangereuse semble avoir gagné toutes nos, représentations. L'« exclusion » est acceptée comme un terme générique qui ne vaut pas d'être interrogé, même s'il recouvre, de fait, une grande variété de situations : chômage, maladie, perte ou défaut de citoyenneté, statut de réfugié, sanction disciplinaire contre Mgr Gaillot, évêque d'Evreux.

Mais cette globalisation a-conceptuelle n'a été rendue possible que par un déplacement gram-

matical. Exclusion, on effet, désigne moins l'action d'exclure que le fait d'être exclu. Ce passage au passif est récent, et significatif. En substituant la considération des effets à la recherche des causes, il signe un net glissement du politique vers la morale et de la responsabilité vers la culpabilité. Il n'y a plus d'acteurs ou de profiteurs d'un système qui permet, encourage, sécrète l'exclusion, mais seulement des spectateurs, des témoins, que l'exclusion « interpelle » (mot à connotation intensément chrétienne), et à qui on demande seulement de sortir de leur indifférence.

Exploitation, sujétion, subordination, inégali-tés, injustices sociales, mais de quoi parlez-vous donc? Qu'allez-vous chercher? Ne suffit-il pas de lire l'exclusion dans le regard exténué d'un sans-abri ? A vos poches, les inclus ! La nature, cette « mère blafarde », ne désarme pas. Les écologistes radicaux ont gagné : il n'y a plus que des problèmes d'environnement.

De proche en proche, le champ entier des rap-ports socianx se désocialise, les rapports qui gagnés par cette dérive où l'émotium l'emporte sur le politique, la souffrance sur la lutte, le naturel sur l'historique. L'extension indéfinie de la catégorie de « catastrophe naturelle » a l'immense avantage de nous assurer une rente morale inépuisable, un bénéfice constant : l'occasion de quitter le statut de coupable - qui passe indifférent devant la main tendue d'un men-diant – et de gagner celui de juste – qui peut se racheter à chaque coin de rue ou à chaque Télé-

Maintenne dans son sens ancien, actif, l'exclusion pouvait porter un autre nom : ségrégation, servinde, exploitation. Devenue un participe passé passif, elle protège désormais de toute investigation en amont sur la réalité des rapports de pouvoir et de productiou. L'« exclusion » sociale n'est plus, dès lors, un thème de réflexion politique, mais celui d'un séminaire catholique on psychanalytique. «Exclusion»; «fracture sociale »: un ligne zigzagante parcourt le système social comme la faille naturelle d'un

#### Non réconciliés

D ANS ce concert pacifique de bonnes inten-D tions, que dément chaque jour la cruanté des rapports sociaux vrais, et maigré la pressiun en faveur de ce nouvel écologisme, ayons le cou-rage de nous défier de la compassion, ce compable alibi de notre indifférence politique. Que, de nouveau, un se divise en deux, que la pseudoréconciliation morale fasse place à l'analyse et à la lutte politiques. La compassion ne mène pas à l'action; elle en obstrue même le chemin. Car l'action ne demande pas des larmes, mais de la résolution ; elle ne demande pas qu'on souffre de constater une injustice, mais qu'on soit décidé à

Non, il n'y a pas de catastrophes naturelles. aveugle qui l'écrase. Cessons une bonne fois de croire aux vérités évangéliques : il n'est pas vrai que le monde appartient aux faibles, il n'est pas vrai que le monde sera racheté par les compatis-

Prenons garde que notre intense et commode commisération pour les faibles, et notre refus de changer leur destin, c'est-à-dire le nôtre, ne donne un jour le prétexte attendu à un tyran, nietzschéen de pacotille, pour rappeler à tous la puissance des forts. L'homme vit en société, et non comme l'animal, dans un « environnement ». L'homme ne vit pas dans un monde de catastrophes, mais dans des sociétés et dans l'histoire dont il est l'acteur, politiquement responsable. « Non réconciliés (2) », vnilà une devise qu'on devrait remettre à l'ordre du jour.

(1) En mai 1994, lors d'une réunion, organisée à Paris par la « liste Sarajevo », des candidets sux élections européennes s'expliquent. Parmi eux, M. Brico Lalonde : Il affinnes son soutien d'« écologiste totalement solidaire du mouvement », estimant que « la guerre est la plus grave des formes de pollu-

(2) Time d'un film de, 1965 du réalisseur français Jean Marie Straub.

#### Dans ce numéro :

#### PAGE 2:

Courrier des lecteurs.

« Le système Carignon », de Raymond Avrillier et Philippe Descamps

L'Italie, laboratoire de M. Berlusconi, par Pierre Musso et Guy



#### **ECOLE DES HAUTES ETUDES POLITIQUES ET SOCIALES ECOLE DES HAUTES ETUDES INTERNATIONALES**

3º cycles spécialisés en SCIENCES POLITIQUES

ETUDES STRATEGIQUES ET POLITIQUES DE DEFENSE

AFFAIRES INTERNATIONALES

Formations réservées aux titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme équivalent (instituts d'études politiques et écoles de commerce notam

Formations 1" et 2" cycles de science politique et de relations internat RENSEIGNEMENTS:

54, avenue Merceau 75008 PARIS - Tél. : (1) 47-20-57-47 107, rue de Tulbiac 75013 PARIS - Tél. : (1) 45-70-73-37

#### PAGES 4 et 5:

CRISES DANS LES BALKANS : La faillite des élites nationales, man, par Paul Balta.

#### PAGES 6 à 8:

L'AVENIR DU CANADA : Hésitations et contradictions du mouvement nationaliste québécois, par Alain Blhr. — Les combats militants d'octobre 1970, par Carlos Pardo. — Que fâire des « premières nations » ? par Philippe Bovet.

#### PAGE 9:

Le Venezuela vers la guerre sociale ? par Ignacio Ramonet.

#### Porto Rico, on l'insoumission culturelle, par Françoise Barthélémy

Etre citoyen dans le monde arabe, par Hicham Ben Abdallah El

Paysans sans frontières, par Christian de Brie. – Le salut par la participation, par Philippe Leymarie.

#### **PAGE 13:**

L'interminable descente aux enfers du Burundi, par Colette Braeck-

#### PAGES 14 et 15:

Grandes manœuvres pétrolières an Cancase, par Nur Dolay. – Entre guerre et paix, le Tadjikistan à la recherche de la stabilité, par Myxiam Cantre

#### PAGES 16 et 17:

Saigon, une rénovation sans projet, par Gertrud Winkle. - Le cinéma pakistanais loin de la société, par Yves Thoraval.

#### PAGES 18 et 19:

Pour en finir avec les faux débats sur les sondages, par Patrick Champagne. – L'élection présidentielle on la quête du Graal, par Emmanuel Souchier et Yves Jeanneret.

#### PAGES 20 et 21:

La prison, machine à gérer l'exclusion, par Jean-Paul Jean. — Dessins animés pour une justice sur écran, par Yves Endes. — Violentes Amériques, par Cesar A. Chetala.

FAILLITES DU SYSTÈME LIBÉRAL. Le danger d'un chaos financier généralisé, par Susan George. – Sous la coupe de la dette, par Michel Chosmdovsky.

#### PAGES 25 à 28 :

Un forum des citoyens organisés: le Comité économique et social européen (Supplément).

« Peuple, Terre, Etat », de Yeshayahu Leibowitz, par Boutros Hallaq.
— « La Révolution inachevée », de Ghazi Hidouci, par Georges Corm.
— Les Mémoires d'un colonel vietnamien (J. D.).

#### **PAGES 30 et 31:**

LES LIVRES DU MOIS: « Le Fakir », de René-Victor Filhes, par Jacques Decornoy. — « La ville des séparations », de Peter Schneider, par Brigitte Pätzold. — « La révolts des élites » de Christopher Lash, par Serge Halimi.

Le Monde diplomatique du mois de juin 1995 e été tiré à 223 550 exempleires.

